DERNIÈRE ÉDITION



QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE – N° 12514 – 4,50 F | Fondateur : Hubert Beuve-Méry | Directeur : André Fontaine | MERCREDI 24 AVRIL 1985

Gouvernement de transition à Khartoum

Le gouvernement provisoire que les militaires soudanais avaient promis de mettre sur pied au lendemain du coup d'Etat du 6 avril a été formé lundi. Son avenir n'est pas sans poser quelques questions : à peine le chef de la junte, le général Dahab, en grande tenue, avait-il fini d'annoncer la composition du cabinet que les représentants des divers partis et des syndicats commençaient déjà à contester la nouvelle équipe.

La principale critique tient apparemment à leur conviction, parfaitement illusoire, que le Conseil militaire de transition (CMT) allait déléguer l'essentiel de ses attributions à des civils. Or le gouvernement provisoire fonctionnera sous la supervision du CMT, et l'on ignore encore la nature du pouvoir législatif : la junte entend, semble-t-il, se le réserver.

Le général Dahab a assigné au nouveau gouvernement trois tâches : doter le pays, dans un délai d'un an, d'un régime démocratique fondé sur des élections libres; combattre la famine provoquée par la sécheresse et résorber la crise économique; enfin, traduire en justice les responsables de l'ancien régime. La junte ne demande au gouvernement ni d'abolir la loi dite « de la sécurité de l'Etat » ni de revenir sur la législation « islamique » (la charia). Toutes deux constituaient l'arsenal répressif de l'ancien président Nemeiry. Or syndicats et partis – à l'exception des Frères musulmans – revendiquent la suppression immédiate de ces textes, jugés contraires à un islam bien conçu ou aux libertés fondamentales du citoyen. Contrairement à ce que l'on avait cru, la charia n'a pas été suspendue : trois femmes ont encore été fouettées lundi à Khartoum pour avoir consommé de l'alcool.

Signe de l'embarras éprouvé par le Conseil militaire de transition : le poste de ministre de la justice a été laissé vacant, faute d'un candidat disposé à couvrir de son autorité l'application de la législation islamique, même à titre provisoire.

Plus préoccupant encore est le fossé qui sépare la junte du mouvement insurrectionnel sudiste, le Mouvement populaire pour la libération du Soudan (MPLS), dirigé par M. John Gareng. Ce dernier refuse de se faire représenter au sein du gouvernement provisoire tout en récusant la légitimité du régime militaire. En désespoir de cause, le CMT a confié trois portefeuilles ministériels à des Sudistes dont la représentativité est plus que douteuse. Tous les trois ont en effet occupé, sous l'ancien régime, de hautes fonctions, ce qui aurait dû normalement les exclure du gouvernement provisoire. Tout indique, dans ces conditions, que la guérilla se poursuivra dans les trois provinces méridionales.

La préférence des dirigeants des principaux partis politiques allait à la formation d'un gouvernement d'union nationale. En fait, ils ne semblent pas trop mécontents d'être écartés des responsabilités du pouvoir pendant la période transitoire. Aucune formation politique ne tient en effet à se compromettre avec le régime militaire qui s'est imposé au pays.

Décimés, désorganisés, affaiblis par une quinzaine d'années de répression, tous les partis ont besoin d'un répit pour se reconstituer avant des élections ou, peut-être, une épreuve de force avec l'armée. En attendant, ils préfèrent laisser aux militaires et à leurs collaborateurs technocrates l'entière responsabilité du pouvoir, en escomptant que leur incapacité à résoudre les problèmes cruciaux du pays contribuera à les discréditer aux yeux de l'opinion.

(Lire nos informations page 6.)

M. Gorbatchev serait prêt à rencontrer à l'automne le président Reagan

On confirme, dans l'entourage de M. Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies, la venue à New-York, l'automne prochain, de M. Gorbatchev, pour participer à l'Assemblée générale de l'ONU, au cours de laquelle sera célébré le quarantième anniversaire de l'Organisation internationale. La nouvelle, qui n'a pas été commentée à Washington, a été annoncée lundi après-midi 22 avril à Moscou, par le rédacteur en chef de la Pravda, *M. Victor Afanasseiev, qui a notamment déclaré dans une interview à l'agence Reuter :* « Je sais avec certitude que Mikhaïl Gorbatchev ira à la session de l'Assemblée générale de l'ONU. » *M. Afanasseiev a ajouté que M. Gorbatchev pourrait alors rencontrer le président Reagan, à condition que ce premier sommet américano-soviétique depuis 1979 soit* « bien préparé ».

Dans l'interview qu'il nous a accordée dimanche 21 avril à Genève, M. Perez de Cuellar confirme sa volonté de « fournir un cadre pour un grand dialogue américano-soviétique », *et dresse un premier bilan de son action à la tête des Nations unies, où il a été porté à la fin de 1981. Le secrétaire général devait arriver ce mardi après-midi à Paris pour un séjour de deux jours, au cours duquel il aura des entretiens avec, entre autres, MM. Mitterrand, Fabius et Dumas.*

« Je veux fournir un cadre au dialogue » nous déclare le secrétaire général de l'ONU

– *Que signifie pour vous ce quarantième anniversaire des Nations unies ?*

– La seule chose qui m'intéresse, c'est une fois de plus de fournir un cadre pour un grand dialogue américano-soviétique, pour que les grandes puissances se retrouvent. Nous l'avons déjà fait l'année dernière, car vous n'auriez pas la conférence de Genève sans les Nations unies, qui ont donné à M. Gromyko un très bon prétexte pour aller à New-York, puis à Washington à l'automne dernier.

» Cela dit, je ne vois pas la célébration de cet anniversaire comme un feu d'artifice, comme une raison de déployer le tapis rouge... Je pense que ce doit être l'occasion d'un nouvel engagement des Etats membres à l'égard de l'ONU et de ses principes, l'occasion d'une grande réflexion pour voir ce que l'on peut faire avec les Nations unies; pour paraphraser Kennedy, je dirais aux Etats membres : « Ne vous demandez pas ce que les Nations unies peuvent faire pour vous; demandez-vous ce que vous pouvez faire pour les Nations unies. »

» Au lieu de se déchirer, les membres de l'ONU devraient se demander ce qu'il faut faire pour la transformer en une organisation utile. Ils ont lancé le bateau; ils ont l'obligation de s'assurer que le bateau arrive au port. Je n'essaie nullement de fuir mes responsabilités ou celles du secrétariat, mais que puis-je faire sans l'appui des pays membres ? J'ai déjà présenté trois rapports annuels d'activité qui proposaient des initiatives qui ont été plus ou moins prises en considération, mais je ne vois rien jusqu'à présent de vraiment positif.

– *Que proposez-vous concrètement ?*

– Dans mon premier rapport, par exemple, je demandais le renforcement du Conseil de sécurité, pour qu'il soit enfin capable de résoudre tous les problèmes relatifs à la paix et à la sécurité internationales. D'innombrables sessions de travail ont eu lieu à ce sujet, mais elles n'ont rien donné et n'ont pas répondu à la question : « Que faut-il faire pour rendre le Conseil, qui est l'organisme responsable de la sécurité internationale selon la charte, efficace ?

Propos recueillis par
JACQUES AMALRIC.

(Lire la suite page 7.)

Les « activités d'éveil » supprimées dans le primaire

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, a présenté, lundi 22 avril, les nouveaux programmes de l'école primaire applicables à la rentrée prochaine. La principale innovation est la suppression des « activités d'éveil », remplacées par des enseignements disciplinaires dotés, chacun, d'horaires propres : histoire et géographie, sciences et technologie, éducation civique (avec de nouveaux contenus), éducation artistique. L'informatique fait son apparition au cours moyen. Le français est doté d'une heure de plus au cours préparatoire et réduit d'une heure à partir du cours élémentaire deuxième année.

Ces programmes seront publiés en livre au format de poche et accompagnés de « fiches complémentaires » diffusées dès le mois prochain.

La plupart des syndicats d'enseignants (en particulier celui des instituteurs) et des fédérations de parents d'élèves ont désapprouvé ces nouveaux textes.

Le recentrage républicain de M. Jean-Pierre Chevènement

« *L'école a pour but l'instruction, non l'excursion. Mais j'encourage les excursions instructives...* » M. Jean-Pierre Chevènement plisse les yeux sous ses sourcils en bataille. Un large sourire illumine son visage. Visiblement, il est ravi de sa boutade – en réponse à un journaliste qui lui demandait si, avec les nouveaux programmes de l'école primaire, un instituteur pourrait continuer à emmener ses élèves au musée. C'est qu'elle illustre tout à fait le petit jeu auquel il se livre, avec une évidente délectation, depuis son entrée au ministère de l'éducation nationale.

Un petit jeu qui jette le trouble dans la gauche pédagogique, mais qui lui a permis de faire une percée spectaculaire dans les sondages et d'apparaître dans l'opinion – en particulier modérée – comme le grand restaurateur de l'ordre scolaire. Bernard Tapie n'affirmait-il pas, dans le *Journal du dimanche* de cette semaine, qu'il le trouvait « *très bon* » et qu'il le garderait rue de Grenelle s'il était premier ministre !

Lorsqu'au début mars Jean-Pierre Chevènement a gagné neuf points d'un coup au baromètre SOFRES-*Figaro Magazine* (1), il y a vu aussitôt la réponse à ses déclarations sur l'école primaire : priorité aux connaissances, fin du laxisme et même (mais là M. Fabius n'était pas d'accord...) rétablissement des devoirs à la maison...

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

(Lire la suite page 11.)

(1) Passant de 24 % à 35 % de réponses à la question sur les personnalités qu'on « *souhaiterait voir jouer un rôle important* » à l'avenir.

Le Monde MÉDECINE

Angoisse et psychiatrie

Freud doit être revu et corrigé : l'anxiété n'est pas toujours liée à l'inconscient. Elle peut avoir pour origine une anomalie biochimique du système nerveux

Pages 15 et 16

Modernisation à l'allemande

I. – Vous avez dit japonais...

Bonn. – « *Nous sommes plus compétitifs que les Japonais. Le danger japonais, croyez-moi, on peut l'oublier* », affirme presque sans sourire l'un des principaux experts du BDI, l'organisation patronale allemande. Même écho un peu provocateur chez un haut fonctionnaire du ministère de l'économie : « *Foutaise,* s'exclame-t-il, *que le débat sur le retard technologique. Il n'y a pas de souci à se faire quant à la compétitivité de notre industrie.* »

De notre envoyé spécial
PHILIPPE LEMAITRE

Depuis deux ans les très nombreux instituts économiques de RFA planchent sur ce thème : les Allemands sont-ils encore capables d'innover ? Est-ce bel et bien la fin du fameux « miracle » économique ? La controverse n'est pas achevée.

Le printemps passé, alors que la grève pour les trente-cinq heures assombrissait le décor, une majorité d'experts donnaient des réponses pessimistes. « *C'est vrai,* reconnaissaient-ils, *nous avons perdu du terrain.* » A cette morosité a succédé une fin d'année plus lumineuse. Cette grande grève a, en effet, fourni une nouvelle occasion de vérifier la fabuleuse capacité de rebondir de l'économie et singulièrement de l'industrie allemandes.

Ceux qui sont les plus proches des faits, qui ont en main les statistiques et prévisions les plus récentes, ont été les premiers à balayer le pessimisme ambiant. En vérité, les chiffres infirment les doctes analyses des Cassandres. Sans être fabuleuse, la conjoncture n'est pas catastrophique. Certes, la croissance – 1,3 % en 1983 ; 2,6 % en 1984 ; entre 2,5 % et 3 % en 1985 – n'est toujours pas suffisante pour résorber un chômage dont le taux se stabilise autour de 10 % de la population active. Néanmoins toutes les données attestent la vitalité, la modernité de l'industrie, sa capacité à tenir tête à ses concurrents américains et japonais.

La balance commerciale aligne une série de records : l'excédent des exportations sur les importations, qui a été de 54 milliards de marks (1) en 1984, devrait, selon les prévisions de l'IFO (l'Institut pour la recherche économique de Munich), atteindre 70 milliards de marks en 1985. Plus spectaculaire encore, la balance des paiements courants pourrait, toujours selon l'IFO, connaître un surplus de 30 milliards en 1985 au lieu de 18 milliards, performance déjà remarquable, en 1984. Du jamais vu !

Les commandes à l'exportation de machines – un secteur dont on explique encore aujourd'hui, au siège de la Commission européenne à Bruxelles, qu'il est en perte de vitesse, car très largement nipponisé – explosent littéralement : au cours des trois derniers mois de 1984, elles ont dépassé de 20 % celles du dernier trimestre de 1983. Même chose pour le matériel électrique et électronique. Les investissements industriels évoluent de façon plutôt satisfaisante : illustration de la polémique sur l'état de santé de l'industrie, les principaux instituts de recherche tablent sur une progression de 5 % en 1985 ; mais le conseil des cinq sages (organisme consultatif du gouvernement) considère cette prévision comme trop prudente et parie pour 10 %.

Une industrie puissante, moderne, en pleine maturité, qui a su combler à temps ses défaillances : les optimistes sont d'autant plus confiants que leur analyse les amène à la conclusion que les bons résultats actuels ne sont en rien feu de paille, mais que, l'assise industrielle s'étant renforcée, ils promettent au contraire de s'amplifier.

(Lire la suite page 38.)

(1) 1 mark : 3,05 F.

AU JOUR LE JOUR

Symboles

La pédagogie républicaine, tendance Chevènement, prévoit le retour à l'éducation civique dans le primaire, une heure par semaine. Qui l'en blâmerait ?

Le ministre indique qu'il s'agit d'« édifier la citoyenneté en utilisant des savoirs ». Au programme, notamment, l'étude et l'apprentissage des « symboles de la République : Marianne, le drapeau tricolore, la Marseillaise, *le 14 juillet ».*

On entendra partout résonner l'hymne glorieux : « Allons, enfants de la patrie... Aux armes citoyens ! » Les enfants d'immigrés pourront se joindre au chœur. Ils auront ainsi, une heure par semaine, l'impression d'être des petits Français comme les autres, en chantant.

BRUNO FRAPPAT.

24 avril 1915 : premier génocide du siècle.
TRIBUNAL PERMANENT DES PEUPLES
LE CRIME DE SILENCE
LE GÉNOCIDE DES ARMÉNIENS
Préface de Pierre Vidal-Naquet
CHAMPS FLAMMARION
"La plus claire des synthèses d'une vérité historique vainement niée".
Yves Florenne Le Monde diplomatique.
35,50 F.
CHAMPS/FLAMMARION

LIRE





débats

LA DÉFENSE DE L'EUROPE

Les représentants des sept pays membres de l'Union de l'Europe occidentale se sont réunis à Bonn, lundi et mardi, pour essayer notamment de trouver une réponse commune aux propositions américaines d'association à l'Initiative de défense stratégique (« guerre des étoiles »). Alfred Cahen estime indispensable que l'Europe puisse s'exprimer comme un ensemble sur les questions de sa sécurité.

De son côté, Jean-Claude Guillebaud, revenant sur l'émission animée par Yves Montand, « La guerre en face », explique certaines des affirmations enregistrées qui avaient soulevé des contestations.

Le nécessaire réveil de l'UEO

L'Europe ne peut se construire sans s'exprimer sur sa sécurité

par ALFRED CAHEN (*)

ISSUE du traité de Bruxelles signé entre la France, la Grande-Bretagne et les pays du Benelux en 1948, l'Union de l'Europe occidentale joue, presque depuis sa naissance, un rôle de Belle au bois dormant. Voilà quelque trente-cinq ans maintenant qu'elle sommeille plus ou moins profondément à l'ombre de l'alliance atlantique.

Certes, il y a eu des réveils. Par exemple lorsqu'en 1954 le traité de Paris a permis son élargissement à l'Italie et à la République fédérale d'Allemagne et, par ce biais, l'entrée de cette dernière au sein de l'OTAN. Mais ces sursauts ont toujours été de courte durée et sans lendemain.

Son conseil, qui allait servir de lieu de rencontre entre la Grande-Bretagne et les six Etats membres des Communautés européennes, lorsque Londres n'en faisait pas partie, a perdu, au moment de l'adhésion britannique aux traités de Paris et de Rome, ce rôle et n'a, dès lors, plus jugé utile de se réunir au niveau ministériel de 1973 à 1984.

Seule son Assemblée parlementaire a échappé à cette léthargie et a poursuivi avec beaucoup de conscience, et même avec un enthousiasme étonnant dans ces circonstances, un travail utile mais que le défaut de dialogue avec un exécutif absent privait d'une grande partie de sa signification.

Voilà qu'aujourd'hui ces Etats membres ont décidé de réveiller la Belle à l'initiative de la France, prince charmant du conte.

Il s'avère de plus en plus indispensable à la fois pour elle-même et pour l'alliance atlantique, dont la quasi-totalité de ces Etats font partie, que notre Europe puisse s'exprimer comme un ensemble sur les problèmes qui touchent à sa sécurité.

Pour elle-même d'abord. La sécurité de l'Europe présente des aspects spécifiques, dont il est essentiel que les dirigeants de ces nations discutent entre eux et sur lesquels il est important qu'ils cherchent à harmoniser leurs positions. On pense, dès l'abord, à cet égard, aux domaines suivants : les questions de défense ; la limitation contrôlée des armements et le désarmement ; les incidences sur la sécurité européenne de l'évolution des rapports Est-Ouest ; la contribution de l'Europe au renforcement de l'alliance atlantique ; le développement d'une coopération européenne en matière d'armement et en matière de technologie alliée aux armements. Le défi de la recherche relative à l'initiative américaine de défense stratégique est symptomatique à cet égard, tout comme l'excellente réponse du gouvernement français, qui propose à ses partenaires européens de réagir dans le cadre d'un projet Eurêka.

Dans l'attente du « pilier européen »

Le fait que le conseil de l'UEO, réuni au niveau de ses ministres des affaires étrangères et de la défense, arrête à cet égard des positions communes lui permettra, en outre, d'engager avec l'Assemblée un dialogue substantiel et public, seul moyen de rapprocher dans une perspective démocratique les opinions publiques européennes d'une notion, celle de la défense, qui, faute notamment de ce débat, a trop eu tendance à leur devenir étrangère. Ce n'est pas là, et de loin, l'un des moindres intérêts de la relance de l'organisation.

Et celle-ci est également utile à l'alliance atlantique, dans le cadre de laquelle la relance de l'UEO entend résolument s'inscrire. N'y a-t-il pas trop longtemps que cette alliance attend son « pilier européen » ? L'UEO peut, par le nouvel effort qu'elle entame, en permettre la réalisation, qui assurera à l'alliance, avec un meilleur équilibre, un renforcement certain. De plus, une Union de l'Europe occidentale renforcée offrira au dialogue transatlantique, pas toujours aisé ces dernières années, un contexte où les problèmes ne seront pas nécessairement moins aigus, mais la faculté d'y répondre d'une seule voix prêtera aux pays européens plus de sérénité, plus de stabilité, plus d'efficacité.

C'est tout cela que les Sept ont compris, qu'ils ont décidé de réaliser, et que leurs ministres ont précisé, d'abord à Paris en juin dernier, puis dans leur déclaration de Rome du 27 octobre 1984, qui constitue, en quelque sorte, l'acte de renaissance de l'organisation.

En soulignant alors l'importance du traité de Paris et de ses objectifs – le renforcement de la paix et de la sécurité, la promotion d'unités et l'encouragement à l'intégration progressive de l'Europe, le développement d'une coopération plus étroite entre les Etats et avec d'autres organisations européennes, – les ministres compétents se sont clairement déclarés en faveur : d'une dimension européenne de la sécurité ; d'un pilier européen de l'alliance atlantique ; d'une Union de l'Europe occidentale, dans la perspective du processus de construction européenne, qui puisse servir de moteur à d'autres institutions, qu'il s'agisse des Communautés, de la coopération politique, de l'eurogroupe ou du groupe européen indépendant de programme.

Dans une telle perspective, quel peut être le rôle d'un secrétaire général de l'Union de l'Europe occidentale ? D'abord, assurément, d'être le serviteur fidèle des Etats membres et de leur conseil. Cela signifie, ensuite, qu'il aura à assurer les conditions dans lesquelles le mouvement qui vient d'être lancé ne se ralentisse pas, à mettre en place les structures nécessaires pour qu'il en soit ainsi et à les diriger dans le sens voulu.

Plus que tout, il devra se souvenir que l'organisation dont il doit assurer l'administration est partie intégrante d'une œuvre de longue haleine, celle de la construction de notre Europe.

(*) Directeur général de la politique au ministère des affaires étrangères de Belgique.

Le désaccord des stratèges

Des « quarante ans de paix » au scénario Coppel et aux « boat people » de Méditerranée

par JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD

« LE MONDE » a reconnu l'utilité et même la nécessité d'un débat très ouvert sur la défense de l'Europe, à l'heure où la plupart des paramètres stratégiques – ceux du « jeu nucléaire » – changent peu à peu de contenu. Il aura lieu, assurément, et s'imposera, tout comme a fini par s'imposer le débat sur les grandes mutations économiques, hier encore jugé saugrenu ou démobilisateur. Quant à la télévision, qui use des images plus que des mots, elle doit sans relâche chercher une mesure entre un excès de didactisme bavard, sans vraie portée publique, et un spectacle plus accessible, mais forcément simplificateur.

Trois objections précises ont été formulées sur lesquelles les stratèges sont à ce point en désaccord que chacun incline à considérer comme une « erreur » l'analyse de l'autre.

1) A propos des événements de Berlin de 1948, nous aurions eu tort de les faire entrer dans la catégorie des crises que le pouvoir modérateur de la bombe a empêché de dégénérer. Il est bien vrai qu'à l'époque l'URSS ne disposait pas d'armes atomiques, et que la fameuse parité nucléaire avec les Etats-Unis ne sera atteinte que bien longtemps après. Personne ne nie cependant le rôle dissuasif que jouèrent, à l'égard de Staline, les bombardiers américains munis de la bombe et stationnés alors en Grande-Bretagne.

Jean Laloy, ancien directeur du Quai d'Orsay, estime que le « danger atomique » contribua très largement en 1948 à freiner les velléités conquérantes de l'URSS à Berlin (voir le numéro spécial du *Point* daté 19 avril). De son côté, le général de Gaulle, dès 1947, attribuait à la bombe américaine le mérite d'avoir préservé l'Europe d'une troisième guerre et prédisait qu'elle garantissait la paix « pour longtemps encore ». Ce n'est donc pas tout à fait sans raison qu'on a pris communément l'habitude de parler des « quarante ans de paix », comme produit direct ou indirect de l'équilibre de la terreur.

2) Le scénario Coppel, si vilipendé et si contesté – y compris dans l'émission – vise à poser deux questions simples : celle des armes chimiques, dont s'est équipée en très grand nombre l'armée rouge ; et celle de l'efficacité réelle de la dissuasion nucléaire, face à une offensive qui serait menée avec des moyens conventionnels. Vieille question posée naguère par Raymond Aron ; une démocratie peut-elle, moralement et politiquement, prendre l'initiative de franchir la première le seuil nucléaire ? L'émission posait la question en la laissant ouverte.

Les Occidentaux en désaccord

On a préféré faire au scénario Coppel – dérangeant, qu'on le veuille ou non – des objections de vraisemblance. La principale tient au fait qu'une attaque surprise des divisions et de l'aviation soviétiques ne serait pas concevable, car ses préparatifs ne passeraient pas inaperçus, notamment des satellites d'observation désormais très perfectionnés.

Mais, sur ce point également, les militaires occidentaux sont en désaccord. Certains d'entre eux, notamment le général Frantz Schutz, que nous avons interrogé, par exemple, estime que l'armée rouge, notamment les éléments du premier échelon stationnés en RDA et dont le dispositif a été modifié il y a quelques années, ont bel et bien la capacité de lancer une attaque surprise. D'autres experts ajoutent que la fiabilité des systèmes d'observation, dont on fait tant de cas, demeure très aléatoire. Quant au « délai de crise » évoqué par Charles Hernu et qui laisserait nécessairement aux forces occidentales le temps de s'organiser, on sait ce qu'il en fut lors de la deuxième guerre mondiale.

Faut-il ajouter, à propos du scénario Coppel, qu'en matière stratégique examiner un scénario ne signifie pas que l'on considère l'hypothèse de sa réalisation comme probable (le texte d'Yves Montand assurait en l'espèce qu'il s'agissait de la « *moins probable* »). Dire que les Soviétiques ont la *capacité* de lancer telle ou telle offensive ne veut pas dire, bien entendu, qu'ils en ont l'*intention*. Sans doute nous objectera-t-on, malgré tout, qu'en illustrant par des images fortes un tel scénario la télévision lui confère un impact public et un antisoviétisme hors de proportion.

En l'occurrence, sait-on que les images en question, très spectaculaires en effet, et qui montrent des blindés soviétiques en manœuvre, ont été tournées par l'armée rouge elle-même et diffusées intentionnellement en Occident ?

3) Reste le bref sujet de fiction sur les « *boat people* » de Méditerranée. Il a pu sembler ambigu parce que la question qu'il pose l'est en effet. Elle se ramène à ceci : l'Europe peut se trouver demain impliquée dans un conflit du tiers-monde. Tous ne procèdent pas de l'antagonisme Est-Ouest et tous ne sont pas contrôlables par les grandes puissances (Iran, Irak, Liban, etc.). Parmi les scénarios de cette sorte, qui relèvent du possible, celui d'une effervescence khomeiniste dans le monde arabe, débouchant sur des guerres civiles, voire sur un véritable embrasement, est loin d'être invraisemblable.

Régis Debray, dans son dernier livre, estime même que l'extrémisme islamique constitue le plus grave défi du moment. Or des pays comme la Tunisie, le Maroc ou même l'Algérie ne sont pas considérés comme à l'abri d'un tel dérapage. Niera-t-on que celui-ci placerait la France et l'Europe devant un dramatique cas de conscience ? C'est bien cette question d'interdépendance entre le tiers-monde et nous qu'il s'agissait de regarder en face et non un quelconque fantasme d'invasion du Nord par le Sud, dont il vaut mieux laisser le monopole à M. Le Pen.

LU

« L'AMÉRIQUE N'EST PAS UNE ILE » d'Alexander Haig

Il voulait devenir le « vicaire » de Ronald Reagan....

LE métier des armes n'est pas nécessairement la meilleure école pour s'initier à l'art de la diplomatie. L'ancien commandant suprême des forces alliées de l'OTAN en Europe, le général Alexander Haig, l'apprit à ses dépens pendant les dix-huit mois qu'il passa, de janvier 1981 à juin 1982, à la tête du département d'Etat. Rien moins qu'héroïque, l'aventure de ce militaire ambitieux dans le monde, bourré de chausse-trapes, des civilités se termina piteusement en déroute. Mais, en homme d'ordre, l'intéressé tenait à mettre les choses au point et il le fait carrément dans un récit, *L'Amérique n'est pas une île*, où il règle ses comptes avec ses associés de naguère.

Effrayé par la perte d'autorité internationale de l'Amérique sous Carter, obsédé par le souci d'éviter un abaissement de la fonction de secrétaire d'Etat, comparable à celui subi par William Rogers sous Nixon, Alexander Haig s'était imaginé, non sans candeur, qu'en faisant appel à ses services Ronald Reagan souhaitait avoir à ses côtés un homme fort. C'était méconnaître le caractère de l'ancien gouverneur de Californie et le fonctionnement de son clan. La tendance profonde du quarantième président des Etats-Unis n'est-elle pas – et le témoignage de Haig à ce sujet n'est pas unique – de s'en remettre entièrement aux hommes de son entourage immédiat à la Maison Blanche, amis de longue date pour la plupart, unis par d'indicibles mais solides liens de complicité ? Quant à l'ambition de ces derniers, Haig dut vite constater qu'elle se limitait à l'horizon étroit des perspectives électorales, les objectifs plus vastes de la politique étrangère étant le cadet de leurs soucis.

Aussi bien est-ce contre ces « hommes du président », ces « *Samson du populisme* », leurs curieuses méthodes, leurs « *instincts démagogiques* » qu'Alexander Haig exerce sa verve. *C'est* eux qu'il rend responsables de la « *cacophonie* » dont a souffert la diplomatie américaine au début du premier mandat de Reagan. Eux encore qui lui ont barré l'accès au président, « *handicap mortel* » qu'il ne parvint que rarement à surmonter. Eux toujours qui alimentèrent la presse de ragots de toute sorte sur son compte, allant jusqu'à raconter, quelle honte ! que le président ne trouvait pas ses plaisanteries amusantes.

Mais si, en fin de compte, Al Haig dut s'effacer, c'est parce qu'il avait avec Ronald Reagan, il le reconnaît avec honnêteté, des « *oppositions irrémédiables sur des sujets d'importance vitale* » : qu'il s'agisse de la levée de l'embargo sur les ventes de blé à l'URSS, des négociations stratégiques, de l'attitude envers les alliés européens, de la Chine, voire d'Israël, les vues de l'un et de l'autre souvent divergeaient.

Ainsi s'acheva dans le chaos, après l'échec de sa mission de bons offices dans l'affaire des Falklands, le règne incertain d'Alexander Haig à la tête de la diplomatie américaine. Haig avait rêvé d'être un nouveau John Foster Dulles, une sorte de « *vicaire* » de Ronald Reagan, comme il l'annonça d'emblée d'un mot malheureux qui fit, admet-il, beaucoup « *glousser* ». Il ne fut même pas un pape de transition, tout juste un missionnaire prêchant dans le désert et que ne récompensa aucune bénédiction présidentielle.

MANUEL LUCBERT.

★ Editions Plon, 348 p., 100 F.

COURRIER DES LECTEURS

Un malentendu

M. Pierre Daix nous écrit : « On me signale, ce qui m'avait échappé, car j'ai été souvent absent de Paris au cours de la dernière période, que mon nom a figuré au bas d'un appel publié par votre journal (le 21 mars) touchant aux problèmes du Nicaragua et des Etats-Unis. Il ne peut s'agir que d'un malentendu. J'ai en effet pour principe de ne contresigner que des textes visant à empêcher les atteintes aux droits de l'homme. »

Où sont-ils ?

Chômage ? 2 500 000. Blasphème ! 2 000 000. 300 000 TUC. 200 000 fins de droits. Ça fait 2 000 000. Pouvoir d'achat ? Colère !! J'enrage ! Il baisse de 2 %. Quelle honte !!

Et ma voiture ? Et mes vacances aux îles Maurice, au Club, en Bretagne, où sont-elles ? Que vais-je devenir ? Trois pantalons au lieu de quatre ? Ma garde-robe ? On la garde ! Non ! Trop, c'est trop !

La gauche ? L'enfer ! Plutôt crever !!

La droite ? Venez à moi, tout est beau ici. Venez, mes chéris(es). Venez. Le bonheur ? Moi, monsieur ! Ah, vous ? La ferme !! Tout ça, n'est-ce pas futile, vain, grotesque ?

Où donc est-il ? Où peut-il bien se cacher l'arbitre de vos (d)ébats ? Celui qui vous dépasse, dont le regard est porté, loin très loin vers l'horizon. Où est-il ?

S'il en existe un, au moins un, qu'il apparaisse ! Où est-il le temps des héros, des hommes dont l'envergure leur permettait en un clin d'œil d'embrasser le monde et ses problèmes ?

Où se cachent les Mendès, les Malraux, les de Gaulle ?

Où sont-ils ?...

OLIVIER DAURCES (*Paris*).

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* », MM. André Fontaine, *gérant*, et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Corédacteur en chef : Claude Sales.

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	644 F	915 F	1 150 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	674 F	1 309 F	1 913 F	2 480 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	386 F	734 F	1 050 F	1 330 F
II. – SUISSE, TUNISIE	491 F	944 F	1 365 F	1 750 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,20 $; Côte-d'Ivoire, 335 F CFA ; Danemark, 7,80 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 80 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 500 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 8,00 kr. ; Suisse, 1,80 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

En Finlande

DÉCOUVREZ LA LAPONIE
ET LA MAGIE
DU SOLEIL DE MINUIT

Un jour, un seul jour, qui dure 73 jours.
Voilà la magie du soleil de minuit au pays des Lapons.
Un paysage sauvage peuplé de bouleaux, traversé de torrents, parsemé de lacs.
Un peuple : les Lapons qui vivent toujours de l'élevage du renne, de la pêche et de l'artisanat.

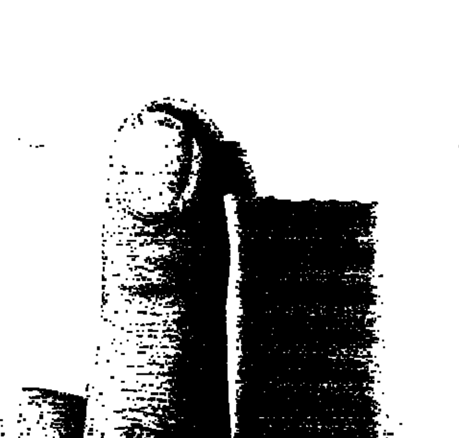
- *Grand tour de Finlande : Laponie, région des lacs : 10 600 F*
- *Laponie, 9 jours : 9 830 F*
- *Laponie, Cap Nord (en Norvège), 8 jours : 10 440 F*
- *Séjour à Helsinki, 4 jours à partir de 2 775 F*
- *Séjour à Helsinki, 8 jours à partir de 3 330 F*



11, rue Auber 75009 Paris - Tél : 742.33.33

Bon pour documentation gratuite
Nom ....
Adresse ....

Grenier/Bidault
Mon.



étranger

EUROPE

URSS

Le comité central du PC tient sa première réunion depuis l'élection de M. Gorbatchev

Le secrétaire général présente les lignes de force de sa politique

De notre correspondant

Moscou. — Le rédacteur en chef de la *Pravda*, M. Victor Afanassiev, a exprimé, le lundi 22 avril, dans une interview à l'agence Reuter, la « *certitude* » que M. Gorbatchev se rendra en septembre prochain à New-York pour l'Assemblé générale des Nations unies, ajoutant que le « numéro un » soviétique « *pourrait rencontrer là-bas* » le président Reagan. M. Afanassiev, qui estime que ce sommet devrait être « *bien préparé* » et aboutir à la signature de documents, qualifie froidement d'« *idiote* » l'idée d'une simple entrevue « *pour faire connaissance* ». On sait que la Maison Blanche défend maintenant cette idée, après avoir proclamé exactement le contraire il y a encore moins de deux semaines.

Le sens des relations publiques de M. Gorbatchev se révèle sans doute à cette utilisation rapide — par rédacteur en chef de la *Pravda* interposé — des contradictions de Washington. M. Reagan est désormais dans la position délicate d'avoir à reculer prudemment à propos de ce sommet, après avoir démarré sur les chapeaux de roue immédiatement après l'accession au pouvoir de M. Gorbatchev. Le président américain avait en effet chargé M. Bush, qui le représentait aux obsèques de M. Constantin Tchernenko, de proposer formellement une rencontre au nouveau secrétaire général. Plus habile que son prédécesseur, ce dernier pourrait fort bien se révéler aujourd'hui le principal bénéficiaire, en termes d'« image » et de propagande, d'une telle opération.

M. Gorbatchev devrait évoquer les rapports soviéto-américains, ce mardi 23 avril, devant le comité central réuni en séance plénière à Moscou. Ce plénum est le premier depuis celui qui a élu M. Gorbatchev secrétaire général, le 11 mars dernier. Le nouveau chef du parti devrait y exposer les lignes de force de sa politique intérieure et extérieure pour les années à venir.

M. Afanassiev, qu'on dit proche du nouveau « numéro un », estime qu'il n'est pas question pour l'instant de « *changements radicaux* », mais que « *le fil* [de la vie politique soviétique] *commence déjà à changer* », en raison du « *dynamisme* » et de l'« *énergie* » de M. Gorbatchev, et que des réformes économiques « *sérieuses* » se profilent. Le rédacteur en chef de la *Pravda* croit savoir en outre que la date et l'ordre du jour du prochain congrès du PC soviétique seront fixés dès ce mardi. Les congrès ont lieu, d'après les statuts, tous les cinq ans ; on avait prêté à Constantin Tchernenko l'intention d'avancer l'échéance pour mieux asseoir sa fragile autorité ; il semble maintenant que l'événement aura lieu à la date prévue en février 1986.

Le calendrier de M. Gorbatchev est particulièrement chargé puisque, à peine achevé le plénum, il doit se rendre dans la capitale polonaise pour y rencontrer les autres dirigeants du pacte de Varsovie. Cette alliance signée en 1955 pour une durée de trente ans devrait être solennellement reconduite à cette occasion.

La semaine politique avait commencé lundi avec le traditionnel discours commémorant la naissance de Lénine. M. Guedar Aliev, premier vice-président du conseil des ministres, à qui était échu l'honneur de le prononcer pour ce cent quinzième anniversaire, a affirmé que l'URSS « *souhaitait inconditionnellement la reprise de la détente* ».

M. Aliev a, d'autre part, répété publiquement l'offre soviétique d'un moratoire sur tous les essais nucléaires à compter du 6 août 1985, quarantième anniversaire d'Hiroshima. Tass s'était fait l'écho, le 17 avril dernier, de cette proposition contenue dans une lettre du présidium du Soviet suprême à un mouvement pacifiste américain, le Centre pour l'information sur les questions de défense.

L'« esprit d'initiative »

La politique étrangère a cependant tenu une place assez restreinte dans la prestation d'une heure et demie de M. Aliev. Tout au plus celui-ci a-t-il noté le caractère « *inquiétant* » de la situation en Amérique centrale et réitéré l'invite rituelle à l'amélioration des relations avec la Chine « *sur la base de la réciprocité* ».

L'essentiel des propos de M. Aliev a été consacré à une défense et illustration des thèses de M. Gorbatchev en matière économique et sociale. Il s'agit d'« *opérer un tournant décisif sur la voie de l'intensification de l'économie* » et d'« *atteindre les plus hauts niveaux mondiaux de productivité* ». Vaste programme, on le voit, qui implique une plus grande discipline du travail, la lutte contre les « *phénomènes négatifs* » traditionnels de la société soviétique, tels que l'absentéisme et la corruption, ainsi que la remise en état d'installations industrielles souvent vétustes.

L'idée centrale de la nouvelle direction soviétique est qu'il faut en finir avec l'irresponsabilité qui règne souvent aux échelons moyens et supérieurs dans les entreprises. On fait en même temps appel à l'« *esprit d'initiative* » des acteurs économiques. Il sera sans doute difficile de conjuguer les réformes envisagées — qui vont nécessairement dans le sens d'une plus grande autonomie — avec la planification centralisée, qui n'est jamais remise en cause.

L'explication le plus souvent avancée est qu'on veut réduire la paperasse, les consignes inutiles, les caprices bureaucratiques, etc., sans toucher au cœur du système qu'est le plan. Bref, les principes qui président actuellement à la vie économique soviétique sont bons, il suffit de mieux les appliquer. Cette approche indique les limites du « réformisme » de M. Gorbatchev. Les vieilles recettes ne sont d'ailleurs pas oubliées puisque Stakhanov est à nouveau mis à contribution. Le cinquantième anniversaire de l'exploit de ce mineur de Donbass, qui a extrait un jour de 1935 plus de 100 tonnes de charbon au lieu des 7 prévues par la norme, devrait être prochainement célébré.

La touche personnelle de M. Aliev, qui a commencé sa carrière au sein du KGB dans sa république natale de l'Azerbaïdjan, se révèle à l'accent mis sur le contrôle social. « *Il faut créer dans les collectifs de travail une atmosphère de mépris à l'égard de ceux qui s'enrichissent aux dépens de la société* ». On ne doit plus, en outre, comme cela est souvent le cas, donner un nouveau fauteuil directorial dans une autre région au responsable qui a été convaincu de malversation.

L'emphase avec laquelle M. Aliev exalte le parti, un cran au-dessus des discours habituels, trahit d'autre part les origines orientales de l'orateur. La même remarque vaut pour l'éloge assez inhabituel dans la bouche des dirigeants soviétiques, du « *peuple russe* » et même de la « *langue russe, puissante force de rapprochement des différentes ethnies de l'URSS* », qui permet à celles-ci d'« *accéder à la culture universelle de l'humanité* ». Un Azerbaïdjanais a apparemment le droit de dire tout haut ce qu'un Russe peut seulement se permettre de penser tout bas.

Quelques détails dans l'organisation de cette séance à la mémoire du fondateur de l'État soviétique dans le Palais des congrès, au Kremlin, en présence du bureau politique au complet, permettent enfin de mieux cerner le « style » du nouveau secrétaire général. Le rituel lui-même est quasiment immuable, mais la présence à la tribune, immédiatement à la gauche des membres du bureau politique, du physicien Alexandrov, président de l'Académie des sciences, est un signe de la considération portée par M. Gorbatchev à cette institution. En outre, le secrétaire général avait pris soin de s'effacer en entrant devant M. Grichine, premier secrétaire du parti pour la ville de Moscou, qui présidait la réunion. On avait déjà remarqué que le compte rendu de la tournée effectuée par M. Gorbatchev les 16 et 17 avril dans un quartier de la capitale n'ouvrait pas, contrairement à toutes les traditions, le journal télévisé du soir, mais était traité en fin d'émission. M. Gorbatchev évite visiblement tout ce qui pourrait ressembler à un culte de la personnalité, mais il lui sera difficile d'échapper, dans ce domaine, au poids du passé.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Hongrie

SOIRÉE ÉLECTORALE A BUDAPEST

Le dissident contre le ministre

L'initiative originale de deux représentants connus des milieux d'opposition hongrois, qui ont avancé leur candidature pour les prochaines élections législatives (*le Monde* daté 21-22 avril), a fait long feu, comme il était prévisible. Mais elle a au moins donné lieu à un débat bien inhabituel, et, de l'avis des intéressés eux-mêmes, le jeu en valait la chandelle.

Budapest (AFP). — Badge de Solidarité à la boutonnière, le philosophe dissident hongrois Miklos Tamas Gaspar, candidat à la candidature pour les élections législatives hongroises contre le ministre des affaires étrangères Peter Varkonyi, a été, lundi à Budapest, le personnage principal d'une soirée électorale à peine imaginable dans un pays socialiste.

Devant plus de sept cents personnes réunies au ministère de l'agriculture, le ministre a dû, bon gré mal gré, trois heures durant, subir un débat électoral autour des idées et de la personnalité de l'opposant, chômeur et privé de passeport pour l'étranger : un peu comme si M. Gromyko acceptait de polémiquer publiquement et dans la même salle avec un dissident soviétique.

Quelques-uns des opposants les plus connus de Hongrie étaient venus soutenir Tamas Gaspar contre les deux candidats présentés officiellement par le Front populaire patriotique et un troisième candidat « indépendant », également membre du parti.

« *Il n'y a pas de liberté de presse dans ce pays* », a lancé à la tribune M. Gabor Demszky, éditeur de samizdats (auto-édition). « *Que l'on donne le plus de choix possible de vote aux élections de juin* » il est prévu pour la première fois un minimum de deux candidatures par circonscription), renchérissait l'écrivain Miklos Haraszti. M. Varkonyi a rejeté toutes ces critiques, en invoquant notamment le rapport annuel du département d'État américain sur le respect des libertés en Hongrie.

Visiblement excédé, le ministre a accusé la presse occidentale de se mêler « *des affaires intérieures* » pour s'être fait l'écho des candidatures des membres de l'opposition à ces élections.

Ignorant quelques insultes lancées de la salle, bourrée, selon les opposants, plusieurs heures à l'avance par le parti, le philosophe hongrois, souvent interrompu, a présenté son programme : prendre conscience des phénomènes de pauvreté en Hongrie, consulter la population sur un projet controversé de centrale électrique sur le Danube, développer le parlementarisme, respecter les objecteurs de conscience et se préoccuper plus activement du sort des minorité hongroises vivant à l'étranger.

A quelques centaines de mètres de là, dans le centre de Budapest, l'architecte Laszlo Rajk, le fils du ministre de l'intérieur exécuté pendant la période stalinienne, développait les mêmes thèmes devant plus de mille personnes dans... l'ancienne salle du cercle Petofi, un des lieux historiques de l'insurrection hongroise de 1956.

Ni l'un ni lautre de ces « opposants » n'a recueilli, après cette deuxième réunion électorale, le total d'un tiers des voix nécessaire pour voir sa candidature retenue. Mais tous deux ont jugé « positive » cette expérience qui leur a permis de s'exprimer publiquement.

M. Laszlo Rajk, qui avait obtenu un tiers des voix lors de la première réunion vendredi dernier, a indiqué qu'il ferait sans doute appel du vote de lundi, qui s'est déroulé à main levée et dans la plus grande confusion.

Espagne

POUR LA PREMIÈRE FOIS

Un Basque extradé de France a été condamné à Madrid

De notre correspondant

Madrid. — *Pour la première fois*, le lundi 22 avril, un Basque extradé vers l'Espagne a été reconnu coupable par un tribunal de son pays. Remis en septembre dernier par la France à la justice espagnole, Francisco Xavier Lujambio a été condamné à... cinquante-quatre ans de prison par l'Audiencia nacional, l'instance chargée de juger les délits de terrorisme (1).

José Manuel Martinez Beiztegui et José Carlos Garcia Ramirez, extradés en même temps que lui par Paris, tout comme Joseba Artetxe et Salvador Ormaza, livrés en juillet 1984 par la Belgique, avaient tous les quatre été acquittés par ce même tribunal.

Francisco Xabier Lujambio était accusé de faire partie d'un commando de quatre hommes qui avait assassiné deux gardes civils le 16 mai 1980 dans un bar du village de Goizueta, en Navarre. Le procureur avait demandé contre lui une peine de soixante-trois ans de prison ; la défense réclamait l'acquittement faute de preuves. Pour le tribunal, bien qu'il ne fût pas établi que l'accusé était l'« *auteur direct* » de ce double assassinat, il est, en revanche, certain que sa participation à l'attentat fut « *décisive et indispensable* ».

Ce verdict a causé une incontestable surprise à Madrid, car le procès de Lujambio s'était déroulé de manière très semblable à celui de ses deux compagnons acquittés. Dans les trois cas l'accusation reposait sur le témoignage d'autres membres de l'ETA, l'organisation séparatiste basque, mettant en cause les inculpés. Avec un bel ensemble, ces témoins à charge se dédirent toutefois devant le tribunal, affirmant que leurs déclarations initiales avaient été obtenues sous la torture alors qu'ils se trouvaient au secret.

Lors des précédents procès, ceux de Martinez Beiztegui et Garcia Ramirez, ces rétractations en chaîne avaient suffi à assurer l'acquittement. Dans le cas de Lujambio, le tribunal a refusé de tenir compte du revirement de ses deux accusateurs, car, selon les juges, leurs premières déclarations étaient « *claires et précises* », et « *obtenues avec des garanties juridiques suffisantes* ».

Face à cette différence de traitement, d'aucuns se demandent à Madrid si le tribunal n'a pas été tenté d'observer une certain équilibre « politique » dans sa triple sentence de ces derniers jours : les acquittements démontrent son indépendance ; la condamnation manifeste sa fermeté. La contrepartie est à l'évidence que l'Audiencia n'aura satisfait personne, ni du côté du gouvernement *ni* du côté des activistes basques.

THIERRY MALINIAK.

(1) Cependant, en vertu du code pénal espagnol, la peine maximum qui peut être effectivement purgée est de trente ans.

Grande-Bretagne

APRÈS LA RÉPLIQUE DE MOSCOU

Londres annonce trois nouvelles expulsions de diplomates soviétiques

De notre correspondant

Londres. — Le Kremlin vient de répliquer au Foreign Office en annonçant, le lundi 22 avril, l'expulsion de trois diplomates britanniques en poste à Moscou en réponse à celle rendue publique, le 18 avril, d'un attaché militaire de l'ambassade d'URSS à Londres et de l'un des directeurs du bureau de l'Aeroflot dans la capitale britannique (*le Monde* du 20 avril).

Pour tenter de briser la tradition, bien établie, de la stricte réciprocité qui régit les « rapports diplomatiques » Est-Ouest après la découverte d'une affaire d'espionnage (1), et surtout pour essayer de ne pas hypothéquer les chances d'un renouveau dans les relations soviéto-britanniques, le gouvernement de Mme Thatcher avait d'abord décidé de ne rendre publique que l'expulsion de deux Soviétiques, sur cinq initialement visés par cette mesure. Mais l'annonce, peu après, de la riposte du Kremlin a amené, quelques heures plus tard, le Foreign Office à faire connaître l'ensemble de ses décisions — alors que le départ des trois derniers diplomates soviétiques aurait dû avoir lieu de façon discrète et sans urgence.

La réaction de Moscou inquiète les dirigeants britanniques, qui veulent encore espérer que cet incident ne remettra pas complètement en cause l'amélioration très nette du climat existant entre les deux pays depuis plusieurs mois, et notamment depuis le voyage d'une semaine effectué en décembre dernier à Londres par M. Mikhaïl Gorbatchev, alors « simple » candidat à la succession de Constantin Tchernenko. Ce climat nouveau avait d'ailleurs été illustré le 15 avril (trois jours avant les premières expulsions) dans un très long article de *la Pravda*, dont la publication avait été accueillie avec satisfaction par le gouvernement de Mme Thatcher. Cet article, très élogieux pour la Grande-Bretagne, mettait en valeur les possibilités d'une augmentation considérable des échanges entre les deux pays. Il rappelait que, lors des obsèques de Constantin Tchernenko en mars, M. Gorbatchev s'était entretenu avec Mme Thatcher plus longuement qu'avec tout autre représentant occidental. Mais le journal soviétique semblait, avec une certaine insistance, établir un lien entre ces manifestations de détente et le fait que le gouvernement britannique, et plus particulièrement le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, s'était récemment montré assez critique à l'égard du projet américain dit de « *guerre des étoiles* ».

Le Kremlin pensait-il pouvoir enfoncer un coin dans l'alliance très étroite qui unit depuis des années le président Reagan et Mme Thatcher ? Les dirigeants soviétiques auront sans doute été déçus en constatant que Mme Thatcher a été l'un des premiers chefs de gouvernement occidentaux à rejeter les dernières propositions faites au début de ce mois par M. Gorbatchev à propos de la limitation des armements nucléaires « intermédiaires » en Europe.

FRANCIS CORNU.

(1) La dernière affaire comparable remonte à mai 1984 : le premier secrétaire soviétique, M. Arkadi Gouk avait été prié de quitter Londres ; Moscou avait répliqué en expulsant un diplomate britannique de rang équivalent.

Grèce

Les élections législatives anticipées auront lieu le 2 juin

Athènes *(AFP, Reuter, UPI)*. — Le nouveau président de la République grecque, M. Christos Sartzetakis, a, le lundi 22 avril, accepté la requête du premier ministre socialiste, M. Andréas Papandréou, en vue d'organiser des élections législatives anticipées le 2 juin. Le scrutin était d'abord prévu pour octobre.

Après la « crise de mars », au cours de laquelle, en une volte-face spectaculaire, le chef du gouvernement avait renoncé à apporter les voix de son parti, le PASOK à la réélection du président de la République conservateur, M Caramanlis, provoquant la démission de ce dernier, la nécessité de clarifier rapidement la situation politique nationale s'était imposée à M. Papandreou.

Dans la lettre qu'il avait adressée en ce sens le 17 avril à M Sartzetakis, le premier ministre grec avait fait valoir, d'une part, le besoin de compléter rapidement la révision de la Constitution entamée le 6 avril (elle doit être confirmée par le nouveau Parlement), d'autre part la nécessité d'un « *climat calme d'unité nationale* » pour aborder une situation internationale rendue délicate par le blocage des pourparlers intercommunautaires sur l'avenir de Chypre *(« d'une importance vitale pour l'avenir de l'hellénisme »)* et par un regain de tension avec la Turquie.

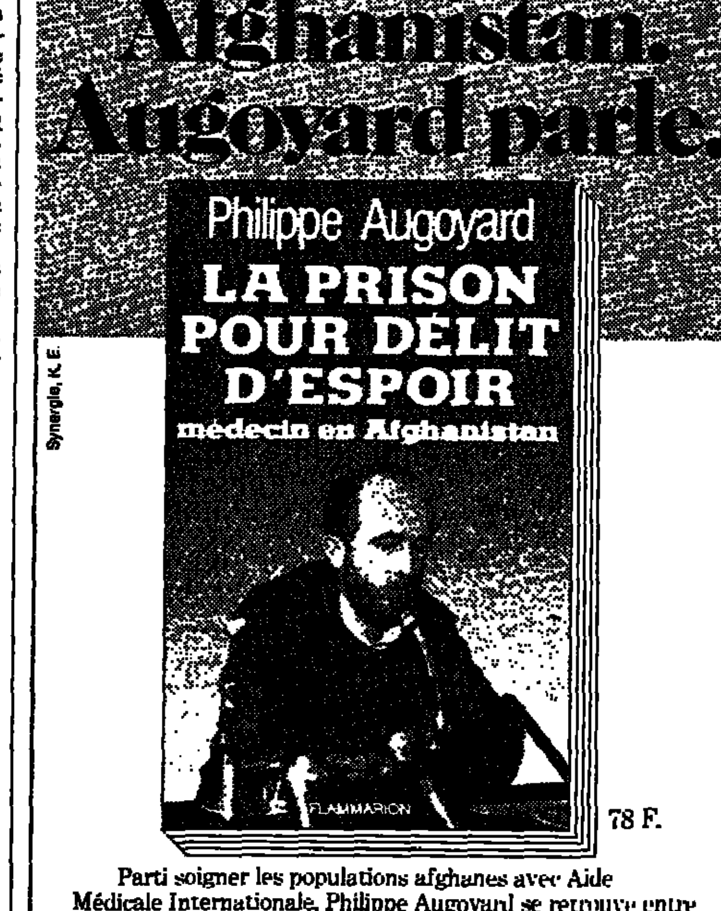
Dans sa lettre à M. Papandréou, le président de la République appelle à une rapide solution de la révision constitutionnelle ; l'actuel Parlement doit voter le 6 mai, en seconde lecture, un texte limitant les pouvoirs du chef de l'État en matière de droit de veto, de convocation à référendum, de dissolution du Parlement et de renvoi du premier ministre.

Dans l'actuel Parlement, élu en 1981, le PASOK détient cent soixante-cinq sièges ; le parti de la Nouvelle Démocratie (conservateur) de M Constantin Mitsotakis, cent douze ; le Parti communiste KKE (pro-Moscou), quatorze ; il y a aussi neuf indépendants.

Pologne

● *Confirmation en appel des peines contre les assassins du Père Popieluszko.* — La cour suprême de Pologne a confirmé, le lundi 22 avril en appel, les sentences prononcées le 7 février à Torun contre les quatre officiers de la police politique reconnus coupables de l'enlèvement et de l'assassinat du Père Popieluszko.

Les quatre hommes — condamnés à des peines allant de quatorze à vingt-cinq ans de prison — n'étaient pas présents au procès en appel. — *(AFP, UPI)*



AMÉRIQUES

États-Unis

MOROSITÉ A WASHINGTON

Une série de revers et d'erreurs entame le prestige de M. Reagan

De notre correspondant

Washington. — Parfaitement maîtrisé jusqu'à présent par M. Reagan, l'art d'éviter les ratés semble soudain lui faire défaut. Déjà empêtré dans son malencontreux projet de marquer le quarantième anniversaire de la défaite du nazisme par la visite d'un cimetière militaire allemand où sont enterrés d'anciens SS, le président américain devrait presque certainement subir, mardi 23 avril, un échec au Congrès sur l'aide militaire à la guérilla antisandiniste.

Ces deux revers ont été précédés, jeudi dernier, par l'annonce d'un tassement nettement plus fort que prévu du taux de croissance économique, tombé au premier trimestre à 1,3 % en rythme annuel contre 3,9 % prévus initialement. Les trois premiers mois du second mandat de M. Reagan s'achèvent ainsi sur une série grise qui, bien que due en partie au hasard, n'en souligne pas moins que la triomphale réélection de novembre dernier pourrait bien avoir été l'apogée de cette présidence.

S'il n'est pas en lui-même catastrophique, le ralentissement de la croissance laisse prévoir la fin de l'euphorie qui a masqué les conséquences du déficit budgétaire sur l'accroissement de la dette publique américaine et sur les taux d'intérêt. Déjà perceptibles dans les à-coups dont le dollar est victime depuis plusieurs semaines, les inquiétudes concernant l'économie américaine vont maintenant être renforcées par l'accroissement des difficultés rencontrées pour réduire le déficit. Une baisse de la croissance diminue les rentrées de l'Etat, et par là même les possibilités d'éviter un alourdissement de la fiscalité contraire à l'orthodoxie du jour.

L'aide aux « contras »

On comprend dans ces conditions que M. Reagan s'apprête à s'adresser *à ses conseillers mercredi soir* pour leur demander de pousser le Sénat et la Chambre à adopter le compromis budgétaire qu'il a passé avec les élus républicains. L'ennui est que ce compromis — qui entérine les coupes dans les budgets civils en échange d'une limitation de la progression des dépenses militaires — est non seulement contesté par les démocrates, mais aussi par nombre des propres amis du président, qui pensent aux élections parlementaires de 1986, année durant laquelle le problème du déficit se reposera en tout état de cause avec encore plus d'acuité.

L'hostilité acide du Congrès à l'aide militaire aux « contras » ne reflète pas seulement une désapprobation de la violation qu'elle suppose des lois internationales et les doutes des parlementaires sur une politique pouvant tout autant renforcer qu'affaiblir les sandinistes et très bien mener aussi à un réel conflit régional. C'est à ces mêmes objections que M. Reagan s'était heurté, l'année dernière, lorsqu'il avait vainement demandé 14 millions de dollars, qu'il réclamait à nouveau mardi, mais la différence est qu'il était cette fois-ci personnellement monté en première ligne. Dès vendredi dernier, pourtant, il avait dû laisser entendre qu'il se contenterait de l'octroi d'une aide non plus militaire mais civile. Or il n'était pas même certain de l'obtenir malgré d'intenses négociations poursuivies jusqu'au dernier instant.

Cette obligation dans laquelle se trouve un président, réélu il y a cinq mois par quarante-neuf des cinquante Etats de l'Union, de devoir négocier, y compris avec le Sénat où son parti est majoritaire, traduit en fait une érosion du prestige de sa politique étrangère, dont les succès peuvent apparaître discutables. Trois années de dénonciation de « *l'empire du mal* » et des illusions de la détente n'ont ainsi conduit qu'à la reprise d'un dialogue très classique sur le contrôle des armements dont l'URSS a de grandes possibilités de sortir à son avantage en faisant valoir qu'elle est prête à un accord qu'empêcheraient seulement les projets américains de « guerre des étoiles ».

Parallèlement, la crainte d'un ébranlement de l'équilibre stratégique dans le tiers-monde interdit d'exercer de réelles pressions sur des gouvernements amis mais violemment contestés. Cela provoque de dangereuses radicalisations au Chili, aux Philippines et en Afrique du Sud surtout, dont le régime suscite maintenant une hostilité suffisamment grandissante dans l'opinion américaine pour que le Congrès paraisse sur le point de décider, contre l'avis du département d'Etat, une politique de sanctions économiques.

Quant au Proche-Orient, seule région où la diplomatie américaine pourrait peut-être remporter aujourd'hui des succès, il est encore loin d'être sûr que MM. Reagan et Shultz veuillent, après le fiasco libanais de 1983, y prendre le risque d'*un échec*.

La formidable maladresse dont M. Reagan et ses conseillers de la Maison Blanche ont fait preuve dans l'affaire des cérémonies d'anniversaire de la défaite nazie n'est que la dernière gaffe en date d'un président qui les a accumulées. Ce qui est nouveau, c'est qu'aucune n'avait encore approché en gravité cette confusion entre le refus d'une responsabilité collective et éternelle de l'Allemagne et l'oubli absolutoire des crimes du nazisme. Tant de légèreté confond et choque d'autant plus les associations d'anciens combattants, les organisations juives et la plus grande partie de la presse que la Maison Blanche paraît fermement décidée à persévérer dans l'erreur. Hier, la souplesse faisait vite oublier les cafouillages. La rigidité les aggrave aujourd'hui.

BERNARD GUETTA.

● REDDITION DES MEMBRES D'UNE SECTE « SURVIVALISTE ». — Une centaine de membres fortement armés d'une secte « survivaliste », dans l'Arkansas, se sont rendus sans violences, lundi 22 avril, à la police. Les négociations entre les membres de la secte, retranchés dans une étendue boisée à Three-Brothers (Arkansas), et les forces de police, appuyées par des agents du FBI, ont duré quatre jours. Le chef de la secte, James Ellison, est accusé de possession illégale d'armes automatiques. *Il* risque une peine maximale de cinq ans de prison. Son organisation, appelée « L'alliance, l'épée et le bras du Seigneur », prône la supériorité de la race blanche. Convaincus d'un holocauste nucléaire prochain, les « survivalistes » sont armés jusqu'aux dents. Leur secte est parente d'un groupe néo-nazi, l'Ordre, dont un membre, David Tate, coupable du meurtre d'un policier de l'Etat du Missouri, a été appréhendé, samedi, à moins de 100 kilomètres du camp assiégé. — *(AFP.)*

Brésil

Une foule immense a défilé à Brasilia devant la dépouille mortelle de Tancredo Neves

Une foule immense de Brésiliens a monté la rampe du palais présidentiel du Planalto, à Brasilia, pour défiler pendant toute la nuit du lundi 22 avril au mardi 23 devant le corps embaumé du président Neves. Les obsèques auront lieu mercredi 24 avril à Sao Joao del Rey, sa ville natale.

A l'étranger, les réactions et les lettres de condoléances sont accompagnées de messages de bienvenue à son successeur, M. José Sarney. *« J'ai été profondément attristé par la nouvelle »*, a déclaré M. Reagan. Le président américain, qui dit avoir été *« impressionné par les qualités tant humaines qu'intellectuelles »* du président Neves lorsqu'il l'avait rencontré en février dernier, a affirmé sa conviction que *« le Brésil sera bien servi par les héritiers de Tancredo »*. Le pape Jean-Paul II, qui a célébré, lundi, une messe à l'intention du président défunt, a adressé une longue lettre au peuple brésilien et à son nouveau chef d'État, les appelant à respecter les projets politiques de Tancredo Neves, *« projets ambitieux et généreux, consacrés à la promotion de la justice sociale et des droits fondamentaux de l'homme »*.

A Lisbonne, le président portugais, M. Eanes, qui devrait représenter son pays aux funérailles, a envoyé des messages de condoléances à la veuve du défunt et à son successeur. Le président du conseil, M. Mario Soares, a déclaré que le Brésil avait perdu *« un grand homme d'Etat »* et le Portugal *« un ami »*. Le gouvernement portugais a décrété, lundi, un deuil national de cinq jours, le pays conservant des liens étroits avec son ancienne colonie sud-américaine.

En France, outre le message du président Mitterrand qualifiant la mort de Tancredo Neves de *« perte immense pour le pays »*, le premier secrétaire du PS, M. Jospin, a adressé un télégramme à M. Guimaraes, président de la Chambre des députés brésiliens. Mme Danièle Mitterrand et M. Gaston Defferre, ministre d'État chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, assisteront aux cérémonies de Brasilia.

A Londres, la présidente du Parti social-démocrate, Mme Shirley Williams, fait état de témoignages selon lesquels Tancredo Neves avait été victime d'un attentat *« par un tireur lié aux généraux »*. Cette « rumeur » a suscité l'indignation au Brésil, alors que les résultats de l'autopsie qui ont été publiés mentionnent une septicémie généralisée et une tumeur musculaire de l'intestin.

C'était leur espérance...

De notre correspondant

Brasilia. — Le visage est gris sous le couvercle en verre du cercueil. Entre le menton et le nez saillant, l'expression est apaisée, comme celle d'un bouddha. Malgré la longue agonie, Tancredo Neves ressemble encore à ses portraits. Embaumé, mythifié, livré à la tristesse populaire. Statue de cire à la douleur énigmatique, posée sur un catafalque de velours grenat. L'adieu commencé à l'aube à Sao-Paulo se poursuit à Brasilia toute la nuit.

Le palais du Planalto s'est vidé de ses violonistes pour marches funèbres, de ses célébrités en complet gris, de ses évêques et de ses « madames ». La cérémonie officielle terminée, les baies vitrées se sont ouvertes sur le peuple qui attend dans la nuit. Des milliers et des milliers de Brésiliens se sont rassemblés sur la place des Trois-Pouvoirs, et les voici qui défilent un par un. Empruntés, les yeux au ras du sol, un drapeau à la main, ils foulent pour la première fois depuis vingt et un ans le palais de marbre blanc.

Il y a les enfants des écoles qui déposent des bouquets, les deuxième classe à la nuque rasée *qui se raidissent pour saluer*, les femmes qui laissent un billet ou un chapelet sur le cercueil, celles qui passent la main sur le verre pour une dernière caresse. Celles qui disent adieu en ouvrant le poing.

Tout ce monde vient de loin. De plus loin que les *« superquadras »*, ces blocs sur pilotis qui forment, vus du ciel, un joli damier. C'est un monde des campagnes. Les femmes avec leur foulard sur la tête comme les anciennes esclaves. Les hommes avec les gestes gauches, *le regard brûlé des* champs. Ces dernières semaines, les reporters les ont beaucoup interrogés. Ils ont tous dit la même chose : Tancredo, c'était leur espérance. L'homme qui allait faire ce que jamais personne n'avait fait pour eux. Ils l'avaient cru sur parole et vu dans sa sagacité une qualité humaine qu'ils connaissaient. Ils ne se sont pas trompés : ils n'en ont pas eu le temps. Ce qu'ils ont senti d'instinct coïncide avec le jugement qui s'est exprimé partout lundi.

D'abord dans les journaux, dont la désespérance est la même à toutes les pages. La *Folha de Sao Paulo* voit en Tancredo *« un phénomène de transcendance inédit dans l'histoire du pays »*, le seul chef d'Etat ayant réuni, grâce à son intelligence et à son habileté, et aussi grâce à sa maladie, *« un tel consensus national »*. *« Le seul doté de l'autorité nécessaire pour imposer des sacrifices et pour enrayer, sans recourir à la violence, la destruction de notre patrimoine politique, économique et moral. »*

Tancredo n'a jamais gouverné, mais il a été tout de même *« le plus grand président »*. Candidat pendant six mois et, pendant deux mois, président élu, il avait su faire confluer sur son nom les courants les plus contradictoires, gagnant le respect, sinon l'adhésion d'un éventail politique qui allait de l'ultra-gauche jusqu'aux généraux.

Lula dans ses habits de deuil, Lula, le dirigeant ouvrier passé dès la première heure dans l'opposi*tion, rend un hommage indirect au* président défunt en disant à son arrivée au Planalto : *« Sarney aura plus de difficultés que Tancredo pour concilier le jeu d'intérêts qui existe au sein de l'Alliance démocratique »* (la coalition au pouvoir).

Le gouverneur de Rio, M. Lionel Brizola, reconnaît, lui, que les objectifs de son parti, le PDT (Parti démocratique du travail) ont *« souvent coïncidé »* avec ceux de Tancredo : *« C'est sur les moyens que nous n'étions pas d'accord. »* Le *président défunt* avait accepté de recevoir son mandat au suffrage indirect. M. Brizola, lui, exige de revenir le plus vite possible au suffrage universel. La présidence de M. Sarney ne peut être, selon lui, que de courte durée.

La peur

Le jour s'achève à Brasilia, et c'est au coucher du soleil (lundi soir 22 avril) que le cortège funèbre est arrivé au Planalto. Il lui a *fallu quatre heures pour traverser* la ville. Pour la première fois en vingt-cinq ans d'existence, Brasilia s'est congestionnée. C'est seulement l'année dernière que le peuple a fait son apparition dans la capitale. Aujourd'hui, il fait masse autour du président défunt.

Des jeunes sont montés sur les arbres. D'autres campent sur la place des Trois-Pouvoirs. Ils remplissent les creux du pigeonnier géant qu'on a surnommé la « pince à linge » à cause de sa forme. Avec ses palais à arcades, son grand plateau nu dégagé par l'armée, son bassin qui reflète les deux tours du Congrès, la place est d'une belle géométrie. La foule qui se masse aux abords et dont on ne voit pas la fin rassure les inquiets. Car, en ce jour où Tancredo est mort et où le désespoir s'exprime, le mot « peur » est écrit en pleine page d'un quotidien :

« Quand, le 15 mars, Tancredo n'est pas entré au Planalto, écrit O Estado de Sao Paulo, *nous avons commencé à nous sentir orphelins. Par peur. Peur qu'il arrive le pire. »*

Et d'ajouter que cette peur s'explique dans un pays où *« le droit n'existe pas, où les décisions de justice ne sont pas respectées, où la loi est changée au gré des gouvernants, où les puissants méprisent les normes juridiques »*.

Selon le journal, la peur aujourd'hui est plus forte que jamais dans l'inconscient de chacun. *« On se demande ce que sera l'avenir sans penser que l'avenir est prescrit par la Constitution. La peur découle de la certitude que des groupes ou des groupuscules vont tenter de déstabiliser les institutions... »*

Combien de temps, en effet, va durer l'union nationale qui s'est faite autour du personnage, du mythe de Tancredo ?

CHARLES VANHECKE.

Haïti

Le président Duvalier annonce la renaissance de partis d'opposition

Port-au-Prince *(AFP, AP)*. — A l'occasion du quatorzième anniversaire de son arrivée au pouvoir, le président haïtien Jean-Claude Duvalier a annoncé dans un discours, lundi 22 avril, une série de réformes limitées qui pourraient permettre la renaissance des partis politiques *(le Monde* du 20 avril). Ce projet prévoit également la nomination d'un premier ministre issu du parti majoritaire au Parlement. La création de ce poste fera l'objet d'un amendement à la Constitution en vigueur et sera soumis au Parlement avant la fin de la session actuelle en juin prochain.

Le président a annoncé qu'une loi sur le fonctionnement des partis politiques dans le pays sera soumise au Parlement pour permettre la création d'un « *pluralisme fonctionnel* ». « *Peuple de Haïti, je respecterai scrupuleusement le mandat de président à vie* », a déclaré le président Duvalier, en réaffirmant le principe de la présidence à vie comme garant, selon lui, de la stabilité de la vie politique haïtienne.

Cette « libéralisation » de la vie politique n'a pas entraîné de réactions immédiates des dirigeants de l'opposition. Les deux principaux responsables des partis haïtiens créés à la fin des années 70 à la faveur d'une précédente vague de libéralisation, M. Sylvio Claude, du Parti démocrate-chrétien, et M. Grégoire Eugène, du Parti social-chrétien, ont partagé leur temps entre la prison, les bastonnades et les tracasseries policières pour le premier et trois ans d'exil aux Etats-Unis pour le second. La loi devrait désormais leur assurer une existence officielle, avec, en principe, un temps de parole à la télévision.

Le président Duvalier n'a pas annoncé d'amnistie pour les soixante détenus politiques actuellement recensés. Ces mesures lui permettront en tout cas de prendre un certain recul politique grâce à un premier ministre qui affrontera les revendications intérieures. Sur le plan international, elles lui donnent l'occasion de se poser, face aux critiques de l'opposition extérieure, en partisan de la libéralisation et de renforcer, dans un sens favorable, ses rapports avec les organismes et les pays qui apportent une aide importante à Haïti. Au premier rang de ceux-ci figuraient en 1984 les Etats-Unis et la France. La volonté d'ouverture — réelle ou supposée — ne pourra être vérifiée qu'à l'épreuve du temps.

El Salvador

Le gouvernement confirme la capture de deux dirigeants de la guérilla

San Salvador *(AFP)*. — Le gouvernement salvadorien a confirmé, lundi 22 avril, la capture par l'armée de deux dirigeants de la guérilla, la commandante Nidia Diaz, membre du Parti révolutionnaire des travailleurs centro-américains (PRTC), l'une des composantes du Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN), et M. Napoleon Romero, membre de la direction des Forces populaires de libération (FPL). Les autorités ont précisé que Mme Diaz avait été capturée le 18 avril dernier à la suite d'une opération « de type commando » et qu'elle avait été blessée au bras et à la jambe. M. Romero aurait été arrêté le 11 avril dernier. Le FMLN avait annoncé la capture des deux chefs rebelles dans un communiqué dimanche dernier.

Ces arrestations, opérées peu de temps après les élections marquées par le succès de M. Napoleon Duarte, sont le résultat du durcissement du régime face à la guérilla, alors que le chef de l'Etat envisage une rencontre prochaine avec ses dirigeants. Le dialogue avait été rompu à l'automne dernier.

Guatemala

Destitution du ministre de l'économie

Guatemala (AFP, Reuter). — Le chef du gouvernement guatémaltèque, le général Oscar Mejia, a destitué lundi 22 avril son ministre de l'économie, M. Leonel Hernandez. Cette décision intervient moins de quinze jours après le limogeage du ministre des finances, M. Leonardo Figueroa (*le Monde* daté 14-15 avril). Le 12 avril, le gouvernement avait déjà annulé son plan de mesures économiques sous la pression d'importantes manifestations populaires. La puissante organisation patronale, le Comité coordinateur des associations agricoles commerciales industrielles et financières (CACIF), avait pour sa part demandé au lendemain de l'annonce du plan la démission de tous les ministres concernés par l'économie du pays et du président de la Banque centrale, M. Oscar Alvarez. Des sources gouvernementales ont confirmé que le renvoi du ministre de l'économie est dû à des pressions des milieux patronaux.

Le général Mejia a d'autre part annoncé qu'il entamera jeudi prochain un « *dialogue national* », pour chercher une issue à la crise économique et politique, en émettant le vœu que le CACIF y participe. Les précédentes mesures économiques prévoyaient une augmentation de 15 % à 50 % des taxes à l'importation, et taxaient également certaines exportations.

(Publicité)

M.B.A., MASTER, Ph.D.

Importante organisation US facilite l'entrée dans de grandes universités américaines. Formule incluant cours (qq. soit niveau d'anglais) hébergement repas. Documentation contre 5 timbres.

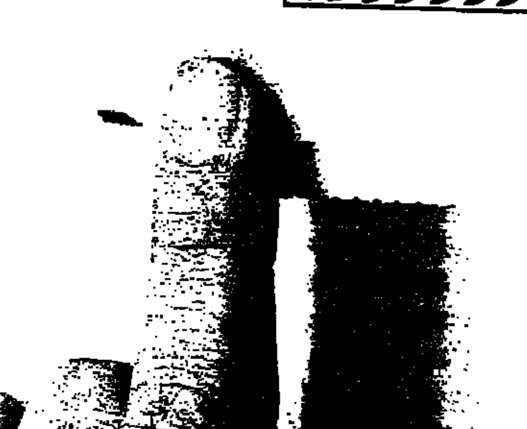
UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, Inc.
FRENCH-OFFICE 57 rue Ch-Laffitte 92 Neuilly 722-94-94 ou 745-09-19.

PATIO DU GRAND HOTEL
LE RENDEZ-VOUS DES AFFAIRES PLACE DE L'OPÉRA.
Menu 185 F, vins, taxes et service compris
LE GRAND HÔTEL - 2, rue Scribe - Paris - Tél. : 268.12.13



O. FADEL
EXPORTE EN ALGÉRIE
pièces détachées, véhicules et machines industriels
— DÉCODEURS T.V.
— MOTOCYCLETTES
— TRACTEURS
— FROID
Études de marchés pour licences d'import
182, rue de Tolbiac, 75013 PARIS
Tél. : 528.35-44 - 588-24-63
Télex 846251

Conférence
MERCREDI 24 AVRIL, à 18 h 30
L'INTELLIGENCE AUX PRISES AVEC L'ENVIRONNEMENT INFORMATISÉ
par le professeur Serge Larivée, Ph. D.
École de psycho-éducation
Université de Montréal
CENTRE CULTUREL CANADIEN
5, rue de Constantine (7e) - 551-35-73



AMÉRIQUES

Argentine

« Je suis disposé à me battre jusqu'au bout »
nous déclare le président Alfonsin

De notre envoyé spécial

Buenos-Aires. – « *C'est une plaisanterie. Il n'est pas question que je renonce à mon poste. Je peux vous assurer que je suis disposé à me battre jusqu'au bout...* » Le président Raul Alfonsin, qui nous a reçu pour un entretien à la Casa Rosada, repousse avec énergie les rumeurs qui ont circulé ces derniers jours à Buenos-Aires sur son éventuelle « *démission* ». Dans certains milieux politiques, on le dit « *accablé* » et « *débordé par la situation* ». Souriant, cordial, le chef de l'Etat ne dissimule pas, en effet, l'ampleur de la crise multiforme qui frappe l'Argentine. Il paraît certes fatigué et préoccupé. Mais sa résolution à faire face semble intacte. Sous la rondeur affable, la détermination n'a pas fléchi. La preuve en est que le procès des anciens commandants en chef des forces armées, membres des juntes qui se sont succédé au pouvoir de 1976 à 1982, n'aurait jamais eu lieu si le président Alfonsin n'avait pas mis tout le poids que lui donne la Constitution dans la balance. Il reste que le thème du coup d'Etat est de nouveau à l'ordre du jour en Argentine.

« *La situation*, dit-il, *est en effet particulièrement délicate et difficile. C'est une crise à plusieurs niveaux : économique, sociale, politique. L'inflation ne cède pas. La dette extérieure est un boulet. Le procès des militaires contribue sans doute à aggraver les tensions et la nervosité, et certaines minorités, dans la société, ont des attitudes, des comportements qui ne sont pas compatibles avec l'esprit démocratique.* »

Certaines personnalités politiques accusent le gouvernement radical d'agiter lui-même l'épouvantail du coup d'Etat pour ranimer des énergies et des soutiens défaillants. Le président préfère ne pas commenter ces accusations, mais son sourire méprisant est éloquent. Il ne conteste pas qu'un certain désenchantement soit perceptible mais, ajoute-t-il avec force, « *il y a une certitude. Le peuple argentin, qui souffre et subit les conséquences de la crise, est fermement attaché aux institutions démocratiques. S'il y a consensus, c'est bien dans cette volonté de ne pas changer de régime.* »

La fin du « golpisme »

Certains vont jusqu'à comparer l'Argentine d'aujourd'hui à la République de Weimar.

« *A mon avis*, dit-il, *les deux situations ne sont absolument pas comparables. Les contextes national et international sont totalement différents. Enfin et surtout, dans l'Argentine d'aujourd'hui, les forces armées sont résolument hostiles à toute tentative contraire à la Constitution...* »

Le président admet cependant que le procès des anciens membres des juntes suscite *des « tensions »*, mais estime qu'il ne risque pas de provoquer une « *perte de prestige pour l'institution militaire* ». Au contraire, selon lui, il s'agit de « *renforcer ce prestige* » et, ajoute-t-il, « *non seulement la démocratie argentine n'est pas en danger, mais nous allons donner au monde une preuve de maturité. Il faut simplement que justice soit faite. Le procès va clore le long chapitre du « golpisme » dans notre pays.* »

La crise économique ? Les relations difficiles avec le Fonds monétaire international ? Le président estime que le FMI et les organismes de financement internationaux « *commencent à mieux comprendre l'ampleur des problèmes* ».

« *La question de la dette*, dit-il, *est d'abord politique. Nous continuons à négocier. Nous préparons un plan et des mesures économiques et financières susceptibles de relancer la confiance. Mais je le répète : jamais nous n'accepterons que les secteurs les plus défavorisés soient les principales victimes des mesures de redressement envisagées.* »

MARCEL NIEDERGANG.

INFLATION, ENDETTEMENT, FAIBLE CROISSANCE

« Ça n'était pas plus mal avant... »

De notre envoyé spécial

Buenos-Aires. – « *Ça n'était pas plus mal avant...* » Cette réflexion, entendue aujourd'hui à Buenos-Aires, illustre la morosité qui a gagné l'opinion. « *Ils s'imaginaient que la démocratie allait permettre de régler tous les problèmes. Il n'en est rien. La déception est d'autant plus grande* », ajoute un industriel. Mais comment ne pas s'inquiéter, en effet, en lisant dans la presse des placards « Pour la défense de la démocratie » signés par des personnalités et des indépendants de différentes tendances.

Buenos-Aires, comparée à d'autres capitales latino-américaines, est encore un îlot de prospérité, une ville vivante, animée, où rien, apparemment, n'indique que l'Argentine soit « *en voie de latino-américanisation* », comme le dit avec un humour noir un journaliste rentré d'exil en 1983. Mais l'inflation – 700 % en 1984 – est un mal qui ronge inexorablement l'économie et use *les énergies de l'Argentin moyen. S'y retrouver entre les « vieux »* billets de 1 million de pesos et les « nouveaux » de 1 000 pesos, est, à Buenos-Aires un véritable casse-tête. « *Vous vous couchez avec le dollar à 500 pesos au noir*, dit un chauffeur de taxi, *vous vous réveillez, et il est déjà à 550...* »

Dans les boutiques de Florida, de Corrientes ou de Lavalle, ces artères où la frénésie Portena n'est plus ce qu'elle était, c'est la valse quotidienne des étiquettes. Chacun imagine des formules pour protéger son revenu ou son salaire, et la spéculation va bon train.

Les ponts ne sont pas coupés avec le Fonds monétaire international, qui a suspendu son aide dans l'attente de la mise en route d'un véritable plan d'austérité par le gouvernement de M. Alfonsin. Mais, selon tous les experts « *le temps presse* » et le gouvernement doit « *adopter des mesures urgentes pour redresser une situation qui peut devenir incontrôlable* ».

Pour réduire les dépenses publiques, le gouvernement Alfonsin a déjà fait des efforts méritoires. Il étudie une réforme des impôts. « *Personne ici ne paie vraiment d'impôt sur le revenu*, dit un industriel. *Les recettes produites par l'impôt sur le revenu doivent représenter, en Argentine, environ 0,6 % du produit intérieur brut. C'est le record en Amérique latine.* » Une situation malsaine mais qui sera difficile à corriger.

Appel à l'opinion

« *Il faudrait*, ajoute-t-il, *que l'Etat s'attaque sérieusement au secteur public hypertrophié et inefficace. Mais cela implique de très nombreuses suppressions d'emplois. Pas facile dans le contexte politique et social actuel.* » La dette extérieure est de 45 milliards de dollars, mais l'évasion fiscale est évaluée à quelque 25 milliards de dollars. Le taux de croissance n'a été que de 2 % en 1984. Plus grave : on a noté une chute des investissements de 120 %. Et l'excédent de la balance commerciale (quelque 3 milliards et demi de dollars) est très inférieur aux prévisions. Enfin, le service de la dette extérieure représente de 50 à 60 % de la valeur des exportations.

Tancé de toutes parts, à Washington et à Buenos-Aires, le gouvernement Alfonsin a pourtant décidé de partir à la contre-attaque pour répondre aux « critiques » et justifier sa politique, « *la seule possible* », dit-il. Le Comité national de l'union civile radicale a admis dans un manifeste : « *Nous avons certes commis des erreurs. Nous n'avons pas réussi à faire reculer l'inflation, et nous n'avons pas pu réactiver l'industrie.* » Mais, ajoute ce texte publié à la veille de l'appel solennel à l'opinion lancé par le président Alfonsin, « *les solutions ne dépendent pas seulement du gouvernement* ». « *Nous ne pouvons pas*, disent les radicaux, *laisser la place à ceux qui préconisent la destruction et la désagrégation.* »

Selon les derniers sondages, la cote de popularité personnelle du président Alfonsin reste élevée (72 % de satisfaits), mais le chef de l'Etat a décidé de la mettre à l'épreuve. Les Argentins sont invités à descendre dans la rue le vendredi 26 avril pour réaffirmer leur soutien au régime démocratique.

M. N.

LA CELLULITE ET L'EMBONPOINT DISPARAISSENT SOUS CONTROLE MEDICAL
grâce aux nouvelles techniques indolores : Transium, Linfogel, associées à des règles diététiques aisément applicables
CENTRE D'AMINCISSEMENT
36, rue de Longchamp - PARIS (16ème) (Métro Boissière)
553.00.87
Les résultats sont immédiats et durables
Remboursement en cas d'insuccès dès la deuxième séance





CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15



CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

isth INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES Depuis 1953
L'équipe de professeurs et de praticiens de l'ISTH responsable des préparations aux grands concours d'entrée – HEC 1re et 2e A, Sciences Po 1re et 2e A, ENA – et aux examens de licence – Droit, Sciences Éco et Gestion – est à votre service
POUR VOUS AIDER À RÉUSSIR À :
CPECF : Rentrée en octobre cours du jour et stages intensifs
DECS : Nouveaux cursus stage intensif août et rentrée en novembre
BTS : Comptabilité et gestion de l'entreprise : 2 ans
ENSEIGNEMENTS COMPLETS - TOUTES U.V. CONTRÔLES ÉCRITS HEBDOMADAIRES
AUTEUIL : 6 av. Léon-Heuzey 75016 Paris • TOLBIAC : 83 av. d'Italie 75013 Paris
Tél. 224.10.72+ Tél. : 585.59.35+

I'M BACK IN A MINUTE!
35 minutes. Le bon côté de la Manche, c'est moi. Hoverspeed. Calais ou Boulogne, j'ai mon terminal privé. J'embarque tout de suite 424 passagers et 55 voitures. Pas de poids-lourd. Vol glissé à 100 km/h et voici Douvres. Si je veux, je fais 25 allers-retours par jour. Il faut bien! Sud de l'Angleterre, Londres ou Ecosse, mes adresses sont très courues. Alors t'inquiètes pas, je reviens tout de suite.
Contactez votre agence de voyages, ou Hoverspeed, 4, rue de la Paix, 75002 Paris.
HOVERSPEED
en Voiture, en Vitesse et Angleterre.

ASIE

Indonésie

LA CÉLÉBRATION DU 30e ANNIVERSAIRE DE LA CONFÉRENCE DE BANDUNG

La nostalgie de la montée en puissance du tiers-monde

De notre envoyé spécial

Bandung. — Les célébrations qui marquent, mercredi 24 et jeudi 25 avril, le trentième anniversaire de la conférence de Bandung seront sans doute imprégnées d'une certaine nostalgie. Après tout, le tiers-monde ne peut se pencher, sans émotion, sur ce qui fut — autour de ténors comme Nehru, Nasser, Chou Enlai, U Nu et Sukarno — sa première manifestation indépendante de solidarité et qui devait, six ans plus tard, déboucher sur la fondation d'un mouvement des non-alignés qui, en dépit de certains déboires, demeure une force sur la scène internationale. Mais les temps ont changé. Les vingt-neuf participants à la conférence afro-asiatique de 1955 avaient exprimé, avec force, les aspirations du tiers-monde à la liberté, leur dénonciation du colonialisme et de l'impérialisme ayant eu, à l'époque, une nette connotation anti-occidentale. La France avait même constitué une cible privilégiée, à une date où la guerre d'Algérie et l'indépendance d'une vingtaine de ses possessions d'Afrique noire ne figuraient pas encore à son programme.

Les quatre-vingts héritiers de la conférence présents dans la ville d'altitude de l'Ouest javanais n'ont sûrement pas la même aspiration à galvaniser leurs opinions puisque l'indépendance est devenue la règle et que, seule, la condamnation de l'apartheid en Afrique du Sud fait aujourd'hui l'unanimité d'un tiers-monde que divise alliances, niveaux de développement et systèmes politiques. Si le non-alignement reste un courant fort, avec lequel bon nombre de régimes doivent composer, la notion de tiers-monde est devenue plus politique que géographique. Nation de quelque 160 millions d'habitants, l'Indonésie se situe, pour ce qui la concerne, sinon au cœur, du moins à la périphérie d'une région qui a connu, pendant vingt ans, une expansion économique sans précédent alors qu'une bonne partie du continent noir est la proie de guerres et de famines.

La présence de la Chine...

Pour des raisons régionales, la vedette de la réunion de mercredi et jeudi devrait revenir à M. Wu Xueqian, ministre chinois des affaires étrangères et première personnalité chinoise à se rendre en Indonésie depuis dix-huit ans. En 1967, en effet, Djakarta avait gelé ses relations avec Pékin, après l'avoir accusé de complicité dans le coup d'Etat avorté de 1965, qui devait marquer la fin de l'ère sukarnienne et se terminer dans le sang des communistes indonésiens.

Pékin entend non seulement convaincre, aujourd'hui, les non-alignés que la Chine ne s'aligne pas sur l'Occident mais également forcer le dégel de ses relations avec Djakarta, le plus réticent, à son égard, des membres de l'ASEAN, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est. Les autorités indonésiennes semblent plus réservées et préfèrent parler, à propos de la présence de M. Wu Xueqian sur leur sol, de *« dégel provisoire »*. Elles continuent, en effet, de considérer la Chine, dans le long terme, comme un danger plus sérieux que le Vietnam, avec lequel elles entretiennent des relations suivies en dépit de leur condamnation de l'occupation du Cambodge par l'armée de Hanoï.

La rencontre entre M. Pham Van Dong et le prince Sihanouk — qui aurait donné un relief supplémentaire aux célébrations de cette semaine — n'aura donc pas lieu, le premier ministre vietnamien, l'un des derniers survivants de la conférence de 1955 — il était alors vice-premier ministre, — ayant décliné l'invitation qui lui avait été adressée. Quant au prince Sihanouk — également présent voilà trente ans, — il semble qu'il ait aussi renoncé à venir, quitte à visiter l'Indonésie dans les semaines qui viennent, afin de ne pas froisser Djakarta.

Les Vietnamiens ont néanmoins fait un geste en annonçant, lundi, que leur ambassadeur en Indonésie les représenterait en dépit de la présence de M. Son Sann, autre survivant de 1955 et actuel premier ministre de la coalition, présidée par le prince Sihanouk, qui se bat contre le régime de Phnom-Penh. S'agit-il de ballons d'essai ? Pour l'instant, mieux vaut y lire, plus prudemment, le choix vietnamien de faire preuve d'un peu de bonne volonté, sans engagement sur l'avenir, puisque Hanoï continue de demander au prince Sihanouk et à M. Son Sann de rompre la coalition qu'ils ont formée avec les Khmers rouges.

... et l'absence de M. Gandhi

Le président Suharto, hôte de la réunion, qui semble décidé à rendre à la diplomatie indonésienne un lustre qui lui fait un peu défaut, ne manquera pas de demander à un parterre de ministres, de réfléchir sur l'avenir du non-alignement trente ans après son véritable acte de naissance. L'accent devrait être ainsi mis sur l'émancipation économique d'un tiers-monde qui a eu le temps de prendre conscience de ses faiblesses et de tracer une croix sur les illusions des années 60, quand la proclamation de l'indépendance de nombreux Etats, notamment en Afrique, avait fait croire à la constitution d'une troisième force mondiale. Les délégués pourraient également être invités à s'associer à un appel en faveur du désarmement.

Les célébrations ayant un caractère un peu informel, les « contacts de couloirs » présenteront davantage d'intérêt que l'assemblée générale. L'un des absents de marque sera M. Rajiv Gandhi, retenu à New-Delhi par des *« problèmes intérieurs »*, qui a donc décliné l'invitation reçue en tant que président du Mouvement des non-alignés et dont le discours sera lu par un membre de son gouvernement. La mère du premier ministre indien avait fait partie de la délégation dirigée, il y a trente ans, par le pandit Nehru.

Le seul chef de délégation de 1955 présent sera M. Carlos Romulo, ancien ministre philippin des affaires étrangères, aujourd'hui âgé de quatre-vingt-six ans, invité à titre personnel et qui n'a pas caché son émotion en arrivant lundi à Djakarta. Les autorités indonésiennes ont renoncé à inviter U Nu, l'ancien premier ministre birman, pour éviter de froisser Rangoun, qui n'a d'ailleurs pas envoyé de délégation. La Birmanie s'est retirée en 1979 du Mouvement des non-alignés pour protester, lors du sommet de La Havane, contre l'attitude des Cubains qui avaient alors tenté, en vain, de faire triompher des thèses prosoviétiques. Le trentième anniversaire de Bandung devrait être davantage qu'une cérémonie du souvenir. Mais, ainsi que le souhaitent les Indonésiens, il faudra que les délégués procèdent au bilan réaliste des succès et des échecs des trente dernières années, pour recherche de second souffle.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Chine

La décision de diminuer les effectifs de l'armée est liée à sa modernisation

De notre correspondant

Pékin. — Les déclarations de M. Hu Yaobang, le vendredi 19 avril (*le Monde* du 20 avril), annonçant une réduction des effectifs des forces armées chinoises d'environ un million d'hommes d'ici à la fin de 1986 n'ont pas été publiées dans la presse à Pékin. L'opinion chinoise n'est probablement pas encore mûre pour cette nouvelle, à moins que l'annonce faite par M. Hu ait eu pour but de forcer la main à des militaires insuffisamment coopératifs.

Les effectifs de l'Armée populaire de libération (APL) sont officiellement de 4,1 millions d'hommes, dont plus des trois quarts pour l'armée de terre. Ils sont en fait estimés, après les mises à la retraite de ces dernières années et la création de la « police armée », sorte de gendarmerie dépendant du ministère de la sécurité publique mais dont les membres sont issus de l'armée, à environ 3,5 millions. Ce dégraissage, dont l'annonce intervient un mois après celle du départ graduel de 80 000 vétérans — dont la moitié avant fin 1986 —, porterait les effectifs totaux de l'APL à 2,5 millions d'hommes. Soit un peu plus du double de ceux de l'armée du Vietnam (59 millions d'habitants) ou de l'Inde (746 millions). Cette mesure s'apparente à la décision, annoncée peu avant par M. Hu, d'envoyer à la retraite, à la même date, 2 millions de fonctionnaires.

Le chiffre annoncé par M. Hu est considérable. Mais il indique que les dirigeants chinois, en particulier M. Deng Xiaoping, qui préside la commission militaire du PCC et a donc ainsi la haute main sur l'APL, veulent remplacer la quantité par la qualité, la traditionnelle tactique de la « vague humaine » par une guerre plus moderne. Le dégraissage n'affecte d'ailleurs que les forces conventionnelles. Il est fort possible que les mises à la retraite touchent aux plus hauts échelons de l'APL, au nom du rajeunissement des cadres. Le ministre de la défense, le général Zhang Aiping, est né en 1908, le chef d'état-major général, le général Yang Dezhi, est né en 1910, le chef de l'aviation, le général Zhang Tingfa, est dans l'armée depuis cinquante-sept ans...

Un tel mouvement permettrait de donner plus de responsabilités, à tous les échelons, aux jeunes officiers sortis des cent écoles militaires, aux techniciens dont les idées sont plus proches de celles de la direction du PCC. Il permettrait aussi à cette dernière, *« qui commande au fusil »*, de remplacer de vieux officiers qui traînent les pieds devant la réforme économique.

La modernisation de l'armée, indispensable si l'on veut remplacer la quantité par la qualité, se fait donc lentement. Ce n'est pas le nouvel uniforme, qui devrait être officialisé le 1er mai, ni le rétablissement prévu des grades qui accéléreront le mouvement. L'importation de quantités importantes de matériel militaire ou de technologies n'est pas, apparemment, prévue à court terme, et les arsenaux chinois ne sont pas à même de faire face à la demande d'armements très modernes.

D'autant que ces mêmes usines sont de plus en plus sollicitées pour la production de matériel civil. L'armée s'est vu intimer l'ordre à la fois de faire des économies en réduisant ses effectifs et de participer à la modernisation. En 1984, les soldats chinois ont effectué 18,5 millions d'heures de travail pour le développement, soit plus de cinq jours par soldat. Plus de cinq mille appareils de l'armée de l'air ont ensemencé des terres par avion, la marine a envoyé 1 700 bâtiments aider les bateaux civils, l'infanterie a planté 36 millions d'arbres, transporté 715 000 tonnes d'aide aux régions sinistrées.

Plus encore, des usines d'armements fabriquent désormais des frigidaires, des ventilateurs, des vélomoteurs. La production « civile » de ces usines a augmenté de 43,8 % l'an dernier. L'aviation et la marine ont autorisé le trafic civil dans soixante-dix de leurs aéroports. Des bases ont été ouvertes au tourisme ou aux activités commerciales. Les appareils de l'armée de l'air transportent des passagers, qui paient leur place, y compris des touristes étrangers. Certains sont encore équipés de leur mitrailleuse de queue.

La volonté de l'équipe au pouvoir de réorganiser à la hussarde les forces armées semble cependant avoir créé un certain malaise dont il est difficile d'estimer l'importance car M. Deng contrôle bien son appareil.

PATRICE DE BEER.

LE PRINCE SIHANOUK DÉMISSIONNE DE LA PRÉSIDENCE DE LA RÉSISTANCE CAMBODGIENNE

Pékin (*AFP*). — Le prince Norodom Sihanouk a demandé à être relevé de ses fonctions de président de la coalition tripartite de la résistance cambodgienne antivietnamienne pour une durée d'au moins un an pour *« raisons de santé »*, ont indiqué le mardi 23 avril plusieurs sources diplomatiques asiatiques à Pékin.

Dans une lettre envoyée récemment au chef des Khmers rouges, M. Khieu Samphan, le prince Sihanouk lui a d'autre part demandé de le remplacer à la tête de la coalition pendant cette période.

L'ambassade du Cambodge et l'entourage du prince à Pékin n'ont ni démenti ni confirmé cette information, se contentant d'indiquer qu'ils n'avaient pas de commentaires à faire sur ce sujet.

(Publicité)

APPEL AUX DEUX BELLIGÉRANTS
IRAN-IRAK

Depuis que les villes et les populations civiles sont devenues les cibles prioritaires de cette horrible guerre, l'opinion publique à travers le monde est encore plus affectée par les scènes de détresse que provoquent les bombardements aveugles.

C'est pour que cesse enfin ce désastre que nous nous adressons aujourd'hui à vous, sans parti pris aucun, sinon pour la paix.

Il faut cesser cette guerre qui ne peut avoir aucune justification et qui risque maintenant de mener à l'irrémédiable.

Aujourd'hui, de tous les coins du monde, s'élèvent des voix pour adjurer les deux belligérants de hâter la fin des hostilités, en commençant par l'arrêt immédiat des bombardements des objectifs civils.

Demain il sera peut-être trop tard.

BALIBAR Étienne - BEAUVILLARD Michèle - BELON Loïah - BOISSET Yves - BOURDET Claude - BOURGEADE Pierre - CASALIS Georges - CHATELET François - CHOMBARD DE LAUWE Paul-Henri - CONFORTES Claude - CORNEVIN Robert - COSTA GAVRAS - CURY Maurice - DAVEZIES Robert - DECHEZELLES Yves - DE FELICE Jean-Jacques - DE SAINT-ROBERT Philippe - DESFORETS Louis-René - DORDET Danielle - DUBZYNSKI Charles - DRESCH Jean - DUPIN Jacques - DURAFOUR Paul - FAYE Jean-Pierre - FERDIERE G. - FERNIOT Jean - GEZE François - GORZ André - GUATTARI Félix - GUILLEVIC Eugène - JALEE Pierre - JAMMET Dominique - JEKIEL Napoléon - KERN Alfred - KRIEGEL-VALRIMONT Maurice - LACOSTE Yves - LALONDE Brice - LANCE Alain - LANTIN Albert-Paul - LARTIGUE Pierre - LE CLEC'H Guy - LEFEBVRE Henri - LEIRIS Michel - LONDON Arthur - MAGNY Colette - MATARASSO Léo - MAURIAC Claude - MONOD Théodore - MOTCHANE Didier - NATAF André - NOIROT Paul - NORDMANN Joë - PARMANTIER Bernard - PECKER Jean-Claude - PERRIN Francis - PIC Roger - PRÉVERT Pierre - REMY BERNARD - REZVANI Serge - RODINSON Maxime - ROUQUET LA GARRIGUE - ROY Claude - SAVARY Alain - SCHMIDLIN Marie-France - SCHWARTZ Laurent - SOULIER Gérard - TAVERNIER Bertrand - TAZIEFF Haroun - VADUREAU Sylvie - VERNANT Jean-Pierre - VIDAL-NAQUET Pierre.

Prière d'envoyer vos signature à l'adresse suivante :
M. NADER NADERPOUR, 12, rue Monge - 75005 PARIS

PROCHE-ORIENT

Israël

L'ÉCHEC DU COMMANDO NAVAL PALESTINIEN

Le chef de l'Etat dénonce « les discours sur la prétendue modération de l'OLP »

De notre correspondant

Jérusalem. — Le commando palestinien du Fath anéanti en haute mer à bord d'un cargo par une vedette lance-missiles israélienne (*le Monde* du 23 avril) avait reçu pour mission de lancer trois attaques spectaculaires — dont une *« dans une grande ville du centre du pays »* — lors des cérémonies célébrant, jeudi 25 avril, le trente-septième anniversaire de l'indépendance.

L'amiral Ben Shoshan, commandant de la marine, a relaté lundi les circonstances de la destruction du commando et fourni quelques éléments de l'enquête en cours. Selon la version israélienne, la vedette repéra le cargo suspect alors qu'il naviguait de nuit à environ 160 kilomètres au large de Tel-Aviv. Ce navire marchand de 1 000 tonnes, *l'Atavirus*, ne battait aucun pavillon.

La vedette fit à son adresse les sommations d'usage : demande d'identification par radio, tirs de fusées éclairantes, coups de semonce. Le cargo réagit en changeant de cap, puis ses occupants ouvrirent le feu sur le bâtiment israélien. La vedette riposta en coulant le cargo. L'obscurité et la mer houleuse compliquèrent les opérations de sauvetage. Les Israéliens repêchèrent huit hommes et le cadavre d'un neuvième. Leurs compagnons ont péri dans le naufrage.

Selon les informations données par les rescapés, vingt-huit passagers se trouvaient à bord du cargo : vingt combattants et huit hommes d'équipage. Les premiers devaient atteindre le rivage israélien à bord de trois canots pneumatiques et d'une barque en fibre de verre, puis se répartir en trois équipes de six ou sept hommes. L'un des chefs de groupe figure parmi les rescapés. Ce commando avait reçu ses instructions directement d'Abou Jihad, chef des opérations du Fath et « bras droit » de Yasser Arafat. Le « numéro deux » du Fath a précisé lundi que le raid avait pour cible *« le quartier général de l'armée à Tel-Aviv »*. M. Shimon Pérès, premier ministre israélien, a indiqué que le commando avait l'intention de commettre une prise d'otages. Propriété du Fath, le cargo aurait appareillé dans un port algérien. Selon l'amiral Ben Shoshan, la marine israélienne a déjoué au moins une douzaine de tentatives de débarquement depuis six ans. Le dernier accostage réussi remonte à 1979, lorsqu'un commando palestinien tua quatre otages — dont deux enfants — à Naharya, port d'Israël.

« Les opérations de ce genre sont de plus en plus sophistiquées, constatait lundi M. Rabin, ministre de la défense. *Les assaillants disposent d'un meilleur équipement et nous en sommes conscients. »* La réaction israélienne, ajoute-t-on ici, est conforme au principe de droit maritime qui autorise tout Etat à se défendre contre des actions hostiles préparées à partir des eaux internationales.

Lors d'une opération palestinienne réussie en 1975, le commando avait été transféré à bord de canots pneumatiques à une centaine de kilomètres au large d'Israël. Depuis, la marine a étendu son cordon protecteur et multiplié ses patrouilles de routine jusqu'à environ 200 kilomètres des côtes.

La principale leçon politique qu'Israël tire de cette affaire concerne l'attitude du Fath. Le fait qu'une opération d'une telle envergure ait été personnellement supervisée et revendiquée par Abou Jihad, c'est-à-dire par l'homme qui, aux côtés de Yasser Arafat, incarne le mieux l'actuel rapprochement avec la Jordanie — il vit à Amman, — et la stratégie « diplomatique » de l'OLP ne passent pas inaperçus ici.

Au moment où l'émissaire américain, Richard Murphy, poursuit sa « navette exploratoire » au Proche-Orient, la direction du Fath, estime-t-on à Jérusalem, entend rappeler à toutes les parties intéressées qu'elle n'a nullement renoncé à la lutte armée. Nombre d'Israéliens réagiront sans doute à ce signal de la même façon que le chef de l'Etat, M. Herzog. Celui-ci a estimé lundi que *« de tels complots meurtriers réduisent à néant les discours sur la prétendue modération de l'OLP »*.

J.-P. LANGELLIER.

Soudan

Un « gouvernement civil de transition » a été constitué

Seize jours après la chute du maréchal Nemeiry, la formation d'un *« gouvernement civil de transition »* a été annoncée lundi 22 avril au Soudan, à l'issue de laborieuses tractations entre le Conseil militaire transitoire (CMT) et les représentants des partis et des syndicats qui avaient pris une part active au renversement de l'ancien régime.

Ce gouvernement de quinze membres a été constitué à parité par les militaires, les syndicats et les partis, chacun de ces corps nommant cinq ministres. Les portefeuilles de la défense et de l'intérieur ont été attribués à deux officiers supérieurs choisis respectivement dans la haute hiérarchie de l'armée et de la police.

Le ministère de la justice a été laissé vacant, faute de consensus sur la personnalité qui devrait prendre ce portefeuille-clé. Le nom d'une personnalité proche des Frères musulmans avait été initialement avancé, puis retiré devant les protestations du rassemblement syndical et des partis politiques.

Il n'en reste pas moins que, parmi les treize civils qui font partie de la nouvelle équipe gouvernementale, tous des « technocrates indépendants », inconnus de l'opinion, trois d'entre eux au moins bénéficient de la confiance des syndicats et des partis : MM. Dafaallah Djazouli, le premier ministre, ex-président de l'ordre des médecins ; Ibrahim Taha Ayyoub, ministre des affaires étrangères, qui quitte ses fonctions d'ambassadeur au Kenya ; Awad Abdel Meguid, un ancien gouverneur de la Banque du Soudan, qui devient ministre des finances et de la planification.

Dans sa première déclaration, le nouveau premier ministre a appelé le chef de l'opposition armée sudiste, le colonel John Garang, à *« participer à la solution des problèmes du sud du Soudan »*.

Voici la liste du gouvernement soudanais :

Premier ministre : M. Dafaallah Djazouli ;

Vice-premier ministre, ministre chargé de l'irrigation : M. Samuel Aro Boll ;

Ministres : Affaires étrangères : M. Ibrahim Taha Ayyoub ;

Défense : le général Osman Abdallah Mohamed ;

Intérieur : le général Abbas Madani ;

Finances et plan : M. Awad Abdel Meguid ;

Commerce, coopération et approvisionnements : M. Sid Ahmad Sayed ;

Energie, industrie et mines : M. Abdelaziz Osman Moussa ;

Agriculture et ressources naturelles : M. Seddiq Abdine ;

Culture et information : M. Mohamed Bachir Hamed ;

Education et enseignement : M. Bachir Hadj el-Toum ;

Santé et protection sociale : M. Hussein Abou Saleh ;

Habitat et construction : M. Amine Mekki Madani ;

Fonction publique et travail : M. Oliver Albino ;

Transports et communications : M. Peter Gatkouth.

(Publicité)

PARRAINAGE

L'Association médicale franco-palestinienne cherche des personnes intéressées par le parrainage d'enfants des camps du Sud-Liban.

Ecrire :
14, rue de Nanteuil, 75015 PARIS
ou téléphoner :
530-12-08 le jeudi de 10 à 16 h.



Hong-Kong tous les jours

Départ quotidien à 17 h 30...
Pas de changement d'aérogare à Londres... Et le légendaire service British Caledonian.




DIPLOMATIE

Un entretien avec le secrétaire général de l'ONU

(Suite de la première page.)

– Votre réponse ?

– La première chose à faire – c'est une réponse pratique, pas théorique – c'est que les cinq membres permanents du Conseil (1) se réunissent de façon périodique pour au moins se mettre d'accord sur les problèmes qui ne les affectent pas d'une façon directe, comme par exemple le conflit Iran-Irak et la question de Chypre. Si les Cinq pouvaient se mettre d'accord sans perdre la face, sans perdre de leur influence, ce serait déjà énorme. Mais ils ne le font pas.

– Que vous répondent-ils ?

– Ils se dérobent, sauf peut-être la France. Mais les deux superpuissances se méfient beaucoup. Elles se méfient du Conseil de sécurité, du secrétaire général – pas de la personne du secrétaire général, mais elles hésitent à lui donner trop d'influence. Elles voudraient avoir un secrétaire général qui se contente d'administrer la maison. Ça, je ne peux pas le faire. Je crois que le secrétaire général doit être, au contraire, une sorte de conscience pour leur rappeler leurs responsabilités. Bien sûr, il faut le faire d'une façon discrète, mais il faut le faire constamment.

» Je viens par exemple de faire une chose que certains membres du Conseil de sécurité n'aiment pas : je viens de présenter un rapport sur l'Iran et l'Irak, dans lequel j'expose très honnêtement mes conclusions. Après avoir été à Téhéran et à Bagdad, j'ai acquis la conviction que je ne peux pas avancer dans cette affaire s'il n'y a pas un nouveau débat au Conseil de sécurité sur la question. Il faut entendre de nouveau les deux parties et leur donner – et peut-être plus à Téhéran qu'à Bagdad – une chance de se faire entendre à nouveau. Les Iraniens partent en effet du principe que le Conseil de sécurité leur est hostile, que toutes ses décisions ont été pro-irakiennes.

– N'avez-vous pas les moyens de convoquer le Conseil de sécurité en vertu de l'article 99 de la charte ?

– Non, car le Conseil est déjà saisi de cette question, donc je ne peux invoquer l'article 99 en l'absence d'éléments nouveaux. Je n'ai pu que suggérer au Conseil d'entamer un nouveau débat. Le président a commencé les pourparlers à ce sujet, et si les deux parties en présence sont d'accord un nouveau débat pourrait avoir lieu dans une dizaine de jours.

– Avez-vous d'autres idées ?

– Beaucoup. Pour certains, il faut réviser la charte. A mon avis, ce serait une erreur. Certes, elle n'est pas parfaite, mais vouloir la réviser tient du rêve. Nous devons travailler avec la charte telle qu'elle est, et je maintiens que, si les pays membres avaient la volonté d'appliquer la lettre de la charte – ne parlons même pas de son esprit, – cette organisation pourrait marcher, et très bien. Parler de la révision de la charte, ce n'est pas réaliste. La charte est un piège, de toute façon, puisque vous ne pouvez pas la réviser sans l'accord des cinq membres permanents du Conseil.

» Non ! il vaut mieux être réaliste et réviser la procédure de l'Assemblée générale pour éliminer les débats trop longs et démagogiques qui ne servent à rien, sinon à donner une image fausse des Nations unies, avec un tiers-monde virulent, etc. Ce qui, dans le fond, n'est pas vrai. On ne cite trop souvent que les votes anti-israéliens, qui ne sont pas toujours sensés. Mais, à côté, il y a les votes sur l'Afghanistan et le Cambodge. Ceux-là, on les oublie.

» Mais c'est vrai qu'il y a des votes absurdes, comme ceux visant à exclure Israël de l'ONU. Nous avons au contraire besoin qu'Israël fasse partie du système. S'il quitte le système, il fera ce qu'il veut.

» Cela m'amène à parler du départ des Etats-Unis de l'UNESCO. Si les Américains pensent que tout va aller pour le mieux maintenant, ils se trompent. Ils ont laissé carte blanche à ceux qui, selon eux, luttent contre leurs intérêts. Il faut au contraire lutter du dedans.

» En plus, tout cela me prive d'un argument pour défendre la présence d'Israël à l'ONU : celui de l'universalité.

– Comment vivez-vous votre fonction ?

– Je suis toujours étonné d'entendre dire : « *Le secrétaire général est merveilleux mais les Nations unies ne sont bonnes à rien.* » Si c'était vrai, ou bien le secrétaire général serait stupide ou ce serait une crapule. Comment serais-je au service d'une organisation qui serait mauvaise ou qui ne marcherait pas ? Je crois que l'Organisation mérite d'être prise au sérieux, surtout par les grandes puissances, y compris par votre pays, qui pourrait donner un appui beaucoup plus concret à l'Organisation des Nations unies. Je voudrais laisser derrière moi – je pars dans un an et demi – une organisation beaucoup plus solide, beaucoup plus respectée, beaucoup plus efficace, parce que, si elle est plus efficace, elle est plus solide. C'est l'efficacité de l'Organisation qui est mon obsession.

– Vous dites, la France pourrait jouer un rôle plus important ; à quoi de précis pensez-vous ?

– Vous êtes parmi les cinq le pays qui pourrait jouer un rôle – je ne dirai pas de médiateur – mais qui pourrait aller d'un côté à l'autre, promouvoir une entente au moins sur les sujets qui ne sont pas controversés, ces sujets sur lesquels les Soviétiques, les Américains et les Chinois pourraient avoir des positions voisines.

Le conflit Iran-Irak

– Mais dans le conflit Iran-Irak, la France est très engagée ?

– Il y a une certaine évolution. A Téhéran, les responsables m'ont dit qu'il y avait une certaine évolution. Les Français s'abstiennent maintenant de donner certaines armes trop sophistiquées aux Irakiens. S'il y avait un embargo de la part des pays fournisseurs d'armes, je crois que cela pourrais accélérer la solution du conflit.

– Quelle est votre idée de plan de paix ?

– Je l'ai dit dans mon rapport si les Iraniens reprennent confiance dans les Nations unies, pas seulement dans la personne du secrétaire général, je crois que je pourrai progresser dans certains domaines.

» Bien sûr, ce serait absolument absurde de penser qu'une guerre qui dure depuis cinq ans va être terminée en deux ou trois mois. Mon objectif est de négocier une cessation des hostilités et des mesures menant à la paix. Bien sûr, on peut discuter s'il faut commencer par la cessation des hostilités ou bien par des mesures plus limitées, comme la fin des attaques de cibles civiles, le non-usage des armes chimiques, la navigation dans le Golfe, l'échange de prisonniers...

» Depuis mon passage à Téhéran et à Bagdad, on constate une diminution des activités militaires, une sorte d'attente. Je ne veux pas dire que j'ai fait des miracles, mais c'est une raison supplémentaire pour que le Conseil de sécurité agisse.

– Dans vos conversations avec les Iraniens, avez-vous eu l'impression qu'ils réclament toujours le départ de Saddam Hussein ?

– Ils ne m'ont pas demandé la tête de Saddam Hussein comme celle de saint Jean-Baptiste. Ils m'ont dit simplement ceci : « *Comment croyez-vous que nous pouvons faire confiance à un chef d'Etat qui est allé à la télévision pour déchirer le traité d'Alger de 1975 ? Comment pouvons-nous avoir confiance ?* »

« C'est un argument qui pour moi est plus acceptable, car les Nations unies ne peuvent s'ingérer dans les affaires intérieures d'un pays.

– Tout ce que vous dites revient à affirmer que les Nations unies ne peuvent être efficaces que sur des crises dans lesquelles les intérêts vitaux des cinq membres permanents du Conseil de sécurité ne sont pas en jeu.

– Mais bien sûr, c'est là malheureusement la philosophie de la charte. Parce que la charte est le résultat de la paix et d'une paix imposée par les puissances victorieuses. C'est la raison même de l'existence du droit de veto pour les cinq grandes puissances. MM. Roosevelt, Staline, Churchill et les autres croyaient très naïvement que tout de suite après la guerre allait régner une harmonie entre les Cinq Grands – surtout les deux grandes puissances – mais tout de suite après on a eu la guerre froide. Je n'aime pas dire cela, mais c'est la réalité.

« Nous faisons un travail silencieux incroyable »

– Donc, pour l'Afghanistan et la Pologne, vous ne pouvez rien faire ?

– Nous ne cessons jamais de faire savoir que les Nations unies sont là, prêtes à effectuer une mission de bons offices.

» Tout le problème, dans des crises de ce genre, en Asie, en Amérique centrale, en Afghanistan, c'est de sauver la face de quelqu'un. Et c'est là le grand avantage des Nations unies. Il vaut mieux me faire une concession, je veux dire aux Nations unies, que de faire une concession aux adversaires. Donc, les Nations unies doivent être toujours là pour voir de quelle façon nous pouvons aider à sauver la face. Il y a des choses que l'on fait aux Nations unies qui sont vraiment ignorées ; nous faisons un travail silencieux incroyable. Par exemple pour la Corée, l'Asie du Sud-Est, les relations vietnamo-américaines, la Namibie, l'Amérique centrale et le maintien en activité du groupe de Contadora. Il y a tant d'autres exemples d'une activité silencieuse des Nations unies. Par exemple, les droits de l'homme.

– Vous pouvez citer des exemples ?

– La clé de mon efficacité, c'est la discrétion.

– Que pensez-vous de la guerre des étoiles ?

– La position des Nations unies est une position de principe. Je regrette toute initiative américaine dans ce domaine, même si les Etats-Unis la considèrent comme défensive. Le désarmement figure dans la charte comme étant l'une des grandes responsabilités du Conseil.

» De plus, je ne vois pas seulement ce problème avec les yeux du secrétaire général. Je le vois aussi avec les yeux d'un Latino-Américain, qui voit avec tristesse que les 30 % à 40 % de la dette extérieure, dont on parle tellement, sont dus à l'achat des armements. Je m'excuse si cela concerne votre pays, mais qui est le plus coupable : celui qui vend ou celui qui achète ? Celui qui tente ou celui qui se laisse tenter ? C'est comme le commerce de la drogue. Qui est responsable : le gosse qui en use ou celui qui la lui vend ?

» Là, il y a une responsabilité morale de la part de certains pays ; là, j'attaque l'Est et l'Ouest, les Soviétiques aussi. Je ne suis pas contre la livraison d'armements à des pays qui font vraiment face à une agression, mais pourquoi, par exemple, avoir armé les Argentins, qui ont ensuite commis la plus grande erreur de leur histoire ? Il leur reste maintenant à rembourser les armes qui ont servi à leur défaite...

– En tant que Péruvien, comment voyez-vous la situation dans votre pays après l'élection d'un président de gauche ?

– La seule chose que je peux dire, c'est que je ne peux que me féliciter de la continuation de la démocratie. J'ai été vraiment surpris de voir la façon tellement calme dont le processus s'est développé malgré les menaces du Sentier lumineux. Cela prouve que le Sentier lumineux n'a pas pris dans l'opinion publique. Je ne connais pas le nouveau président, c'est un garçon de trente-cinq ans, il pourrait être mon fils, mais il ne s'est pas livré à des excès de triomphalisme. Au contraire, je trouve qu'il a été assez sensé. Je vois avec plaisir que le processus démocratique en Amérique latine s'élargit. Qu'est-ce qui va se passer au Brésil ? Je n'en sais rien, mais maintenant, à l'exception du Chili et du Paraguay, l'Amérique du Sud est complètement démocratisée.

Propos recueillis par
JACQUES AMALRIC

Pékin et Moscou souhaitent désormais étendre leurs contacts au « domaine politique »

Moscou (AFP). – Pour la première fois depuis de longues années, l'URSS et la Chine sont prêtes à développer leurs « *relations et contacts dans le domaine politique* », annonce un communiqué commun publié le lundi 22 avril à l'issue de la sixième session des pourparlers sur la normalisation des relations entre les deux pays, qui s'est achevée la semaine dernière à Moscou.

Selon ce texte, diffusé par l'agence Tass, les deux parties ont exprimé « *leur intérêt à la poursuite des efforts dirigés vers l'amélioration des relations soviéto-chinoises et leur volonté d'étendre les relations et les contacts entre les deux pays dans les domaines politique, économique, commercial, scientifique, technique, culturel et autres* ».

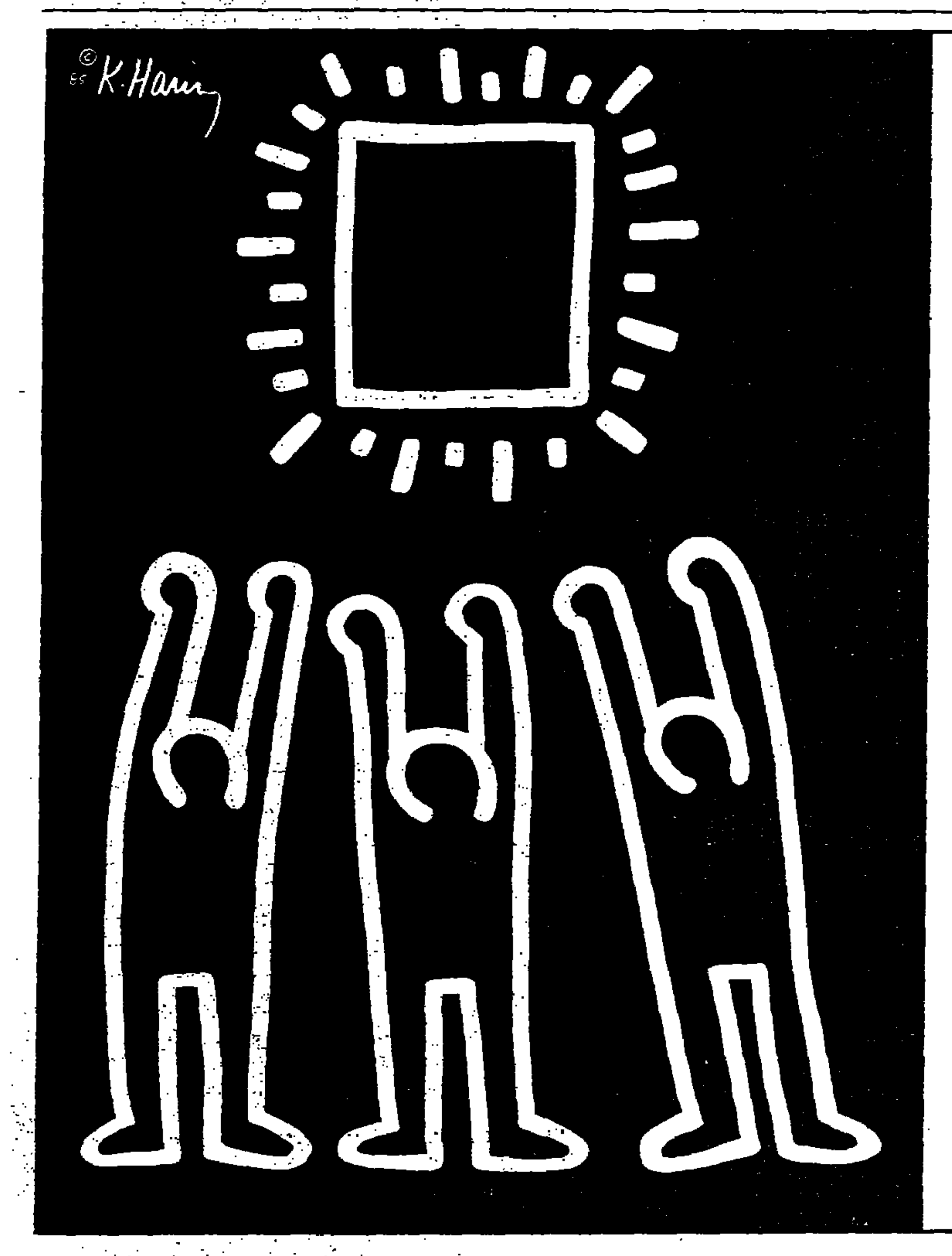
En octobre dernier, le mot « *politique* » ne figurait pas dans le communiqué final de la cinquième session de négociations à Pékin. Cette mention traduit, aux yeux des observateurs, l'amélioration des relations sino-soviétiques, illustrées notamment par l'entrevue qu'avaient eue le 14 mars dernier à Moscou le numéro un soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, et le vice-premier ministre chinois, M. Li Peng.

Déjà, lors du plénum de mars du comité central, le secrétaire général du PC soviétique avait affirmé que « *l'URSS souhaite une amélioration sérieuse de ses relations avec la Chine à condition qu'il y ait réciprocité* ».

Pour sa part, le chef de la diplomatie soviétique, M. Andrei Gromyko, a réaffirmé, en recevant lundi à Moscou le vice-ministre Qian Qichen, chef de la délégation chinoise aux pourparlers bilatéraux, que l'« *URSS s'est prononcée et se prononce pour des relations amicales et de bon voisinage entre les deux pays* ».

Brouillées depuis les années 60, l'URSS et la Chine ont décidé en octobre 1982 de normaliser leurs relations grâce à des négociations semestrielles tenues alternativement à Pékin et à Moscou. Comme l'a encore rappelé récemment M. Deng Xiaoping, la partie chinoise continue à faire dépendre une véritable normalisation de la levée de « *trois obstacles* » : la pression militaire soviétique aux frontières de la Chine, l'occupation de l'Afghanistan par les forces de l'URSS, le soutien accordé par Moscou à l'occupation du Cambodge par le Vietnam.

[A Pékin, M. Qian Qichen a déclaré mardi qu'« *aucun progrès substantiel* » n'avait été réalisé lors des négociations. Avant son départ de Moscou, lundi, il avait, selon l'agence *Chine nouvelle*, affirmé que la Chine attendait « *un geste* » de l'Union soviétique pour l'amélioration des rapports entre les deux pays.]



RANK XEROX

Rank Xerox donne aux documents de l'entreprise tous les signes de la perfection.

Aujourd'hui pour prendre les bonnes décisions et accroître sa rapidité d'intervention, une entreprise doit posséder le matériel le mieux adapté et le plus performant pour la gestion de l'information.

Avec un spécialiste comme Rank Xerox il est possible de traiter avec précision et perfection une telle masse de données et apporter à vos documents une qualité parfaite.

Avec sa très large gamme d'équipements : machines à écrire électroniques, micro-ordinateurs, systèmes multifonctions de traitement de l'information, copieurs/duplicateurs, télécopieurs, imprimantes à laser, réseaux locaux, Rank Xerox aide les entreprises à créer, traiter, enrichir, imprimer, transmettre, archiver et diffuser leurs documents.

En plus des machines, Rank Xerox dispose des hommes qualifiés pour comprendre les problèmes et trouver les solutions les mieux adaptées.

La conjonction de ces machines et de ces hommes travaillant ensemble pour une organisation plus performante de l'information, Rank Xerox l'a appelée Service Xerox.

Donner aux documents tous les signes de la perfection avec Rank Xerox, c'est un atout de plus pour réussir.

politique

LE DÉBAT SUR LA RÉFORME DU MODE DE SCRUTIN

L'Assemblée nationale discute en urgence du projet de loi électorale

La grande semaine électorale de l'Assemblée nationale s'ouvre ce mardi 23 avril. La date de la clôture est laissée à l'initiative des députés, plus particulièrement de ceux de l'opposition, selon qu'ils mèneront, ou non, une longue bataille d'amendements ; pour l'instant, cette éventualité n'est pas envisagée par les responsables du RPR et de l'UDF. Pour se prémunir contre une éventuelle lenteur du débat parlementaire, le gouvernement a, le lundi 22 avril, décrété l'urgence sur les trois projets de loi électoraux, les deux concernant les députés et celui sur les conseillers régionaux. Cela a pour effet de supprimer une des lectures dans chacune des deux chambres au Parlement ; après que l'Assemblée nationale et le Sénat se seront prononcés chacun deux fois, le gouvernement pourra demander aux députés de trancher en dernier ressort.

Tout va débuter par la discussion de la motion de censure déposée par l'opposition. M. Fabius, qui interviendra lui-même, mardi dans l'après-midi, n'a guère de soucis à se faire pour la survie de son gouvernement. Comme les sept précédentes déposées dans ces conditions, depuis juillet 1981, c'est-à-dire sans que le gouvernement ait, préalablement, engagé sa responsabilité, cette motion de censure ne sera pas adoptée par la majorité des députés.

Le débat proprement dit sur la modification du mode d'élection des députés s'engagera mercredi en fin d'après-midi. Mais avant la discussion elle-même, l'Assemblée devra repousser les motions de procédure déposées par l'opposition. L'exception d'irrecevabilité, qui juge le texte contraire à la Constitution, et qui sera défendue par M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, et la question préalable, présentée par M. Pascal Clément (UDF, Loire), qui estime qu'il n'y a pas lieu à délibérer d'un tel projet, font partie de l'arsenal parlementaire classique. En revanche, la demande, adressée au président de la République en vertu de l'article 11 de la Constitution, d'organiser un référendum sur ce projet, est une première au Palais-Bourbon. Depuis 1958, seul le Sénat a adopté une telle motion, l'été dernier, à l'occasion du projet de loi sur l'enseignement privé, avec le sort que l'on sait.

Le souhait des sénateurs n'était pas, il est vrai, conforme à la Constitution ; l'élection des députés fait, en revanche, partie de l'organisation des pouvoirs publics, matière qu'il est constitutionnellement possible, selon l'article 11, de soumettre à référendum. On peut simplement se demander s'il est logique de vouloir soumettre à référendum un projet *que, par ailleurs, on juge contraire* à la Constitution.

MM. Debré et Giscard d'Estaing : un référendum

M. Michel Debré, qui en tant que garde des sceaux fut un des pères de la Constitution, justifiera cette demande du RPR. Pourtant, en 1958, le général de Gaulle n'avait pas retenu cette possibilité, alors que la demande lui en avait été faite par le comité consultatif constitutionnel. Pour sa première intervention dans un débat législatif depuis son retour à l'Assemblée nationale, – il n'était jusqu'alors intervenu que sur la Nouvelle-Calédonie dans le cadre des questions d'actualité –, M. Valéry Giscard d'Estaing soutiendra l'ancien premier ministre. Dans son livre *Deux Français sur trois*, l'ancien président de la République souhaitait, en effet, qu'une nouvelle loi électorale soit adoptée par le référendum, mais il envisageait, alors, un scrutin mêlant le système majoritaire et le système proportionnel selon la taille des départements.

Tout au long de son septennat, quand les centristes à de nombreuses reprises souhaitaient l'introduction d'une dose de proportionnelle dans le système électoral, jamais il ne fut question – publiquement – de soumettre une telle question à référendum. M. Giscard d'Estaing, dans une interview accordée au *Monde* le 3 mai 1974, alors qu'il n'était encore que candidat à la présidence de la République, expliquait : « *Dans ce domaine* [la réforme du mode de scrutin] *de toute façon, c'est au Parlement de trancher.* » Aujourd'hui, par cette demande de référendum, l'opposition veut ancrer l'idée que cette modification du système électoral entraînera un changement important dans les institutions.

M. Gilbert Bonnemaison (PS, Seine-Saint-Denis), dans le rapport qu'il a rédigé au nom de la commission des lois, explique que les positions proportionnalistes prises dans le passé par certains responsables actuels de l'opposition prouvent que « *la proposition d'aujourd'hui n'est pas iconoclaste* ». C'est bien pourtant ce que vont s'efforcer de démontrer, tout au long de cette semaine, les députés de l'opposition.

Mais, malgré les réserves du PC et du MRG, les états d'âme de certains socialistes, il est clair qu'ils ne convaincront pas la majorité de l'Assemblée nationale. Au Sénat en revanche, où M. Pasqua, président du groupe RPR, prônait l'obstruction, ce sera une autre affaire.

Th. B.

TARN-ET-GARONNE : le conseil général n'a toujours pas de président

(De notre correspondant.)

Montauban. – « *Le PS constate qu'il n'y a aucun accord entre les partis de la majorité. Il décide donc de ne pas participer aux travaux du conseil général.* »

Après cette déclaration liminaire, M. Carla, président du groupe socialiste de l'assemblée départementale, et neuf de ses confrères ont quitté, à la stupéfaction générale, la séance du conseil général réuni pour désigner son président. Le quorum n'étant pas atteint, le doyen d'âge, M. Richard (PS), qui présidait la séance, a invité les vingt-huit conseillers généraux (1 PC ; 9 PS ; 2 app. PS ; 9 MRG ; 7 opposition) à se réunir une nouvelle fois, jeudi 25 avril à 15 heures, pour élire le président.

La séance de lundi n'aura duré qu'une heure. L'opposition, qui a sept représentants n'ayant pas proposé de candidature, seuls M. Hubert Gouze, élu la veille conseiller général à l'occasion de l'élection partielle dans le canton de Montauban II, et M. Jean-Michel Baylet (MRG), secrétaire d'État aux relations extérieures, étaient candidats à la présidence.

Immédiatement après ce « coup de force » des élus socialistes, M. Baylet devait déclarer : « *Ma candidature se situe dans un esprit de rassemblement global au-delà des clivages politiques traditionnels. Aujourd'hui, notre département a un besoin urgent de toutes les énergies afin de gérer au mieux les intérêts de chacun.* »

Après un mois et demi d'intérim assuré par l'ancien président, M. Louis Delmas (PS), pour expédier les affaires courantes, le département de Tarn-et-Garonne n'a toujours pas de pouvoir exécutif.

G. R.



Malaise persistant chez les socialistes du Pas-de-Calais

Alors que le débat sur les projets gouvernementaux s'ouvre mercredi 24 avril à l'Assemblée nationale, la réforme du mode de scrutin continue d'entretenir, à la tête du PS comme chez certains militants, un malaise qui ne semble pas près de se dissiper.

La commission exécutive fédérale du Pas-de-Calais s'est réunie samedi pour débattre de cette question (*le Monde* du 18 avril). Les élus, et notamment les députés, du Pas-de-Calais sont fondamentalement hostiles au choix de la proportionnelle. M. Daniel Percheron, premier secrétaire fédéral du Pas-de-Calais, avait déjà demandé à deux reprises, au comité directeur du PS, puis au bureau exécutif, à la fin du mois de mars, la réunion d'une convention nationale exceptionnelle sur cette question.

Après leur réunion de samedi, les socialistes du Pas-de-Calais considèrent toujours que les instances compétentes du parti devraient être saisies. Ils en ont fait la demande à M. Lionel Jospin, premier secrétaire national du PS. Comme leur demande n'a pratiquement aucune chance d'aboutir, toute la question, dans l'immédiat, est de savoir jsuqu'où ira cette fronde. A terme, cette affaire ne peut qu'aggraver un malaise déjà important dans ce département. D'autant que le gouvernement et la direction des Charbonnages de France ont refusé le raval (l'approfondissement) du puits de l'Escarpelle, dans le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais (*le Monde* du 18 avril). Or les socialistes comme les syndicalistes faisaient de ce raval un test de la prise en compte des intérêts de leur région par le pouvoir (*le Monde* du 29 décembre 1984). – A la direction du PS, M. Jean Poperen, numéro deux du Parti, renouvelle, un ton au-dessus, ses critiques contre la proportionnelle. Dans le dernier numéro de son bulletin, *Synthèse flash*, M. Poperen récuse explicitement le projet politique supposé du pouvoir. Pour M. Poperen, il est illusoire d'espérer *rompre*, avec la proportionnelle, la dynamique d'union de l'opposition. En revanche, estime-t-il, ce mode de scrutin ne peut qu'accroître la dynamique de désunion de la gauche. Enfin, M. Poperen refuse toute « *dérive centriste, en fait, droitière* ».

La prise de position de plus en plus ferme de M. Poperen dans un sens opposé à celui de M. Jospin est un élément à prendre en compte dans la préparation du congrès socialiste de Toulouse à l'automne. Elle risque aussi de rendre de plus en plus difficile à gérer une rivalité entre les deux hommes – numéro un et numéro deux du PS – qui a toujours été latente mais qui prend maintenant un tour public et aigu.

J.-L. A.

Le « laboratoire » corse en sursis

De notre correspondant

Bastia. – La Corse, « laboratoire » du scrutin de liste régional, première région à élire son assemblée au suffrage universel et à la proportionnelle, réagit diversement à l'instauration du scrutin de liste départemental. L'île, en effet, alignée sur le droit commun des régions en 1986, élira pour la troisième fois en quatre ans, en mars prochain, un nouveau conseil régional. Si le nombre total des conseillers (61) n'a pas été modifié, en revanche, la Haute-Corse, avec trente-trois sièges, voit son importance démographique (131 600 habitants) prise en compte, avec cependant un léger correctif en faveur de la Corse-du-Sud qui sera représentée par 28 conseillers pour 108 600 habitants.

A peine connu, le projet du gouvernement a été sévèrement jugé par l'Union du peuple corse (UPC, autonomiste), qui s'est inquiétée de la remontée en force des départements alors que le statut particulier misait ouvertement sur la prédominance régionale. « *La décentralisation a donné plus de pouvoirs et plus de moyens financiers aux départements*, écrit M. Max Simeoni dans *Arritti*, l'hebdomadaire autonomiste. *En Corse, elle a un effet de freinage sur le statut particulier. Elle le bloque. Elle le laisse à la merci des clans (...). Si glissement vers le droit commun il y a, il faut que Paris sache clairement que, pour l'UPC, ce serait inacceptable, et le mot trahison conforme à la réalité.* »

Le débat sur le mode de scrutin a débouché sur une vive discussion, la semaine dernière, devant l'assemblée de Corse. Les sept élus communistes y ont en effet déposé une motion demandant au premier ministre « *le respect du mode de scrutin prévu par le statut particulier* ». L'assemblée a adopté cette motion par 19 voix (7 PC, 3 UPC et 9 Union socialiste et radicale) contre 8 MRG et 29 refus de vote exprimés par la majorité de droite qui a estimé qu'il n'était pas du ressort de l'assemblée de se prononcer sur son mode d'élection. Si le vote du PC et de l'UPC était attendu, tout comme celui du MRG de Haute-Corse qui a toujours prôné le scrutin départemental, en revanche, le choix de l'USR s'est fait dans la confusion puisque les deux élus du nord, MM. Carlotti et Motroni, absents au moment du vote, ont été portés comme ayant voté pour la motion alors que la fédération de Haute-Corse du PS est favorable au « *scrutin proportionnel dans le cadre départemental* ». Cette position est contraire à celle qui fut défendue par les socialistes de l'île au moment de l'élaboration du statut particulier.

Les trois élus de Unita Naziunalista (nationalistes) n'ont pas eu, eux, à se prononcer sur cette motion. Lors de la session publique du vendredi 19 avril au matin, ils ont quitté les travées de la salle des délibérations, estimant que, « *sans renoncer en rien au droit des Corses qui les avaient mandatés pour y représenter la lutte de libération nationale, se réservant d'y revenir défendre ce droit, leur présence dans cette assemblée ne se justifiait plus* ».

Ce départ, programmé avant même le début de la session consacrée au statut fiscal particulier de la Corse, est le fruit d'un compromis entre les nationalistes durs et les autres. Les premiers ont accepté que le mouvement public présente des candidats aux élections cantonales – ce qui a conduit à des résultats « *passables* » –, les seconds ont reconnu les limites de la stratégie électorale en quittant l'instance élue. Pour les nationalistes, en effet, les avantages de leur présence à l'assemblée de Corse ont été épuisés, tandis que les inconvénients se sont multipliés. L'effet de tribune s'est émoussé et banalisé.

Surtout, après huit mois, les trois élus nationalistes ont pris la mesure d'un rapport de forces qui leur est franchement défavorable.

Alors, à quoi bon cautionner une assemblée, clé de voûte d'institution – le statut particulier – que l'on dénonce par ailleurs comme un « *piège* » ?

Le départ des trois élus nationalistes a une conséquence directe sur l'assemblée : la droite, avec trente voix, y est désormais majoritaire, contre vingt-huit à la gauche et aux autonomistes. Mais cette assemblée de Corse, après seulement huit mois de fonctionnement, apparaît déjà comme une assemblée en sursis.

DOMINIQUE ANTONI.

M. POPEREN : RASSEMBLER D'ABORD A GAUCHE

Synthèse-Flash, bulletin de M. Jean Poperen, numéro deux du PS, écrit notamment, dans son numéro daté 22 avril : « *La droite fera en sorte de préserver (...) son unité profonde pour la reconquête du pouvoir. Et il faudrait une solide dose d'optimisme (...) pour imaginer que la reconquête (...), ce serait seulement la victoire aux législatives : ce serait évidemment aussi le départ de l'Elysée du président de gauche.*

» *Pour 1986 en tout cas, on voit mal comment la gauche pourrait construire sa propre stratégie sur le pari d'une division de la droite. Et pourtant l'hypothèse d'une* «alliance de rechange» *pour le PS n'a de sens que si l'on parie sur l'éclatement de la droite. Or, il n'est plus question que de ce* «changement d'alliance» *du PS ; il a bien été dit que la stratégie ne dépendait pas du mode de scrutin, mais c'est un fait que c'est depuis qu'a été décidé le changement de mode de scrutin que la question du changement d'alliance du PS a pris tant d'importance.* (...)

» *Si la stratégie ne dépend pas du mode de scrutin, elle n'échappe pas à ses contraintes. Observons simplement qu'il y aurait quelque inconséquence à laisser penser que le mode de scrutin aurait une influence délétère à droite sans en avoir à gauche. La vérité est que le mode de scrutin ne crée pas à lui seul la dynamique politique. Et quand elle existe, il ne saurait suffire à la casser. (...) Or, pour le moment, la droite vit une dynamique d'union pour la conquête du pouvoir. (...) Pour le moment, la gauche vit, elle, une dynamique de la désunion : et la proportionnelle joue justement dans ce sens. En clair, pour l'immédiat, la proportionnelle ne peut casser la dynamique qui prévaut à droite, elle stimule celle qui prévaut à gauche.* »

Synthèse-Flash estime encore que le PS ne pourra « *consolider (...) le rassemblement de la gauche (...) que s'il préserve sa politique de toute dérive antisociale sous la pression du patronat, de toute dérive* «centriste», *en fait droitière, sous la pression de certains cercles politiques. (...) Il faut d'abord rassembler à gauche si l'on veut gagner ailleurs qu'à gauche. Faute de quoi, on perd sur tous les tableaux et – à la fin – on se perd soi-même.* »

Selon *Synthèse-Flash*, « *maintenant que certaines questions-clés arrivent à maturité, l'intérêt et les incidences du congrès se trouvent accrues* ».

Mme VEIL FAVORABLE A DES LISTES D'UNION DE L'OPPOSITION ET A LA COHABITATION

Mme Simone Veil, qui participait lundi 22 avril à l'émission de France-Inter « Face au public », a estimé que les listes d'union de l'opposition pour les prochaines élections législatives « *seront les plus bénéfiques* [pour l'opposition] *et les plus claires vis-à-vis des électeurs* ».

Avant de souhaiter une clarification sur la position des parlementaires qui ont demandé le « label » de M. Barre et qui sont en même temps signataires de l'accord signé entre RPR et UDF, Mme Veil a constaté « *l'impression d'une pagaille et d'une confusion* » donnée par l'opposition sur la « *lecture de la Constitution* ».

L'ancienne présidente de l'Assemblée des Communautés européennes a indiqué que contrairement à l'ancien premier ministre, elle ne voterait pas la censure contre un éventuel gouvernement de coalition. Selon elle, le président de la République, dès lors qu'il n'a plus la confiance des électeurs, « *doit ou se soumettre ou se démettre* ».

FS-L
L'Anglais aux couleurs de la vie
U.S.A. - ANGLETERRE
JEUNES 9-17 ans : séjours en famille, cours, sports, activités, summer camps
ADULTES : stages intensifs ; séjours en famille, université, circuits
13, rue de Grenelle - 75007 PARIS - Tél. : (1) 544.62.20
M. 23.4

OISE
OXFORD INTENSIVE SCHOOL OF ENGLISH
agréée par le British Council
21, rue Théophraste-Renaudot 75015 PARIS Tél. (1) 533.13.02
Ass. loi 1901 - lic. A 1169

L'ANGLAIS EN ANGLETERRE

Collégiens - Lycéens :
- matin : 15 H de cours par semaine - groupes de 8 élèves maximum - professeurs britanniques.
- après-midi : tennis, équitation, golf, natation, voile, planche à voile.

(Publicité)

ILS PASSENT A L'ACTION...

Les ATTACHÉS d'administration centrale
dits « cadres compétents »,
« cheville ouvrière et mémoire de l'administration »

ont décidé d'agir pour que la fonction publique applique les directives du gouvernement !

Pour qu'une gestion efficace et responsable utilise au mieux les moyens existants,
ils DEMANDENT :

- la création d'une commission interministérielle permettant à la fonction publique d'avoir une politique de gestion des attachés et instaurant une vraie mobilité entre ministères ;
- une véritable démocratisation de l'administration par une réelle promotion interne qui mette fin à l'actuel monopole de l'ENA ;
- l'ouverture d'une négociation sur leur statut pour « le jour où la pause s'arrêtera » ;

et que cesse le scandale des emplois vacants qui privent les attachés de leur avancement.

Ils vont manifester JEUDI 25 AVRIL de la Fonction Publique à Matignon.
Rendez-vous 32, rue de Babylone, à 12 h.

UGAAC
93, bd du Montparnasse, Paris-6e.

IAE
Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne
INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES
47, rue des Bergers 75015 PARIS

Dans le cadre de la Formation Continue,
l'IAE de Paris
assure la préparation de

DIPLÔMES NATIONAUX DE IIIe CYCLE (D.E.S.S.)

- CAAE (DESS de généraliste à la gestion)
- 1 journée par semaine pendant 2 années universitaires
- A temps plein sur une année
Renseignements : (1) 557.62.52

- DESS "fonctionnels"
- Contrôle de gestion et audit, Développement de la Fonction Personnel, Finance, Systèmes d'information
- Organisés en 16 séminaires de 3 jours sur 2 années civiles

- Renseignements : Service Formation Permanente de l'IAE (1) 557.28.41 ou (1) 558.00.21

centre d'éducation permanente
Université Paris I - Panthéon Sorbonne
14, rue Cujas 75005 Paris

DEUG ET LICENCE EN DROIT

PUBLIC CONCERNÉ : En priorité des salariés en congé individuel de formation ou dans le cadre du plan de formation de l'entreprise.

DURÉE : Une journée et demi par semaine pendant environ 36 semaines.

DÉBUT DES COURS : 20 septembre 1985 pour la 1re et 2e année de DEUG.

☎ 329.75.23 ou 354.67.80
Monique BASTIDE - Nicole BIGOT

EN LORRAINE

Deux présidents de conseils généraux adhèrent aux positions de M. Barre

De notre correspondant

Metz. – MM. Claude Huriet et Rémi Herment, respectivement président du conseil général de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse, ont annoncé, lundi 22 avril, leur ralliement à M. Raymond Barre. A ces ralliements s'est ajouté celui de M. René Kœnig (opp.), vice-président du conseil général de Meurthe-et-Moselle.

La décision de ces trois membres du conseil régional de Lorraine a pour conséquence la disparition à terme du groupe des non-inscrits, tant au sein de l'assemblée régionale que des quatre assemblées départementales. *« Les inorganisés s'organisent »*, a constaté l'ancien secrétaire d'Etat Christian Poncelet (RPR), sénateur et président du conseil général des Vosges.

L'UDF de son côté souligne : *« Les non-inscrits ont enfin tiré les conclusions des modifications de la vie politique. Dans beaucoup d'assemblées, une clarification s'impose. Nous nous réjouissons de voir des personnalités préciser le sens de leur combat. »*

La position des sénateurs Huriet (ratt. adm. à l'Union centriste) et Herment (Un. cent.) est aussi tactique : *« C'est le signal vis-à-vis de l'UDF d'un rassemblement nouveau »*, précisent-ils, après avoir souhaité en vain une représentation plus importante des non-inscrits au sein de l'exécutif lorrain. *« Nous situant sans ambiguïté dans la majorité régionale* (en l'occurrence, l'opposition nationale) *et considérant que des reclassements allaient devoir intervenir entre les divers courants des formations de l'opposition nationale, nous n'avons pas voulu, jusqu'à ce jour, adhérer à un parti politique »* (1), affirment les trois barristes lorrains.

Tout en décidant d'apporter leur soutien à l'ancien premier ministre et d'*« adhérer aux principes qu'il a énoncés »*, MM. Huriet et Herment demandent aux membres de la majorité du conseil régional de Lorraine de faire connaître leur position en se déclarent prêts à se rapprocher de *« tous ceux qui affirment clairement leur adhésion aux idées de Raymond Barre »*. Leur appel, lancé à l'issue de la réunion du conseil régional de Lorraine, n'a pour l'heure pas suscité d'autres vocations. *« Les grandes causes engendrent pour le moment de trop petits effets »*, commente le député et maire de Nancy, M. André Rossinot, président du Parti radical.

JEAN-LOUIS THIS.

(1) M. Huriet avait quitté le PR, dont il était le vice-président départemental, lorsqu'il avait été candidat à l'élection législative partielle organisée en septembre 1978, dans la première circonscription de Meurthe-et-Moselle, à la suite de l'invalidation de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber.

LES DEBATS PARLEMENTAIRES

Les associations pourront émettre des titres participatifs

L'Assemblée nationale a adopté, le lundi 22 avril, en première lecture, un projet de loi qui vise à permettre aux associations d'émettre des obligations, comme les sociétés commerciales et des titres participatifs comme les sociétés du secteur public ou les sociétés anonymes coopératives dénommés en l'occurrence « titres associatifs ».

Les associations sont devenues de réelles puissances économiques. Elles emploient plus de sept cent cinquante mille salariés (plus de 5 % de l'ensemble des emplois salariés). Elles gèrent, par exemple, plus de 16 % du potentiel hospitalier métropolitain. Certaines d'entre elles sont de véritables entreprises. Pourtant, elles sont toujours régies par la grande loi du 1er juillet 1901. Si dans les faits, dans la vie économique, la différence est parfois bien minime entre associations sans but lucratif et sociétés capitalistes, le droit français continue à les différencier totalement.

L'Assemblée nationale a commencé à ébrécher cette muraille en adoptant en première lecture le projet de loi défendu par M. Jean Gatel, secrétaire d'Etat à l'économie sociale. Seulement, pour apporter quelques garanties à ceux qui prêteront ainsi de l'argent, les associations devront se plier à un certain nombre de contraintes équivalentes à celles imposées aux sociétés commerciales. Des règles de droit vont ainsi devenir communes aux deux grandes formes de regroupement d'individus décidés à agir ensemble.

Déjà, la majorité de gauche avait fait un pas dans ce sens en imposant aux associations les plus puissantes les mêmes règles qu'elle créait pour les sociétés commerciales en vue de prévenir ou de régler les difficultés des entreprises. Il est certain que les trente-trois associations qui emploient plus de mille personnes doivent avoir une gestion en bien des points semblables à celle d'une grande entreprise. La loi de 1901 peut-elle encore s'appliquer dans ce cas? Au début du septennat, la question avait été posée mais les associations avaient insisté sur leur attachement à cette grande loi. Pour autant, elles souhaitaient une évolution du droit leur permettant de trouver d'autres sources de financement que celles qui leur sont actuellement autorisées : cotisations, subventions, dons et legs pour celles qui sont reconnues d'utilité publique.

Mais l'arrivée dans les associations d'apporteurs de capitaux, qui devront être rémunérés alors que les adhérents n'ont pas le droit de se partager des bénéfices et qui donc disposeront de certains droits, n'est-elle pas contraire à l'esprit de la loi de 1901? Le Conseil d'Etat l'a estimé et a rejeté l'avant-projet gouvernemental. C'est aussi ce que pense l'opposition, du moins le RPR, qui a voté contre le texte puisque l'UDF n'a, en aucune manière, participé au débat. M. Georges Tranchant (RPR, Hauts-de-Seine) a déclaré que le projet allait *« aggraver la dérive quasi commerciale des associations, dérive dont la légalité apparaît déjà hautement discutable »*. Le PC est lui aussi inquiet et s'est abstenu lors du vote sur l'ensemble du projet. M. Parfait Jans (PC, Hauts-de-Seine) expliquant que ce texte ne mettrait pas fin aux difficultés financières des associations, a craint surtout qu'il ne compromette *« l'indépendance – et l'autonomie de l'association vis-à-vis des souscripteurs »*.

Hésitations au PS

Certains socialistes eux-mêmes n'ont pas caché leurs hésitations devant cette innovation juridique, même s'ils ont adopté le projet gouvernemental, à peine modifié par quelques amendements. M. Jean-Pierre Michel (PS, Haute-Saône) a craint qu'il n'y ait *« des abus au détriment de l'idéal associatif »* et que la confusion du droit des associations et des sociétés commerciales ne crée *« des difficultés jurisprudentielles considérables »*.

M. Alain Vivien (PS, Seine-et-Marne), s'il a souligné *« tout l'intérêt de cette nouvelle avancée sociale pour le mouvement associatif »*, aurait souhaité, pour éviter *« des détournements »*, que cette possibilité d'émettre des titres associatifs soit réservée à des associations agréées. M. Claude Wilquin (PS, Pas-de-Calais), rapporteur de la commission des finances, a estimé que *« de nombreux épargnants semblent prêts à s'engager dans des opérations dont ils apprécient non pas seulement l'intérêt financier mais aussi l'opportunité sociale ou morale »*. Il s'agit donc pour lui simplement d'allier *« le dynamisme des associations et le désintéressement des souscripteurs »*.

Pour M. Gatel, ce projet ne veut pas *« régler tous les problèmes de financement que rencontrent les associations »* mais simplement les aider à se développer alors qu'elles ont déjà prouvé *« leur capacité à répondre aux sollicitations du mouvement social »* et qu'elles peuvent être *« une réponse à la nécessité de création d'activités donc d'emplois »*. C'est parce que le secrétaire d'Etat pense qu'il n'y a pas, d'un côté, *« des associations qui exerceraient des activités économiques et, de l'autre, des associations vierges de ces activités »* qu'il a préféré, à une législation distinguant ces deux catégories, l'ouverture d'une possibilité de démarche *« volontaire »* pour celles qui souhaiteraient disposer de nouvelles sources de fonds propres.

Mais cela ne va-t-il pas permettre une transformation de l'aide de l'Etat et des collectivités locales, voire sa réduction? M. Jans le craint. M. Vivien reconnaît que cette nouvelle source de financement *« vient à point pour relayer »* la puissance publique *« qui ne peut plus faire face »*. M. Wilquin lui-même évoque la possibilité de remplacement des subventions aux associations par l'acquisition de titres associatifs, ce qui introduira, dit-il, *« une rigueur de gestion dans l'association par la nécessité de rémunérer les ressources »* que lui confieront les épargnants ou la puissance publique. C'est bien une conception de la vie associative différente de celle qui a cours actuellement.

THIERRY BRÉHIER.

M. Pierre Joxe apporte des précisions sur le projet de réforme des tribunaux administratifs

Les membres des tribunaux administratifs s'inquiètent de leur indépendance, des menaces qui pourraient peser sur celle-ci et de l'image que se font les justiciables, et le public en général, de l'indépendance de ces juges auxquels on demande de condamner l'administration dont, par ailleurs, ils font partie.

Ce thème a été au centre du colloque organisé samedi 20 avril dans les locaux de l'Ecole nationale d'administration, où sont formés ces fonctionnaires, par le Syndicat de la juridiction administrative. Il y a deux ans, après les nombreux recours présentés à l'issue des élections municipales, les tribunaux administratifs avaient annulé pour fraude plusieurs résultats. Les attaques, souvent, violentes lancées contre eux par le Parti communiste – qui à l'époque participait au gouvernement – avaient provoqué une profonde émotion. Les membres de cette juridiction, héritiers des conseils de préfecture, dépendant toujours du ministère de l'intérieur au point de vue hiérarchique, avaient alors souhaité qu'un statut reconnût leur spécificité et assurât leur indépendance. Après bien des vicissitudes, un tel statut est sur le point de voir le jour. Leur tuteur, M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, est venu annoncer aux nombreux membres du Syndicat de la juridiction administrative présents au colloque que le gouvernement le déposerait *« prochainement »* devant l'Assemblée nationale. Ainsi, pour la première fois, les tribunaux administratifs seront régis par la loi, ainsi d'ailleurs que le statut général de la fonction publique le prévoit, pour *« garantir l'indépendance de leurs membres »*. M. Joxe a même précisé que *« cette réforme ne serait pas en retard par rapport à celle du Conseil d'Etat »*. Il est vrai que les juges administratifs – juges de première instance – demandaient qu'elle fût préalable à celle du juge d'appel qu'est le Conseil d'Etat.

Le ministre de l'intérieur a surtout apporté des compléments d'information sur les trois grandes dispositions que contiendra le projet de loi.

– Ayant le statut de magistrats, les membres des tribunaux administratifs devraient bénéficier de l'inamovibilité, comme les magistrats de l'ordre judiciaire.

– Un *« conseil supérieur des tribunaux administratifs »* serait créé auquel participeraient les représentants élus des magistrats et ceux de l'administration. Ce conseil serait compétent pour les problèmes de recrutement, d'avancement, de détachement et de discipline et présentera des propositions dans ces domaines.

– Des garanties seraient données par la loi sur les règles de fonctionnement des tribunaux administratifs, notamment en ce qui concerne l'obligation de collégialité des formations de jugement et les conditions de dessaisissement des rapporteurs.

Ces indications correspondent – pour partie – aux inquiétudes exprimées par M. Daniel Chabanol, président du Syndicat, qui avait dit : *« Aujourd'hui notre avenir est trop incertain et notre présent trop inconfortable. »* Les juges vivent mal, en effet, le décalage qui s'accroît entre l'importance de leurs missions – en raison notamment du contentieux de la décentralisation – et la « petitesse » de leur statut. Ils se plaignent aussi de leur insuffisante efficacité en raison de la lenteur de leur action due à l'encombrement des tribunaux par un nombre croissant de recours. Il n'est pas rare, en effet que leurs arrêts soient rendus au bout de trois ans, et parfois davantage. Pour peu qu'un recours soit formé devant le Conseil d'Etat, un requérant doit fréquemment attendre six ans pour se voir rendre justice. C'est un problème de moyens budgétaires que le ministre n'a pas évoqué.

Manifestement, M. Joxe a cherché à désamorcer le mécontentement et parfois même la révolte qui couvent dans les tribunaux administratifs, inquiets du projet de réforme du Conseil d'Etat.

ANDRE PASSERON.

(Publicité)

24 AVRIL 1915 :
ASSASSINAT D'UNE NATION
PAR LE GOUVERNEMENT DES JEUNES TURCS
70 ANS APRÈS :
L'ÉTAT TURC CONTINUE DE NIER
L'ÉVIDENCE DE CE CRIME IMPRESCRIPTIBLE



déportée et disparue comme un million et demi d'Arméniens

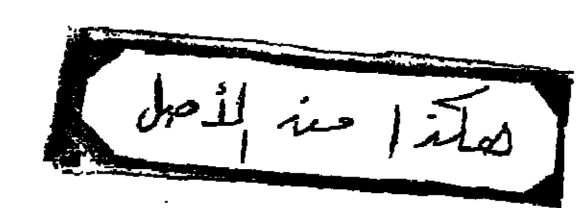
- *24 avril 1915 : les intellectuels et les notables arméniens de la capitale sont arrêtés et exécutés.*
- *Les soldats arméniens – tous les hommes valides – sont désarmés, regroupés en bataillons de travail et liquidés par petits groupes.*
- *Les femmes, les enfants et les vieillards sont déportés en masse, périssent en chemin ou sont massacrés.*

« Le gouvernement des Jeunes Turcs est coupable de ce génocide en ce qui concerne les faits perpétrés de 1915 à 1917.
» Le génocide des Arméniens est aussi un crime international dont l'État turc doit assumer les responsabilités sans pouvoir prétexter, pour s'y soustraire, d'une discontinuité dans l'existence de cet Etat. »

Extraits de la sentence du Tribunal permanent des peuples (Paris, avril 1984)

LE GÉNOCIDE DES ARMÉNIENS NE CONCERNE PAS QUE LES ARMÉNIENS

ASSOCIATION POUR LA RECONNAISSANCE DU GÉNOCIDE DES ARMÉNIENS - B.P. 327, 75229 PARIS CEDEX 05



société

LES NOUVEAUX PROGRAMMES

- *Suppression des activités d'éveil*
- *Introduction de l'éducation civique et de l'informatique*
- *Une heure supplémentaire de français au cours préparatoire*

Le ministre de l'éducation nationale vient de rendre publics les nouveaux programmes de l'école primaire, annoncés au conseil des ministres du 13 février dernier et qui s'appliqueront dès la rentrée prochaine. La principale innovation est la suppression des activités d'éveil qui sont remplacées par des enseignements disciplinaires dotés d'horaires propres.

Plus simples, plus courts et d'un vocabulaire plus accessible que les instructions précédentes, les nouveaux textes — qui seront ultérieurement complétés par des annexes et des fiches à destination des maîtres — seront largement diffusés. Publiés, comme il est de règle, au *Bulletin officiel de l'éducation nationale*, ils seront aussi publiés en coédition avec le Livre de poche au prix de 10,80 francs. Le ministère assurera la diffusion gratuite de trois cent vingt mille exemplaires aux instituteurs et abonnés du *Bulletin officiel*.

Le travail de révision des programmes de l'école primaire avait été engagé par M. Savary, qui avait, à cette fin, créé une « commission écoles ». M. Chevènement a en outre sollicité l'Inspection générale et son cabinet.

Les projets de textes ont été soumis le 18 avril au Conseil de l'enseignement général et technique (CEGT) qui l'a approuvé. Cependant le syndicat de loin le plus représentatif dans le premier degré, le Syndicat national des instituteurs (SNI-PEGC) a voté contre, son opposition portant plus particulièrement sur trois chapitres : le français, l'histoire-géographie et l'éducation civique.

Sept disciplines de base

● **FRANÇAIS :** *« Tous les enfants doivent savoir lire ».*

Le texte rappelle que *« la maîtrise de la langue française commande le succès à l'école élémentaire »* et qu'elle est *« le préalable de tous les apprentissages »*. C'est pourquoi *« tout doit être mis en œuvre pour développer chez l'élève à la fois le goût de la lecture et l'ensemble des capacités qu'elle exige »*.

On insiste sur la nécessaire complémentarité des différents exercices qui concourent à cet enseignement. *« Son acquisition résulte d'un usage quotidien et d'un exercice raisonné de l'écrit comme de l'oral. »* L'oral est encouragé à condition que *« sa pratique ait toujours pour effet d'accroître simultanément la facilité et la qualité de l'expression »*.

Pour la lecture, le texte ne choisit pas parmi les différentes méthodes et insiste sur la nécessité de *« susciter, encourager et développer par tous les moyens le désir de lecture »*. Le maître ne doit pas oublier que *« la lecture n'est pas limitée aux heures de français et ne peut être séparée des autres enseignements »*.

Il est rappelé qu'il *« tient compte des différences d'âges, des rythmes et modalités d'acquisition propres à chacun, de la continuité du cycle préparatoire au cycle élémentaire. Il ne perd jamais de vue que tous les enfants peuvent apprendre à lire et doivent savoir lire »*.

La répartition des notions à acquérir chaque année n'est pas modifiée, mais un effort a été fait pour unifier la nomenclature grammaticale en se référant à une terminologie *« classique et reconnue »*.

● **MATHEMATIQUES :** *partir du concret.*

Les instructions n'apportent pas en ce domaine de nouveauté. Elles insistent sur la nécessité de *« faire découvrir les notions comme des réponses à des problèmes concrets »* et sur l'importance du calcul mental.

● **SCIENCES ET TECHNOLOGIE :** *cinquante heures d'informatique.*

Il s'agit là d'une création, puisque ce domaine faisait partie jusqu'à présent de l'ensemble des activités d'éveil. Cet enseignement doit fournir à l'enfant *« une première culture scientifique »* et *« faire acquérir les méthodes propres à la démarche scientifique (observer, analyser, expérimenter, puis représenter) et technologique (concevoir, fabriquer, transformer). Il vise également à développer les qualités correspondantes : objectivité, sens de la preuve et du projet, goût de l'invention. Il donne, enfin, la dimension historique et sociale, éthique de la science et de la technologie »*. Plusieurs disciplines interviennent dans cet enseignement : l'astronomie, la physique, la chimie, la géologie, la biologie, la technologie. Il est précisé que le maître peut, selon ses goûts et ses compétences, mettre plutôt l'accent sur tel ou tel de ces domaines, à condition qu'aucun ne soit entièrement sacrifié. Cinquante heures au moins doivent être consacrées à l'informatique au cours moyen. Intitulé « Objets et systèmes informatiques », ce chapitre prévoit les sujets suivants : *« Le développement de l'informatique dans la société (transformation de l'activité professionnelle et de la vie quotidienne par la télématique, la bureautique, et la productique ; problèmes sociaux et éthiques). La technologie informatique (le micro-ordinateur ; automates programmables et robots). Le logiciel (analyse et modification des logiciels simples ; début de programmation dans une perspective logistique). »*

● **HISTOIRE ET GÉOGRAPHIE :** *quelques allégements.*

Les instructions reprennent les programmes définis dans l'arrêté du 18 juin 1984 et déjà en vigueur cette année, avec quelques allégements au cours moyen.

● **EDUCATION CIVIQUE :** *les institutions de la République.*

C'est la principale nouveauté de ces programmes. Il existait en effet des textes sur l'*« éducation morale et civique »*, mais celle-ci ne faisait pas l'objet d'un enseignement particulier. Cette éducation était conçue essentiellement comme une préparation à la vie en groupe et en société. Cette optique demeure au cours préparatoire, consacré à l'*« apprentissage des règles fondamentales de la vie en société »* : avec, toutefois, l'introduction *« des symboles de la République : Marianne, le drapeau tricolore,* la Marseillaise, *le 14 Juillet »*.

Mais, dès le cours élémentaire, l'éducation civique est tout entière orientée vers cette direction, et devient un enseignement des institutions de la République : *« Présentation dans le cadre de la vie scolaire, des notions de personne, de propriété (le mien, le tien, le nôtre), de contrat. La patrie : unité et identité nationales. La devise républicaine : liberté, égalité, fraternité. Le droit de vote et le suffrage universel. Le territoire national, le président de la République. Les ministres, les députés et sénateurs. La commune, le maire et les conseillers municipaux. L'école. »*

Et au cours moyen : *« La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen : 1789. La Déclaration universelle des droits de l'homme : 1948. Les libertés (association, réunion, expression) et les droits (droit au travail, droit de grève) : les acquis depuis 1789.*

» Les institutions de la France : Notre Contitution. La loi : qui la fait ? qui l'exécute ? qui juge de son application ? L'organisation administrative : administration, centrale, région, département, canton, commune.

» *Vie et pratiques sociales :* Présentation d'un grand service public (PTT, SNCF, etc.) et de son rôle. La notion de sécurité sociale (exemples). Etude d'une association ou d'une mutuelle. L'information et les sondages. La sécurité routière.

» *La France dans le monde :* L'armée et la défense nationale. La paix. L'Europe. Les relations et les institutions internationales. La reconnaissance des autres cultures et civilisations. La nation et l'humanité.

» Le citoyen et la République. »

● **ÉDUCATION ARTISTIQUE :** *Un ensemble de disciplines.*

Il est précisé que : *« L'éducation artistique est faite d'un ensemble de disciplines : l'éducation musicale, les arts plastiques, le théâtre et l'expression dramatique, la danse, le cinéma et la photographie, l'architecture. Si l'école privilégie la musique et les arts plastiques comme matières formatrices, elle s'ouvre néanmoins à la diversité des arts, des moyens d'expression et des techniques mises en œuvre.*

● **ÉDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE :** *Un dossier par élève.*

Elle est sous la responsabilité de l'instituteur même si elle peut-être assurée par certains instituteurs plus spécialisés ou des intervenants extérieurs. Les progrès des élèves sont consignés sur un dossier qui les accompagne durant toute leur scolarité.

LES HORAIRES

DISCIPLINES	Cours préparatoire	Cours élémentaire CE1	Cours élémentaire CE2	Cours moyen CM1 et CM2
Français	10h (9h)	9h (9h)	8h (9h)	8h (9h)
Mathématiques	6h (6h)	6h (6h)		6h (6h)
Sciences et technologie	2h	2h	3h	3h
Histoire et géographie	1h		2h	2h
Éducation civique	1h		1h	1h
Éducation artistique : – éducation musicale	1h		1h	1h
– arts plastiques	1h		1h	1h
	(7h)		(7h)	(7h)
Éducation physique	5h (5h)	5h (5h)		5h (5h)
	27 heures	27 heures		27 heures

Les chiffres entre parenthèses correspondent aux horaires actuels.

La répartition des nouveaux horaires sur plusieurs semaines et selon des rythmes différents est possible, à condition que l'horaire global par discipline soit respecté.



« Une pédagogie de l'activité »

Voici l'Introduction qui présente l'esprit et la philosophie générale des nouvelles instructions :

Donner au pays une école forte, active, ouverte sur le futur, tel est l'objectif poursuivi à travers ces programmes et instructions. L'école que l'on appelle élémentaire parce qu'elle apporte les éléments fondamentaux du savoir joue un rôle décisif dans le progrès de la démocratie. Sa perspective, comme pour l'école maternelle, est celle de la réussite pour tous les élèves. Deux-ci doivent y acquérir les connaissances de base pour suivre avec succès l'enseignement du collège et apprendre à penser par eux-mêmes. L'école, en instruisant, éduque à la liberté.

Former les adultes du vingt et unième siècle nécessite la modernisation des programmes de l'école élémentaire. Cette modernisation s'accompagne de la répartition des connaissances et des compétences en sept grands domaines également fondamentaux : le français, les mathématiques, les sciences et la technologie, l'histoire et la géographie, l'éducation civique, l'éducation artistique, l'éducation physique et sportive. Des convergences existent et des échanges sont nécessaires entre ces matières ou disciplines ; l'essentiel est d'assurer la cohérence de l'ensemble ; toutes ces disciplines participent à la formation générale.

Aider tous les élèves à acquérir la maîtrise des connaissances fondamentales est la meilleure manière de prévenir l'échec à l'école. L'accumulation des retards compromet l'avenir des enfants dont la situation sociale ou familiale est la plus difficile ; il faut que les compétences et les connaissances, soutenues par les apports de l'école maternelle, soient acquises dès que le prévoient les programmes, et en tenant compte des rythmes propres à chaque enfant. La réussite des apprentissages initiaux est essentielle, particulièrement pour la lecture. Celle-ci requiert l'attention constante des maîtres ; son apprentissage, préparé dès la grande section de l'école maternelle, s'instaure au cours préparatoire, et, le cas échéant, selon une continuité désormais reconnue, se poursuit au cours élémentaire première année. Au-delà, la pratique et le goût de la lecture ne doivent jamais cesser d'être développés.

Le choix des méthodes et démarches pédagogiques relève d'abord de l'initiative et de la responsabilité des maîtres. La qualité de ces méthodes et démarches fait l'objet d'une évaluation précise ; elle permet d'atteindre les objectifs énoncés dans les programmes ; d'une manière générale, elle concourt à l'éveil de l'intérêt, de l'intelligence, de la sensibilité et de l'ensemble des aptitudes de l'enfant. Ce dernier est toujours au cœur des processus d'apprentissage : cela signifie que le maître a recours à des pratiques pédagogiques différenciées, adaptées aux rythmes, aux difficultés et à la diversité des enfants ; cela signifie aussi que l'enfant joue un rôle actif dans cet apprentissage.

L'évaluation des travaux et exercices englobe et dépasse le simple contrôle : elle est dynamique en ce qu'elle fait voir comment les élèves se situent les uns par rapport aux autres, et comment leur progression peut être améliorée.

La responsabilité du maître

L'école apporte des concepts, des modes de raisonnement, des compétences et des connaissances indispensables. Préparé à l'autonomie et à la responsabilité, l'élève doit être capable de mobiliser ses compétences et de les étendre, d'utiliser différemment ses connaissances et, plus tard, d'en acquérir d'autres, actuellement imprévisibles. Il faut lui donner l'habitude de confronter ses connaissances avec la réalité et développer chez lui le désir d'en savoir plus. L'école s'appuie sur le désir qu'a l'enfant de devenir grand.

La pédagogie mise en œuvre à l'école élémentaire est donc une pédagogie de l'activité : elle associe nécessairement les moments où l'enfant découvre et élabore progressivement son savoir, et ceux où il revient au maître d'expliquer et d'apporter directement des connaissances. Le souci constant du raisonnement analytique se joint, dans tous les cas, à un effort de synthèse qui permet à l'élève de construire ce savoir.

Ces programmes et instructions ont un caractère d'obligation pour toutes les écoles et pour tous les maîtres. L'ensemble constitue un document simple et lisible par tous ; il doit permettre d'établir d'étroites et confiantes liaisons entre l'école et les parents, dont le rôle demeure essentiel. Ces programmes seront suivis de compléments tirant parti des travaux des commissions ministérielles ; ils pourront se renouveler périodiquement à la lumière de l'expérience, de la recherche et de l'évaluation, sans pour autant remettre en question les présentes instructions ; ils apporteront les précisions nécessaires à l'intention des maîtres. C'est à eux qu'il appartient de mettre en œuvre ces directives dans les classes et dans l'école, puisqu'ils organisent, conduisent et évaluent le travail des élèves. Si des maîtres peuvent s'attacher plus particulièrement à certaines matières, la progression et la cohérence des contenus de l'enseignement, l'harmonisation des méthodes et la continuité des apprentissages incombent à l'équipe pédagogique sous la responsabilité du directeur et de l'autorité de l'inspecteur départemental de l'éducation nationale. De toute manière, chaque maître demeure responsable de ses élèves, de manière exigeante et positive ; cette responsabilité du maître reste entière, même en cas d'échange de compétences au sein de l'école, ou en cas d'interventions extérieures.

Dans la vie de l'école et dans l'enseignement dispensé seront cultivées les vertus qui fondent une société civilisée et démocratique : la recherche de la vérité et la foi dans la raison humaine, la rigueur intellectuelle et le sens des responsabilités, le respect de soi et d'autrui, l'esprit de solidarité et de coopération, le refus des racismes, la reconnaissance de l'universel présent dans les différentes cultures, l'amour de la France qui se confond avec l'attachement à la *Liberté*, à l'*Égalité*, et à la *Fraternité*.

RÉACTIONS HOSTILES OU RÉSERVÉES CHEZ LES ENSEIGNANTS ET LES PARENTS

La plupart des syndicats d'enseignants et fédérations de parents d'élèves désapprouvent les nouveaux programmes qui, pourtant, mettent fin à la réforme Haby qu'ils avaient violemment contestée.

Le Syndicat national des instituteurs et professeurs de collèges (SNI-PEGC) est *« convaincu que la nécessité d'améliorer ces textes se fera vite ressentir »*. *« Si les objectifs généraux du texte,* explique le SNI, *sont relativement ouverts, ils sont contredits par les programmes, en particulier ceux de français, d'histoire-géographie et d'éducation civique résolument encyclopédiques. »*

S'il fait la même critique sur l'ensemble des programmes, le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-CFDT) rejette, en outre, *« le niveau des exigences qui ne tient pas compte des capacités intellectuelles et physiologiques des enfants »*, l'absence de référence aux *« pédagogies différenciées »* comme aux *« matières d'éveil »*.

Pour le Syndicat national des professeurs d'écoles normales (SNPEN), le texte ministériel — qu'il qualifie d'*« opération politique »* — est *« sec, pauvre, elliptique et non cohérent »*. Il *« conforte,* ajoute le SNPEN, *les pratiques pédagogiques les plus conservatrices »*.

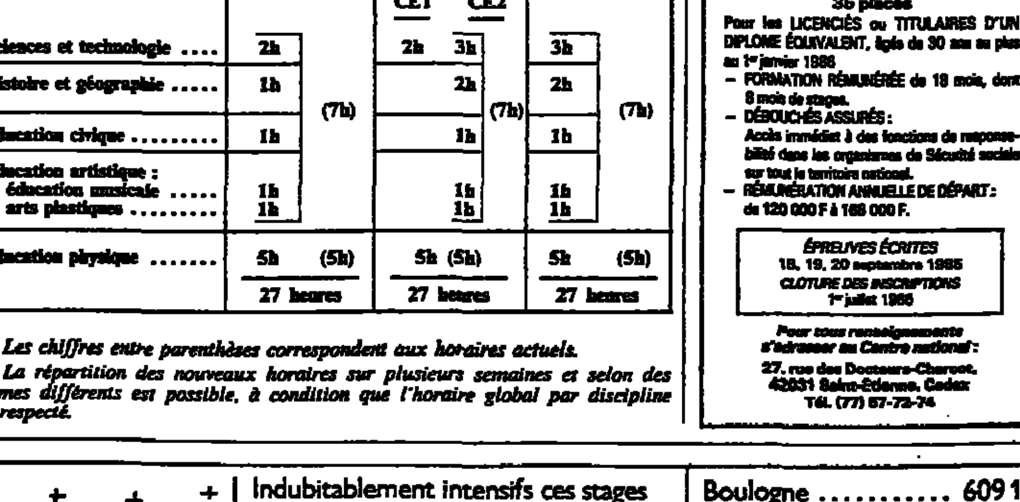
Seul le Syndicat national unifié des directeurs et instituteurs (SNUDI-FO) se félicite de *« la mise en place d'horaires définis et de programmes nationaux détaillés »*.

Du côté des parents, les réactions sont tout aussi réservées. La Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques (fédération Andrieu) juge les programmes *« excessifs »* et regrette *« la tonalité générale du texte qui appuie comme une litanie sur la nécessité d'acquérir des savoirs sans jamais mettre l'accent sur la démarche d'acquisition de ces savoirs »*. La Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (fédération Schléret) approuve *« le découpage en disciplines qui met heureusement fin aux tentatives de fourre-tout et de magma éducatif baptisées activités d'éveil »*. Mais elle est en désaccord avec les programmes de français *« totalement imprécis »*.

(Publicité)



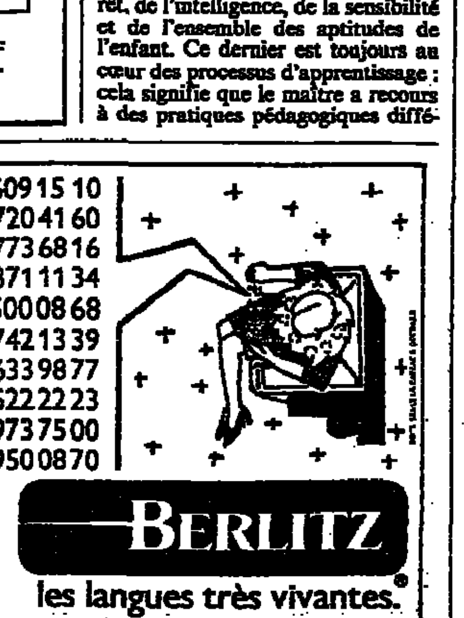
LE CENTRE NATIONAL D'ÉTUDES SUPÉRIEURES DE SÉCURITÉ SOCIALE
organise
UN CONCOURS DE RECRUTEMENT
38 places
Pour les LICENCIÉS ou TITULAIRES D'UN DIPLÔME ÉQUIVALENT, âgés de 30 ans au plus au 1er janvier 1986
– FORMATION RÉMUNÉRÉE de 18 mois, dont 8 mois de stages.
– DÉBOUCHÉS ASSURÉS : Accès immédiat à des fonctions de responsabilité dans les organismes de Sécurité sociale sur tout le territoire national.
– RÉMUNÉRATION ANNUELLE DE DÉPART : de 120 000 F à 160 000 F.
ÉPREUVES ÉCRITES 18, 19, 20 septembre 1985
CLÔTURE DES INSCRIPTIONS 1er juillet 1985
Pour tous renseignements s'adresser au Centre national : 27, rue des Docteurs-Charcot, 42031 Saint-Étienne Cedex. Tél. (77) 57-73-74



Indubitablement intensifs ces stages crash de 60 heures !
4 semaines à mi-temps du 29 avril au 31 mai...
On sera par petits groupes de 3 ou 4 personnes au maximum, avec un prof Anglais, Allemand ou Espagnol... On croit rêver ! Vive le dialogue !
Choisissez votre centre :

Boulogne	609 15 10
Champs-Elysées	720 41 60
La Défense	773 68 16
Nation	371 11 34
Étoile Victor-Hugo	500 08 68
Opéra	742 13 39
Panthéon	633 98 77
St Lazare	522 22 23
St-Germain-en-Laye	973 75 00
Versailles	950 08 70
Service Entreprises:	742 90 10

Gratuit le test d'orientation sans engagement de votre part.



BERLITZ
les langues très vivantes.

Halte au Vol
1 serrure à 5 points PICARD + d'autres marques
Matériel GARANTI 5 ANS
+ 1 blindage acier 15/10e
+ 4 goujons d'acier anti-dégondage
+ 3 cornières anti-pince à l'extérieur sur le pourtour de la porte
OFFRE EXCEPTIONNELLE
3 350 F TC
Pose et dépl. comp. PARIS-BANLIEUE
Sté S.P.P.
11, rue Minard 92130 Issy-les-Moulineaux
554.58.06 554.41.95
FACILITÉS DE PAIEMENT

SPORTS

RUGBY

MÊLÉES SAUVAGES

« Il y a d'éternels imbéciles. » C'est la triste constatation d'Albert Ferrasse, le président de la Fédération de rugby, après un week-end de violences. Demi-finale du challenge du Manoir (compétition qui se voudrait le conservatoire du noble jeu) : Roger Charpentier, le pilier de Nice, est évacué sur une civière sans connaissance après le coup d'un Toulousain qui lui a fracturé le nez. Seizièmes de finale du championnat de France : bagarres entre Lourdais et Montferrandais jusqu'à l'expulsion d'un joueur de chaque camp ; « tension » entre Perpignan et Grenoble ; entre Dax et Tyrosse. Huitièmes de finale du groupe B : trois expulsés et l'oreille du pilier du PUC, Gilles Martin-Pichon, coupée d'un coup de dents par un joueur d'Hagetmau.

Gérard Krotoff, le président du club parisien, a porté plainte pour coups et blessures. Le président de la Fédération de rugby a annoncé qu'il allait demander la radiation à vie du coupable présumé. Dans le même temps, le corps arbitral est mobilisé pour réprimer le jeu dur. Mais les présidents de club n'ont toujours pas proposé de solutions à la Fédération pour enrayer l'épidémie de violence qui éclate chaque saison quand reprennent les matches à enjeu.

Il serait pourtant urgent de prendre des mesures. Guy Bruley, le demi de mêlée de Dijon, âgé de dix-neuf ans, a déjà payé de sa vie le laxisme de la réglementation : le 14 avril au cours du match contre Sorgues, un placage irrégulier, donné dans le cours du jeu, a provoqué un arrêt cardiaque.

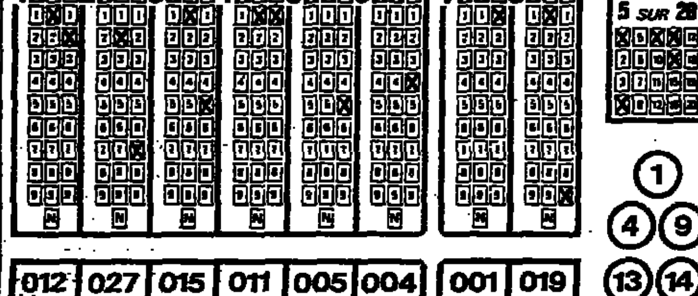
● BOXE : *championnat d'Europe des mi-lourds.* – Le Néerlandais Alex Blanchard a conservé son titre de champion d'Europe des mi-lourds en faisant match nul avec le Français Richard Caramanolis, le 22 avril à Rotterdam, au cours d'un combat en douze reprises.

LOTO SPORTIF

UN GROS GAGNANT POUR ENVIRON DEUX MILLIONS DE GRILLES

Deux millions de bulletins environ, selon les premières estimations, auraient été validés pour le premier tirage du Loto sportif. Quinze millions de bordereaux avaient été imprimés. Les responsables du jeu tablaient sur environ trois millions de paris. Toutefois ce résultat est considéré comme encourageant par les milieux sportifs qui sont les premiers bénéficiaires de ce tirage. Le Loto simple, qui intéresse désormais onze millions de joueurs, avait débuté avec sept cent mille grilles, sans campagne de promotion, il est vrai. L'objectif de six millions de parieurs par tirage, en période de croisière, ne paraît donc pas irréaliste.

Le but de ce jeu étant de financer le mouvement sportif, on pourrait cependant arriver plus rapidement que prévu à un tirage hebdomadaire afin d'atteindre les objectifs financiers. Il reste que le montant des rapports des premières grilles – un seul parieur de l'Eure a trouvé cinq des six premiers du Grand Prix de formule 1 du Portugal – connus ce mardi 23 avril en fin de journée, doit être un atout important pour le prochain tirage qui aura lieu le 12 mai prochain, et portera sur les quarts de finales de la Coupe de France de football, et les quarts de finale du championnat de France de rugby.



L'emplacement d'un stade olympique à Paris

Vincennes ou Le Tremblay ?

Vincennes ou Le Tremblay ? L'endroit où serait construit le grand stade olympique, au cas où Paris organiserait les J.O. de 1992, n'est toujours pas choisi. Après l'avis donné par les élus qui s'étaient prononcés à la quasi-unanimité pour Le Tremblay (*le Monde* du 3 avril), on croyait l'affaire entendue. Il n'en est rien. Les six personnalités qui doivent en décider, MM. Alain Calmat, ministre de la jeunesse et des sports, Jacques Chirac, maire de Paris, Alain Giraud, président de la région Ile-de-France, et Nelson Paillou, président du Comité olympique français, et MM. Maurice Herzog et Jean de Beaumont, les deux membres français du Comité international olympique, ne sont pas parvenus à se mettre d'accord.

Si M. Giraud affiche sa préférence pour Le Tremblay, M. Paillou, avec l'ensemble des milieux sportifs, ne jure que par Vincennes. MM. Alain Calmat et Jacques Chirac, qui devront supporter l'essentiel de la responsabilité politique du choix, n'ont pas tranché. Au cours d'une conférence de presse donnée le 22 avril à l'Hôtel de Ville de Paris, M. Jacques Chirac a masqué cette irrésolution derrière des considérations techniques.

La décision définitive devrait être prise à la fin de l'année. En revanche, M. Chirac a confirmé que le stade nautique serait installé dans le futur parc de Bercy. Ce choix est contesté par plusieurs associations d'écologistes et par la commission extra-municipale d'environnement présidée par Mme Jacqueline Nebout, adjoint au maire chargé des parcs et jardins.

D'autres sites, comme celui des épreuves cyclistes, de la voile et du tir à l'arc, n'ont pas été non plus définitivement choisis. Les fédérations sportives internationales concernées doivent exprimer leur préférence. Enfin la Cité universitaire doit abriter un certain nombre de journalistes et de membres des délégations étrangères. Le village des athlètes reste fixé de part et d'autre de la Seine, dans les quartiers de Bercy et de la actuelle gare de Tolbiac. Quant au centre de communication, il trouvera place quai Branly, sur la rive gauche de la Seine.

Le maire de Paris et les membre du comité de patronage se rendront à Berlin-Est début juin pour présenter aux membres du CIO le dossier de candidature de Paris.

M. A.-R.

ENVIRONNEMENT

A PARIS

Taxis-scooters à l'essai

Dès la fin du mois de mai les Parisiens pourront – les premiers en France – utiliser des taxis-scooters. M. Daniel Poulain (*le Monde* du 4 février), le promoteur de cette nouvelle formule, a en effet obtenu de la préfecture de police de Paris une autorisation d'exercer à titre expérimental pendant six mois. L'entreprise installée dans le centre de la capitale, commencera modestement avec quatre machines que l'on pourra appeler uniquement par téléphone. Les scooters rouleront de 8 heures à 20 heures et dans Paris *intra muros* seulement. Selon son promoteur la formule du taxi-scooter coûtera 25 % moins cher que le taxi-voiture.

Cette autorisation « à l'essai » a provoqué une violente réaction du syndicat CID-UNATI des chauffeurs de taxi qui dénonce *« la décision arbitraire des pouvoirs publics »* et annonce que les chauffeurs *« sauront répondre comme il convient le moment venu aux tentatives d'écartèlement de la profession ».*

● *Evacuation des déchets toxiques découverts en Belgique.* – Trois camions de l'entreprise française SARP (Société d'assainissement rationnel et de pompage) ont évacué, le 22 avril, les fûts de déchets toxiques entreposés clandestinement depuis 1984 dans une laiterie désaffectée du sud de Bruxelles (*le Monde* des 21-22 avril). La SARP stockait là ses déchets, sans autorisation, avant de les éliminer dans son centre de Limay (Yvelines) (*AFP*).

L'IRLANDE MADE IN IRELAND.

Rien n'est plus irlandais que la brochure – et les prix – d'un des plus grands organisateurs de voyages de l'Irlande.

Jugez plutôt. Une semaine seul maître à bord d'un cabin-cruiser du Shannon, ce fleuve d'entre les fleuves, vous coûtera 2.017 F par personne (base 4 personnes, voyage ferry compris pour vous et votre voiture, moyenne saison).

Sur terre, pour sillonner pendant 6 jours les routes d'Irlande avec une voiture de location à kilométrage illimité, comptez 2.859 F par personne (base 2 personnes, voyage avion compris sur Dublin, Cork ou Shannon, haute saison).

Vite, allez découvrir la brochure CIE Tours chez votre Agent de Voyages.

Ou contactez-nous : CIE Tours International, 40, rue des Mathurins, 75008 Paris, él. 742.52.29.

CIE TOURS INTERNATIONAL

50 ans d'expérience de l'Irlande.



Irlande
Allez loin sans aller loin.

SE MARIER AVEC LUI POUR LA VIE, C'EST NUL.



Acheter un ordinateur, c'est idiot. Parce qu'une entreprise saine est une entreprise qui évolue, investir dans l'achat d'un ordinateur peut vite devenir une contrainte. Les besoins auxquels il répond aujourd'hui peuvent changer demain et l'entreprise se trouve alors prisonnière d'un matériel inadapté.

Chez ECS, nous l'avons compris. Et ce qui n'est pas idiot, ce sont nos formules de location. Du gros au petit ordinateur, tout a été prévu pour faciliter votre choix et vous laisser maître de vos investissements. C'est ça, la liberté informatique. Liberté de changer, développer vos activités, disposer du matériel le plus avancé, sans bloquer une part importante de votre capital dans des machines trop vite dépassées par la technologie ou la quantité d'informations à traiter.

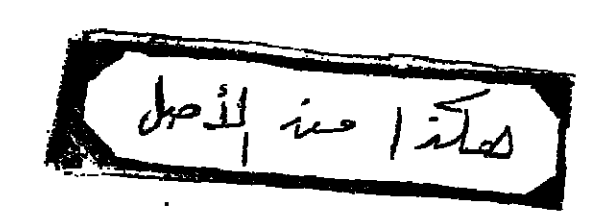
ECS a également ouvert, partout en France, des centres complets - vente, maintenance, formation - à vocation micro-informatique. ECS vous aide et vous suit dans votre évolution. C'est l'intelligence de la liberté.

ECS 16, rue Washington 75008 Paris.
Tél. : 225.15.15.



NOUS RENDONS LES ORDINATEURS INTELLIGENTS.





dossier

LE POINT SUR...

La marine marchande

La marine marchande française qui, il y a une décennie encore, s'enorgueillissait de compter sous son pavillon bleu blanc rouge des navires aussi prestigieux que le paquebot *France* ou les quatre plus gros pétroliers du monde capables chacun de transporter plus de 500 000 tonnes de brut est-elle au bord du gouffre ? *« Tous les indicateurs sont au rouge et le pavillon national se rétrécit comme peau de chagrin »*, se lamentent depuis plusieurs années les armateurs, réunis sous la bannière du Comité central des armateurs de France (CCAF) et de son délégué général M. Patrick Gautrat. Il y a quelques semaines, dans une conférence prononcée à l'académie de marine il n'a pas mâché ses mots : *« Le pavillon français se rétrécit parce qu'il est devenu une charge plus qu'un atout. »* Et devant l'assemblée générale du CCAF, réunie le 19 mars, il a fait état de chiffres qui parlent d'eux-mêmes : 45 navires sont sortis de la flotte en 1984 (1) au lieu de 33 en 1983 tandis que 15 étaient mis en service contre 20, ce qui correspond à une baisse de la capacité de 9 % (6 % en 1983). Et ce n'est pas fini...

Les syndicats eux aussi tirent la sonnette d'alarme. Entre 1978 et 1984 la flotte française a été amputée de 3,8 millions de tonneaux de jauge, le nombre des officiers et marins est tombé de 31 000 à 24 000. Du coup, on compte deux fois plus de pensionnés que de cotisants ce qui risque de mettre en péril le régime particulier (et très favorable) de retraite, et de prévoyance des marins, géré par une institution spéciale, l'Etablissement national des invalides de la marine (ENIM).

Ce recul ne caractérise pas seulement la France, mais l'ensemble des pays européens (Grande-Bretagne, Allemagne fédérale, Suède, avec la récente faillite du groupe SALEN) alors que les pays du tiers-monde, d'une part, les nouveaux maîtres de l'Extrême-Orient (Taiwan, Hongkong), d'autre part, ainsi que l'URSS, développent leur flotte de façon considérable et, il faut bien le dire, unilatérale et anarchique. Ce qui provoque, par rapport à une demande mondiale de transport maritime engourdie par la crise des échanges internationaux une surcapacité considérable et un nombre impressionnant de navires sans utilité, et donc désarmés. Conséquence en chaîne : le maintien d'un niveau des taux de fret très bas, donc peu rémunérateur pour les armateurs qui supportent, sur un marché international ouvert à toutes les formes de concurrence voire de dumping, des charges d'exploitation élevées (*le Monde* du 17 avril). Ces taux déprimés ne connaissent un regain de fermeté qu'à l'occasion d'événements conjoncturels, tels que le conflit entre l'Iran et l'Irak qui fait peser des menaces sur les livraisons de brut en provenance du Golfe, ou l'annonce d'achat massif de céréales par l'URSS.

Averti des difficultés des armateurs, le secrétariat d'Etat à la mer a fini par tracer, en novembre 1984, un certain nombre d'objectifs et par annoncer quelques mesures pour tenter de redonner espoir à une profession où, à part quelques réussites isolées (Delmas-Vieljeux, Louis Dreyfus, tel ou tel armateur petit ou moyen très spécialisé), on rencontre plutôt des sociétés intégrées à des groupes financiers et industriels multiformes où la branche maritime, considérée comme un boulet, doit être plus ou moins sacrifiée. Le 24 novembre 1984 devant le Conseil supérieur de la marine marchande M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat à la mer, a annoncé dans un discours programme que *« le gouvernement entendait apporter à la flotte de commerce un appui actif »*. Cet appui se traduit notamment, comme par le passé, par des aides publiques pour l'achat de navires neufs mais aussi de bateaux d'occasion, beaucoup moins chers et de qualité convenable en raison du caractère pléthorique de ce marché. A ce volet financier s'ajoutaient des dispositions sociales sur les cessations anticipées d'activité pour les marins âgés de cinquante-deux ans et demi.

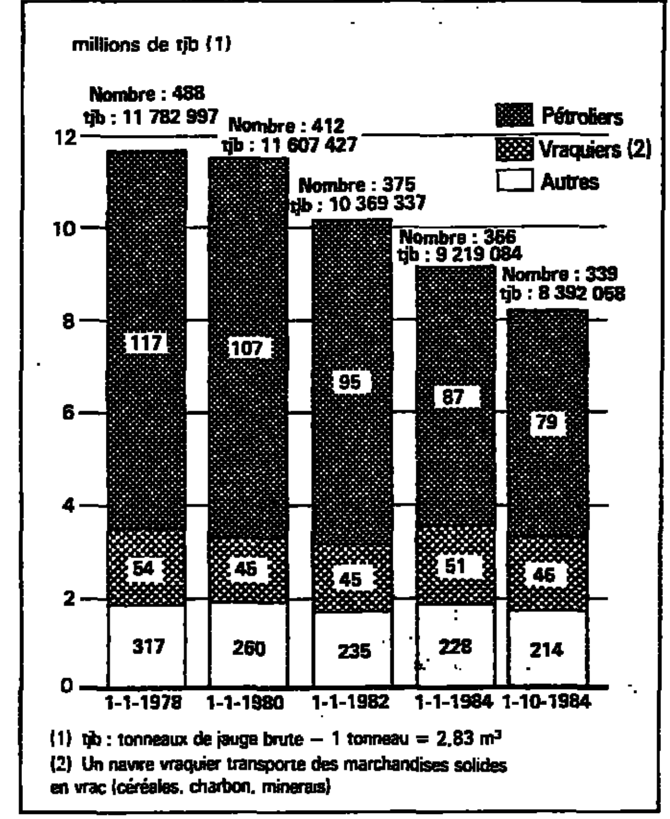
Mais le CCAF a estimé que *« cette ébauche de politique maritime restait très en deçà de la dimension réelle du problème. Alors que d'autres Etats européens (RFA, Italie, Belgique) ont pris des mesures significatives vis-à-vis de leurs armateurs, en France un certain nombre de vérités fondamentales continuent à être ignorées ou sous-estimées par les pouvoirs publics... »*

Bref, dans son rapport à l'assemblée générale, M. Gautrat remarque que, *« à la différence du système mis en place en 1980 puis renouvelé et amélioré en 1982-1983* [lorsque M. Le Pensec était ministre de la mer], *les mécanismes instaurés récemment risquent de rester sans effet et le processus de contraction de la flotte se poursuivra probablement au-delà de ce qui est nécessaire »*.

C'est dans ce climat — qui a bien besoin, psychologiquement et financièrement d'amélioration — que M. Dujardin, administrateur civil, a pris ses fonctions le 15 mars à la direction de la flotte de commerce en remplacement de M. Gilbert Roubech. A lui de jouer le rôle difficile de « fusible » entre des armateurs qui s'enfoncent dans la crise, vendent leurs navires à l'étranger et n'ont plus confiance dans les pouvoirs publics, et un gouvernement, pour lequel les enjeux maritimes ne sont pas, malheureusement, au premier rang des priorités.

(1) Y compris des navires très récents, construits en 1982 et en 1983.

Le repli de la flotte française



(1) tjb : tonneaux de jauge brute — 1 tonneau = 2,83 m³

(2) Un navire vraquier transporte des marchandises solides en vrac (céréales, charbon, minerais)

Un phénomène de ciseaux

L'évolution du nombre des navires en commande pour les armateurs français comparée au nombre de bateaux désarmés fait apparaître un phénomène de ciseaux significatif de la crise actuelle :

— 23 navires en commande début 1982 pour 867 000 tonnes, 15 en 1983 (567 000), 11 au début 1984 (323 000) et 13 en juillet dernier (420 000);

— 19 navires étaient désarmés, faute d'utilisation, en janvier 1983 pour 845 000 tonnes, 16 au début 1984 (3 025 000 tonnes), 15 en avril 1984 (3 104 000 tonnes) et 19 en octobre dernier (3 066 000 tonnes).

La bête noire des charges

Base 100 = 1973

Évolution des charges *en sus des salaires d'embarquement*

Évolution du coût salarial total (salaires et charges) du poste de travail à bord d'un navire

500 – 400 – 300 – 200 – 100 – 0

1974 1975 1976 1977 1978 1979 1980 1981 1982 1983 1984

Une subvention maximum de 15 %

Le régime des aides publiques à la flotte marchande a été défini par un arrêté du 14 février 1985 (*Journal officiel* du 23 février 1985) qui remplace un arrêté du 3 juillet 1980.

Tous les navires battant pavillon français peuvent recevoir ces aides, sauf les pétroliers au long cours et les bateaux de moins de 150 tonneaux.

L'article 2 de l'arrêté précise :

- les investissements susceptibles d'être admis au bénéfice de cette aide sont les navires neufs commandés entre le 1er janvier 1984 et le 31 décembre 1986 ;
- peuvent aussi recevoir les subventions les navires d'occasion entrés en flotte au cours de la même période lorsque lesdits navires ont été mis en service depuis moins de dix ans (ou de treize ans dans le cas des navires-citernes exploités au cabotage), et dont le financement ne comporte pas de prêts bancaires aux entreprises financés sur les ressources des comptes pour le développement industriel (CODEVI).

La *subvention* peut atteindre 15 % du prix du navire lorsqu'il est neuf (et 30 millions de francs au maximum) et 10 % s'il s'agit d'un achat d'occasion (20 millions).

La subvention est divisée en deux parties égales. La première tranche n'est accordée qu'aux entreprises qui au préalable s'engagent à augmenter leurs fonds propres d'un montant équivalent. La seconde tranche complémentaire *« peut être accordée en fonction de l'intérêt social et économique de l'opération »*, selon le libellé de l'arrêté.

L'équilibre à l'horizon de la CGM

La plus importante des compagnies maritimes françaises par le nombre de navires qu'elle exploite est une société nationale, la Compagnie générale maritime (CGM), qui est née en 1974 de la fusion entre la Transat et les Messageries maritimes (1).

Avec ses filiales, le groupe exploitait une flotte de soixante et onze navires au 15 avril 1985, d'une capacité de 2 millions de tonnes, et d'une moyenne d'âge de neuf ans. En 1984, trois navires sont entrés dans la flotte mais cinq en sont sortis, et à ce jour il n'y a qu'un bateau en commande, le porte-conteneurs *Atlantic-Cartier* que le chantier de Dunkerque devrait livrer — après bien des péripéties (incendie, grèves) qui donnent lieu à un lourd contentieux entre la compagnie et le chantier — en mai prochain. Le navire pourra alors être affecté aux lignes de l'Atlantique nord que la CGM exploite dans un pool, en association avec des armateurs scandinaves, britanniques et néerlandais.

La CGM est présente à la fois sur les grandes dessertes internationales par lignes régulières d'Extrême-Orient, d'Amérique du Sud et du Nord, des Antilles, de Scandinavie, de Méditerranée, du Pacifique (mais absente du secteur africain, où domine Delmas-Vieljeux) et sur les trafics de charbon, minerai, céréales, pétrole et produits raffinés, exploitant aussi bien des navires de gros tonnage que des caboteurs. Elle est responsable, par sa filiale SNCM, des liaisons avec la Corse. M. Claude Abraham, son président depuis trois ans, cherche à améliorer la productivité des navires et des circuits commerciaux, à nouer systématiquement des accords de rationalisation avec des armateurs français ou étrangers (par exemple avec le norvégien Jebsen pour le transport de marchandises solides en vrac par petits navires).

Elle est parfois à la pointe de la technique (les quatre porte-conteneurs spécialisés pour le transport des bananes antillaises sont considérés comme des réussites), mais elle a été aussi projetée sous les feux de l'actualité dans des circonstances délicates, par exemple fin août 1984, lors du naufrage du *Mont-Louis*, chargé d'hexafluorure d'uranium, devant les côtes belges. L'épave du navire est toujours au fond de la mer. En dépit des demandes du gouvernement de Bruxelles, la CGM estime que les frais des opérations de renflouage qui devraient commencer en mai n'ont pas à lui être imputés, car le navire a coulé dans les eaux internationales et non dans les eaux territoriales belges.

Désendettement

En juillet 1984, la Compagnie et les pouvoirs publics ont signé un contrat de plan qui vise à un rétablissement de l'équilibre financier en 1987. Selon les projections, la marge brute d'autofinancement des sociétés du groupe, qui était négative en 1983 (— 282 millions), devrait être positive (+ 106 millions) en 1986 et atteindre même 367 millions en 1987. Les dirigeants escomptent des économies sur la manutention des marchandises, l'entretien des navires et surtout les frais de personnel (148 officiers et 185 marins en moins, 288 départs dans le personnel sédentaire). Les ventes de navires, la pause dans le programme d'investissements en navires neufs, le désendettement devraient, toujours aux termes du contrat de plan, aboutir à un ratio (frais financiers par rapport au chiffre d'affaires) de 5,8 % en 1987 au lieu de 10 % en 1984.

Pour accompagner les efforts propres de la compagnie nationale, l'Etat a pris deux dispositions :

— il a approuvé le mécanisme des cessations anticipées d'activités pour réduire les charges de personnel ;

— il a accordé au groupe deux dotations en capital de 350 millions en 1984 et de la même somme en 1985 qui s'ajoutent aux engagements sociaux pris antérieurement pour les retraites du personnel sédentaire notamment, et qui s'élèvent à 120 millions pour chaque année 1984 et 1985.

La CGM croit être sur la bonne pente. Les pertes de l'ensemble du groupe, qui étaient de 735 millions en 1982 et de 545 millions en 1983 sont revenues à 380 millions l'an passé. C'est, dit son président, la meilleure année depuis 1974...

(1) Le capital de la CGM est détenu à 99 % par une holding d'Etat, la Compagnie générale maritime et financière.

Les syndicats pour une « opération vérité »

L'ensemble des fédérations syndicales de marins et d'officiers vienentd'écrire au secrétaire d'Etat à la mer, M. Lengagne, à propos du projet de Worms de transférer deux de ses pétroliers sous pavillon des Bahamas (*le Monde* du 17 avril). Les syndicats *« approuvent la réaction du ministre »*, qui s'oppose pour le moment à cette opération. Leur lettre ajoute : *« Nous pensons que cette réaction devrait déboucher sur un coup d'arrêt à ces décisions inacceptables de l'armement, à condition de dépasser le problème posé dans l'immédiat par le sort de ces deux navires : il faut décider quelle flotte marchande française nous devons avoir pour assurer l'indépendance économique et politique du pays.*

» Quels trafics couvrirons-nous ? Comment serons-nous compétitifs ? Quels emplois seront offerts aux marins français ? Quel statut et quelle couverture sociale leur seront garantis, si comme nous le pensons les navigants doivent demeurer des Français à part entière ?

» Pour mettre à plat et trouver la réponse à ces questions, continuent les syndicats, *nous vous demandons d'organiser sans délai une réunion tripartite gouvernement - armement - organisations syndicales. »*

» Il s'agira pour nous d'une véritable « opération vérité » :

» — ou bien l'on y négociera à fond, avec le souci d'aboutir, jusqu'à ce que l'on ait défini les conditions du maintien d'une flotte à la hauteur des besoins et des ambitions du pays, et les armateurs devront renoncer à leurs initiatives « sauvages » ;

» — ou bien ce sera un constat d'impuissance de part et d'autre, et nos organisations auront à en tirer les conséquences et à prendre leurs responsabilités vis-à-vis de la population maritime. », conclut la lettre.

Trois records à Rouen

C'est un navire français qui a donné l'occasion, il y a quelques jours, au port (d'estuaire) de Rouen de battre trois records.

Le *Cetra-Corona*, en provenance de Richard's Bay (Afrique du Sud) avec 134 917 tonnes de charbon, était arrivé au Havre le 21 mars où il avait été allégé d'une partie de sa cargaison (70 000 tonnes). Il était reparti du Havre le 24 mars au matin et avait accosté en fin d'après-midi au quai de Grand-Couronne, un peu en aval de Rouen, après avoir remonté sans difficulté les 120 km qui séparent l'embouchure de la Seine et Rouen.

Ce navire, qui appartient à Cetramer et dont le port d'attache est Le Havre, améliore sensiblement les records de Rouen. Pour la longueur : 280 m au lieu des 260 m du *Montcalm* le 3 janvier 1985 ; pour le port en lourd, c'est-à-dire la capacité maximum du navire : 139 500 tonnes au lieu de 127 907 tonnes au *Tricula* le 31 août 1984 ; pour la cargaison enfin 63 000 tonnes au lieu de 59 800 tonnes pour le *Cast-Razorbill* le 12 novembre 1981. Le charbon du *Cetra-Corona* déchargé à Rouen était destiné aux centrales thermiques EDF de la région parisienne.

Seul bémol, si l'on peut dire : le navire n'a pas été construit dans un chantier français mais au Japon.

La bouteille à l'encre des comptes extérieurs

Plus des deux tiers (en volume) et 34 % (en valeur) des échanges de la France avec l'étranger transitent par la mer. Sur un chiffre d'affaires de 17 milliards de francs, la flotte de commerce réalise 6 milliards entre pays tiers, c'est-à-dire entre ports étrangers. 20 % des marchandises débarquant dans les ports français sont destinées à nos partenaires de la CEE.

Ces données font comprendre l'importance des transports maritimes pour la balance des paiements.

Si l'on tient compte de la part du commerce extérieur français *via* les ports étrangers et de l'activité des navires français entre ports étrangers, la part de couverture de ce commerce par notre pavillon est de 50 %.

Mais la question de savoir si l'armement français est — du point de vue de la balance des paiements — plutôt pourvoyeur net en devises ou plutôt déficitaire donne lieu à de complexes batailles de chiffres à propos desquelles les parties n'ont jamais pu s'entendre. Selon les armateurs, le pavillon français a rapporté en 1983 pour 17 266 millions de francs de recettes et n'a coûté que 1 918 millions (affrètements de navires étrangers), soit une contribution nette aux comptes extérieurs de 15,3 milliards. En revanche, la Banque de France estime à 3,29 milliards le déficit de la balance des transports maritimes en 1983 (2,9 en 1982, 4 milliards en 1981).

Hongkong et le Liberia en tête

Selon la célèbre société de classification londonienne Lloyds, la flotte de commerce mondiale s'est réduite pour la deuxième année consécutive pendant l'année terminée fin juin 1984, après un demi-siècle d'expansion ininterrompue (si l'on exclut la période de la seconde guerre mondiale). Cette chute résulte entièrement de la baisse du tonnage de pétroliers, un grand nombre d'entre eux partant chez les ferrailleurs de Taiwan, du Pakistan ou d'Espagne, d'autres attendant des jours meilleurs dans les fjords norvégiens ou en rade d'Eleusis (*quelques-uns sont* utilisés comme stockage flottant par l'Arabie saoudite). Le tonnage mondial atteignait 418 millions de tonnes en juin 1984 (—1,43 % par rapport à juin 1982). Mais le tonnage des pétroliers a, lui, régressé de 11,6 %. Tous les pays ne sont pas frappés de la même manière. Les flottes de complaisance (Liberia, Chypre, Bahamas, Panama) ainsi que celle de la Chine et de Hongkong progressent. Le Liberia reste la première flotte mondiale (116 millions de tonnes), loin devant le Japon, Panama, la Grèce et l'URSS ; la France est au neuvième rang.

La flotte mondiale a tendance à vieillir : 48 % des navires ont moins de dix ans, au lieu de 52 % en 1983. La Suède a les navires les plus récents, suivie du Danemark, du Brésil, de la Norvège. Au contraire, une part importante du tonnage sous pavillon américain, canadien et maltais (le record) dépasse vingt ans. L'âge moyen des navires français est de neuf ans (huit ans en 1983).

Les échanges mondiaux par voie maritime (surtout les exportations et les importations de produits pétroliers et de gaz) ont régulièrement diminué depuis 1979 : 3,72 milliards de tonnes cette année-là, 3,07 en 1982, 3,002 en 1983. Quant aux taux de fret, c'est-à-dire les prix, après avoir, vers le deuxième trimestre 1984, manifesté des velléités de remontée, ils se retrouvent en fin d'année à des niveaux inférieurs à ceux d'un an plus tôt.

Sur les lignes régulières (par exemple entre l'Europe occidentale et l'Afrique, le Pacifique ou l'Extrême-Orient), certains réajustements de tarifs ont pu être obtenus en 1984 au profit des armements qui opèrent dans le cadre des « conférences » (une conférence est un groupement d'armateurs de différentes nationalités qui se fixent certaines règles communes sur les tarifs, les escales, les rythmes de rotation des navires). Mais la pression des armements « outsiders », c'est-à-dire « francs-tireurs », qui ne font pas partie des conférences et se moquent de leurs règlements, est de plus en plus forte. Certains pays en voie de développement ont, de leur côté, pris des mesures protectionnistes en se réservant des cargaisons.

Enfin, les armateurs européens — *mais ils* sont incapables de mettre au point une politique commune à Dix à cause de l'obstination de la Grèce à faire cavalier seul et à défendre le libéralisme des mers le plus total — protestent régulièrement contre le dumping des flottes de l'Est (URSS, Pologne) mais restent impuissants à l'enrayer.

DOSSIER ÉTABLI PAR FRANÇOIS GROSRICHARD

Le Monde

MEDECINE

Le nouveau visage de l'angoisse

Freud doit être revu et corrigé : on découvre que l'anxiété n'est pas toujours liée à l'inconscient. Elle peut avoir pour origine une anomalie biochimique du système nerveux.

par le Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE

« *L'ANXIÉTÉ pathologique est le symptôme psychiatrique le plus fréquemment rencontré dans la pratique médicale.* » « *L'angoisse est le plus grand problème psychiatrique des temps modernes.* » Ces deux affirmations, provenant l'une du docteur J.-P. Boulenger, qui dirige la Consultation de l'anxiété tout récemment ouverte à l'hôpital universitaire de Caen, et l'autre du président britannique d'un congrès londonien paraissent stupéfiantes si l'on songe que l'anxiété était... inconnue des médecins jusqu'au début de ce siècle.

C'est à Freud que l'on doit, en 1895, l'acte de naissance de l'anxiété, par la description de ce qu'il nomme la névrose d'angoisse, expression, selon lui, d'un conflit inconscient opposant le Moi à des tendances érotiques ou agressives, en raison de traumatismes psychiques de l'enfance. Cent ans plus tard, des « *nouveautés percutantes* » et des « *notions révolutionnaires* » (professeur L. Singer, Strasbourg), viennent modifier profondément les approches cliniques et thérapeutiques de l'anxiété et justifient l'organisation, à l'Académie de médecine, du 24 et 26 avril, d'un symposium international entièrement consacré à ces « *nouveaux aspects de l'anxiété* » dont l'intérêt déborde largement le cercle des psychiatres.

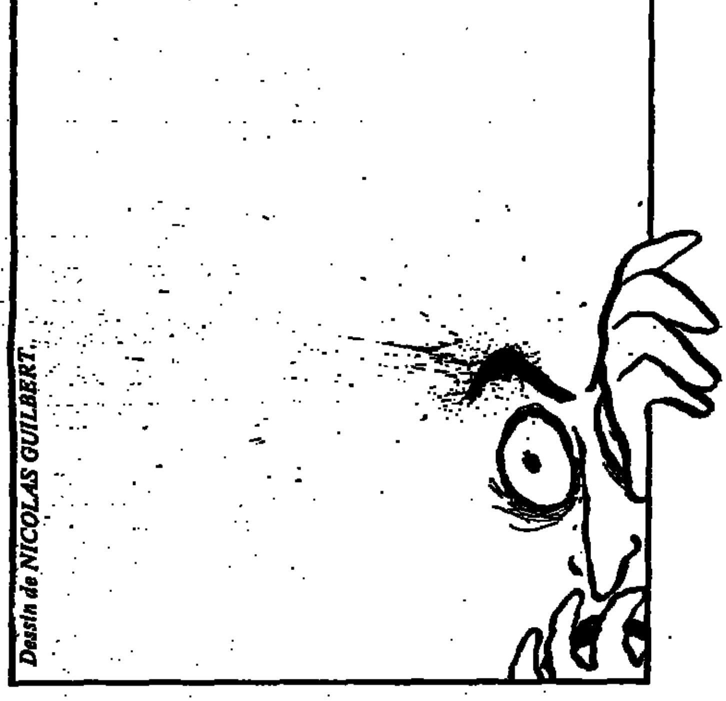
Une peur sans objet

Plus de quatre millions de diagnostics d'anxiété ont été posés en France l'an passé, et les prescriptions de tranquillisants se chiffrent par dizaines de millions... Un citoyen sur dix en consomme, qui lui ont été prescrits, la plupart du temps, par un généraliste.

Bien au-delà de la neuropsychiatrie, ces chiffres traduisent une certaine déviation vers une médecine de confort, de bien-être, orientée vers le soulagement des souffrances certes, mais aussi vers la satisfaction des désirs ; ceux des consommateurs, dont on peut douter qu'ils soient, pour quatre millions d'entre eux, de vrais malades.

Le sentiment diffus de crainte et d'insécurité qui règne, paradoxalement, dans les sociétés privilégiées, n'a pas de précédent dans l'histoire des hommes. L'angoisse s'accroît avec le progrès social, lorsque le sens qu'il faut donner à l'existence n'est plus envahi par les exigences de la simple subsistance.

L'affaiblissement des structures religieuses et les mutations permanentes des sociétés modernes ont aggravé ce sentiment d'insécurité, que l'on a tendance à confondre en bloc avec l'anxiété pathologique à laquelle est consacré cette semaine le symposium de Paris.



Dessin de NICOLAS GUILBERT.

C'est à cette dernière que s'appliquent les notions révolutionnaires, à la fois biologiques, cliniques et thérapeutiques, issues des découvertes les plus récentes et qui modifient profondément le concept de névrose d'angoisse, d'origine pensait-on psychologique, en vigueur depuis près d'un siècle.

L'anxieux est un sujet qui ressent en permanence ou par périodes un sentiment pénible de « peur sans objet » qui, loin de le stimuler, le paralyse en une crainte perpétuelle de l'avenir, et un vécu de catastrophe.

Ce malaise psychique s'accompagne, à des degrés divers, de troubles physiques allant des palpitations aux douleurs thoraciques, d'une sensation d'étouffement (dyspnée) aux vertiges, aux tremblements, à des transpirations profuses et à des troubles digestifs et du sommeil. Ces symptômes sont aggravés par les stress ou les tensions émotives et peuvent apparaître ou disparaître pour quelques heures ou quelques jours sans raison particulière.

Dès 1960, des substances chimiques – ou benzodiazépines – avaient été découvertes, qui apaisent remarquablement les états anxieux. Il a fallu attendre 1977 pour que soient localisées dans certaines zones du cerveau (lobe frontal-système limbique locus coeruleus), connues pour être impliquées dans la régulation des états émotionnels, des récepteurs spécifiques modulant les quatre actions des benzodiazépines (anxiolytique hypnotique relaxant musculaire, anticonvulsant). Ces structures cellulaires sont couplées à celles d'un médiateur chimique bien connu du système nerveux central, le Gaba, qui a pour tâche d'équilibrer, dans le sens de l'apaisement, l'activité des neurones et qui est, à ce titre, un inhibiteur naturel des réations émotionnelles.

On aurait peine à imaginer que le cerveau dispose de serrures chimiques de haute précision (les récepteurs) si leur fonction n'est pas de recevoir une clé, substance sécrétée naturellement par l'organisme, en l'occurrence le « substrat de l'anxiété ». La découverte capitale des morphines naturelles ou endorphines, que le corps sécrète lui-même pour moduler les sensations douloureuses, avait suivi de peu celle des récepteurs centraux.

Plusieurs équipes mondiales recherchaient le « *peptide de l'anxiété* », et celle de l'Institut national de la santé mentale de Washington (A. Guidotti et E. Costa) vient, après sept ans d'efforts, d'en annoncer l'identification, d'en décortiquer la structure moléculaire et d'en réussir la synthèse. Il semble que ce « peptide anxiogène » empêche l'action apaisante du Gaba, médiateur de l'inhibition émotionnelle, en se fixant sur ses récepteurs.



Crises de panique

Les travaux, particulièrement complexes, qui se poursuivent devraient conduire, estime le docteurs C. Marescaux (Strasbourg) à l'identification de médications plus spécifiques et plus efficaces encore que celles actuellement disponibles, et peut-être à de nouvelles stratégies thérapeutiques de l'anxiété.

Certains patients voient leur anxiété se manifester par des crises aiguës d'angoisse ou « attaques de panique », survenant de façon brutale sous la forme d'une terreur intense, d'un sentiment de mort imminente et de troubles physiques relevant d'un déséquilibre brutal du système nerveux autonome. Les battements de cœur, les sueurs, les tremblements, les difficultés respiratoires, les fourmillements et troubles circulatoires accompagnent un sentiment de dépersonnalisation, d'étrangeté du monde extérieur particulièrement éprouvant et qui dure de quelques minutes à une à deux heures.

Pour Freud et jusqu'à ces tout derniers temps, ces crises aiguës d'angoisse n'étaient qu'une simple extension quantitative de l'anxiété chronique et se trouvaient dès lors abordées avec les mêmes moyens thérapeutiques, à savoir les anxiolytiques et la psychothérapie.

Or, et c'est là la « *nouveauté percutante* » dont il sera traité à l'Académie de médecine, il s'agit d'une affection dont les bases chimiques et donc l'abord thérapeutique sont tout différents de ceux de l'anxiété classique. Les travaux récents montrent qu'elle doit être conçue non en termes exclusivement psychologiques mais, selon le modèle de la pathologie médicale classique, comme ayant pour origine une anomalie biochimique du système nerveux, pour laquelle il existe une vulnérabilité génétique et qui frappe, dans 80 % des cas, des femmes.

Près de la moitié de ces malades sont en état d'invalidité, car la répétition de ces crises entraîne un état d'anxiété constante et, souvent, le développement de troubles phobiques qui peuvent impliquer, à l'extrême, la paralysie de toute vie sociale. Ces phobies sont souvent liées aux circonstances d'apparition de la première crise d'angoisse aiguë (ou panique) telles que la rue, la foule, les transports en commun, les magasins, la voiture, l'avion.

(Suite en page 16.)

Madame X..., agoraphobique

« CETTE patiente de trente-neuf ans était, depuis quatre ans, incapable de quitter sa maison et son voisinage sans être accompagnée. Elle craignait particulièrement les supermarchés et les situations analogues où elle risquait de se sentir « prise au piège », comme l'église, le coiffeur, les autobus... Ce sentiment était lié à la peur de présenter une crise aiguë d'angoisse qui se traduisait pour elle par une sensation de malaise et la crainte d'une crise cardiaque imminente.

» La première crise de ce genre était survenue dans la salle d'attente de son dentiste : par la suite, elle devint progressivement de plus en plus anxieuse de sortir seule de chez elle, de peur de voir se reproduire une telle crise. Après quelques mois, elle démissionna de son emploi, incapable de supporter l'anxiété qu'elle ressentait hors de chez elle. Elle ne sortit plus par la suite qu'accompagnée de son mari ou de son fils.

» Son médecin lui prescrivit des anxiolytiques pendant quatre ans, malgré leur relative inefficacité. Elle eut également vingt-deux entretiens psychothérapiques sur une période de six mois, sans aucune amélioration. La thérapie comportementale consista en douze séances d'exposition à des situations phobiques en présence du thérapeute (comme, par exemple, aller au supermarché), situations auxquelles elle était amenée par son fils. Par la suite, elle dut effectuer elle-même le déplacement jusqu'à un endroit où elle retrouvait le thérapeute. Son anxiété diminua rapidement au cours des séances, malgré une réaction très intense au début du traitement.

» Dans les semaines suivantes, elle dut affronter les autres situations qui entraînaient chez elle un comportement d'évitement : dentiste, coiffeur, courses dans des endroits de plus en plus fréquentés... L'anxiété phobique et les comportements d'évitement diminuèrent rapidement, mais l'anticipation de nouvelles crises d'angoisse ne céda qu'après plusieurs séances supplémentaires d'exposition. L'amélioration se maintenait toujours huit mois après la fin du traitement et la patiente avait repris son travail à peu près normalement. »

D'après le docteur **J.-P. Boulenger.**

AUTISME ET PSYCHANALYSE

Des psychiatres britanniques prennent position

Les travaux et les thérapies d'inspiration psychanalytiques ont-ils réellement leur place dans l'abord de cette maladie grave qu'est l'autisme ?

Trente-six professeurs de psychiatrie de l'enfant avaient répondu à cette question par l'affirmative, à la suite de la publication par *le Monde* des résultats de recherches indiquant le caractère génétique de l'autisme (*le Monde* des 2, 14 et 20 février).

Ce débat qui, bien au-delà de l'autisme, concerne le rôle exact de la psychanalyse dans l'abord de la pathologie mentale grave, nous a valu une très nombreuse correspondance, dont il ne nous est pas possible de faire état en totalité.

Onze éminents professeurs de psychiatrie de l'enfant, britanniques, nous demandent, néanmoins, de publier leur position. Elle traduit, au-delà de ce cas précis, une autre manière d'aborder la pathologie mentale et situe son niveau d'intégration au mouvement clinique et scientifique mondial.

Dr E. L.

VOUS avez publié récemment une lettre, signée par trente-six pédopsychiatres, en réponse à un article qui montrait que des facteurs génétiques contribuent aux causes de l'autisme. L'auteur de cet article terminait en disant que les techniques psychanalytiques sont inapplicables aux enfants et néfastes pour leurs parents. Dans leur réponse, les signataires suggéraient que la connaissance d'influences génétiques possibles et, par implication, d'autres anomalies biologiques, n'apporte aucune aide dans le traitement de l'autisme. Ils exprimaient l'opinion que la meilleure approche est « pluraliste » et doit inclure les méthodes psychanalytiques.

Les recherches effectuées dans différents pays pendant les deux dernières décennies ont indiqué fortement que les origines de l'autisme se trouvent dans des anomalies biologiques, alors que les quelques études sérieusement menées sur les facteurs dus à l'environnement n'ont pas réussi à trouver des preuves indiquant que l'environnement familial durant la petite enfance une importance au niveau des causes. Les études scientifiques aident petit à petit à comprendre les déficits de fonctions psychologiques spécifiques, celles qui concernent les compétences nécessaires pour l'interaction sociale, la communication et l'imagination.

Ces problèmes sont la conséquence des désordres neurologiques sous-jacents. La connaissance de ces déficits psychologiques est essentielle si l'on veut élaborer des méthodes en vue d'aider les enfants autistes à utiliser les compétences qu'ils possèdent, et pour améliorer leur compréhension de la vie et leur capacité à la vivre dans de bonnes conditions.

La psychanalyse, par sa nature, ne permet pas une telle approche. De plus, même si elle prétend, en théorie, « *se tenir à l'écart de toute perspective culpabilisante* » sa démarche a tendance à se concentrer sur des facteurs sans rapport avec le problème et ainsi exacerber toute culpabilité que les parents pourraient ressentir naturellement.

Aucune étude objective, indépendante et sérieusement menée sur les bénéfices que peuvent retirer les enfants autistes, ou leurs parents, des techniques psychanalytiques n'a jamais été effectuée. Les preuves dont nous disposons suggèrent qu'elles sont à la fois onéreuses et inefficace.

Rosalind E. Bates, *Consultant Psychiatrist, Bromley Health Authority.*

J. T. R. Bavin, *Consultant Psychiatrist, Thirlstaine Court, Gloucester.*

Lorna M. Brierley, *Psychiatrist, retired, Bristol.*

Philip Graham, *Professor of Child Psychiatry, Hospital for Sick children, London.*

Peter Hill, *Consultant Child Psychiatrist, St. George's Hospital, London.*

A. J. Holland, *Consultant Psychiatrist, Institute of Psychiatry, London.*

I. Kolvin, *Professor of Child Psychiatry, University of Newcastle.*

D. M. Ricks, *Consultant Child Psychiatrist, University College, London.*

M. L. Rutter, *Professor of Child Psychiatry, Institute of Psychiatry, London.*

J. K. Wing, *Professor of Psychiatry and Member of Scientific Staff, Medical Research Council, London.*

Lorna Wing, *Consultant Psychiatrist, and Member of Scientific Staff, Medical Research Council, London.*

NOUVEAUTES CHEZ
FLAMMARION MEDECINE-SCIENCES

Atlas de poche de physiologie par S. SIBERNAGL et A. DESPOPOULOS

Les bases essentielles de la physiologie sous une forme didactique : des textes concis illustrés en regard par des schémas explicatifs détaillés en couleurs.

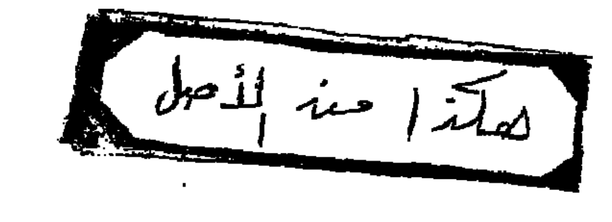
1985, broché, 368 p. dont 155 planches en coul., 295,00 FF.

La Biochimie par L. STRYER

En 1050 pages illustrées de 1 000 figures en couleurs, toute la biochimie : des notions de base aux découvertes les plus récentes.

1985, broché, 1048 p., 1002 fig., 625,00 FF jusqu'au 30 Avril, 790,00 FF après.

4, rue Casimir Delavigne 75006 PARIS



Le nouveau visage de l'angoisse

(Suite de la page 15.)

Dans d'autres cas, les crises peuvent soit cesser d'elles-mêmes, soit évoluer vers un état d'anxiété grave, permanente et généralisée.

Les tranquillisants classiques sont inefficaces pour ces malades, contrairement à ce que l'on observe pour les cas d'anxiété banale. Un psychiatre américain, le docteur D. Sheehan cite le cas de cinquante-sept de ses patients qui avaient absorbé, sans aucun résultat, plus d'un demi-million de doses de benzodiazépines...

De même, les thérapies psychanalytiques semblent sans effet, comme l'affirment les psychanalystes eux-mêmes.

Des traitements efficaces

En revanche, et c'est l'acquis majeur de ces dernières années, deux catégories de médicaments généralement utilisés comme antidépresseurs ont une efficacité remarquable sur ces patients. Il s'agit des tricycliques (phénelzine et imipramine) et des IMAO (iproniazide) qui, administrés en une fois, le soir, à doses modérées, permettent dans la plupart des cas de faire disparaître les crises de panique au bout de deux semaines.

Les techniques dites de « thérapie comportementale » sont utilisées, en complément et avec d'excellents résultats chez les malades conservant, malgré la disparition des crises, un état invalidant la phobie qui les conduit souvent à une véritable claustration volontaire. Elles consistent à exposer le sujet phobique aux situations qui l'angoissent, de façon progressive et avec un soutien explicatif et de réassurance.

Le fait que les attaques de panique (ou crises d'angoisse aiguë) puissent être déclenchées chez les sujets prédisposés, et chez ceux-là seulement, par des injections de lactate de sodium, qu'elles puissent être reproduites, et l'anxiété provoquée, par les banales ingestions de café à partir de cinq à six tasses par jour (docteur J.-P. Boulenger), qu'il existe une prédisposition familiale, génétiquement transmise, à ces affections et qu'elles répondent à des médications chimiques bien précises, incite à moduler sérieusement la thèse selon laquelle elles seraient le fruit de conflits psychologiques.

Les travaux de neurochimie en cours devraient permettre de dire de façon plus formelle si les cliniciens anglo-saxons ont raison d'avoir d'ores et déjà arraché l'angoisse aiguë au monde obscur du conflit inconscient pour lui donner le statut de la pathologie médicale classique, — due en l'occurrence à une anomalie biochimique du système nerveux pour laquelle il existe une prédisposition génétique.

Ce qui n'enlève rien au rôle essentiel que doivent jouer, sur ces sujets spécifiquement vulnérables, les conditions, psychologiques celles-là, de l'environnement.

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

Le charme discret de la psychiatrie

AVEC son visage rond et serein éclairé pas deux yeux bleus, une casquette à la Sherlock Holmes par temps de pluie, le secrétaire scientifique du symposium international sur l'anxiété respire le calme et la pondération. Edouard Zarifian ou le charme discret de la psychiatrie.

Enfant, son rêve était de devenir journaliste. Mais, poussé par un milieu familial modeste, il dut se résigner à faire des études de médecine. *« Loyalement »,* précise-t-il, comme pour se faire pardonner le peu d'intérêt qu'il portait au départ pour l'art médical. Puis c'est l'internat de psychiatrie et sa rencontre décisive — *« un déclic »* — avec le grand psychiatre Jean Delay. Pendant son service militaire, Edouard Zarifian va dévorer à peu près tout ce qui a été publié sur la neurobiologie. On est en 1965, Lacan règne en maître sur la psychiatrie.

Plus tard, après deux années passées à la rubrique médicale du *Figaro* et le lancement du premier magazine médical vidéo, Edouard Zarifian devient chef de service de psychiatrie à Clermond-Ferrand, puis à Caen. Une trajectoire en apparence assez classique, mais qui se complique pas mal dès lors que l'on se tourne du côté de la recherche. *« Je crois que la psychiatrie est actuellement dans une impasse,* dit-il. *Jusqu'à présent, on a fonctionné avec des concepts erronés et des outils non adéquats. On a cru qu'il suffisait de mettre en évidence des index biologiques périphériques — dans le sang ou dans l'urine, par exemple — plus ou moins spécifiques de certaines anomalies cérébrales. Ce qui, à l'évidence, constitue une approche réductrice de la maladie mentale. »*

C'est pourquoi le professeur Zarifian propose le schéma physiopathologique suivant : au départ, il existerait une anomalie génétique, celle-ci engendrant toutes sortes de variations d'ordre biochimique. La conjonction de ces deux types d'anomalie rendrait le sujet moins capable qu'un autre de faire face aux nécessités d'adaptation posées par l'environnement. Ce qui ne signifie pas pour autant qu'il est atteint d'une maladie psychiatrique. Simplement, il a la possibilité de développer les différents symptômes de la maladie. Comme s'il existait un seuil d'apparition des symptômes conditionné par l'expérience vitale du sujet.

« Une telle conception de la maladie mentale, explique E. Zarifian, *permet d'intégrer les différents aspects — biologique, psychologique et sociologique — de la maladie. »* En outre, elle autorise l'utilisation des travaux des fondamentalistes pour la recherche des causes des différentes pathologies mentales. *« J'ai toujours été fasciné,* confie-t-il, *par les travaux de neurobiologistes tels que Jacques Glowinski ou Jean-Charles Schwartz. »*

A cet égard, deux voies de recherche semblent particulièrement importantes : le développement d'appareils — comme la résonance magnétique nucléaire ou la caméra à positrons — capables de visualiser directement, *in situ,* les fameuses zones discrètes du cerveau et l'utilisation de la génétique moléculaire.

Autre exemple illustrant l'impasse dans laquelle se trouve actuellement la psychiatrie : il existe trois sortes de psychotropes qui correspondent aux trois grands types de pathologie psychiatrique : l'anxiété, la dépression et le délire. *« Et si par malheur,* s'insurge Edouard Zarifian, *on présente un tableau clinique qui ne s'intègre pas à l'un de ces trois grands ensembles pathologiques, une neurasthénie par exemple, on n'est qu'un empêcheur de tourner en rond. Cette conception réductrice conduit à un appauvrissement et de la clinique et de la pharmacologie. Avec comme conséquence, au niveau de l'industrie pharmaceutique, une stérilisation de la créativité. »*

Le docteur Zarifian.

Déséquilibre familial

Peu à peu la sérénité fait place à la passion. C'est que, derrière ces considérations somme toute très techniques, il y a des hommes et des femmes qui souffrent. Ses malades, le professeur Zarifian les connaît bien : *« Je passe plus de douze heures par jour dans mon service et je les observe. Cette observation étalée dans le temps m'a permis de constater la grande variabilité de leurs symptômes au cours de la journée. Selon l'heure, le même sujet pourra avoir un comportement mélancolique, maniaque ou normal. »*

Une personne, quelle qu'elle soit, reçoit des informations de son environnement. Ces informations, elle les filtre et les décode dans un certain sens. Ainsi, le mélancolique, tout submergé qu'il est par des réminiscences internes, va filtrer tout ce qui provient de son environnement. Alors qu'au contraire le maniaque ne filtre plus rien. *« On s'aperçoit qu'en stimulant les mélancoliques, en s'occupant d'eux pendant toute la journée, on arrive à les traiter. Avec, à la clé, la possible démonstration de la valeur scientifique d'une thérapie par la parole. »*

La maladie mentale, c'est donc, en schématisant, un patient et son entourage qui se trouvent confrontés à un processus pathologique. Un entourage qui, peu à peu, a réussi à intégrer cette maladie, à « faire avec ». *« Bien souvent,* raconte le professeur Zarifian, *lorsque l'on guérit un malade psychiatrique, on crée un complet déséquilibre au sein de la famille. Celle-ci doit apprendre à aménager d'autres types de liens avec celui qui n'est plus qu'un ancien malade. Cet apprentissage est souvent très difficile, l'entourage renvoyant sans cesse celui qui a été guéri à son statut de malade. »*

Des projets, le professeur Zarifian en a plein la tête. Comme, par exemple, la mise en place de deux études épidémiologiques en Basse-Normandie : l'une pour étudier l'anxiété, l'autre pour essayer d'expliquer pourquoi cette région de France est celle où le taux de suicide est le plus élevé... Et le voilà reparti sur l'anxiété et le suicide. Inlassablement.

FRANCK NOUCHI.

Les signes de la crise aiguë

Symptômes subjectifs
- Sensation de catastrophe imminente
- Peur de mourir, de perdre la raison
- Sentiment de perte de contrôle, de malaise
- Peur d'avoir une syncope, une crise cardiaque
- Sentiment d'irréalité du monde extérieur
- Dépersonnalisation

Symptômes somatiques
- Palpitations, tachycardie
- Tachypnée, difficultés respiratoires
- Sueurs, bouffées vasomotrices
- Tremblements
- Impressions vertigineuses
- Fourmillements, paresthésies
- Hypersensibilité au bruit et à la lumière

(Publicité)

ANNIVERSAIRE

L'Édition Française du JAMA fête son numéro 100

Première revue clinique dans le monde (tant par sa notoriété que par sa diffusion), le journal of the American Medical Association fêtait l'an dernier son centième anniversaire.

Aujourd'hui, c'est l'Édition Française du JAMA qui sort son numéro 100. Pari réussi que celui tenté en 1980 par les Publications Médicales Internationales : rendre accessible dans notre langue les articles de l'édition US.

Après 5 ans, le JAMA reste la seule revue médicale étrangère traduite en français. Et non la moindre : cette "référence permanente" se classe 2e revue clinique dans les enquêtes de lecture auprès des medecins généralistes, bien que son audience déborde largement sur les hospitaliers et les spécialistes. Mais c'est aussi probablement la revue la plus citée par ses confrères avec près de 500 citations par an dans la presse française.

Un succès qui tient à son prestige rédactionnel et à un ton original parmi les quelques quarante revues nationales accessibles au corps médical.

Car si le JAMA propose des articles parfois austères voire difficiles, cela tient à son extrême rigueur scientifique et à son indépendance les différentes commissions de sélection des articles (dont une commission de vérification méthodologique et statistique) ne badinent pas avec l'à-peu près scientifique et les jugements péremptoires. D'où son prestige et son impact auprès des chercheurs de la communauté scientifique internationale qui y publient leurs travaux. Avec, pour eux, l'occasion de les voir repris dans les 9 éditions étrangères (jusqu'en Chine populaire !) qui ont suivi les accords franco-américains.

Ce numéro 100 reprend d'ailleurs en abstracts une sélection de 100 "contributions originales" publiées depuis 5 ans. Un panorama qui témoigne de l'importance et de la qualité de ces travaux.

Cette même rigueur, on la retrouve dans l'étonnant et passionnant "courrier". Le JAMA est un véritable forum où les lecteurs critiquent, dialoguent, témoignent et réalisent ainsi avec les auteurs un véritable feuilleton scientifique.

Les "Nouvelles médicales" du JAMA, toujours passionnantes et à l'affût des progrès médicaux en cours, forment la partie magazine du JAMA.

PMI a su conserver au JAMA France une cohérence, une unité et, surtout, ce style et cette qualité qui font son succès des 2 côtés de l'Atlantique.

Une manière bien comprise de défendre la médecine... et la langue française.

JAMA, Éditions PMI - 31 numéros/an - 250 F/an - 28, rue Escudier 92100 Boulogne (réservé au corps médical).

Une nouvelle revue francophone

UNE nouvelle revue médicale et scientifique francophone vient de voir le jour. Ni organe de vulgarisation ni support classique de publications spécialisées, *Médecine-Sciences* vise un objectif original : devenir un trait d'union international entre biologistes et médecins. Le premier numéro est consacré aux données nouvelles sur la génétique moléculaire du cancer. Le deuxième sera consacré aux hépatites, le troisième à la fertilité et à la fécondation.

Médecine-Sciences se veut aussi un périodique de référence pour les enseignants, les chercheurs, les étudiants ou les internes des hôpitaux. Soutenue par un comité de parrainage prestigieux (on y trouve quatre prix Nobel), cette revue mensuelle de belle facture sera financée pendant trois ans par ses organismes fondateurs franco-québécois sur la base de 70 % pour la France et de 30 % pour le Québec. Au bout de ces trois ans, la revue devra avoir acquis son autonomie financière. Les premiers numéros sont tirés à 10000 exemplaires, au rythme de dix par an.

Fait suffisamment rare pour être souligné, la publicité (environ une dizaine de pages sur les cinquante que comporte la revue) ne contiendra aucune information sur le médicament, mais se limitera volontairement aux *« annonces institutionnelles ».* La rédaction en chef est assurée par le professeur Jean-François Lacronique (ancien collaborateur du *Monde*), qui vient, d'autre part, d'être nommé directeur de la section médicale et hospitalière de l'Institut Curie de Paris) et par M. Michel Bergeron (Québec).

« *La revue,* écrivent les deux rédacteurs en chef, *a reçu l'encouragement déterminant des gouvernements français et québécois, matérialisant ainsi sa vocation internationale et culturelle. Une science dont l'universalité s'établirait par l'intermédiaire d'une langue exclusive perdrait non seulement de son pouvoir, mais aussi de sa richesse. La diversité dans l'expression scientifique, loin de constituer un élément de dispersion désuète ou chauvine, doit être une source de diffusion de la connaissance. Mais là s'arrête l'esprit militant : la qualité seule sera le moteur de la diffusion de* Médecine-Sciences. »

J.-Y. N.

★ **MEDECINE-SCIENCES : pour les abonnements, s'adresser à CDR, 11, rue Gossin, 92543 Montrouge Cedex (pour la France : étudiants, 152 F ; particuliers, 224 F ; institutions, 320 F).**

Correspondance

Faudra-t-il arracher toutes les prothèses dentaires ?

La révolution que constitue la résonance magnétique nucléaire (RMN), comparable à la découverte des rayons X, ne fait que commencer. Mais l'exploitation *de certaines zones — comme le* cerveau, la moelle épinière et le foie, qui étaient auparavant peu accessibles à l'examen — grâce à la variation d'orientation de leurs noyaux d'hydrogène dans un champ magnétique n'est pas une simple affaire de logiciel : chaque installation coûte le prix d'un hôpital et les économistes ont le souci de son amortissement. L'examen RMN, bientôt indispensable pour quantité de diagnostics, ne connaît qu'une contre-indication : la présence de toute inclusion métallique susceptible de créer une perturbation du flux magnétique utilisé : prothèses, broches, stimulateurs, etc.

En décembre 1984, le problème des prothèses dentaires fixes ayant été soulevé, une équipe de l'Institut d'électronique fondamentale d'Orsay a publié ses résultats : sur une coupe RMN du crâne, prise transversalement au niveau de l'œil, la proximité d'une simple couronne dentaire métallique rend toute *exploitation de l'image impossible.* Ce verdict abrupt signifie que tous les porteurs de bridges, couronnes et dents sur pivot devront les faire déposer par leur dentiste — au moins ceux de leur maxillaire supérieur — avant tout examen RMN du crâne. On ignore si les obturations à l'amalgame d'argent, les « plombages », sont également en cause, mais cela n'est pas exclu.

Si l'on ne veut pas que l'art dentaire interfère avec la RMN et en raréfie les indications, on devra restreindre l'emploi des métaux... Qui sait d'ailleurs s'il ne faudra pas des débats internationaux pour promouvoir, après l'essence, la dent sans plomb.

JEAN-LOUIS BERMAN,
Dr en chirurgie dentaire (Carcassonne).

Notes de lecture

Médecins ou magiciens Mythologie de l'art de guérir

du professeur Christian Coërs

Voici un livre remarquable d'intelligence, de culture, de perspicacité et de liberté d'esprit. Le professeur Christian Coërs, neurologue de renommée internationale, ne peut être suspecté d'appartenir au clan des charlatans, des fanatiques des « médecines douces » à tout crin, ou des partisans, autour d'Illich, de l'antimédecine.

Et pourtant... que de bêtises dénoncées, d'abus thérapeutiques reposant sur des idées fausses, des expériences tronquées, des croyances illégitimes, que de régimes draconiens infligés... pour un résultat nul, de médicaments (vitamines par exemple) administrées alors que de l'eau sucrée aurait au moins l'avantage de ne pas être toxique... Le professeur Coërs est impitoyable, et il puise ses exemples aussi bien dans des dossiers de malades, éminemment actuels, que dans la littérature scientifique et dans des références historiques qui permettent de mieux comprendre l'origine et les fondements psychologiques des mythes, des illusions et des dogmes thérapeutiques. Sans doute, le besoin de merveilleux qui marque si profondément les hommes assure-t-il à ces mythes — et aux charlatans — une survie qui transcende le bon sens, la raison, et les progrès de la science. Mais il est permis de souhaiter que les médecins ne se fassent pas eux aussi complices de l'illusion ou de l'erreur... La passionnante et courageuse entreprise d'iconoclastie à laquelle s'est livrée le professeur Coërs les incitera sans doute à réfléchir, à mesurer la part de « bricolages thérapeutiques » qu'ils infligent à leurs malades, et à mieux écouter ces derniers, qui ne sont pas toujours dupes, mais qui sont parfois complices, des fautes ainsi commises contre la logique, contre la raison et, en fin de compte, contre... la médecine elle-même.

Dr E.-L.

★ **Arthaud, éd., 245 p., 74 F.**

L'accompagnement du mourant en milieu hospitalier

du docteur Blandine Beth

Aux temps lointains du Moyen Age ou de la Renaissance, les conseils donnés aux médecins incluaient celui, prudent, de «s'effacer» lorsque les thérapeutiques paraissaient vaines et la mort inéluctable, afin que les soins éventuellement prescrits ou appliqués ne puissent être tenus pour responsables d'une issue fatale...

L'ouvrage récemment diffusé par le conseil de l'ordre *(Déontologie médicale à l'hôpital public)* précise, au contraire, que *« la conduite de l'agonie est l'ultime responsabilité médicale (...). Le médecin dispose aujourd'hui de moyens efficaces pour atténuer ou faire disparaître les souffrances physiques, l'inconfort, l'angoisse. Il doit les employer en surveillant lui-même l'application et les effets. Cela fait partie de son métier (...) ».*

Si la déontologie et les opinions ont donc considérablement évolué, il n'en est pas de même des comportements. Faute d'avoir reçu, lors de leurs études, une formation suffisante, et pour des raisons psychologiques compréhensibles (le refus de la mort, le refus de l'échec thérapeutique), nombre de médecins ignorent les moyens aujourd'hui disponibles pour faire disparaître ces souffrances physiques et cette angoisse qu'évoque le conseil de l'ordre.

Le docteur Blandine Beth, qui a travaillé successivement auprès de mère Térésa au mouroir de Kali-Gath, puis à Londres au célèbre hospice de St. Christophe et aux centres anticancéreux de Curie et de Paul-Brousse, œuvre actuellement à la consultation de traitement de la douleur que dirige le docteur Salamagne à l'hôpital de la Croix-Saint-Simon à Paris. Elle relate dans ce petit livre, qui devrait être utile à tous, médecins, soignants et patients, les expériences qu'elle a vécues et les moyens employés par les uns ou les autres pour alléger les derniers moments de l'existence, tant par l'attitude que peuvent avoir familles et soignants à l'égard du mourant que par les techniques thérapeutiques qu'il importe d'utiliser et qui sont décrites avec précision et compétence.

Dr. EL.

★ **Edit. Doin, 220 pages, 95 F.**





culture

MUSIQUE

MÜNCHINGER AUX CHAMPS-ÉLYSÉES

Bach, sandwich compris

Trois grandes soirées pour célébrer Bach, avec Karl Münchinger, l'Orchestre de chambre de Stuttgart et Jörg Demus, l'invitation est séduisante, d'autant qu'entre *le Clavecin bien tempéré*, à 18 heures, et le concert symphonique, le directeur du Théâtre des Champs-Elysées, M. Georges-François Hirsch, offre aux auditeurs le sandwich et la canette de bière ou de Coca-Cola. Cette démocratisation de la musique, jointe à l'absence de numérotation des places, a eu cependant, lundi, une conséquence imprévue : une auditrice, furieuse de ne pas retrouver son fauteuil, a doté le squatter d'une grosse bosse par un magistral coup de bouteille! Au nom de Bach...

L'ordonnance du concert n'en fut pas troublée ; les quatre *Suites d'orchestre* au programme, ce qui fait bien beaucoup de danses de cour (pas moins de sept bourrées et cinq gavottes!), mais si merveilleusement jouées qu'on ne pouvait s'en plaindre. Cet orchestre de quarante ans et ce chef de soixante-quinze ans baignent dans une éternelle jouvence. On se souvient de la révélation qu'ils apportèrent juste après la guerre, avec ce Bach en formation réduite, d'une sobriété de ligne, d'une finesse de sonorité, d'une souplesse expressive, dont on n'avait plus l'idée.

Depuis, la révolution du style baroque semble avoir tout emporté, mais Münchinger nous en ferait douter, tant ses interprétations sans perruque ont une vie effervescente, une énergie miraculeuse.

Lui-même, de plain-pied avec ses musiciens, marche des violons aux violoncelles, danse la gavotte, en vient même à sauter sur ses deux pieds, comme Bernstein; les bras et les mains virevoltent, attisent le bonheur de l'expression, tandis que s'épanouissent les sonorités des hautbois et des trompettes,comme des boutons de rose dans le jardin des cordes, où la flûte de Jean-Pierre Rampal entrelace ensuite d'idéales branches de laurier. Il y a bien des demeures dans la maison du père Bach...

Jörg Demus avait auparavant joué, au piano, les huit premiers préludes et fugues des deux livres du *Clavecin bien tempéré* de façon peu convaincante : les doigts roulent, tricotent, le toucher est, certes, sensible, il y a parfois de belles graduations de couleurs et une volonté d'architecture, surtout dans les fugues lentes, mais la pensée reste brouillonne, et aucune pièce n'est vraiment achevée, cernée techniquement, mûrie spirituellement.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Ce mardi 23 et mercredi 24 avril, suite du *Clavecin bien tempéré* (18 h 30) ; le soir, les *Concertos brandebourgeois*. Karl Münchinger et l'Orchestre de chambre de Stuttgart donneront cinq concerts Bach et Haendel au Festival de Colmar, du 26 au 30 juin.

POULENC A L'ENSEMBLE ORCHESTRAL DE PARIS

La fraîcheur des années folles

Qui aurait dit il y a trente ans que, du groupe des Six, c'est le charmant Poulenc qui resterait aujourd'hui le plus vivant et le plus joué ? *La roue tourne* et elle peut encore *tourner*, *mais* il y a chez lui un naturel, une fraîcheur et une originalité irréductibles qui sont des gages de pérennité. Il fait salle comble, le 19 avril à Gaveau, pour un festival de ses œuvres donné par l'Ensemble orchestral de Paris, qui, davantage peut-être que naguère, varie très heureusement ses programmes et a consacré cette année un cycle de sept concerts à la musique du XX[e] siècle.

On entend guère la « célèbre » *Rapsodie nègre* par laquelle fut révélé, un jour de décembre 1917, un compositeur de dix-huit ans follement doué. Cette partition succulente, d'abord d'une ravissante couleur ravélienne, se met ensuite à gigoter allègrement et enchâsse un poème en prétendu langage nègre, *Honoloulou*, une berceuse câline que susurre Gabriel Bacquier.

Notre baryton national est le héros de cette soirée; jamais depuis Bernac, on n'a chanté avec autant de distinction, de tempérament et d'humour ces mélodies *(le Bestiaire, les Banalités, la Grenouillère, les Gars qui vont à la fête, les Chansons gaillardes...)*, et nous savourons chaque mot d'Apollinaire, Desnos ou Eluard, dont Poulenc trouve instantanément la transcription musicale la plus juste et qu'il inscrit dans un tableau exquis, fût-ce aux dimensions d'une carte postale.

Totalement pris par le chant, Bacquier allie à une voix prodigieusement ductile et expressive ce génie du comédien qui, en un éclair, passe du rire et de la caricature à l'émotion et à la grandeur *(le Disparu, Picasso, Villon)*, sans que l'âge ait prise sur les mille facettes d'une voix exemplaire du chant français.

Au piano, Christian Ivaldi est son double, avec ce toucher de fer et de velours, cubiste et impressionniste, dirait-on, qui se coule à travers les mille métamorphoses de ce Poulenc insaisissable. Quel festin pour Jean-Pierre Wallez et ses solistes de l'Ensemble orchestral de Paris, qui se lancent des clins d'œil ravis, de jouer avec lui les aventures de Diane, furieuse de sa chasteté, dans *Aubade*, et *le Bal masqué*, musique aussi élégante que canaille, la plus parfaite image des « années folles », sur le texte surréaliste et désopilant de Max Jacob, emporté par la gouaille oratoire de l'étourdissant Bacquier !

J. L.

EXPOSITIONS

LES « ARTS DE L'OCÉANIE » A PARIS

Un continent sans masque

L'exposition devait, à l'origine, être présentée à Nouméa, à l'occasion du quatrième Festival des arts du Pacifique, en décembre 1984. Le climat général a conduit à annuler d'abord ce festival. Puis à en décider le report à Tahiti, du 19 juin au 15 juillet prochains. Restait l'exposition, ce « Musée imaginaire des arts de l'Océanie », pour laquelle neuf musées français et onze étrangers avaient sorti de leurs réserves plus de cent chefs-d'œuvre. Fallait-il les laisser en caisses et les retourner sans autre forme de procès dans leurs pays d'adoption ? La bonne idée a été de les envoyer à Paris, de montrer dans la métropole ce qui est censé la concerner actuellement de si près.

C'est au Musée des arts africains et océaniens que l'exposition a trouvé refuge. Un musée remarquable par son architecture et par ses collections, mais auquel on semble faire payer son ancien rôle de musée des colonies par une pauvreté chronique : impossible de voir le même jour les collections du Maghreb et celles d'Afrique noire. Le public lui-même est rare : les enfants viennent plutôt pour l'aquarium, avant d'aller au bois de Vincennes, tout proche. La liaison avec la France d'outre-mer étant rétablie pour quelques semaines, il faut espérer qu'on verra à nouveau la foule à la porte Dorée, et que l'Etat traitera mieux ce musée (1).

Le « Musée imaginaire », lui, a bénéficié, dans la grande salle centrale, d'une présentation moderne et pimpante, avec ces lumières électriques chaudes que n'ont, bien sûr, jamais connu les objets dans leur réalité sociale, mais qui leur assurent le respect du regard occidental. Au mur, des projections de diapositives, l'une sur l'Océanie d'aujourd'hui, l'autre, faite de photos et de gravures anciennes, sur l'Océanie d'hier. Toutes ces images font le lien entre les clichés paradisiaques de clubs de vacances, les récits d'exploration et l'ethnologie...

« Presque tout ce qu'on a pu écrire sur l'Océanie est vrai, ou l'a été, au moins fugitivement et au niveau d'un seul exemple. Les généralisations, par contre, sont fausses dans tous les cas. » La phrase est de Jean Guiart, dans l'introduction de son ouvrage, un volume splendide, publié dans la collection « L'univers des formes » en 1963. Ces propos restent vrais, à Paris, en 1985, mais le même Jean Guiart, qui avait place et liberté dans ce livre de cinq cents pages, se trouve bien gêné aux entournures pour synthétiser le cinquième continent dans les dix pages du catalogue.

Destinée à un public déjà averti, au moins par habitude, par « autoconnaissance », l'exposition se révèle beaucoup plus difficile à comprendre. Il nous faut parcourir, par l'esprit, des milliers de kilomètres à travers neuf sections non géographiques : les dieux, les morts, le masque, la magie, etc. Il nous faut traquer le sens et la différence dans un parcours raffiné qui flatte la similitude. Et puis, on se sent dès le départ un peu coupable de venir ici avec nos préjugés d'*« esthète formaliste d'Occident »*, attitude que le commissaire général de l'exposition, Victor Beyer, nous conseille d'abandonner pour *« apprécier l'humble finalité de l'objet »* et *« porter* [notre] *attention sur le monde des représentations et des symboles »*.

Golfe Huon.
Uke Tami.
Masque. Bois. H : 61 cm.
Chicago. Field Museum of Natural History.

Des milliers d'univers

Devant les cent dix merveilles de ce « Musée imaginaire », on se demande, malgré tout, si le souci du sens l'a vraiment emporté sur les « joies » de l'esthétique. Ou bien, il faut se rendre à l'évidence et s'en féliciter : la valeur du beau occidental rejoint assez exactement, assez naturellement, l'idée qu'on s'en fait en Océanie. Impossible de détailler ici, sauf à plagier le catalogue, dans un ordre et selon des critères qui seraient aléatoires. Tous les objets présentés sont d'une qualité foudroyante et légitiment la référence à Malraux, le label « musée imaginaire ». Ils viennent, ces objets, des quatre coins de l'Océanie, de Polynésie, de Mélanésie, d'Australie et des milliers d'îles, des milliers d'univers qui forment le continent. Chacun est porteur d'une histoire autonome.

Des généralités ? Sauf exception, ils sont en bois, en bambou, en fibre, en plumes, en paille, et n'ont échappé que par miracle aux effets naturels du climat : le passage d'un collectionneur occidental, ou bien le fond protecteur d'un marécage. On regrette d'ailleurs un peu, après lecture du catalogue, que l'histoire de tous ces objets ne nous soit pas restituée, ni leur insertion dans l'évolution de la culture océanienne : *« Les cultures ne se laissent pas enfermer dans des livres, ni même dans la tradition orale ; elles continuent à évoluer inexorablement, en absorbant tous les accidents de l'histoire, sans laisser à personne le temps de les fixer une fois pour toutes. »* La politique finit toujours par rejoindre la culture.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

★ « Musée imaginaire des arts de l'Océanie », au Musée des arts africains et océaniens, 293, avenue Daumesnil, 75012 Paris. Tél. : (1) 343-14-54. Jusqu'au 1[er] juillet.

(1) L'exposition, dont le coût – 1,5 million de francs – a été subventionnée par le ministère de la culture, est peut-être le premier signe d'un « réveil » de ce vénérable édifice, réveil épaulé désormais par l'Association pour le développement des échanges interculturels au Musée des arts africains et océaniens (ADEIAO). La rénovation de la grande salle centrale, la création d'un centre de documentation, sont parmi les premiers objectifs matériels de cette association. On apprend enfin que l'exposition des peintres marocains actuellement présentée à Grenoble viendra prochainement au Musée des arts africains et océaniens à partir du 26 juin.

ÉDITION

Les Presses de la cité prennent le contrôle de Bordas

« Le contrôle du groupe Bordas est désormais détenu par les Presses de la cité », a annoncé lundi après-midi 22 avril M. Jean-Manuel Bourgois, président-directeur général de Bordas. Les Presses, dirigées par M. Claude Nielsen, viennent de racheter les actions que possédaient depuis dix ans Paribas et le Crédit du Nord, soit quelque 90 % du capital.

Cette opération, dont M. Bourgois, qui reste PDG de Bordas se *« félicite »*, a pour but, dit-il, d'*« étendre et de compléter la variété des activités éditoriales des Presses et de nous ouvrir des perspectives que l'isolement n'aurait pas permises »*. Dans une lettre adressée au personnel et aux auteurs de Bordas, M. Bourgois précise qu'*« il s'agit d'une étape stratégique de très grande portée pour l'avenir »*. Selon lui, elle permettra à sa maison, *« qui vient de réaliser la meilleure année de son histoire »*, de se développer en toute sécurité.

Les raisons qui ont poussé les Presses à faire cette acquisition *« sont les mêmes que celles qui nous avaient amené à nous intéresser à Larousse : il nous manquait cette facette »*, commente leur PDG, M. Nielsen. Après son « mariage raté » avec Larousse (*le Monde* du 6 août 1983), où il a dû laisser la place à la Compagnie européenne de publication (CEP), M. Nielsen est parvenu à ses fins. Les Presses, deuxième groupe éditorial français après Hachette, ajoutent à leurs 2,5 milliards de chiffre d'affaires les 450 millions de Bordas et deviennent un « ensemble complet » en s'ouvrant aux livres scolaires, aux encyclopédies et aux dictionnaires, dont Bordas s'est fait une spécialité.

Chez Larousse, le personnel s'était violemment opposé à la prise de participation des Presses de la Cité, y voyant une menace pour l'emploi. Chez Bordas, on se montre très serein. *« Le niveau de l'emploi est sain dans cette maison,* indique M. Bourgois, *les effectifs ne sont pas pléthoriques. Cet accord est un accord de développement, pas de contraction. Il ne peut qu'ouvrir à tous les collaborateurs du groupe de nouvelles ambitions. »*

PETITES NOUVELLES

■ **BRADERIE D'ART.** – La septième braderie de catalogues, livres, affiches, diapositives, etc., aura lieu à la Conciergerie, les 27 et 28 avril, de 10 heures à 19 heures.

★ 1, quai de l'Horloge, 75001 Paris.

■ **UN THÉATRE POUR LES PAYS DE LOIRE.** – Un théâtre régional des Pays de Loire vient d'être créé. Il est confié à Jean Guichard, ancien directeur du Centre dramatique national de cette même région. Le nouvel organisme recevra une subvention annuelle de 3 millions de francs. L'État y participera pour moitié, le reste étant alloué par la région et les départements.

■ **THÉATRE AMATEUR.** – Le Grand Prix du Festival-Concours national de théâtre amateur, organisé aux Pennes-Mirabeau (Bouches-du-Rhône), a été remporté par une compagnie du Havre, le Manteau d'Arlequin qui présentait *l'Illusion comique* de Corneille.

« LE KID DE LA PLAGE » de Garry Marshall

Matt Dillon sans Coppola

Le fils d'un comptable de Brooklyn refuse d'entrer à l'université et fait son idéal d'un homme d'affaires qui gagne des fortunes au jeu. Nous sommes en 1963 mais le film de Garry Marshall – dont la première demi-heure laisse espérer quelque chose de fort – est réalisé selon la morale d'aujourd'hui : prise de conscience des vertus familiales et morales. Il faut savoir gagner sa vie pour ne pas la perdre ! En fin de compte, papa avait raison.

Matt Dillon, devenu une star grâce à Coppola, est maintenant utilisé en dépit du bon sens. Ce garçon aux grandes oreilles et au charme ambivalent, réinvente l'animalité des comédiens venus, autrefois, de l'Actor's Studio. Il est intelligent, il sait se placer devant la caméra, il peut magnétiser le public. Mais qui lui écrira des rôles en rapport avec son physique et ses dons ?

JACQUES SICLIER.

★ Voir les films nouveaux.

« LE DÉCLIC » de Jean-Louis Richard

Belle de Louisiane

Pour se venger d'un homme d'affaires, le docteur Fez (docteur en quoi ?), personnage un peu timbré, provoque, avec une petite boîte, des impulsions érotiques chez la femme de son ennemi.

Par les cadrages, par l'utilisation de décors de la Nouvelle-Orléans et de Louisiane, par les couleurs, Jean-Louis Richard a reproduit une bande dessinée de Milo Manara, publiée dans *l'Echo des savanes*. Si le mouvement ajoute souvent à l'érotisme, il dérange, par son réalisme, l'appel à l'imaginaire.

Florence Guérin joue la belle de Louisiane rendue folle de son corps, Jean-Pierre Kalfon délire verbalement. Le cinéaste montre plus de sagesse. Pas de quoi s'enflammer, mais c'est agréable à regarder, et il y a de l'humour.

J. S.

★ Voir les films nouveaux.

« UN PRINTEMPS SOUS LA NEIGE » de Daniel Petrie

Un apprentissage

Un petit port minier – mais où sont les mines ? – de la Nouvelle-Ecosse, en 1937. Il pleut tout le temps, ou bien il neige. Donald, un adolescent, fils d'ouvrier, que sa mère voudrait voir devenir prêtre, fait l'apprentissage de la vie sentimentale et sexuelle.

Daniel Petrie s'est, paraît-il, inspiré de souvenirs de jeunesse. Il y a des choses tendres et nostalgiques (les rapports avec les parents et avec les filles) et un cas de conscience dramatique à cause d'un meurtre dont Donald a été le témoin et qui met en cause un officier de police. Il y a aussi le personnage du Père Chaisson, joué par Matthieu Carrière, prêtre souffrant de son célibat et tourmenté de désirs homosexuels.

Ce film est une coproduction franco-canadienne, avec une part de capitaux fournis par les télévisions. Il est joué, en majorité, par des acteurs anglophones, mais nous n'avons pas droit, dans les salles de cinéma, à la version originale. Si bien que Kiefer Sutherland, avec sa voix d'emprunt, a l'air un peu nunuche, qu'on ne reconnaît pas Liv Ullmann, etc.

J. S.

★ Voir les films nouveaux.

THEATRE DE BOULOGNE-BILLANCOURT
603.60.44
Tout autour du
CHAT NOIR
par la
Comédie de Touraine
Réalisation et Mise en Scène : Jacques Destoop
Décor et Costumes : Jacques Noël
du 23 avril au 26 mai 1985

Pan Am.
15 jours en Californie à partir de 7610 F.
Prix par personne pour une famille de 2 adultes et 2 enfants de moins de 12 ans en chambre quadruple pour 14 nuits, comprenant aussi le transport aérien Paris-Los Angeles-Paris ou Paris-San Francisco-Paris et une voiture avec kilométrage illimité.



VACANCES FABULEUSES
Demandez la brochure à votre agent de voyages ou à Vacances Fabuleuses: 1, rue Scribe, 75009 Paris.
Nom
Adresse
Code Postal
Lic.1664 A
PAN AM

CONCERTS

Radio France

Grand Auditorium, Jeudi 25 avril, 20 h 30 — Récital Gérard CAUSSE, alto; Daniel RIVERA, piano. CHAUSSON - SCHUMANN, BACH - BERLIOZ/LISZT

NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE

Grand Auditorium, Vendredi 26 avril 20 h 30 — dir.: Reinhardt PETERS. STRAVINSKY - RAVEL, CHOSTAKOVITCH

Lundi 29 avril, 20 h 30 — dir.: Friedemann LAYER. Jeremy MENUHIN, piano. MOZART - SCHUBERT

Location : RADIO FRANCE, salles et agences

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

ÉGLISE DES BILLETTES, Dimanche 28 avril à 17 heures (p.a. Kiesgen) — LES MUSICIENS DE CHAMBRE DE PARIS. Violon solo : Ph. Bride et M. Lethiec, clarinette. Ph. Bride, violon, Ch. Poiget, violon, J.-Ph. Vasseur, alto M. Stilz, violoncelle. MOZART : Quintette av. clarinette, Cto pr clarinette et orch.

SALLE GAVEAU, Dimanche 28 avril à 14 h 30 (p.a. Kiesgen) — LE TRIPTYQUE. CONCOURS POULENC et les mélodistes français. FINALE PUBLIQUE. Pt du Jury DANIEL LESUR. Présentation : Alain Suied

THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, Mardi 23, Mercredi 24 avril à 18 h 30, à 20 h 30 (Valmalète) Kiesgen — BACH. A 18 h 30 : Jörg DEMUS. Intégrale du Clavier bien tempéré. 20 h 30 : Orch. de chambre de Stuttgart, dir.: Karl MUNCHINGER. Le 23 : Concertos BRANDEBOURGEOIS 1, 3 et 4. Concerto pour clavecin. Le 24 : BRANDEBOURGEOIS nos 2, 5 et 6. Concerto pour violon et hautbois. Sol. : J.-P. RAMPAL, Bernard SOUSTROT

Théâtre de l'ATHÉNÉE Louis-JOUVET, Lundi 29 avril, 20 h 30 (p.a. Valmalète) — Leyla GENCER. Vincenzo SCALERA, piano. VIVALDI, HAENDEL, HAYDN, BELLINI, DONIZETTI, MERCADANTE, MEYERBEER

Théâtre musical de PARIS CHATELET, Lundi 29 avril à 18 h 30 (p.a. Valmalète) Musicaglotz — Gabriel BACQUIER, Baryton. Raphaele IVERY, Mezzo-Soprano. Philippe Adam, piano. MOZART, ROSSINI, MASSENET, POULENC

Théâtre musical de PARIS CHATELET, Jeudi 2 mai à 20 h 30 (p.a. Valmalète) — Haendel « HERCULES » (Version concert). LA GRANDE ECURIE et LA CHAMBRE DU ROY. Dir. : Jean-Claude MALGOIRE

Eglise de LA TRINITE, Jeudi 9 mai à 21 heures (p.a. Valmalète) — CONCERTS LAMOUREUX. Dir. : Justus von WEBSKY. Chœur Montjoie. Sol. : Elisabeth GUY-KUMMER, François LE ROUX, Jacques TADDEI. DURUFLE, SAINT-SAENS, BACH

AMPHI SORBONNE, 47, r. des Ecoles, Paris 5e, Jeudi 25 et Mardi 30 avril à 20 h 45. Loc. FNAC, CROUS, GIBERT, SPECTAMATIC. Rens. : 251-69-11 (p.a. WERNER) — PASSION ST-JEAN. Chœurs et Orch. Sorbonne. Dir. : Jacques Grimbert

EGLISE RÉFORMÉE D'AUTEUIL, 53, rue Erlanger, 75016 Paris, Mo Michel-Ange Molitor ou Exelmans. LES LUNDI ET JEUDI du 2 mai au 20 juin à 20 h 45. Rens. : 651-72-85 du lun. au ven. de 14 h. à 18 h. — Association Etudes et Recherche d'Auteuil. FESTIVAL BACH. INTEGRALE DE L'ŒUVRE D'ORGUE. TREIZE CONCERTS DU 2 MAI AU 20 JUIN. JEUDI 2 MAI : Jean BOYER

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

EXILS : Bastille (357-42-14), 20 h.

FOLIES BURLESQUES INTERNATIONALES : Amandiers (366-42-17), 20 h 30.

LA DAME EST FOLLE : Essaïon (278-46-42), 19 h.

NE LAISSEZ PAS VOS FEMMES... : Essaïon II (278-46-42), 21 h.

DJAMILIA : Essaïon (278-46-42), 20 h 45.

TRIPLE MIXTE : Fontaine (874-82-34), 20 h 30 (17).

LE TEMPS D'UN CRI : Aubervilliers, Lycée Wallon (834-18-87), 21 h.

WEST END : Villejuif, Romain Rolland (726-15-02), 20 h 30.

LA DERNIÈRE DU MALADE IMAGINAIRE : Présent (203-02-55), 20 h 30.

QUARTETT : Nanterre, Amandiers (721-18-81), 20 h 30.

LA BAIE DE NAPLES : Cergy, Quinze-vingt (038-11-99), 21 h.

HUGO, L'HOMME QUI DÉRANGE : Odéon (325-70-32), 20 h 30.

L'IMPRÉSARIO DE SMYRNE : Comédie-française (296-10-20), 20 h 30.

JOURNAL D'UN HOMME DE TROP : Ivry, Théâtre des Quartiers (672-37-43), 20 h 30.

THEATRE D'OMBRE CHINOIS : Musée Guimet (723-64-85), 20 h 30.

FAIRE PART : Clichy, Rutebeuf (739-28-58), 21 h.

LA PLUS FORTE : Lys (327-88-61), 19 h 30.

SIDNEY : Plaisance (320-00-06), 20 h 30.

LUI : Petit Odéon (325-70-32), 18 h 30.

ATTENTATS MEURTRIERS : Petit Athénée (742-67-27), 18 h30.

LA NUIT ET LE MOMENT : Trois sur quatre (327-09-16), 20 h.

LE CHAT NOIR : Boulogne, TBB (603-60-44), 20 h 30.

SAUVÉS : Créteil, MC (899-94-50), 20 h 30.

OTHON : Gennevilliers, théâtre (793-26-30) 20 h 30.

ANIMAL OF THE CITY : Saint-Denis, TGP (243-00-59) 20 h 30.

☞ Spectacles sélectionnés par le Club du « Monde des spectacles ».

Les salles subventionnées

OPÉRA (742-57-50), 20 h : Alceste ; Danse : Voir rubrique (Palais des congrès).

☞ COMÉDIE FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : l'Imprésario de Smyrne, de Carlo Goldoni.

ODÉON (325-70-32), 20 h 30 : Hugo, l'homme qui dérange (par Cl. Brûlé).

PETIT ODÉON (325-70-32), 18 h 30 : Lui, de Y.-F. Lebeau.

TEP (364-80-80) Théâtre : 20 h 30 : Macadam Quichotte.

BEAUBOURG (277-12-33) Électronique-Immatériaux 2 : 18 h 30 : Lauréats du 12e concours international de musique électro-acoustique de Bourges 1984 : F. Dhomont (Points de fuite) ; J. Berger (A pocketful of posies) ; J. Pinera E. Alejandro (Tres de dos) ; I. Mowitz (A la mémoire d'un ami) ; T. Souster (The transistor radio of Saint Narcissus), à 20 h 30 : Œuvres de M. Stroppa (Trajettoria... deviata; Dialoghi) ; Th. Kessler (Flûte control) ; B. Ferneyhough (Time and Motion study II).

THÉATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83) Ballet : 20 h 30 : le concours (chorégraphie M. Béjart ; musique : Percussions Adam ; Tchaïkovski).

THÉATRE DE LA VILLE (274-22-77), Danse : 20 h 45 : Ballet de l'Opéra de Hambourg (6e symphonie de Mahler).

CARRÉ SILVIA-MONFORT (531-28-34), 20 h 30 : la Milliardaire.

Les autres salles

☞ AMANDIERS (366-42-17), 20 h 30 : Folies burlesques internationales.

☞ ANTOINE-SIMONE BERRIAU (208-77-71), 20 h 30 : le Sablier.

☞ ARTS-HÉBERTOT (387-23-23), 21 h : Doit-on le dire ?

☞ ATELIER (606-49-24), 21 h : En attendant Godot.

ATHÉNÉE (742-67-27), Salle L.-Jouvet, 18 h 30 : Attentat meurtrier à Paris.

☞ BASTILLE (357-42-14), 20 h : Exils.

☞ BOUFFES PARISIENS (296-60-24), 21 h : Tailleur pour dames.

CARTOUCHERIE, Aquarium (374-99-61), 20 h 30 : les Incurables. Th. de la Tempête (328-36-36), 20 h 30 : Place de Breteuil.

CENTRE WALLONIE BRUXELLES (271-26-16), 21 h : le Mariage forcé.

☞ CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (589-38-69), Resserre, 20 h 30 : Macbeth.

CENTRE VALEYRE (766-24-73), 20 h 30 : l'Homme de Pignerol.

COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-37-21), 20 h 45 : Léocadia.

☞ COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), 20 h 30 : le Baiser d'amour.

☞ COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 21 h 15 : Messieurs les ronds-de-cuir.

DAUNOU (261-69-14), 21 h : le Canard à l'orange.

☞ DÉCHARGEURS (236-00-02), 19 h : Colette dame seule ; 21 h : Tokyo, un bar, un hôtel.

☞ DIX-HEURES (606-07-48), 20 h 30 : Tête de bois ; 22 h : Scènes de ménage.

EDOUARD-VII (742-57-49), 20 h 30 : Chapitre II.

☞ ÉPICERIE (724-14-16), 20 h 30 : Big Bang dans l'île de Callisto.

☞ ESPACE-GAITÉ (321-56-05), 20 h 30 : Shame (la Honte).

☞ ESPACE KIRON (373-50-25), 20 h 30 : Etux.

☞ ESPACE MARAIS (271-10-19), 18 h 30 : la Folie de Don Quichotte.

☞ ESSAION (278-46-42), I. 19 h : La dame est folle ou le billet pour nulle part ; II. 21 h : Ne laissez pas vos femmes accoucher dans les maternités.

FONDATION DEUTSCH DE LA MEURTHE (254-99-18), 20 h 45 : Un hiver indien.

☞ FONTAINE (874-82-34), 20 h 30 : Triple mixte.

GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18), 20 h 45 : Love.

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Offenbach, tu connais ?

☞ LA BRUYÈRE (874-76-99), 21 h : Guérison américaine.

☞ LIERRE-THÉATRE (586-55-83), 20 h 30 : l'Opéra nomade.

☞ LUCERNAIRE (544-57-34) I. 18 h : l'Ombre d'Edgar ; 20 h : Enfantillages ; II. 20 h : Orgasme adulte échappé du zoo ; Petite salle, 21 h 30 : C'est rigolo.

☞ LYS MONTPARNASSE (327-88-61), 19 h 30 : La plus forte.

MADELEINE (265-07-09), 20 h 45 : les Œufs de l'autruche.

☞ MARIE-STUART (508-17-80), 20 h 30 : Savage Love ; 22 h : la Porte - la Crise.

MARIGNY (256-04-41), 20 h 30 : Napoléon.

☞ MATHURINS (265-90-00), 20 h 45 : Un drôle de cadeau.

MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On dînera au lit.

MICHODIÈRE (742-95-22), 20 h 30 : le Bluffeur.

MOGADOR (285-28-80), 20 h 30 : Bye bye show biz.

☞ MONTPARNASSE (320-89-90), 21 h : Henri IV. – Petite salle, 21 h : Tchekov Tchekova.

MUSÉE GUIMET (723-61-65), 20 h 30 : le Banquet.

NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : Gigi.

ŒUVRE (874-42-52), 21 h : Comment devenir une mère juive en dix leçons.

PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : le Dindon.

☞ POCHE-MONTPARNASSE (548-92-97), 20 h 30 : Ma femme.

☞ PORTE DE GENTILLY (580-20-20), 20 h 30 : Transports en commun.

☞ PORTE-SAINT-MARTIN (607-37-53), 20 h 30 : Deux hommes dans une valise.

POTINIÈRE (261-44-16), 21 h : Double Foyer.

☞ QUAI DE LA GARE (585-88-88), 21 h : le Concile d'amour ; 18 h 30 : l'Incendie.

RENAISSANCE (208-18-50, 203-71-39), 21 h : Une clé pour deux.

☞ SAINT-GEORGES (878-63-47), 20 h 45 : On m'appelle Emilie.

SPLENDID-SAINT-MARTIN (208-21-93), 20 h 30 : Tous aux abris.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-36-82), 20 h 45 : De si tendres liens.

☞ TAI THÉATRE D'ESSAI (278-10-79) I. 20 h 30 : l'Ecume des jours.

THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

☞ THÉATRE NOIR (346-91-93), 20 h 30 : Gouverneurs de la rosée.

THÉATRE MONDAIN AMBULANT (887-09-87), 20 h 30 : le Grand Déménagement.

☞ THÉATRE PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : la dernière du Malade imaginaire.

☞ THÉATRE TROIS SUR QUATRE (327-09-16), 20 h : la Nuit et le Moment.

☞ THÉATRE DU ROND-POINT (256-70-80). Grande salle, 20 h 30 : les Oiseaux ; Petite salle, 20 h 30 : l'Arbre des tropiques.

☞ LE TINTAMARRE (887-33-82), 20 h 15 : Phèdre; 21 h 30 : Lime crève l'écran.

☞ TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : Tac ; 20 h 30 : Haut comme la table ; 22 h 30 : Carmen Cru.

☞ VARIÉTÉS (233-09-92), 20 h 30 : les Temps difficiles.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 30 : 2 000 moins 15; 21 h 30 : Baby or not to baby; 22 h 30 : Crazy coctail.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : les Sacrés Monstres. – II. 20 h 15 : le Cri du chauve ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : Fin de siècle !

BOURVIL (373-47-84), 20 h 15 : la Grosse Bêbête de maître Jean-Jean ; 21 h 15 : Y'en a marr... et vous ?

CAFÉ DE LA GARE (278-52-51), 21 h : Impasse des morts.

CAFÉ D'EDGAR (320-85-11), I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. II. 20 h 15 : Ça balance pas mal ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

ECUME (542-71-16), 20 h 30 : A propos, ça a marché avec la fille ?

PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Des gratte-cul dans la crème fraîche ; 22 h 15 : Voila volat.

POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : Moi je craque, mes parents raquent ; 21 h 30 : Bonjour les clips ; 22 h 30 : Napalm Academy.

SENTIER DES HALLES (236-37-27), 20 h : Les dieux sont tombés sur la secte ; 21 h 30 : Pas de veine pour Dracula.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : la Gauche mal à droite.

DEUX ANES (606-10-26), 21 h : Les zéros sont fatigués.

La danse

☞ PALAIS DES CONGRÈS (758-13-03) 20 h 30 : Roméo et Juliette.

☞ THÉATRE DE PARIS (874-10-75), 21 h : Ballets Eddy Toussaint de Montréal.

☞ THÉATRE 14 (545-49-77), 20 h 45 : Lila Greene.

Le music-hall

☞ A.-DEJAZET (887-97-34), 20 h 30 : P. Auberson.

CAVEAU DES OUBLIETTES (354-94-97), 21 h : Chansons françaises.

☞ COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 20 h : Rapatrié monégasque.

GYMNASE (246-79-79), 21 h : Thierry Le Luron.

OLYMPIA (742-25-49), 20 h 30 : S. Distel.

Le Monde Informations Spectacles
281 26 20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)

Mardi 23 avril

☞ PALAIS DES SPORTS (828-40-90), 20 h 30 : Holiday on Ice.

THÉATRE DE PARIS (874-10-75), petite salle, 21 h : L. Escudero.

TROU NOIR (570-84-29), 21 h : M. Maria.

Les concerts

Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 21 h : Ensemble vocal Magadis, dir. J. Frydrych (Vivaldi).

Théâtre du musée Grévin, 20 h 30 : Y. Bachmet, N. Stutzman (Brahms).

Théâtre des Champs-Elysées, 18 h 30 : J. Demus (Bach) ; 20 h 30 : Orchestre de chambre de Stuttgart, dir. K. Munchinger (Bach).

Lucernaire, 20 h : L. Bee Suan (Beethoven, Liszt, Debussy).

Centre culturel canadien, 20 h 30 : H. Mercier, B. Peitre (Debussy, Brahms, Stravinski).

Salle Gaveau, 20 h 30 : Quatuor Arcana (Schubert, Mozart, Beethoven).

Eglise Saint-Roch, 20 h 30 : Orchestre français d'oratorio, dir. J.-P. Lore (Schubert, Fauré).

Théâtre de la Plaine, 20 h 30 : Orchestre de chambre Terpsichore (Vivaldi, Barber, Grieg...).

UNESCO, 20 h 30 : Ensemble instrumental J-W. Audoli (Bach).

Salle Cortot, 20 h 30 : K. Bronk-Zaunowska (Schumann, Chopin, Brahms).

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : G. Collier's London all Stars.

MEMPHIS MELODY (329-60-73), 22 h : Y. Chelala ; 0 h 30 : L. Irvin.

NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30 : Team 5.

PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 : M. Slim.

PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : L. Fuentes, H. Sellin, A. Cullaz, E. Dervieu.

SLOW CLUB (233-84-30) à 21 h 30 : R. Franc.

SUNSET (261-46-60), à 23 h : Ch. Escoude.

En région parisienne

ARGENTEUIL : basilique, 20 h 45 : orchestre B. Thomas et chorale des enfants (Mozart).

☞ AUBERVILLIERS Lycée H. Wallon (834-18-87), 21 h : le Temps d'un cri.

LE BLANC-MESNIL, Salle des réceptions de l'Hôtel de Ville (865-44-58), à 20 h 30 : E. Lamandier.

☞ BOBIGNY, MC (831-11-45), 20 h 30 : le Misanthrope.

☞ BOULOGNE-BILLANCOURT, TBB (603-60-44), à 20 h 30 : le Chat noir.

CRÉTEIL, Maison des Arts (899-94-50), ☞ Petite salle, à 20 h 30 : Sauvés.

☞ GENNEVILLIERS, Théâtre (793-26-30), à 20 h 30 : Othon.

☞ IVRY, Th. des Quartiers (672-37-43), à 20 h 30 : Journal d'un homme de trop.

NANTERRE, Th. des Amandiers (721-18-81), 20 h 30 : la Fausse Suivante. – II. 21 h : Quartett.

NOGENT, Pavillon Baltard (872-63-69), 20 h 30 : R. Pierre et J.-M. Thibault.

LE VÉSINET, CAL (976-32-75), à 21 h : Orchestre Colonne (Stravinsky, Mozart, Bach, Mendelssohn et Chorale Andite Nova.

☞ VILLEJUIF, Th. R.-Rolland (726-15-02), 20 h 30 : West end and Co.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

19 h : Daïnah la métisse, de J. Grémillon ; 21 h : Hommage à D. Lean : Passage to India.

BEAUBOURG (278-35-57)

Relâche.

Les exclusivités

AMADEUS (A., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Cinoches, 6e (633-10-82) ; George-V, 8e (562-41-46). – V. f. Impérial, 2e (742-72-52) ; Maxeville, 9e (770-72-86) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

LES AMANTS TERRIBLES (Fr.) : Republic Cinéma (H. sp.), 11e (805-51-33).

L'AMOUR A MORT (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

L'AMOUR BRAQUE (Fr.) (*) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

ANOTHER COUNTRY (Brit., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

ANTARCTICA (Jap.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).

APRÈS LA RÉPÉTITION (Suéd., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

L'ARBRE SOUS LA MER (Fr.), Grand Pavois (H. sp.), 15e (554-46-85).

AU-DESSOUS DU VOLCAN (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).

L'AVENTURE DES EWOKS (A., v.f.) : George-V, 8e (562-41-46) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LE BAISER DE TOSCA (Suisse, v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

LE BÉBÉ SCHTROUMPF (Belge) : Templiers, 3e (772-94-56) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

BLANCHE ET MARIE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Maxeville, 9e (770-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Calypso, 17e (380-30-11).

BODY DOUBLE, VOUS N'EN CROIREZ PAS VOS YEUX (A., v.o.) (*) : George V, 8e (562-41-46) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

BOY MEETS GIRL (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Rialto, 19e (606-87-61).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; Parnassiens, 14e (320-30-19). – v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33).

BROTHER (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; v.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03).

CARMEN (Esp., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

CARMEN (Franco-It.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

COTTON CLUB (A., v.o.) : Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23).

COUNTRY (les Moissons de la colère) (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02).

LE COW-BOY (Fr.) : Arcades, 2e (233-54-58) ; Français, 9e (770-33-88) ; Miramar, 14e (320-89-52).

LA DÉCHIRURE (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08). – V.f. : Maxeville, 9e (770-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

2010 (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Ermitage, 8e (563-16-16) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Français, 9e (770-33-88) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Images, 18e (522-47-94) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

DUNE (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46) ; v.o., v.f. : Espace Gaîté, 14e (327-95-94). V.f. : Ranelagh, 16e (288-64-44).



THEATRE DE LA VILLE — ANIMATEUR DIRECTEUR JEAN MERCURE
du 23 avril au 5 mai
ballet de l'opéra de hambourg
chorégraphies John Neumeier
2 matinées exceptionnelles
dimanche 28 avril 14 h
dimanche 5 mai 14 h 30
"la passion selon saint-matthieu" de J.S. Bach
2, place du châtelet
274.22.77

L'ENSEMBLE INSTRUMENTAL DE PICARDIE
Direction : Alexandre MYRAT
Recrute sur concours les 24, 25, 26 et 27 juin 1985
1 VIOLON, 1 ALTO et 1 VIOLONCELLE en première catégorie.
6 VIOLONS, 2 ALTI et 2 VIOLONCELLES en deuxième catégorie
Clôture des inscriptions : 20 juin 1985
Prise de fonction : 1er septembre 1985
Renseignements :
ENSEMBLE INSTRUMENTAL DE PICARDIE
M.C.A. – B.P. 0631 – 80006 AMIENS CEDEX – Tél. : (22) 92-15-84





OPERA COMIQUE
SALLE FAVART
A 19H30 • 24, 25, 27, 29 AVRIL - 2, 4 MAI
SPECTACLE DE L'ÉCOLE DE DANSE
DIRECTRICE : CLAUDE BESSY
SOIR DE FÊTE
LA FILLE MAL GARDÉE

Anne SYLVESTRE
DU 15 AU 27 AVRIL - 21 H
ELDORADO.BOBINO
Loc. sur place 208.23.50 - 3 FNAC - Agences

cinéma



SPECTACLES

ELIANAIKA (Jap., v.o.) : Reflet Médicis, 5e (633-25-97) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

EL NORTE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82) ; v.f. : Lumière, 9e (246-49-07).

EMMANUELLE IV (Fr.) : George-V, 8e (562-41-46).

FALLING IN LOVE (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

LES FAVORIS DE LA LUNE (Fr.) : Reflet Logos II, 5e (354-42-34).

LE FLIC DE BEVERLY HILLS (A., v.o) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; UGC Rotonde, 6e (575-94-94) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount City (v.o.-v.f.), 8e (562-45-76) ; Biarritz, 8e (562-20-40). — V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Bastille, 11e (307-50-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

GREMLINS (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN, SEIGNEUR DES SINGES (Ang., v.f.) ; Capri, 2e (508-11-69).

LES GRIFFES DE LA NUIT (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95) ; (v.f.) : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Gaîté-Boulevard, 2e (233-67-06).

GWEN, LE LIVRE DE SABLE (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

HEIMAT (All., v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76).

L'HISTOIRE SANS FIN (All., v.o.) : Boîte à Films, 17e (622-44-21). — V.f. : Saint-Ambroise (H. sp.), 11e (700-89-16).

HOLLYWOOD GRAFFITI (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30).

HORS LA LOI (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

JE VOUS SALUE MARIE (Fr.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).

LE JEU DU FAUCON (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

JUSQU'A UN CERTAIN POINT (Cubain, v.o) : Latina (H. sp.), 4e (278-47-86) ; Denfert, 14e (321-41-01).

KAOS, CONTES SICILIENS (It., v.o.) : 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

LADY HAWKE LA FEMME DE LA NUIT (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82). — V.f. : Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

LOUISE L'INSOUMISE (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; George V, 8e (562-41-46).

MARCHE A L'OMBRE (Fr.) : George-V, 8e (562-41-46) ; Lumière, 9e (246-49-07).

MARIA'S LOVERS (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40).

MARLÈNE (All., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30) ; Elysée Lincoln, 8e (359-36-14) ; Action Lafayette, 5e (329-79-89).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o) : Saint-Ambroise (H. sp.), 11e (700-89-16).

MISSION NINJA (A., v.f.) (*) : Paris Ciné II, 10e (770-21-71).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38).

LA NUIT PORTE JARRETELLES (Fr.) (*) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-André des Arts, 6e (326-48-18) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

O AMULETO DE OGUM (v.o.) : République Cinéma, 11e (805-51-33).

PARIS, TEXAS (A., v.o.) : Panthéon, 5e (354-15-04) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

PAROLES ET MUSIQUE (Fr.) : George V, 8e (562-41-46).

PARTIR, REVENIR (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Images, 18e (522-47-94).

PASOLINI, LA LANGUE DU DÉSIR (Fr.) : Studio 43, 9e (770-63-40).

PETER LE CHAT (Suédois, v.f.) : Templiers, 3e (272-94-56) ; Studio 43, 9e (770-63-40).

PÉRIL EN LA DEMEURE (Fr.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; George V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

LA PETITE FILLE AU TAMBOUR (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

PRÉNOM CARMEN (Fr.) : Grand Pavois (H. sp.), 15e (554-46-85).

POULET AU VINAIGRE (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Champs Elysées, 8e (562-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (257-90-81) ; UGC Gare de Lyon, 12e (232-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; UGC Convention, 15 (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) Secrétan, 19e (241-77-99).

LES RIPOUX (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Capri, 2e (508-11-69) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LA RIVIÈRE (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

LES ROIS DU GAG (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Marignan, 8e (359-92-82).

ROMANCE DU FRONT (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).

SAC DE NŒUDS (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16).

LES SAISONS DU CŒUR (A., v.o.) : UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16).

SAUVAGE ET BEAU (Fr.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

SOLDIER'S STORY (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Lumière, 9e (246-49-70) ; Gaîté Rochechouart, 5e (878-81-77).

SOS FANTOMES (A., v.o., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LES SPÉCIALISTES (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

STALINE (Fr.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22).

STAR WAR, LA SAGA (A., v.o.). LA GUERRE DES ÉTOILES, L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE, LE RETOUR DU JEDI : Escurial, 13e (707-28-04) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25).

SUBWAY (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; St-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Publicis Champs Elysées, 8e (720-76-23) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; PLM St-Jacques, 14e (589-68-42) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Victor Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wépler, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

LE THÉ A LA MENTHE (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

LA VIE DE FAMILLE (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38).

VOYAGE A CYTHERE (Grec, v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

LES FILMS NOUVEAUX

AU-DELA DES MURS, film israélien de Uri Barbash, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; v.f. : UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

LE DÉCLIC, film français de Jean-Louis Richard (*), Forum, 1er (297-53-74) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; George V, 8e (562-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Français, 9e (770-33-88) ; Bastille, 11e (305-54-40) ; Nation, 12e (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

ELECTRIC DREAMS, film britannique de Stève Barron, v.o. : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Paris, 8e (359-53-99) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

LE KID DE LA PLAGE, film américain de Garry Marshall, v.o. : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; George V, 8e (562-41-46) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33)) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse, 14e (327-52-37) ; Images, 18e (522-47-94) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

LA MAISON ET LE MONDE, film indien de Satyajit Ray, v.o. : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).

UN PRINTEMPS SOUS LA NEIGE, film franco-canadien de Daniel Petrie, Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Bienvenue Montparnasse, 14e (544-25-02).

SOLLERS/GODARD : L'ENTRETIEN, film français de Jean-Paul Fargier, le Latina, 4e (278-47-86).

VIDAS, film portugais d'A. Cunha Telles, v.o. : Le Latina, 4e (278-47-86), v.f. : Arcades, 2e (233-54-58).

Les festivals

BERGMAN (v.o.), Bonaparte, 6e (326-12-12) ; Cris et chuchotements.

50e ANNIVERSAIRE DE LA FOX (v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (329-44-40). 1) Les débuts : les Implacables. — 2) 50 ans, 50 films : le Signe noir (v.f.).

G. CUKOR (v.o.), Le Champo, 5e (354-51-60), le Milliardaire.

M. DURAS, Denfert, 14e (321-41-01), 18 h : India Song.

FILM ARABE (v.o.), Olympic, 14e (544-43-14), 20 h : la Mémoire ; 18 h, 22 h 10 : le Grand Bouffon. 20 h : Il était une fois à Beyrouth, Lettre en temps de guerre ; 22 h : Palestine, chronique d'un peuple.

KUROSAWA (v.o.), Saint-Lambert, 15e (532-91-68), 18 h 30 : Dodes Caden.

MONTY PYTHON (v.o.), Action Ecoles, 5e (325-72-07), Monty Python sacré Graal.

14 JOURS POUR LE CINÉMA FRANCAIS, Rialto, 19e (607-87-69), 18 h 45 : Boy Meets Girl ; 21 h 15 : le Dernier Combat.

TERRY GILLIAM (v.o.), Action Ecoles, 5e (325-72-07), Jabberwocky.

ODEON THEATRE NATIONAL
Direction : François Barachin
A l'occasion du tricentenaire de la naissance de BACH
LUBEN YORDANOFF
Premier violon solo de l'Orchestre de Paris
Intégrale des sonates et partitas pour « violon seul » de BACH
6 et 13 Mai • 20h30 — LOCATION OUVERTE — Location : 325.70.32

PEYNET
LITHOGRAPHIES - DESSINS - AQUARELLES...
du 23 avril au 1er juin 1985
La Maison de la Lithographie
110, boulevard de Courcelles - PARIS 17e
Tél. : 227.28.16 - Métro : Ternes, Courcelles
Ouvert du lundi au samedi inclus de 11 h à 19 h sans interruption
A.T.P.

RADIO-TÉLÉVISION

Mardi 23 avril

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Téléfilm : Au bon beurre.
Première partie, film d'E. Molinaro.
Adapté d'un roman de Jean Dutourd, ce tableau satirique et grave de la France sous le maréchal Pétain est, en même temps qu'une distraction, une invitation au souvenir. Roger Hanin et Andrea Ferreol sont d'autre part parfaits dans leur rôle de Français moyens.

22 h 10 Contre-enquête.
Magazine des faits divers, d'A. Hoang.
Bombay-La Bonneville (un Indien clandestin en France) ; sans raison apparente (deux sœurs assassinent leur patronne) ; le tunnel (des orphelins turcs en France sans existence légale) ; la faute du docteur R., etc.

23 h 10 Tintam'arts : Spécial rires.
Magazine d'A. Gallien.
Avec B. Haller, H. Guybert, M. Roux...

0 h 10 Journal.

0 h 30 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

"... et ma femme va ce soir à la Samaritaine-Rivoli : il y a nocturne jusqu'à 20 h 30 (comme tous les mardis et vendredis)".

20 h 40 Cinéma : Ma femme s'appelle Reviens.
Film français de P. Leconte (1981), avec M. Blanc, Anémone, X. Saint-Macary, P. Rocard, C. Malavoy.
Un homme abandonné par son épouse devient le voisin d'une jeune femme déprimée, cherchant, comme lui, l'amour de tous côtés. Reconsidération de l'humour de café-théâtre par la comédie de caractères. Deux acteurs excellents.

ARISTON
La 1re gamme d'appareils électroménagers, qui va disputer une Coupe d'Europe de Football.
(demain soir)

22 h 05 Mardi cinéma.
Avec Annie Girardot, Sylvia Krystel, Jean Yanne et Jean Poiret.

23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Cinéma : Le chat connaît l'assassin.
Film américain de R. Benton (1976), avec A. Carney, L. Tomlin, B. Macy, E. Roche, J. Cassidy, J. Considine.
Un détective privé, vieux, boiteux, un peu sourd, veut venger son associé assassiné. Il enquête avec une femme un peu folle à laquelle on avait volé son chat. Comédie policière produite par Robert Altman. Une remise en cause du film noir. Benton avant Kramer contre Kramer.

22 h 10 Journal.

22 h 40 Urba.
Magazine de la ville, de Dominique Bailland.
Avec M. Dominique Baudis, centriste, maire de Toulouse. Que sont devenues les cités radieuses ? La prolifération des fast-food.

23 h 15 Allegoria : Gustav Klimt.

23 h 20 Prélude à la nuit.

FR 3 - PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5, Tour de France gourmand (l'Alsace) ; **17 h 15**, Oum le dauphin ; **17 h 25**, Les secrets de la mer Rouge ; **17 h 55**, Au nom de l'amour ; **18 h 55**, Atout PIC ; **19 h**, L'homme du Picardie ; **19 h 15**, Informations.

CANAL PLUS

20 h 25, Football : Monaco-Nantes ; **22 h 20**, L'homme du clan, film de T. Young ; **0 h 10**, Y a-t-il un Français dans la salle ? Film de J.-P. Mocky ; **1 h 55**, Liberty Belle, film de P. Kané.

FRANCE-CULTURE

20 h 30, Pour ainsi dire : Abdellatif Laabi.
21 h, Entretiens avec... Jean Paulhan et Robert Mallet.
21 h 30, Dingonales, ou l'actualité de la chanson.
22 h 30, Nuits magnétiques : séance tenante.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert : « Musique pour cordes, percussion et célesta », de Bartok, « Scènes de ballet », de Stravinski, « les Cloches », pour soli, chœur et orchestre, de Rachmaninov, par les Chœurs et l'Orchestre symphonique de la BBC Goldsmith's choral union, dir. G. Rodjestvenski, premier violon R. Friend, sol. S. Armstrong, K. Collins, J. Shirley-Quirck.

22 h 40, Les soirées de France-Musique : Feuilleton : « Les entretiens de Claude Rostand avec Darius Milhaud » ; à 23 h 5, Jazz-club (en direct du Montana).

Mercredi 24 avril

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

8 h 30 ANTIOPE 1.
9 h 00 La Une chez vous.
9 h 15 Vitamine.
10 h 05 Rickie ou la belle vie.
10 h 30 Téléfilm : Cœur de champion.
réal. H. Levin (Redif.).
Un jeune Portoricain de douze ans et la naissance d'un poulain boiteux.
12 h 00 Feuilleton : La porteuse de pain.
12 h 30 La bouteille à la mer.
13 h 00 Journal.
13 h 40 Vitamine.
15 h 15 Jeu : Enigmes du bout du monde.
16 h 5 Feuilleton : Arnold et Willy.
16 h 35 Star Trek.
17 h 30 La chance aux chansons.
18 h 5 Le village dans les nuages.
18 h 20 Mini-journal pour les jeunes.
18 h 35 Série : Cœur de diamant.
19 h 10 Jeu : Anagram.
19 h 25 Loto sportif.
19 h 40 Feuilleton : les Bargeot.
19 h 55 Tirage du Tac-o-tac.
20 h Journal.
20 h 35 Tirage du Loto.
20 h 40 Série : Dallas.
Suite des aventures et mésaventures de la famille Ewing et du diabolique J.R. Quelle famille !
21 h 30 Variétés : Que la fête continue.
Réal. E. Lipmann (2e partie).
St-Trop', la vie douce du nabab du microsillon Eddie Barclay. Des extraits des meilleurs chanteurs des vingt dernières années et les dernières nouveautés.
22 h 30 Cote d'amour.
Emission de G. Foucault et L. Touitou.
Avec Phil Collins, Julien Clerc, Dead or Live, Wallis Franken, Raoul Petite.
23 h 15 Journal.
23 h 35 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

6 h 45 Télématin.
10 h Récré A2.
Judo boy ; Anim'A 2 ; Tchaou et Grodo ; Pac Man ; Johan et Pirlouit ; Discopuce ; Albator ; Buster Keaton.
12 h Journal et météo.
12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.
12 h 45 Journal.
13 h 30 Feuilleton : Bergeval et fils.
13 h 45 Cinéma : Michel Strogoff.
Film italo-franco-allemand d'E. Visconti (1970), avec J.-P. Law, M. Farmer, I. Keller, D. Boccardo, K. Meisel.
Vers 1860, un courrier du tsar, déguisé en marchand, doit pénétrer dans les régions envahies par les Tartares et porter un message à Irkoutsk. Le roman de Jules Verne massacré à cause des contraintes d'une coproduction.
15 h 35 Récré A 2.
Les Schtroumpfs : Maraboud'ficelle ; Méthanie ; le Secret des Sélénites ; Latulu et Lireli ; Anim'A2 ; les Cités d'or.
16 h 50 Micro Kid.
17 h 25 Les carnets de l'aventure.
« Gringos sur l'Altiplano », d'A. de Maximy.
18 h Platine 45.
Les Forbans, The Color Field, Julien Clerc...
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Coupe d'Europe de football : rétrospective.
19 h 55 Football : Girondins-Juventus
Coupe d'Europe : match retour. En direct de Bordeaux.
21 h 50 Les cinq dernières minutes : Tendres Pigeons.
Téléfilm de C. Maître, réal. L. Grospierre. Avec J. Debary, R. Carel, J. Toja.
A peine rentré de vacances, le commissaire Cabrol est alerté par un couple dont la fille, majeure depuis peu, a fui la maison paternelle pour vivre dans une secte. Cabrol sur les traces des membres de l'Eglise du prophète universel.
23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

14 h 55 Questions au gouvernement à l'Assemblée nationale.
17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
19 h 55 Dessin animé : Il était une fois l'homme.
20 h 5 Cadence 3.
Emission de Guy Lux et Léla Milcic.
Avec Régine, Jean Yanne, Yves Duteil, Georges Benson, Murray Head...
22 h 5 Journal.
22 h 25 Cinéma : Un colt pour trois salopards
Film anglais de B. Kennedy (1971), avec R. Welch, R. Culp, E. Borgnine, J. Elam, C. Lee, D. Dors.
Trois rôdeurs ont tué un fermier et violé sa femme. Celle-ci est recueillie par un chasseur de primes. Elle lui demande de lui apprendre le tir pour se venger. Une ballade d'amour et de mort sur un thème typique de western.
23 h 50 Prélude à la nuit.
« Fantaisie » opus 79 pour flûte et piano de Fauré par Michel Debost, flûte, et Christian Ivaldi, piano.

CANAL PLUS

7 h, 7/9 ; **9 h**, Cabou Cadin (et à 13 h 35) ; **11 h 10**, Y a-t-il un Français dans la salle ? Film de J.-P. Mocky ; **13 h 05**, Rue Carnot (et à 17 h 30) ; **14 h 40**, Série : Maître du jeu ; **16 h 55**, Batman ; **18 h**, Jeu : 4 C + ; **18 h 40**, Jeu : Les affaires sont les affaires ; **19 h 10**, Zénith ; **19 h 45**, Tout s'achète ; **20 h 05**, Top 50 ; **21 h**, le Temps de la revanche, film d'A. Aristarain ; **22 h 40**, Mort d'un pourri, film de G. Lautner ; **0 h 45**, Prends ton passe-montagne, on va à la plage, film de E. Matalon ; **2 h 10**, Les grandes familles.

FRANCE-CULTURE

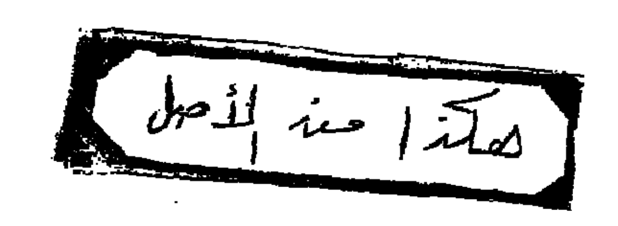
0 h, Les nuits de France-Culture ; **7 h**, Le goût du jour ; **8 h 15**, Les enjeux internationaux ; **8 h 30** Les chemins de la connaissance : François Guizot, du libéralisme au conservatisme (et à 10 h 50 : herbes des saints, herbes du diable) ; **9 h 5**, Matinée de la science et des hommes : La cendre et les ténèbres ; **10 h 30**, Musique : miroirs (et à 17 h) ; **11 h 10**, Le livre, ouverture sur la vie : Rencontre avec Pierre Miquel ; **11 h 30**, Feuilleton : La ballade du café triste ; **12 h**, Panorama ; **12 h 45**, Avant-première : le festival du rire de Conflans-Sainte-Honorine ; **14 h**, Un livre, des voix : « l'Héritier », de Claude Sessaguet ; **14 h 30**, Passage du témoin : Guillaume Gillet et Michel Fare (redif. de l'émission du 20 avril) ; **15 h 30**, Lettres ouvertes, en direct de la Mostra du livre à Montpellier ; **17 h 10**, Le pays d'ici, en direct des Sables-d'Olonne ; **18 h**, Subjectif : Agora ; à 18 h 35, Tire ta langue ; à 19 h 15, rétro ; **19 h 30**, Perspectives scientifiques : les galaxies à grumeaux.
20 h, Musique, mode d'emploi : résonance du piano-forte.
20 h 30, Hommage à Georges-Henri Rivière.
21 h 30, Musique : Pulsations, le groupe Loupideloupe.
22 h 30, Nuits magnétiques : bruits du monde.

FRANCE-MUSIQUE

2 h, Les nuits de France-Musique : musique de divertissement ; **7 h 10**, L'imprévu : magazine d'actualité musicale ; **9 h 8**, Le matin des musiciens : la critique musicale dans la presse française de 1870 à 1914 — « le Mercure musical » et « la Revue musicale SIM » ; œuvres de Delibes, Wagner, Mahler, Schoenberg, Debussy, Stravinski, Ravel... ; **12 h 5**, Le temps du jazz : feuilleton : « Le jazz en France » ; **12 h 30**, Concert (perspectives du vingtième siècle) : œuvres de Bartok, Hindemith, Schapira, par l'Orchestre national de France et les chœurs de Radio-France, dir. A. Tamayo, sol. G. Renard, D. Wilson-Johnson, K. Armstrong ; vers 13 h 50, les Sonates de Scarlatti par Scott Ross ; **14 h 2**, Tempo primo : Catherine Poisson-Perrin, mezzo, Irène Kudela, Marie-Josèphe Jude, pianos ; **15 h**, Les après-midi de France-Musique : A l'écoute de Georges Enesco, « l'homme, son temps, sa musique... » ; œuvres de Chausson, Bach, Wagner, Mozart, Enesco ; **18 h 2**, Les chants de la terre ; **18 h 30**, Jazz d'aujourd'hui : Où jouent-ils ? ; **19 h 15**, Spirales, magazine de la musique contemporaine.

20 h, Concert (en direct du Grand Théâtre de Genève) : « le Retour de Casanova », de Arrigo, livret de G. di Leva, par l'Orchestre de la Suisse romande et les chœurs du Grand Théâtre, dir. R. Giovavaninetti, sol. S. Reeve, F. Pediconi, C. Ciesinsky, J. Lavander, E. di Cesare...

23 h, Les soirées de France-Musique : Victor Hugo, le bruit du chaos ; œuvres de Britten, Tchaïkovski, Lalo, Schumann, R. Strauss, Dutilleux.



LE CARNET DU Monde

Naissances

— M. Hormoz CHAOULLI
et Mme, née Brigitte Castoriano,
et Sébastien
ont la joie d'annoncer la naissance de

Sarah.

Menton, le 9 avril 1985.

Décès

— M. et Mme Alain Bernheim
et leurs enfants,
Mme Claude Bernheim,
ses enfants et petits-enfants,
ont le chagrin de faire part du décès de

M. Michel BERNHEIM,

survenu le 20 avril 1985.

Les obsèques auront lieu le mercredi 24 avril 1985, à 14 h 15, au cimetière du Montparnasse.

Réunion porte principale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

37, rue Scheffer,
75116 Paris.

— M. Pierre Deplaix,
ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Pierre DEPLAIX,
née Yvonne Chauvel,

leur épouse, mère, belle-mère et grand-mère.

Les obsèques auront lieu le jeudi 25 avril 1985, à 16 heures, en l'église Notre-Dame-des-Champs, à Paris-6e.

120, rue d'Assas,
75006 Paris.

— Mme Renée Dugravot
et ses enfants
ont la douleur de faire part du décès du

colonel René DUGRAVOT,
chevalier de la Légion d'honneur,

le 21 avril 1985.

— Mme Jouvin Guyon,
ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,
M. et Mme André Bonne,
leurs enfants et petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-septième année, de

M. Jean DUSSERIS,
publiciste,

leur frère, beau-frère et oncle,
survenu le 14 avril 1985 en son domicile.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et Mme Bonne,
15, rue Las-Cases, 75007 Paris.

— Saint-Etienne.
Marines (Val-d'Oise).

Roger et Ghislaine Faure-Dauphin
et leurs enfants,

font part du décès de

M. Charles FAURE,
retraité SNCF,
croix de guerre 1914-1918,

survenu à l'âge de quatre-vingt-onze ans.

Ses obsèques religieuses ont été célébrées à Saint-Etienne.

Les Hautiers,
95640 Marines.

— Mischka-Mireille
et Paule Forlemeyer,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve Jean FORLEMEYER,
née Marie-Thérèse Contier,

survenu le 12 avril 1985, dans sa quatre-vingt-dixième année.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu le lundi 15 avril à Aix-en-Provence et Marseille.

Aix-en-Provence,
Villa n° 40, clos Saint-Joseph, chemin Brunet.


Vente aux particuliers
MOQUETTE
100% Pure laine
-50%
de sa valeur
Grand choix de coloris
Petite et grande largeurs
Devis gratuit
Pose par spécialistes
LA MOQUETTERIE
334 rue de Vaugirard Paris 15e
842-42-62 ☎ 250-41-85

— « *L'accomplissement spirituel exige l'Homme tout entier.* »
« *L'accomplissement spirituel est l'aboutissement de la Vie.* »

Claude, André, René GANTIER

a quitté ce monde le 19 avril 1985, à l'âge de cinquante-cinq ans.

De la part de
Jackie Gantier,
son épouse,
Laurence Gantier,
sa fille,
Mme et M. René Gantier,
leurs enfants et petits-enfants,
Mme Marie Antoinette Bourdillon,
ses enfants et petits-enfants,
Mme Louis Catherine,
Mme Adolphe Ruhlmann,
ses belles-sœurs,
leurs enfants et petits-enfants,
Des familles Gantier, Bourdillon, Chopard, Ruhlmann, Bellec, Aubail, Talmon,

« *Qu'il soit en la Lumière.* »

Le service religieux aura lieu le mercredi 24 avril 1985, à 16 h 15, en l'oratoire de l'hôpital de Cholet.

Une communion d'intention aura lieu ultérieurement à la chapelle Notre-Dame-des-Victoires à Voiron.

La Buisse,
38500 Voiron.
38, rue Victor-Hugo,
94320 Choisy-le-Roi.

— Mme Maurice Heymann,
née Claude Stein,
Mme Lucien Stein,
Jean-Didier et Michèle Heymann,
Laurence et François Heymann,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice HEYMANN,
ingénieur ENSEM
chef du département nucléaire
Alsthom-Atlantique.

Les obsèques ont eu lieu dans la stricte intimité à Sarrebourg (Moselle).

5, rue Henri-Régnault,
92160 Saint-Cloud.

— Florent Carpentier de Cheveigné,
Raymond Carpentier,
Michel, Aymonette, Marie Le Riche de Cheveigné,
avec leurs familles,
et la « TravaElle »,
font part du décès de

Geneviève
LE RICHE DE CHEVEIGNÉ,

survenu à Paris, le 14 avril 1985, dans sa soixante-deuxième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité le 18 avril à Bury-de-l'Oise.

48, rue Pierre-Loti,
92340 Bourg-la-Reine.
20, rue Pillon-Crouzet,
Bury 60250 Mouy.
30 *bis*, boulevard Jourdan,
75014 Paris.

[Après une carrière qui la fit passer de l'industrie à l'enseignement supérieur, elle fonda en 1976 l'atelier de photocomposition de la TravaElle, qu'elle voulut comme un lieu de création de nouvelles relations de travail inventées par des femmes.]

— M. et Mme Pierre Mengin,
Christine, Sophie, Laurence, Benoît,
M. et Mme Patrice Mengin,
Jérome, Sabine, Xavier,
Mme Jean Duguey,
M. et Mme Jean Tauveron,
Mme Henriette Malencon,
M. et Mme Charles Noyon,
Mme Raoul Girardier,
M. et Mme Michel Dubois
et leurs enfants et petits-enfants,
Ainsi que toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès, survenu le 20 avril 1985, de

Mme Emile MENGIN,
née Suzanne Aubert Champerre,
médecin-inspecteur régional honoraire de la santé,
ancienne déportée à Ravensbrück,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre,
médaille de la Résistance,
veuve de

Emile MENGIN,
mort en déportation à Neustassfurt.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 24 avril 1985, à 8 h 30, en l'église Saint-Dominique, 18, rue de la Tombe-Issoire, Paris-14e.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité au cimetière de Sainte-Geneviève-des-Bois (Loiret).

Cet avis tient lieu de faire-part.

124, boulevard Auguste-Blanqui,
75013 Paris.

— Elisabethe de Salis Provenchère,
Alain Provenchère,
ont le profond regret de faire part du décès de

Georges PROVENCHÈRE,

survenu le 11 avril 1985 après une longue maladie.

Les obsèques ont eu lieu dans la stricte intimité le 17 avril 1985.

10, rue du Docteur-Roux, Paris-15e.
Saverolle-la-Campagne,
27190 Conches.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité

— M. et Mme Claude Samuel,
M. et Mme Jacques Samuel,
M. et Mme Maurice Bourgoin,
ses enfants,
Me et Mme Gilles Oury,
M. et Mme Vincent Samuel,
Le docteur et Mme Antoine-Yves Joliot,
Mlle Dominique Bourgoin,
M. et Mme Jean-Marc Oury,
M. et Mme Pierre Bourgoin,
ses petits-enfants,
Cécile, Caroline, François, Marion, Emmanuel, Nicolas, Virginie, Laurent, Benoît, Sophie et Laure,
ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Mme René SAMUEL,
née Marie-Jeanne Astier,

le 18 avril 1985, dans sa quatre-vingt-sixième année.

Les obsèques religieuses ont été célébrées dans l'intimité familiale.

Ils rappellent le souvenir de son époux,

René SAMUEL (X 11),

décédé le 22 novembre 1943.

Cet avis tient lieu de faire-part.

70, rue des Arènes,
75005 Paris.
149, rue Perronet,
92200 Neuilly-sur-Seine.
72, rue du Cherche-Midi,
75006 Paris.

— Mme Jean Savin,
M. et Mme Daniel Savin,
M. et Mme Guy Jahan de Lestang,
M. et Mme Michel Roussin,
Mme Quentin Robaux,
M. et Mme Paul Arnoux,
M. et Mme Dominique André,
ses enfants et petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès du

docteur Jean SAVIN,
officier de l'ordre national du Mérite,
croix de guerre 1939-1945.

La cérémonie religieuse a été célébrée le samedi 20 avril 1985, en l'église Notre-Dame-d'Afrique de Carnoux-en-Provence.

— M. et Mme Alexis Stoupnitzky
et leurs enfants

ont le regret de faire part du décès de

M. Nicolas STOUPNITZKY,

leur oncle et grand-oncle,
survenu le 14 avril 1985, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Les obsèques ont eu lieu au cimetière russe de Sainte-Geneviève-des-Bois dans la plus stricte intimité, suivant la volonté du défunt.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Pierre TOURY,

survenu en son domicile, 25, rue des Feuillantines à Paris-5e, le 21 avril 1985, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

De la part de
Ses enfants,
Petits-enfants,
Et arrière-petits-enfants.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 25 avril, à 10 h 30, en la chapelle du cimetière du Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Communications diverses

— « Le prix de la vérité » : une série de conférences données par le pasteur Arthur Sommerville, du 21 au 28 avril 1985, à 17 heures le dimanche et à 20 h 30 en semaine, à l'église baptiste du Centre, 13, rue du Vieux-Colombier, Paris-6e (métro Saint-Sulpice). Un programme musical précédera chaque conférence. Entrée gratuite.

NOUVEAU
Formateurs, enseignants, acteurs sociaux...
Des vidéos conçues par des spécialistes.
Thèmes :
- L'ENCYCLOPÉDIE DIDEROT
- LA DÉCENTRALISATION
- LES LOIS AUROUX
- LE RACISME

Documentation gratuite
Projections à la demande
POLYNOME
27, rue du Pont-Neuf
75001 PARIS
Tél. (1) 221-47-67
LIGUE FRANÇAISE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE L'ÉDUCATION PERMANENTE

COMMUNICATION



LE 21e MARCHÉ A CANNES

A l'ombre des satellites

De nos envoyés spéciaux ANNICK COJEAN et CLAUDE DURIEUX

Cannes. — On attendait Ted Turner en vedette américaine de ce marché international des programmes de télévision. On a été déçu : l'homme d'affaires a été retenu aux Etats-Unis. Sa tentative de rachat de CBS se heurte à la résistance acharnée de la grande chaîne de télévision et au scepticisme des milieux d'affaires. En manière de compensation, Ted Turner a envoyé à Cannes ses programmes : vingt-quatre heures sur vingt-quatre, les images d'actualité en provenance d'Atlanta ou de Los Angeles se succèdent, transmises par satellites, jusqu'aux hôtels de la Croisette.

Mais le patron de Cable News Network n'est pas le seul Américain à avoir réussi son débarquement sur le Vieux Continent. Le 23 avril, l'agence gouvernementale américaine pour l'information (USIA) a commencé de diffuser, *via* satellite elle aussi, deux heures de programmes quotidiens, des magazines proposés gratuitement à toutes les télévisions européennes (*le Monde* du 14 novembre 1984).

A l'ombre des satellites et des programmes américains, les chaînes françaises, elles, continuent de se faire la guerre à coup de conférences de presse. Hier Antenne 2 annonçait ses prestigieuses adaptations de best-sellers. Aujourd'hui, TF 1 multiplie les projets de coproductions et annonce un polar signé Jean-Luc Godard.

L'ÉVÉNEMENT

Le tour du monde de TF 1

La concurrence entre les chaînes n'est pas un vain mot. A la conférence de presse de M. Jean-Claude Héberlé pour A 2, dimanche 21 avril, mettant en relief un souci de création, a répondu, lundi 22 avril, celle de M. Hervé Bourges pour TF 1, axée sur les œuvres de prestige. Sans négliger les accords de coproduction « *prioritaires* » avec nos voisins du Vieux Continent, M. Bourges veut « *dépasser le cadre restreint européen* ». Il a fait était des protocoles signés avec TV GLOBO (Brésil), NHK (Japon) et la Chine, où le PDG de TF 1 vient d'accomplir une visite au début de ce mois.

La présence de la première chaîne française au vingt et unième MIP-TV, c'est vingt-deux téléfilms, deux séries de fiction, douze séries documentaires. Mais la chaîne ne manque pas de projets :

● Les négociations avec nos partenaires canadiens sur « *La course à la bombe* » ont enfin abouti et le tournage devrait débuter le 1er septembre. Le tournage du « *Cortège des vainqueurs* », série de six fois soixante minutes, adaptée du roman de Max Gallo et entreprise avec la télévision italienne commencera cet automne. « *L'île au trésor* », « *Riviera* » et « *Le train* » (toujours avec les Italiens) devraient prendre forme dans les mois qui viennent. En outre, TF 1 montre l'intérêt qu'elle porte au projet italien sur « *Jules César* ».

Devant le succès remporté par les « *séries noires* », TF 1, Hamster — la télévision suisse (SSR) et RTL se sont engagés dans de nouvelles émissions policières qui feront appel aux grands noms de la réalisation : Jacque Ertaud, Marcel Bluwal, Jean-Luc Godard.

● La diffusion de treize épisodes d'une série japonaise sur le Louvre, « *le plus grand musée du monde* », va débuter à l'automne en France. Le succès du montage de cette série a déjà incité TF 1 à mettre en chantier une nouvelle série de six fois cinquante-deux minutes destinée à évoquer les grands courants artistiques et culturels du dix-neuvième siècle, à l'occasion de l'ouverture du musée d'Orsay.

● TF 1, qui avait été la première chaîne française à nouer des liens avec la Télévision centrale chinoise en 1977, vient de signer un nouveau protocole d'accord avec les stations de Shanghai et de Canton. Dans le domaine des coproductions, la chaîne s'est engagée dans la réalisation avec la Chine du film de Joris Ivens consacré au vent et à la mythologie qui l'entoure dans la civilisation chinoise. La politique de diversification se développera en 1985-1986, a précisé M. Bourges, et, parmi les contributions internationales dont TF 1 a pu s'assurer, on peut déjà citer celles du Nigéria et de la Grande-Bretagne, associées dans la production d'« Africa » ; du Japon, avec « La route de la soie », série documentaire de la NHK (huit émissions d'une heure) et « Holocauste nucléaire », une autre production japonaise qui a remporté un prix Jean-d'Arcy en 1984. Celle, enfin, de l'Allemagne fédérale, avec le feuilleton « Heimat », de Edgar Reitz, produit par la WDR en quinze épisodes d'une heure.

● Deux grands projets tiennent particulièrement au cœur de M. Hervé Bourges : « Défis de l'océan », où TF 1 s'est associée à RAI 2 et à NHK pour mettre en œuvre une grande série scientifique consacrée à la connaissance des océans, et « Les nouvelles mille et une nuits », qui constitue un tout autre voyage, et auquel convient deux auteurs égyptiens.

C. D.

Clips

● ***Ventes françaises.*** — Le stand de France-Media International, société que préside M. André Harris et qui est chargée de vendre les productions françaises du service public, a un emplacement de choix dans l'allée centrale du MIP-TV. Elle dispose en effet de six cabines de visionnage, plus quatre autres écrans collectifs de diffusion. Lundi matin, FMI recevait la visite du célèbre Mac Nee, le héros de « Chapeau melon et bottes de cuir », dont la société est chargée de commercialiser la dernière série d'aventures. Si, avec tous ces atouts, FMI ne fait pas un chiffre record de ventes, on ne comprend plus rien.

● ***Economie sociale.*** — La station régionale FR 3 Marseille a réalisé une série de quatre émissions intitulées Les aventures du quotidien, qui traitent des créateurs d'entreprises. Série réalisée avec le concours de M. Jean Gatel, secrétaire d'Etat à l'économie sociale. Celui-ci est venu à Cannes dire l'intérêt qu'il attachait à cet effort de vulgarisation indispensable pour aider à la création de réseaux économiques, problème grave qui fera, fin mai, l'objet d'un carrefour international à Marseille. Première émission : le 3 mai à 19 h 35 sur le programme Provence-Côte d'Azur.

● ***Un nouveau marché.*** — M. Bernard Chevry, commissaire général du MIP-TV, a annoncé, lundi soir 22 avril, la création à l'automne prochain d'un nouveau marché pour les programmes, toujours à Cannes : le MIPCOM. Il proposera aux acheteurs, a-t-il dit, l'offre de programmes la plus complète dans le cadre d'un marché de cession de droits pour les films et les émissions destinées à la vidéo et à toutes les formes de télévisions privées et payantes diffusées par câble ou par satellite. Il s'agit, paraît-il, de prendre de vitesse les Américains, qui songeaient à organiser ce marché à Los Angeles. Noble cause.

● ***Châteauvallon.*** — Le premier coup de manivelle sera donné en septembre pour le tournage de vingt-six nouveaux épisodes de Châteauvallon. Mais les Français ne seront plus les seuls alors à attendre la suite des aventures de la famille Berg. La première série vient en effet d'être vendue à l'Italie, au Luxembourg (coproducteurs), à l'Afrique du Sud et à la radio-télévision espagnole. Et l'on chuchote que l'affaire serait en train de se conclure avec les télévisions anglaise, suédoise, finlandaise et japonaise. Enfin, la télévision publique américaine (PBS) a donné son accord pour la réalisation d'une émission test en doublage.

● ***Génie français.*** — Le français impeccable de M. Hisanori Isomura, directeur général de la chaîne japonaise MHK, qui participait lundi à la conférence de presse de TF1, a fasciné l'auditoire et réconforté les cœurs. Cela faisait très longtemps en effet que n'avait été évoqué au MIP avec un tel enthousiasme le « *génie créateur français* ». Cela n'était que justice, et la salle a applaudi.

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 23 AVRIL

— *M. Javier Perez de Cuellar*, secrétaire général des Nations unies, est l'invité du journal d'Antenne 2, à 20 h.

MERCREDI 24 AVRIL

— *M. Michel Barnier*, député RPR de Savoie, est reçu à l'émission « Parlons vrai » sur Europe 1 à 8 h 15.

LA MESURE ARMAND THIERY
UN CHOIX DE PLUS DE 1000 TISSUS
VOTRE COSTUME LIVRÉ EN 15 JOURS
GRÂCE A NOTRE SYSTÈME DE COMMANDES PAR MINITEL
EXEMPLE : Costume flanelle
à partir de 2 390 F

Turner l'Arlésienne

Ted Turner n'est pas venu à Cannes. « *Bien d'autres soucis en tête !* », expliquait, lundi 22 avril, un de ses adjoints en désignant du menton le grand stand de CBS, l'un des trois grands réseaux de télévision américains sur lequel le groupe Turner a jeté son dévolu. Le milliardaire d'Atlanta, déjà patron de plusieurs chaînes et réseaux de télévision par câble, a dû rester à New-York pour suivre les difficiles négociations et le challenge qu'il a entrepris aux Etats-Unis, et qui l'ont mis récemment sous les feux de l'actualité.

Un personnage haut en couleur assurément, milliardaire de quarante-six ans, navigateur de talent (il a gagné l'América Cup en 1977), ambitieux et inventif et, dit-on, peu enclin à la modestie. On était curieux de le croiser, de l'entendre confirmer lui-même sa volonté de séduire les télévisions européennes, à moins qu'il ne préfère les prendre d'assaut... Ce fut en fait l'Arlésienne du MIP... Et l'équipe de ses proches collaborateurs, qui ont tenu lundi une conférence de presse, fit en remplacement une bien piètre prestation, donnant le minimum d'informations, éludant le maximum de questions.

Pourtant, l'aventure européenne de l'équipe Turner est bel et bien commencée. Son cheval de Troie ? Les hôtels européens. Une vingtaine de grands hôtels devraient, dès le mois de septembre, recevoir, grâce à de larges antennes, son programme d'informations non-stop, une trentaine à la fin de l'année, cinquante l'an prochain. Trente-huit mille chambres au total pour satisfaire une clientèle anglo-saxonne voyageuse, et puis l'espoir de toucher bientôt le maximum de foyers européens.

Les systèmes de traduction par ordinateur n'étant pas encore parfaitement au point, le problème de la langue constituera, il est vrai, un frein considérable à l'extension du marché. Mais l'équipe Turner est consciente du handicap et proposera également de vendre des tranches de programmes, des magazines ou des documentaires aux diffuseurs européens publics et privés. L'état-major Turner rencontre la plupart des acteurs européens de l'audiovisuel, une entrevue avec M. Robert Hersant ayant été jugée « *très fructueuse et prometteuse* » par l'un des responsables du groupe.

A. Co.

DE L'ÉCOLE PRIMAIRE

Le recentrage républicain de M. Chevènement

(Suite de la première page.)

C'est pourquoi ses nouveaux programmes du primaire étaient attendus avec impatience. Jusqu'où pousserait-il la mode rétro? Les partisans acharnés du retour à l'« école de papa » risquent d'être déçus. Certes, on met fin aux « activités d'éveil », remplacées par des enseignements disciplinaires (histoire-géographie, sciences et technologie, éducation civique, éducation artistique). Il est bien dit qu' *« aider tous les élèves à acquérir la maîtrise des connaissances fondamentales est la meilleure manière de prévenir l'échec à l'école »* et qu'il convient d'évaluer périodiquement le travail des élèves. Mais on réaffirme aussi que *« la pédagogie mise en œuvre est une pédagogie de l'activité »* et que le rôle de l'école est de permettre à l'élève de devenir autonome et responsable.

Moins de pointillisme

Plus qu'un changement de cap, c'est un changement de tonalité, un recentrage. M. Chevènement est persuadé en effet qu'on a été trop loin, pendant toute une période, dans un discours (sinon dans une pratique) de la spontanéité, de l'épanouissement personnel, de la subjectivité. Et qu'on a un peu perdu de vue l'aspect proprement intellectuel et normatif de la formation. On souhaite plus de rigueur et moins de pointillisme, plus de cadres et moins d'ensembles flous.

Ces nouvelles instructions répondent donc avant tout à un souci de clarification et de simplification : leurs soixante-deux pages en gros caractères, souligne-t-on avec fierté, se substituent aux cinq cent quatre pages denses et illisibles des « programmes Haby » sortis entre 1977 et 1980...

Mais, si on a voulu corriger les dérives, mettre fin aux excès, on a souhaité aussi conserver ce qu'il y a de positif dans les méthodes nouvelles d'éducation : la confiance qu'elles font aux enfants, leur caractère coopératif, leur ouverture sur le monde extérieur. Et aussi insuffler à ce nouveau corps de doctrine un esprit progressiste et *« républicain »* capable de redonner à l'école publique l'armature idéologique qui lui faisait de plus en plus défaut face au dynamisme quelque peu arrogant de l'école privée.

La réponse de l'école publique

Car pour M. Jean-Pierre Chevènement, ce texte se veut la réponse de l'école publique à ceux qui pensent qu'elle a perdu la bataille du progrès et de la liberté. Il s'agit de réoccuper le terrain perdu et de montrer que les valeurs de l'école laïque (même si le mot n'est jamais prononcé) sont toujours celles de la démocratie.

C'est aussi une réponse aux détracteurs de tout poil pour qui l'échec scolaire est une fatalité sociale. D'où ces invocations incantatoires à la *« réussite pour tous »*, destinées à montrer qu'il y a un défi à relever.

Ces belles paroles laissent évidemment intacte la question principale de l'accueil qui leur sera réservé dans les classes – et du sort de toute réforme dans un monde aussi massif et inerte que l'éducation nationale. Dans l'immédiat, tout conduit à être circonspect. Il est déjà admis qu'une partie de ces innovations – en particulier l'enseignement des sciences et technologies – ne pourront être appliquées à la prochaine rentrée, faute de préparation des maîtres et d'outils pédagogiques appropriés.

La rapidité avec laquelle ce travail a été mené fait qu'il n'y aura pas avant un certain temps de manuels adaptés – à moins que les éditeurs ne concoctent à la hâte des ouvrages bâclés... Le risque n'est pas mince non plus que l'accumulation des disciplines réunies sous le chapeau des *« enseignements scientifiques »* n'aboutisse à l'encyclopédisme qui est le péché mignon de l'école française.

On peut également se demander si, malgré ses bonnes intentions, cette réforme est vraiment à la mesure de l'ampleur des tâches à résoudre, en particulier pour l'enseignement du français, où les progrès de l'« illettrisme » sont plus qu'inquiétants. Le renforcement de l'horaire du cours préparatoire, le développement des « études dirigées » après la classe et l'effort en faveur de la lecture et des bibliothèques vont dans le bon sens, mais la situation est telle que des mesures d'une tout autre nature seraient nécessaires, en particulier dans la formation des maîtres et l'adaptation des méthodes et de la recherche pédagogiques, comme le fait judicieusement remarquer la linguiste Hélène Huot dans un livre cinglant qui vient de paraître (2).

M. Chevènement a sûrement raison de fixer à l'école primaire des objectifs ambitieux. Mais on peut aussi constater qu'elle n'a pas pour le moment tous les moyens (techniques, institutionnels, pédagogiques) de les atteindre. Pour cela, il ne suffit pas de changer les programmes et de rédiger des instructions. C'est une politique globale et à long terme qui est nécessaire. Et le long terme n'est peut-être pas ce qui passionne le plus M. Chevènement...

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

(2) Hélène Huot. *Et voilà pourquoi ils ne savent pas lire.* Minerve (Alternative Diffusion, 36, rue des Bourdonnais, 75001 Paris), 195 p., 69 F.

LA JOURNÉE NATIONALE DU 23 AVRIL

Vingt objectifs « stratégiques » pour les chercheurs du CNRS

Y aurait-il quelque chose de changé au Centre national de la recherche scientifique (CNRS)? Le principal établissement de recherche français – il emploie plus de vingt-cinq mille personnes – modifie son style. Une évolution marquée par un souci d'ouverture des laboratoires et des chercheurs vers le « grand public », avec l'organisation, en juin dernier, d'une exposition sur la communication, installée au pied de la tour Eiffel, et annoncée à grand renfort de publicité (*le Monde* du 5 juin 1984). Cette année, la « Journée nationale » du 23 avril est, pour les responsables du Centre, l'occasion de présenter leur *« schéma prospectif à cinq-sept ans »* et ses *« vingt thèmes stratégiques »*. Derrière ces termes très administratifs s'amorce en fait un nouveau virage. Par cet affichage, en clair, d'axes prioritaires sur lesquels devront se mobiliser ses équipes, le CNRS devient, pour partie du moins, une agence de projets et de programmes.

Il ne s'agit pas là d'un total bouleversement. Chacun, dans le cadre de sa spécialité, pourra continuer ses recherches : il y aura toujours des géophysiciens pour s'intéresser à la tectonique de l'Asie, des chimistes pour travailler sur la catalyse par les sulfures, ou des linguistes pour étudier les langages et les cultures de l'Afrique de l'Ouest. Mais une partie du personnel de l'établissement – *« environ 40 % des chercheurs »*, selon le directeur général, M. Pierre Papon – sera fortement incité à porter, aussi, ses efforts sur des thèmes dits « stratégiques » (1).

Stratégiques, certains secteurs le sont par leurs retombées industrielles, à court, moyen et long terme. Ainsi l'optique, cette discipline traditionnelle, connaît un regain d'intérêt depuis que se sont développés les lasers et les fibres optiques et qu'émerge l'optoélectronique (tous les systèmes véhiculant l'information par une onde lumineuse). Autres exemples, la *« filière électronique »*, qui pourrait contribuer à combler le retard français en matière d'électronique et d'informatique (2), ou les *« sciences thermiques et énergétiques »*, visant à réduire, à terme, la consommation d'énergie dans l'habitat, l'industrie et les transports.

Des mesures d'accompagnement

Sont aussi considérés comme stratégiques des secteurs clés qui commandent le progrès des connaissances dans de nombreuses spécialités. Ainsi, météorologues, climatologues, géographes, océanographes, et même archéologues bénéficieront des travaux sur la *« télédétection spatiale »*. Quant aux mathématiques, elles apportent un fort appui à l'élaboration de théories utiles aux physiciens, aux chimistes ou aux biologistes.

Mais l'effort de prospective du CNRS vise aussi à prendre en compte les mutations des sciences et des techniques. De nouvelles spécialités naissent, qui se jouent des barrières rigides traditionnellement érigées entre les différentes disciplines. Il n'est, par exemple, plus possible aujourd'hui d'étudier le cerveau et le système neuronal – les « neurosciences » – sans mettre à bas les cloisons qui séparent l'anatomie cérébrale de la physiologie, de la biologie ou de la chimie. Et que dire des « sciences de la communication », secteur multidisciplinaire par excellence et point de convergence entre les sciences dites « de la nature » et les sciences humaines et sociales (*le Monde* du 9 avril).

Tous ces thèmes ne sont pas réellement nouveaux pour les chercheurs, et il s'agit souvent plus, pour les responsables du CNRS, de coordonner les efforts et de fédérer des équipes ou des programmes existants que de créer de nouveaux laboratoires. Reste qu'il ne suffit pas d'afficher haut et fort quelques axes de recherches prioritaires pour que disparaissent, comme par enchantement, les lourdeurs et les résistances aux changements. Aussi ce *« schéma prospectif »* devra-t-il être accompagné de crédits incitatifs (qui pourraient représenter 40 % du budget d'intervention du CNRS) et les vingt thèmes seront prioritaires pour l'attribution d'équipements mi-lourds. Quelques chercheurs et boursiers – recrutés à l'étranger lorsque le besoin s'en fera sentir – seront enfin embauchés pour travailler dans le cadre d'un des vingt objectifs stratégiques. Des comités seront également chargés de suivre l'évolution des travaux et, tous les deux ou trois ans, des groupes de travail devront préciser, corriger ou compléter les thèmes actuellement retenus.

ELISABETH GORDON.

(1) Les vingt *« objectifs stratégiques »* sont les suivants : univers, noyaux et particules élémentaires; mathématiques; optique; sciences des matériaux; filière électronique; plasmas de fusion; sciences thermiques et énergétiques; génie des procédés; nouvelles méthodes en sciences de la planète; dynamique du système océaniques; télédétection spatiale; eaux continentales; compréhension de la réaction chimique; interaction chimie-biologie; biotechnologies; neurosciences; sciences de l'évolution; sciences de la communication; emploi, travail et technologie; urbanisme, architecture, société; grands instruments de recherche.

(2) L'éventail des recherches menées dans ce domaine par le CNRS est plus large que celui défini dans le cadre du programme mobilisateur *« maîtrise et développement de la filière électronique »* lancé en 1982 par le ministère de la recherche et de la technologie.

RÉORGANISATION AU MINISTÈRE DE LA RECHERCHE

La MIDIST menacée

La Mission interministérielle de l'information scientifique et technique (MIDIST) serait-elle promise à une prochaine disparition? Il y a tout lieu de le penser puisque le ministère de la recherche et de la technologie prévoit de créer prochainement, au sein de son administration, une *« délégation à l'information, à la communication et à la culture scientifique et technique »*. Celle-ci accueillerait les personnels de l'actuelle MIDIST, laquelle, à terme, n'aurait plus lieu d'être maintenue.

A la MIDIST, on se déclare très inquiet de l'installation de ce nouveau service et surtout d'une de ses conséquences directes, la « dissolution » de la Mission. On insiste notamment sur le fait que l'un des points forts de l'actuelle structure réside dans son caractère interministériel, et l'on craint, par ailleurs, qu'un service administratif, hiérarchisé, ne prive les personnels de la liberté d'action et de la mobilité qu'ils connaissaient jusqu'à présent. En outre, on redoute que la délégation ne se désintéresse d'une des importantes tâches dont est actuellement chargée la MIDIST, celle de « l'information spécialisée » (essentiellement la promotion des banques de données à destination des scientifiques et des entreprises).

« Il ne s'agit en fait que d'une réorganisation interne de l'administration du ministère de la recherche et de la technologie », répond-on dans l'entourage de M. Hubert Curien, une restructuration visant à *« faire plus et mieux »* dans le domaine de l'information et de la culture scientifiques, y compris dans celui des banques de données. Le ministère de la recherche a d'autre part une capacité d'intervention interministérielle, tient-on à souligner : n'est-ce pas lui qui gère le budget civil de recherche et de développement technologiques, c'est à dire les crédits de recherche des différents ministères?

Ce débat devrait être très prochainement tranché puisque le décret instituant la nouvelle délégation devrait être publié avant l'été prochain. Aussi, soucieux de *« sauver les meubles »*, des représentants de la MIDIST proposent-ils qu'à côté de ce service soit maintenue une mission interministérielle chargée de promouvoir les *« industries de l'intelligence »*, c'est-à-dire les industries de l'information, de la *« langue »* et de l'imagerie, ainsi que l'*« ingénierie de la connaissance »* (qui concerne la mise au point de systèmes experts).

E. G.

Appel aux anciens des Glénans

Le Centre des Glénans a pris un nouveau départ. Il lui faut maintenant pouvoir continuer à moderniser et développer sa flotte.

Le comité d'honneur de l'association – qui comporte les fondateurs, des présidents et quelques grands anciens désignés par le conseil – a pris l'initiative de créer « La Fondation pour la flotte des Glénans ». Son but est de contribuer à la définition et au financement des nouveaux bateaux nécessaires aux Glénans. Elle sera présentée le 11 mai, au cours de l'assemblée générale de l'association.

Les anciens stagiaires et moniteurs, qui se sont succédé depuis 1947 sur les îles et ensuite sur les autres bases ou en croisière, sont chaleureusement invités à participer à cette assemblée.

Ils auront ainsi l'occasion de mieux connaître la réalité actuelle des Glénans et d'exprimer leurs premières suggestions pour la réussite de la Fondation.

Les Glénans nouveaux ont besoin que les anciens se souviennent de ce que les Glénans du passé leur ont apporté et qu'ils contribuent à permettre aux jeunes d'aujourd'hui de vivre aussi l'expérience de la mer.

Le comité d'honneur : *Maurice Bertaut, Jean-Pierre Chappey, Pierre Daumezon, Freddy Decouvelaere, Jean-Paul Delhumeau, Ernest Dubois, Jean-Louis Goldschmid, Yvonnick Guilloux, Jean-Jacques Herbulot, Armelle Jobelin, Stéphane Metral, Jean-Marc Pilpoul, François Renard, Pierre Somma, André Stephan, Pierre Van Halteren, Hélène Viannay, Philippe Viannay.*

L'Assemblée générale des Glénans se tiendra le 11 mai de 14 heures à 18 heures, à l'hôtel Sofitel 8 rue Louis Armand 75015 Paris. Il sera possible de mettre à jour sa cotisation à l'entrée de la salle de réunion.

Inauguration 29 avril

TWA ouvre la première ligne sans escale Paris-St. Louis.

Seattle/Tacoma
New York
Denver
St Louis
San Francisco
Las Vegas
Albuquerque
Los Angeles
San Diego
Phoenix
Tucson
Houston

Sur les traces du "Spirit of St. Louis" au cœur de l'Amérique.

Paris retrouve St. Louis. Mais par gros porteur TWA. Le nouveau service quotidien TWA Paris-St. Louis sans escale démarre le 29 avril, décollage tous les jours à 13 h 15, atterrissage à 15 h 45. C'est la seule compagnie à offrir ce service.

Gagnez du temps et évitez les tracas

St. Louis est la ville idéale pour assurer les correspondances à l'intérieur des Etats-Unis parce qu'elle est au cœur même de l'Amérique. Et elle est connue pour être la plaque tournante pour l'Ouest. Vous pouvez facilement joindre d'autres villes comme Phoenix ou Denver, car de St. Louis, TWA dessert 50 villes sans escale.

St. Louis est un grand aéroport mais seule TWA y possède des vols internationaux. Il est donc beaucoup moins congestionné par le trafic international que les principaux aéroports américains. Mais il en a tous les avantages.

Arriver aux Etats-Unis par St. Louis, c'est le bon sens même, que ce soit pour un voyage d'affaires ou pour un voyage d'agrément.

Voiture gratuite pour 3 jours.

Une offre spéciale d'inauguration, TWA Flâneries Américaines permet de mettre à votre disposition une voiture pendant trois jours consécutifs. Cette voiture est disponible à St. Louis ou à votre destination finale dans l'Ouest. Assurance, taxe et essence en sus. Cette offre prend fin le 31 mai.

TWA: le confort et le service

Vous profitez de tout le confort et du service des vols transatlantiques de TWA et de tous les avantages de St. Louis. Demandez de plus amples informations à votre agent de voyages.

TWA ouvre la voie vers les USA.

TWA

SOCIÉTÉ

ACCUSÉS DE SIX FUSILLADES ET D'UN HOLD-UP DEVANT LA COUR D'ASSISES DE L'AUBE

Deux jeunes gens trop gâtés aux idées d'extrême droite

De notre envoyé spécial

Troyes. — Vincent Gillier, vingt-deux ans, et Philippe Craeye, vingt et un ans, n'ont pas un seul instant tenté de gagner à leur cause les jurés de la cour d'assises de l'Aube, devant laquelle ils répondent, depuis le 22 avril, de six fusillades et d'un hold-up. Ces flamboyantes professions de foi développées à l'instruction, — « *contempteurs du communisme* », pourfendeurs des étrangers et des Arabes, « *trop nombreux qui veulent nous écraser* », — ils ne les ont pas réitérées à l'audience. « *Mes idées se rapprochent de l'extrême droite* », admet seulement Vincent Gillier, fils d'une conseillère municipale RPR. « *J'ai des idées assez extrêmes* », convient, en écho, Philippe Craeye. C'est peu.

Six mois durant, ils ont pourtant semé la panique dans les paisibles rues de l'ancienne capitale de la Champagne (*le Monde* du 31 août 1983). D'octobre 1982 à août 1983, ils ont criblé de chevrotines le local de la permanence du PCF, un café arabe (un blessé grave), un dancing, trois Maghrébins sur un parking (un blessé) et, pour faire bonne mesure, deux gendarmeries.

Mais, aujourd'hui, ne restent devant la cour que deux rejetons de la bonne bourgeoisie locale qui triturent leur micro et s'entortillent dans des explications fumeuses, comme devant le conseil de discipline du lycée privé Saint-Bernard.

Pour une grosse bêtise, c'est une grosse bêtise. « *Nous n'avions pas l'intention de tuer les Arabes*, disent-ils. *C'était pour leur faire peur, les faire partir.* » « *Après l'agression contre le bar, vous saviez pourtant que vous pouviez blesser !* », insiste le président, M. Jauffret. « *Là, vous êtes en train de me piéger quelque chose de bien !* », réplique Vincent Gillier. Et de multiplier les « *c'est plus compliqué que ça* » et « *on a été dépassés* ».

Oui, mais l'un des Maghrébins pris pour cible sur le parking a tout de même retrouvé deux plombs dans son agenda, situé dans une poche à hauteur du cœur, et la plupart des impacts ont été décelés à hauteur d'homme. Bref, les justiciers nocturnes, qui sévissaient le plus souvent dans des voitures empruntées au père de Philippe Craeye, prospère concessionnaire Mercedes, auraient pu tuer.

« *Je ne tue pas délibérément. Mais, si quelqu'un se trouve là, tant pis, la cause doit avancer.* », a expliqué Vincent Gillier durant l'instruction. Il ajoute : « *Au niveau de la société et du genre humain, ce que nous avons fait devait être accompli.* » Diantre ! Mais, sur leurs commanditaires, ils sont singulièrement peu loquaces. Ils auraient rencontré, dans un dancing, deux hommes, l'un à l'accent alsacien, l'autre à l'accent belge. « *Allez taquiner les chemises bleues* », leur auraient conseillé les deux mentors. Et nos vengeurs masqués de s'exécuter, en allant mitrailler les gendarmeries de Sainte-Savine (10 février 1983) et de Brouilly (15 août), dans la région de Troyes.

Au cours de leur interrogatoire, après leur arrestation, ils mettent aussi en cause le Parti des forces nouvelles (PFN). L'un des enquêteurs leur souffle alors le nom de Rohmann. Ils acquiescent. Laurent Rohmann, dix-neuf ans, fils d'un agent immobilier de Troyes, est justement l'ancien responsable départemental du PFN. Va-t-on déboucher sur une piste ? Trois membres du bureau politique du PFN à Paris sont interpellés et entendus sur commission rogatoire du juge d'instruction.

Mais, patatras ! Craeye et Gilliers, qui se sont empressés de saisir la perche Rohmann, se révèlent incapables de le reconnaître sur des photos. En fait, ils ne le connaissent pas. Incarcéré durant vingt-six jours, Laurent Rohmann est alors mis hors de cause et libéré. Les deux accusés n'en maintiennent pas moins avoir rencontré, à Paris, un certain Rohmann, qu'ils persistent à tenir comme leur suprême commanditaire. De ce Rohmann-là, nul n'a pourtant retrouvé la trace.

Incontestablement, Craeye et Gillier n'ont pas toujours agi seuls. L'un des Maghrébins visés sur le parking a bel et bien vu trois tireurs. Dans un premier temps, les accusés l'ont confirmé, assurant même ensuite avoir aperçu ce soir-là, deux complices — « *des Parisiens* », — mais se refusant toujours à livrer leur nom. Ils auront cependant bien du mal, quoiqu'ils s'y efforcent, à faire porter à de mystérieux « *cerveaux* » la responsabilité de leurs défoulements nocturnes de gamins trop gâtés.

DANIEL SCHNEIDERMANN.

Un DC-6 de la sécurité civile s'écrase avant l'atterrissage : les cinq passagers ont été tués

Cinq passagers du DC-6 qui s'est écrasé, lundi 22 avril en fin de matinée, à Salses (Pyrénées-Orientales) ont péri dans l'accident : les deux pilotes, le radio, et deux ingénieurs-techniciens de la sécurité civile. Il s'agit du colonel Claude Couderc, cinquante ans, commandant des groupes de sécurité, directeur du centre d'essais du Centre interrégional de coordination des opérations de la sécurité civile (CIRCOS), de Valabre (Bouches-du-Rhône), et de Georges Guerra, quarante-cinq ans, ingénieur à la sécurité civile de Marignane. L'équipage était composé du commandant de bord, Lucien Rambault, soixante-quatre ans, du co-pilote, Claude Dedebant, cinquante-quatre ans, et de Jean-Loup Blanchard, quarante et un ans, qui dépendaient aussi tous les trois du CIRCOS.

Selon les premières constatations, l'accident semble dû à l'épais brouillard qui recouvrait la région de Perpignan lundi matin, alors que l'avion s'apprêtait à atterrir.

M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, accompagné de M. Henri Rouanet, directeur de la Sécurité civile, s'est rendu, lundi en fin d'après-midi à Perpignan, pour se recueillir devant les corps des cinq victimes.

UN JEUNE HOMME AVOUE LE MEURTRE D'UN ENFANT ET UNE SOIXANTAINE DE VIOLS

Jérémy Potet, vingt-trois ans, le ravisseur d'un enfant âgé de sept ans, Ludovic Alexandre, retrouvé dans la soirée du vendredi 19 avril à Paris, a reconnu, lundi 22 avril, avoir *tué un autre enfant*, Hamed Douibi, quatre ans et demi, enlevé le 27 juillet dernier dans un square parisien et dont le cadavre avait été découvert, deux mois plus tard, dans un bosquet à Torcy (Seine-et-Marne).

Jérémy Potet, interpellé dans un café proche du Centre Pompidou à Paris où il se trouvait en compagnie de Ludovic Alexandre, a également reconnu avoir commis une soixantaine de viols sur des mineurs de moins de quinze ans depuis juin 1984.

Jérémy Potet a été inculpé d'enlèvements d'enfants, de viols aggravés et d'attentats à la pudeur par M. Michel Maestroni, juge d'instruction et incarcéré à la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy.

● *Un ancien ami de « Mémé » Guérini exécuté à Antibes.* — Un truand, Dominique Poggi, a été assassiné, lundi soir 22 avril, à Antibes (Alpes-Maritimes). Le repris de justice, âgé de cinquante-neuf ans, était accoudé au comptoir du Club 62 avec son frère Noël, cinquante-six ans, gérant de l'établissement, lorsque deux individus armés d'un pistolet de gros calibre et d'un fusil de chasse ont fait irruption et ont tiré sur les deux frères.

Apparemment retiré des « affaires », Dominique Poggi avait été associé à « Mémé » Guérini, le chef du milieu marseillais dans les années 60. Il avait ensuite été inculpé et finalement acquitté dans l'affaire du « gang des égoutiers » qui, en 1976, avait réalisé à Nice le « casse du siècle » avec Albert Spaggiari.

● *Attentat à l'explosif à la préfecture de Haute-Corse : graves dégâts matériels.* — La salle des délibérations du conseil général de Haute-Corse à Bastia, située à l'intérieur de la préfecture, a été gravement endommagée par l'explosion d'un engin, peu après 3 heures du matin, le mardi 23 avril.

LA TUERIE D'AURIOL DEVANT LA COUR D'ASSISES DES BOUCHES-DU-RHONE

Six accusés sous le poids de l'horreur

De notre envoyé spécial

Aix-en-Provence. — C'est une particularité aussi constante que singulière : les procès à grand retentissement connaissent, au jour de leur ouverture, une sorte de folie. On n'y vient pas, on s'y rue. Et, pour peu que l'organisation laisse à désirer, cette ruée prend des proportions indicibles. Photographes, cameramen, journalistes, se sont donc bousculés, et pour pas grand-chose. Car, lundi 22 avril, il ne s'est, en fait, rien passé encore au procès des accusés de la tuerie d'Auriol. Mais qui aurait accepté de ne pas être là pour assister à l'entrée dans le box de la cour d'assises des Bouches-du-Rhône, à Aix-en-Provence, de ces six hommes qui ont à répondre de six assassinats, dont celui d'un enfant de huit ans, Alexandre Massié ? Jamais encore on n'avait pu voir leur visage ; on ne connaissait d'eux que des photographies d'identité judiciaire : les voici, tout soudain, à quelques pas de vous.

Voici Jean-Bruno Finochietti, qui est entré le premier, avec son énorme moustache, ses cheveux en broussaille. On le sent tendu et même anéanti sous le poids de l'accusation qu'il sait peser sur lui, l'instituteur qui bientôt devra expliquer pourquoi il a porté quatre coups de poignard pour achever un enfant.

Derrière lui est entré Lionel Collard, beau gars en dépit de cette oreille droite mutilée lors d'un saut en parachute et qui lui a valu le surnom de « l'Homme à l'oreille coupée ». Certains de ses coaccusés l'ont présenté comme le chef du commando, celui qui ordonna la mise à mort des cinq membres de la famille Massié et fut l'étrangleur de plusieurs d'entre eux. Il va pourtant plaider non coupable. En bonne logique, il ne saurait donc paraître affecté de sa situation présente. De fait, il va se montrer détaché de tout, l'œil plus au plafond qu'ailleurs.

Voici, à sa suite, Jean-Joseph Maria. Lui aussi va se dire étranger à tout. Maria, avec son crâne rasé, son visage habité de tics qui lui font constamment se mordre les lèvres et découvrir ses dents, zygomatiques serrés, c'est la résurgence de l'Éric Von Stroheim de *la Grande Illusion*. Il en a la raideur, un port de tête qui lui fait étrangement rejeter constamment le cou en arrière ; le regard est sans repos, qui navigue sans cesse de la cour au public, des défenseurs aux journalistes, avec des éclats blancs.

Finochietti le seul à pleurer

Ces trois-là ont accepté qu'avant l'ouverture du débat on les photographie et on les filme. Pour Maria et pour Collard, c'est une acceptation logique. Puisqu'ils se disent innocents, pourquoi déroberaient-ils leur image au public ? Finochietti, lui, a consenti à cette même épreuve comme s'il voulait ainsi ajouter à sa contrition, que l'on dit extrême. De tous, il sera, durant cette journée, le seul à pleurer parfois.

Leurs suivants, Jean-François Massoni, Didier Campana et Ange Poletti, tous les trois fonctionnaires des PTT, n'ont pas consenti à cette épreuve de la photographie. Cela correspond finalement assez bien à la réalité du dossier. C'est même la première manifestation publique d'une scission entre eux et les trois autres. Car, si Finochietti fut le premier à avouer, ses aveux n'allèrent pas au-delà de sa propre mise en cause ; les « postiers », comme on les appelle, leur tour venu, ont désigné, eux, nommément, expressément, Maria et Collard. Du coup, les voilà plus ou moins brebis galeuses.

Dans cette cohue du premier moment, mêlant avocats de la défense et de la partie civile, journalistes et photographes, gendarmes et CRS du service d'ordre, une femme dans le public a crié soudain. C'était Mariana Massié, la sœur de Jacques Massié ; elle s'adressait, semble-t-il, surtout à Finochietti : « *Ordure ! Assassin ! Tu avais pourtant deux petits, et tu as tué Alexandre !* » On l'a conduite à l'extérieur, en proie à une crise nerveuse.

Ceux du box, en cette première journée, n'avaient rien à dire, si ce n'est leur âge, leur lieu de naissance et leur profession. Oui, Finochietti est bien né le 10 décembre 1950 à Buenos-Aires et il est bien instituteur à Marseille ; oui, Collard est bien né le 9 décembre 1949 à Veuxhaulles (Côte-d'Or) et il est agent technique à la société Chambourcy à Marseille ; oui, Jean-Joseph Maria est bien né le 25 novembre 1931 à Nice et il est directeur de société ; oui, Massoni est bien né le 6 septembre 1955 à Saïda (Algérie) et il est employé des PTT ; oui, Campana est bien né le 6 mai 1952 à Yaoundé (Cameroun) et il est agent d'exploitation des PTT à Marseille. Oui enfin, Poletti est bien né le 23 septembre 1948 à Casablanca et il est auxiliaire du tri aux PTT à Marseille. Ils ont confirmé cela avec plus ou moins d'assurance.

Le jury a été constitué, autour du président François Brunat et de ses assesseurs. Siégeront en qualité de jurés titulaires cinq hommes et quatre femmes, complétés par quatre jurés suppléants (trois femmes et un homme). Pour une affaire qui va durer plus de trois semaines, il faut en effet tout prévoir.

Ces jurés ont gagné leur place en contournant, au pied de la cour, les pièces à conviction déposées là en vrac. C'est un étalage de couteaux, de baïonnettes, de matraques, de masses d'arme qui semblent d'un autre âge ; c'est encore une multitude de papiers, des cartes du SAC, des écrits M. Jacques Massié, un morceau de tôle calcinée, vestige de la camionnette utilisée par le commando et incendiée ensuite par lui. Il y a aussi cette chaussure noire éculée que Jacques Massié perdit dans sa fuite vaine pour échapper à ses assassins.

M. Debizet en personne

On a ensuite appelé les témoins. Ils seront entendus du 29 avril au 10 mai. M. Brunat les a groupés par catégorie, selon les chapitres du dossier sur lesquels on attend leurs dépositions. M. Pierre Debizet, ancien secrétaire général du SAC, qui se retrouve parmi eux après le non-lieu dont il a bénéficié, sera entendu dans l'après-midi du 3 mai. Mais, comme pratiquement tous les autres, il était là, en personne, à l'appel de son nom. Il n'a pas regardé le box. Mais, dans le box, Maria, lui, cherchait vainement son regard. Parmi ces témoins, il en est une catégorie que tous ont vue avec émotion : leurs épouses respectives. Pourtant, certaines d'entre elles, dans leurs déclarations à la police ou à l'instruction, ont quelquefois dû céder du terrain et contredire ce qu'affirmaient leurs maris. C'est égal, on a échangé de petits signes d'intelligence, comme des déclarations d'une indéfectible affection.

Une question alors s'est posée.

La tuerie d'Auriol a entraîné la constitution d'une commission d'enquête parlementaire sur les activités du SAC, que préside M. Louis Hautecœur, député socialiste du Var. C'est après le dépôt de son rapport que le mouvement fut dissous, le 3 août 1982. Mme Françoise Llaurens-Guérin avait décidé de verser à son dossier d'instruction ce rapport. La chambre d'accusation d'Aix-en-Provence jugea par la suite que c'était là une mesure superflue, l'enquête parlementaire n'ayant évidemment pas pour objet la tuerie d'Auriol. Or, tant du côté de la défense, avec Mes Marcel Ceccaldi et Henri Coupon, avocats de Poletti, que de celui des parties civiles, avec Me Gilbert Collard, il fut demandé à M. Brunat, non seulement qu'il revienne sur cette décision, mais encore qu'il décide d'entendre M. Louis Hautecœur. « *Le SAC est omniprésent dans ce débat*, devait dire Me Collard. *Comment pourrait-on ignorer ce que fut cette organisation pour juger en toute connaissance ?* »

« *Et comment*, renchérit Me Ceccaldi, *pourrait-on juger, sans mesurer combien cette organisation a pu contaminer le psychisme et l'intelligence de ses membres ?* » M. Brunat n'a pas jugé pour autant la demande recevable. « *Ce rapport*, a-t-il fait valoir, *a été publié. Il est donc dans le domaine public. Si vous désirez en faire état, vous le ferez, mais il n'a pas sa place juridiquement dans un dossier pénal dont la commission d'enquête parlementaire n'avait pas à connaître.* »

Ensuite, Mlle Brun, greffier de son état, a mesuré l'ingratitude de son métier qui voulait qu'elle donne lecture pendant trois heures d'horloge de l'arrêt renvoyant les accusés aux assises devant une salle pratiquement désertée. C'était pourtant bien là le début du procès, le moment où, pour les jurés, se découvrait le poids de l'horreur.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

DEVANT LE TRIBUNAL DE NICE

Faux devis à la caisse primaire de la Sécurité sociale : vingt-cinq prévenus comparaissent en correctionnelle

Le procès de l'affaire des faux devis de la caisse primaire d'assurance-maladie des Alpes-Maritimes (CPAM) s'est ouvert, lundi 22 avril, devant la sixième chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Nice, présidée par M. Jean-Pierre Ferry. Au terme de deux ans d'enquête, vingt-cinq personnes ont été inculpées pour des délits allant du faux en écriture privée à la corruption, en passant par l'atteinte aux lois du marché public et à l'abus de biens sociaux.

Parmi elles, le président de la CPAM et secrétaire de l'union départementale FO, M. Mai, le directeur, M. Jean-Claude Thysse, un sous-directeur, M. Jean-Baptiste Pisano, l'architecte-conseil, M. Michel Clermont, deux cadres de la caisse, ainsi que dix-neuf entrepreneurs et artisans du département.

L'union départementale et un syndicat CFDT de l'établissement se sont constitués partie civile.

Une « véritable pétaudière »

De notre correspondant régional

Nice. — L'affaire des faux devis de la caisse primaire d'assurance-maladie de Nice avait été déclenchée, à l'origine, par un rapport de la direction régionale de l'action sanitaire et sociale, mettant en évidence une « série d'anomalies troublantes » *dans la passation des marchés* de l'établissement entre 1978 et 1982. Après l'ouverture d'une information judiciaire, en juin 1983, il avait été établi que soixante-dix opérations portant sur une somme de près de 5 millions de francs étaient entachées d'irrégularités.

En fait, la commission d'appel d'offres n'avait qu'une existence fictive, et les marchés étaient attribués systématiquement aux mêmes entreprises qui se concertaient préalablement en fournissant de faux devis, dans certains cas, majorés. Accessoirement, ces entreprises s'entendaient, avec la complicité de l'architecte-conseil de la caisse, M. Michel Clermont, pour organiser une sous-traitance occulte. L'enquête devait également révéler que le directeur de la CPAM, M. Jean-Claude Thysse, avait ordonné des paiements indus, d'un montant de 652 000 F, pour la location de locaux administratifs à une société immobilière. Un entrepreneur, M. Philippe Cabanas, avait enfin reconnu avoir versé des commissions d'un montant de 750 000 francs et accordé divers avantages en nature à M. Thysse pour être désigné comme adjudicataire des marchés d'entretien et de nettoyage des locaux de la CPAM.

Au cours de la première journée d'audience, M. André Bergeron, secrétaire général de FO, est venu témoigner en faveur de M. Roger Mai, « *un vieux camarade de luttes syndicales* », avec lequel il a fondé la Fédération du livre FO. « *En mon âme et conscience*, a notamment déclaré M. Bergeron, *je ne crois pas que M. Mai ait pu commettre quelque chose d'infamant. Je suis sûr qu'il n'a perçu de l'argent de personne.* » M. Bergeron a raconté comment il avait invité un jour le président de la CPAM dans sa maison de campagne du Lot et lui avait demandé, « *les yeux dans les yeux* », s'il n'avait « *pas fait de bêtises* ». M. Mai, un géant débonnaire et pittoresque, qui signait « sans regarder » tous les documents qui lui étaient soumis, l'avait alors rassuré. Pour M. André Bergeron « *son honneur ne peut donc être suspecté* »...

M. Thysse, un petit homme nerveux et sec, toujours prêt à bondir de son banc pour répliquer à ses contradicteurs, s'est défendu de toute responsabilité dans les fraudes commises à l'intérieur de la CPAM. Sa « bête noire » est M. Pisano, auquel il n'a visiblement pas pardonné d'avoir loyalement coopéré avec les contrôleurs de la DRASS et ainsi contribué à faire éclater le « scandale ». De l'avis même de son propre défenseur, Me Escoffier, il était pourtant acquis que la CPAM de Nice était une « *véritable pétaudière* »...

GUY PORTE.

Le Syndicat de la magistrature demande l'extension des « travaux d'intérêt général »

De notre correspondant

Lyon. — Réuni à Lyon, le vendredi 19 avril, le conseil national du Syndicat de la magistrature a examiné le problème de la surpopulation pénale. « *Nous en sommes responsables* », a déclaré Mme Simone Gaboriau, présidente du Syndicat de la magistrature, en appelant tous les juges à « *utiliser pleinement toutes les mesures alternatives à l'emprisonnement : contrôle judiciaire, travail d'intérêt général, sursis avec mise à l'épreuve, semi-liberté, libération conditionnelle* ».

Le Syndicat de la magistrature demande aussi « *que soit votée, à l'actuelle session parlementaire, une loi permettant d'exécuter les peines jusqu'à six mois d'emprisonnement, sous la forme du travail d'intérêt général* ». Actuellement, les TIG ne peuvent se substituer qu'aux peines de quatre mois d'emprisonnement.

L'ordre du jour du conseil national étant consacré au droit du travail, le Syndicat de la magistrature s'est montré « *inquiet des négociations sur la flexibilité de l'emploi* ». Regrettant que « *les partenaires sociaux se soient réunis pour discuter de l'atténuation du droit du travail* », M. François Guichard, vice-président du syndicat, a rappelé que « *la loi sociale est un garde-fou intangible destiné à affirmer des valeurs fondamentales qui vont au-delà de la conjoncture économique. Ce n'est pas en supprimant le code du travail qu'on supprimera le chômage.* »

Le Syndicat de la magistrature a dénoncé « *l'idéalisation actuelle de la notion de rapport contractuel comme si le salarié et l'employeur étaient à égalité* » et invité le législateur à « *ne pas se désengager* ».

RELIGION

SELON UN SONDAGE SOFRES - « LA CROIX »

Un Français sur deux trouve l'Eglise catholique inadaptée à la société moderne

Pour 51 % des Français (et 38 % des pratiquants), l'Eglise n'a pas su s'adapter au monde moderne, alors que 41 % des Français (et 59 % des pratiquants) estiment qu'elle s'y est très bien, ou assez bien, adaptée. C'est ce que fait apparaître un sondage de la SOFRES, mené auprès de mille personnes âgées de plus de dix-huit ans, entre le 10 et le 15 avril, et publié dans *la Croix* du 23 avril.

L'Église intervient trop dans le domaine de la contraception pour 47 % des Français, mais seulement pour 18 % des pratiquants, dans le domaine de l'avortement (45 % et 15 %), et dans celui des « mères porteuses » (38 % et 13 %). Sur les problèmes sociaux, les jugements sont plus partagés. Pour l'emploi et le chômage, 34 % des Français et 24 % des pratiquants estiment que l'Église n'intervient « pas assez », mais 30 % et 50 % pensent qu'elle agit « comme il faut ». Pour le racisme, 27 % et 20 % se prononcent pour « pas assez ». 37 % et 49 % pour « comme il faut ».

Pour 69 % des personnes interrogées (et 58 % des pratiquants), la société se dirige plutôt vers un déclin des valeurs spirituelles et religieuses. Être chrétien aujourd'hui, c'est : aider ceux qui en ont besoin (47 % des Français et 53 % des pratiquants), mener une vie familiale unie (39 % et 47 %), croire en Jésus-Christ (31 % et 28 %), donner une éducation religieuse à ses enfants (27 % et 49 %), prier et penser à Dieu (24 % et 48 %).

COMMUNICATION

LA PREMIÈRE CHAINE RÉNOVE SON INFORMATION

Les jeunes, l'insolite, la province

Les démons de l'innovation tarandent les responsables de l'information de TF 1. Après la création, ces derniers mois, de nouvelles émissions (entre autres des magazines), et la rénovation complète du décor de l'édition du soir, Alain Denvers, directeur de la rédaction, introduit, une fois de plus, des modifications dans le style et le contenu des journaux. Pourquoi pas, après tout, puisque jusqu'à présent les changements lui ont plutôt réussi. Le redressement remarquable du taux d'audience du « 20 heures » le confirme : distancé de 12 points en mars 1984, par rapport au journal d'Antenne 2, il le devance maintenant d'un point.

Cette constante remise en question fait partie du tempérament d'Alain Denvers. Un homme qui, comme il le dit lui-même, *« aime bien casser un peu les choses »* et dont le principe est : *« rigueur sur le contenu »*, mais *« inventivité dans la forme »*. Les nouveautés apparaissent de toutes parts. Le téléspectateur les découvrira dès le samedi 27 avril sur « Bonjour la France » qui se dote d'un nouveau générique et d'un décor paysager. Mais la relance principale commence vraiment le lundi 29. Ce jour-là s'ouvrira, pour toutes les éditions, l'ère des correspondants de province. Lyon inaugure cette innovation suivie dans quelques semaines par Toulouse, Rennes, Bordeaux. Alain Denvers rumine cette idée depuis longtemps, estimant *« anormal »* que TF 1 ait des correspondants à l'étranger et pas un seul en France. Il n'attend pas d'eux la couverture des nouvelles, assurée par FR 3, mais des idées, des reportages sur la société française qu'on ne peut mettre en œuvre de Paris.

Ce même lundi, interviendront d'autres changements :

● *Sur le « 13 heures ».* — Introduction de deux courtes séquences d'informations. L'une de deux minutes, à 12 heures, l'autre de cinq minutes, à 12 h 30, avec des informations en images de la nuit et du matin. Objectif : permettre à ceux qui déjeûnent en vitesse de se tenir au courant des principales nouvelles. D'autre part, le journal proprement dit comportera, désormais, deux parties distinctes : quinze à vingt minutes d'informations suivies de la partie magazine habituelle.

● *Sur le « Mini-Journal » de 18 h 25.* — Création d'une rubrique de quatre à cinq minutes, le « Mini-Presse », pendant laquelle deux ou trois enfants de dix à quatorze ans interrogeront un homme politique. Premier invité : M. Dominique Baudis, le maire de Toulouse. Patrice Drevet, responsable de cette édition souhaite ainsi sensibiliser la jeune génération aux problèmes politiques.

● *Sur le « 20 heures ».* — Insertion d'une minute d'insolite et de bonne humeur fournie par les nouvelles qui tombent sur les téléscripteurs mais qu'on a *« jamais le temps de passer »*.

● *Sur le « 23 heures ».* — Changement de formule. Elle sera plus courte et très ciblée : quinze minutes au plus, dont dix faites d'images commentées reprenant, en quelques secondes, tous les reportages de la journée diffusés dans le « 13 heures » et le « 20 heures ». S'y ajoutera une séquence de cinq minutes sur l'événement du jour, vu sous un angle particulier. Cette transformation, explique Alain Denvers, est destinée à servir les téléspectateurs qui rentrent tard chez eux et n'ont plus envie de regarder un journal d'une demie-heure, mais souhaitent connaître les principales nouvelles de la journée. Enfin, cette édition voit arriver un nouveau présentateur, Ladislas de Hoyos, qui remplace Jacques Idier, passé aux reportages. Mais Joseph Poli reste fidèle au poste.

ANITA RIND.

PUBLICATION JUDICIAIRE

« Par jugement du 5 décembre 1984, la première chambre du Tribunal de Grande Instance de Paris a condamné le journal *l'Écho de la presse et de la publicité* pour diffamation au préjudice de M. Franco di Bella, ancien directeur du Corriere Della Sera. Sur la foi de fausses informations, *l'Écho de la presse et de la publicité* avait publié le 6 février 1984 un entrefilet intitulé *« le Groupe Rizzoli »* qui laissait entendre que M. Franco di Bella était impliqué dans les poursuites engagées contre MM. Angelo Rizzoli et Bruno Tassan Din à la suite du scandale de la loge P2 et des difficultés financières rencontrées par le *Corriere Della Sera*, ce qui n'était absolument pas le cas. »

(Publicité)

DEUX JOURNÉES GRATUITES

SOURDS OU MAL-ENTENDANTS

Retenez ces dates : 29 et 30 avril 1985, le service acoustique de la Mutuelle de la presse, du livre et des industries connexes 29, rue de Turbigo, 75002 PARIS, organise deux journées gratuites d'assistance technique et d'information. M. Lecerf, directeur du service d'optique-acoustique, et des techniciens effectueront la révision, le contrôle, le réglage de votre appareil, quelle qu'en soit la marque.

Sur rendez-vous.
Tél. 233-21-89, poste 175.

GALA DES MINES.

Le 26 avril à 22h. Salle Wagram

BUZY
VIVIAN SAVAGE

Jazz - discothèque. Light show. Clips
Cinéma rétro : Tex Avery, Marx Brothers.

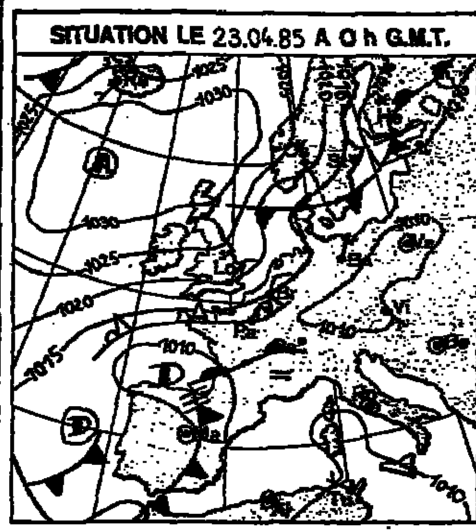
Salle Wagram, 39, av. de Wagram, Paris. M° Etoile.

Réservations : 3 Fnac, Clémentine, Ecole des Mines.
Renseignements : Ecole des Mines, 60, Bd St-Michel. Tél. 329.21.05.

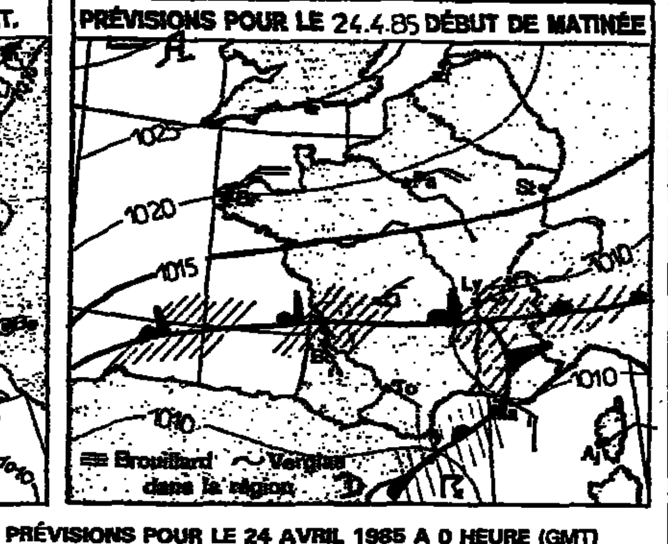
INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 23.04.85 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 24.4.85 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 24 AVRIL 1985 A 0 HEURE (GMT)

Evolution probable du temps en France entre le mardi 23 avril à 0 heure et le mercredi 24 avril à 24 heures.

Un temps à caractère plutôt anticyclonique mais associé à de l'air plus froid affectera les régions du nord de la France, tandis que l'air chaud et instable se maintiendra plus au sud.

Mercredi : au nord des régions allant de Poitou-Charentes au Jura, le temps sera nuageux et brumeux le matin et déjà plus frais puisque les températures minimales avoisineront 2 à 4 degrés. Au cours de la journée, quelques éclaircies pourront se développer, surtout sur les régions du Nord-Est, mais les températures ne dépasseront pas dans l'après-midi 9 à 14 degrés. A noter le vent d'est qui soufflera assez fort au nord de ces régions et en particulier sur la Manche.

Sur les régions du Sud, le même type de temps souvent très nuageux et orageux se maintiendra en s'étendant au Sud-Est. Des orages pourront donner localement des précipitations importantes, surtout sur les versants sud des massifs pyrénéens, du sud du Massif Central et des Alpes du Sud.

Les températures seront sans grand changement, avec des minimales entre 7 et 9 degrés (de 10 à 12 degrés sur les régions méditerranéennes) et des maximales entre 15 et 19 degrés.

Jeudi : au sud de la Loire, la matinée sera très nuageuse avec des pluies souvent orageuses des Pyrénées aux Alpes et à la Corse. Ce caractère orageux persistera toute la journée des Alpes à la Corse. Au nord de la Loire, le temps sera de plus en plus nuageux et plus frais. Il y aura quelques averses de la Manche aux Ardennes. Les températures seront de 14 degrés sur la moitié nord et 18 à 22 degrés sur la moitié sud.

Vendredi : un temps couvert et pluvieux se généralisera des Pyrénées au Massif Central et aux Alpes avec des orages des Alpes du Sud à la Corse. Sur le reste du pays, le temps sera plus variable avec des averses sur le quart nord-est et des vents de nord-ouest. Les températures baisseront de deux degrés.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le mardi 23 avril, à 8 heures, de 1 012,7 millibars, soit 759,6 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 22 avril ; le second, le minimum dans la nuit du 22 au 23 avril) : Ajaccio, 20 et 10 degrés; Biarritz, 20 et 11 ; Bordeaux, 19 et 10; Bourges, 19 et 8; Brest, 12 et 7; Caen, 11 et 6; Cherbourg, 10 et 5; Clermont-Ferrand, 19 et 7; Dijon, 21 et 7; Grenoble-St-M.-H., 24 et 11; Grenoble-St-Geoirs, 19 et 10; Lille, 16 et 5; Lyon, 20 et 10; Marseille-Marignane, 19 et 9; Nancy, 18 et 9; Nantes, 18 et 10; Nice-Côte d'Azur, 18 et 12; Paris-Montsouris, 19 et 8; Paris-Orly, 18 et 7; Pau, 18 et 10; Perpignan, 15 et 12; Rennes, 20 et 8; Strasbourg, 18 et 9; Tours, 21 et 7; Toulouse, 19 et 11; Pointe-à-Pitre, 28 et 20.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 16 et 6; Amsterdam, 14 et 4; Athènes, 19 et 10; Berlin, 17 et 3; Bonn, 19 et 5; Bruxelles, 16 et 3; Le Caire, 23 et 14; Iles Canaries, 22 et 14; Copenhague, 13 et 4; Dakar, 22 et 17 ; Djerba, 24 et 16; Genève, 20 et 8; Istanbul, 10 et 8; Jérusalem, 15 et 7; Lisbonne, 16 et 9 ; Londres, 15 et 5; Luxembourg, 17 et 7; Madrid, 13 et 5; Montréal, 16 et 6; Moscou, 18 et 9; Nairobi, 24 et 16; New-York, 26 et 10 ; Palma-de-Majorque, 17 et 7; Rio-de-Janeiro, 26 et 20; Rome, 22 et 12; Stockholm, 12 et 0; Tozeur, 32 et 15; Tunis, 18 et 13.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

VIE ASSOCIATIVE

Dépérissement de l'éducation populaire ?

Neuf fédérations d'éducation populaire (1) se sont réunies, mercredi 17 avril, à Paris. Leurs délégués généraux sont inquiets. D'après eux, l'éducation populaire est, aujourd'hui encore, marginalisée et menacée par le désengagement financier de l'Etat : *« On n'assassine pas : ce serait gênant. On laisse dépérir. »* Ils demandent donc de l'argent, toujours plus d'argent — les budgets sont en récession — pour former des cadres associatifs, salariés et bénévoles, de haut niveau, et des professionnels de l'animation. Faut-il être plus précis ? Le développement du nombre de postes Fonjep (Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire), qui rémunère les animateurs, et l'exonération de la taxe sur les salaires seraient pour eux un ballon d'oxygène.

L'éducation populaire ne tournerait-elle pas en rond ? Une militante du SNES, Mme Madeleine Lagane, voit à cette modification de l'image de marque du mouvement trois causes : en période de crise, l'animation vient après la recherche d'un emploi ; la société évoluant, la professionnalisation se substitue à l'idéal militant ; l'éducation populaire, enfin, paraît à certains une tâche moins urgente depuis que la scolarité s'est développée.

Si l'animation a moins bonne presse, si le concept d'éducation populaire a évolué, il reste que cette dernière continue d'être, pour les pouvoirs publics, le recours vers lequel on se tourne pour lui demander d'accueillir les exclus, les « pauvres » du système scolaire.

(1) Les centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active, les centres musicaux ruraux, la fédération française des maisons de jeunes et de la culture, la Fédération nationale Léo-Lagrange, la Fédération unie des auberges de jeunesse, les Francs et franches camarades, l'Institut de formation de recherche et de promotion, la Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente et la Fédération peuple et culture.

annonces associations

Appels

EDITION
Pour vous aider à éditer avant de proposer votre manuscrit sans en connaître la valeur, bien souvent au hasard, une solution efficace s'impose. « Ecrivains du temps présent », doc. sur dem. Ecr. à M. le Secrétaire général de l'AAEF ETP 2, rue Dante, 75005 Paris.

Ass. vd propr. en CHARTREUSE (38). Préf. à coll.. 1,2 ha, 2 mais. en 1 ou 2 lots. Ecr. C. COMARD, 54, av. de Pressensé, 69200 Vénissieux.

Association ch. à contacter peintres et sculpt. en vue expo. Ecr. à Création et Communication, 28, r. de l'Orangerie, 78000 Versailles.

Sessions et stages

Printemps 1985 en Grèce, été 1985 en Franche-Comté, un seul thème : l'environnement. Le CPIE de Franche-Comté tient à votre disposition son programme d'activités 1985. Téléphoner de 9 h à 12 heures au (81) 49-82-88 ou 53-72-02.

VICTOIRE SUR LE TABAC
Vous pouvez en 4 semaines cesser de fumer durablement et sans grossir. Nous ne ferons pas appel à votre volonté, juste à votre bonne volonté. Même si vous avez tout essayé, informez-vous : Victoire sur le tabac, 561-15-13.

ANGLAIS - FRANÇAIS
ESPAGNOL - RUSSE
Apprentissage efficace, rapide, joyeux, par la suggesto-pédagogie à sa source française.
FORMATION DES ENSEIGNANTS
Téléphone : 326-22-64

UNIVERSITÉ EUROPÉENNE de MÉDECINE CHINOISE
BOURSES D'ÉTUDES
Cercles d'études à Paris et dans les principales villes de France.
Dossier et renseignements :
U.E.M.C.
67190 HEILIGENBERG 7

Organisme d'échanges intern. (reconnu d'utilité publique) recherche
FAMILLES POUR ACCUEILLIR LYCÉENS ÉTRANGERS
2 mois été ou année scolaire.
Appeler dès maintenant :
VIVRE SANS FRONTIÈRE
68, rue de Rochechouart,
75009 Paris. Tél. 285-04-64.

LES ATELIERS D'ÉCRITURE ELISABETH BING
ORGANISENT POUR ADULTES, ADOLESCENTS, ENFANTS à PARIS : week-ends de sensibilisation, ateliers hebdomadaires de longue durée, stages intensifs, et dans les principales villes de PROVINCE et tous PAYS FRANCOPHONES.
Prochainement : ateliers de longue durée par week-ends mensuels à STRASBOURG, LILLE, BRUXELLES, MONTPELLIER, MARSEILLE, AIX, BORDEAUX, TOULOUSE, MONTAUBAN, CAHORS, LYON, GRENOBLE, GENÈVE. Participation à titre personnel ou à celui de la FORMATION PERMANENTE.
Doc. perm. sur dem. : BPG 245 75227 PARIS CEDEX 06.

Le CONSERVATOIRE RÉGIONAL de BRETAGNE situé dans un parc à quelques minutes de la mer peut recevoir en internat ou en demi-pension les stages d'ass. et les voyages scol. Conservatoire régional, Soye, 56270 PLOEMEUR (97) 82-32-08.

TENNIS
Club but n. lucr.. 7 courts. 15 mn de Paris par A 1. Stages, leçons, tournois, animation Club House. Renseign. 837-18-31 - 837-24-40.

Le Théâtre de l'Opprimé-Augusto Boal animera un stage d'inf. en soirée et en week-end du 8 au 12 mai 1985 256, rue du Fg-Saint-Martin, Paris, 10e. Rens. : 205-89-31.

Le Théâtre de l'Opprimé animera un STAGE en direction des personnes travaillant dans le domaine de la SANTÉ MENTALE EN SOIRÉE ET EN WEEK-END : du 1er au 5 mai 1985, 256, rue du Fg-Saint-Martin, Paris, 10e.
Renseignements : 205-89-31.

Un monde qui bouge au risque de la personne. L'ENGAGEMENT AUJOURD'HUI, approche personnaliste. Samedi 27 avril 14 h, dimanche 28 avril, PARIS. Rens. et inscr. LA VIE NOUVELLE, 73, rue Ste-Anne, Paris, 2e, 296-84-44.

● Prix de la ligne 30 F TTC (28 signes, lettres ou espaces).
● Veuillez mentionner l'année et le numéro d'inscription au J.O.
● Chèque libellé à l'ordre de Régie-Presse LMA et à adresser au plus tard le jeudi pour parution du mardi daté mercredi à Régie-Presse LMA, 7, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3951

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									■
II							■		
III							■		
IV		■			■				
V						■			
VI				■					
VII			■					■	
VIII				■					
IX					■			■	
X	■			■					
XI							■		

HORIZONTALEMENT

I. La plus chère est bien souvent la plus vieille. — II. La chaleur le glace. Démonstratif. — III. Indicatif relatif à une forme de verbe irrégulier. Personnel. — IV. Interjection. Œuvre en prévision des futurs beaux jours. — V. Intimes, pendant la Grande Guerre, des chefs de l'armée. Casse-graines. — VI. Unité de campagne ou division territoriale. Point. — VII. Démonstratif. Physicien alsacien. — VIII. Ne connaît jamais de nuit sans lune. Victime d'un triste exploit pour lequel il a cependant été cité. — IX. Aux jeux de Montréal ou dans la forêt canadienne. Négation. — X. Sur la route mandarine. Piètre jeu d'un comédien sans talent. — XI. Germe dans une tête ou fleurit sur un pied. On en a plein le dos.

VERTICALEMENT

1. Cabine souvent spatiale, mais rarement spacieuse. — 2. Sa sœur est très recherchée. Pincée par un Aigle et cassée par une pie. — 3. Souris d'Autel. Couche de glace. — 4. Etat étranger. — 5. Personnel. Forme d'être. Divinité. — 6. Différentes des autres, elles viennent en premier. L'une papillonne, l'autre muse. — 7. Pied noir. — 8. Raccourcis dans les bois. Taure à l'époque du Minotaure. — 9. Ne manquent pas de voix.

Solution du problème n° 3950

Horizontalement

I. Souteneur. — II. Orbite. Lu. — III. Unanimité. — IV. Pec. Ne. Ré. — V. IM. Acéra. — VI. Reine. — VII. An. Elever. — VIII. Ite. Lui. — IX. Lèvre. Nep. — X. Noé. Cèpe. — XI. Eté. Paris.

Verticalement

1. Soupirail. — 2. Ornementent. — 3. Ubac. Evoé ! — 4. Tin. Ane. Ré. — 5. Etincelle. — 6. Némée. Eu. Ca. — 7. Raviner. — 8. Ultra. Epi. — 9. Ruée. Crêpes.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au *Journal officiel* du lundi 22 et mardi 23 avril :

DES ARRÊTÉS

● Portant réorganisation de postes comptables des services extérieurs du Trésor.

● Modifiant l'arrêté du 2 avril 1971 fixant la liste des matériels de guerre et matériels assimilés soumis à une procédure spéciale d'exportation et les dérogations à cette procédure.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 24 AVRIL

« La folie St-James », 15 heures; 34, avenue de Madrid, Neuilly.

« Constantinople », 16 h 30, 62, rue St-Antoine.

« Funérailles de Victor Hugo au Panthéon », 15 heures, entrée.

« Le Marais, partie ouest », 14 h 15, place de l'Hôtel-de-Ville, devant la poste (P.-Y. Jaslet).

« Collection Walter Guillaume », 14 h 30, musée de l'Orangerie (M. Pohyer).

« Dans les ateliers d'un tourneur d'étain », 15 heures, guichet métro Arts et Métiers.

« Hôtels et Église de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro St-Paul (G. Botteau).

« Le post-impressionnisme », Palais de Tokyo, musée d'art et d'essai, 12 h 30 (Ghislaine Caneri).

« Les manufactures des Gobelins au travail », 14 h 30, 42, avenue des Gobelins (I. Hauller).

« Une folie du comte d'Artois », 15 heures, métro Trinité (C.A. Messer).

« L'hôtel de Lauzun », 15 heures, 17, quai d'Anjou (E. Romann).

CONFÉRENCES

217, boulevard St-Germain, 18 heures : « L'histoire des idées et le développement de la pensée philosophique en Amérique latine ».

Sorbonne (Bachelard), 20 h 30 : « Symphonie ou unisson » (M. M. Davy).

60, boulevard de Latour-Maubourg, 20 h 30 : « Comprendre les maladies mentales : l'obsession, la phobie ».

9, rue Malher, 16 h 30 : « Et demain l'Afrique »...

Centre Georges-Pompidou, 18 heures : « Martin Heidegger ».

26, rue Bergère, 15 heures : « Réponses aux questions posées par écrit » ; 19 h 30 : entre le rêve et la réalité : « Symbole ésotérique des rites sacrés ».

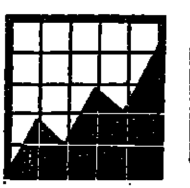
REPRODUCTION INTERDITE

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	104,00	123,34
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,76
IMMOBILIER	69,00	81,83
AUTOMOBILES	69,00	81,83
AGENDA	69,00	81,83
PROP. COMM. CAPITAUX	204,00	241,94

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col*	Le mm/TC
OFFRES D'EMPLOIS	59,00	69,97
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,16
IMMOBILIER	45,00	53,37
AUTOMOBILES	45,00	53,37
AGENDA	45,00	53,37

* [illegible]



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

MICRO-INFORMATIQUE

RESPONSABLE DU MARKETING

Nous avons rapidement conquis notre place de leader sur le marché des systèmes multi-utilisateurs sous UNIX. Nés en 1982, nous sommes indépendants tout en étant liés à un groupe de dimension internationale. Un marketing opérationnel offensif doit nous permettre d'accroître encore nos performances, à condition bien-sûr qu'il soit bien mené. Nous comptons là sur toute votre efficacité dans de nombreux domaines : analyses de marchés, études, publicité, promotion, plans d'actions commerciales... Fonctions classiques au marketing en apparence, si ce n'est que dans nos structures, elles vont encore plus loin (appui permanent auprès de notre force de vente). Elles requièrent donc une relative polyvalence. Le profil suivant vous y adapte bien : une Ecole de Commerce ou d'Ingénieurs, une expérience commerciale significative dans des activiés qui nous sont proches (systèmes, services informatiques) étayée de responsabilités fonctionnelles au sein d'un service marketing.

Cela vous a conduit à diriger des équipes, vous a appris à prendre rapidement des décisions génératrices de développement. Anglais courant requis.

Adressez votre dossier de candidature complet (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) s/réf. 713M à notre Conseil. **ALPHA CDI,** 181 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE.



Prestigieuse Société Française de Cosmétiques filiale d'un groupe international de grand renom. Base PARIS

300.000 F±
Area manager international duty free markets

HF

Rattaché au Directeur international, sa mission consistera à développer les ventes hors taxes des marques et des produits sur un plan INTERNATIONAL et à gérer activement les marchés déjà existants.

Une expérience réussie de 3 ans minimum dans un poste similaire est à justifier.

Parfaite connaissance de la vente à l'exportation des produits de luxe impérative.

La bonne connaissance des duty free est souhaitable.

Formation supérieure, parfaite maîtrise de l'anglais indispensable. Espagnol souhaité. Grande disponibilité pour voyager.

Des qualités de négociateur et diplomate sont requises pour répondre aux critères de sélection de ce poste.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé (joindre enveloppe pour réponse plus rapide) sous référence 24022-M

MRI conseil
Danièle Chapuis - 13, rue Madeleine Michelis 92522 Neuilly.

Ozona

Un des "grands" de l'habillement des "petits" (de 0 à 6 ans)
800 personnes, 200 millions de CA
en développement constant, offre le poste de

directeur commercial France

à un professionnel de la Vente, de haut niveau, diplômé de l'enseignement supérieur, 30 ans minimum, disposant d'un tempérament de leader et si possible d'une expérience dans le textile.

Rattaché à la Direction Générale, il organise et dirige la politique commerciale et la promotion des ventes, élabore le plan marketing et le plan de collection, dirige et anime une équipe de 30 personnes (représentants exclusifs + animateurs + administratifs ventes).

Poste basé à Yvetot (76) avec nombreux déplacements.

La rémunération sera fonction des compétences, et non inférieure à 350.000 F.

Merci d'écrire avec CV et photo sous réf. F172 et en toute confidentialité, à Pierre de DAMAS
PAJ Conseil, 8, avenue de Camoëns, 75016 PARIS

paj CONSEIL EN RECRUTEMENT

Lion Publicité

DIRECTEUR
DES VENTES EXPORT

Entreprise de taille humaine, située à **EVRY (91)**, nous sommes l'un des leaders dans l'aménagement de la maison. Dans le cadre de notre développement à l'étranger, nous recherchons notre **DIRECTEUR DES VENTES EXPORT.**

Membre de notre Comité de Direction, vous prendrez en charge la recherche et l'implantation des distributeurs locaux et vous serez responsable de l'animation de notre filiale en R.F.A.

De **formation supérieure** de préférence, vous avez au moins 30 ans et l'expérience de la gestion de réseaux et de distributeurs.

Ce poste très complet et dynamique nécessite, au minimum, une parfaite maîtrise de l'**allemand** et de l'**anglais**, ainsi que de fréquents déplacements à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre manuscr., C.V., photo, dernier salaire et prét., en précisant sur l'enveloppe la réf. 3508/LM, à

MEDIA PA
9, Bd des Italiens. 75002 Paris
qui transmettra

Recherche

DIRECTEUR
SCHURTER FRANCE

Age : 35 ans environ.
Formation et connaissances :
- Diplôme commercial ;
- Orientation marketing ;
- Activité et expérience de vente, connaissance dans la branche des composants électroniques ou industrie similaire ;
- Longue activité dans la branche des composants électriques ou industrie similaire avec succès confirmés ;
- Compréhension affinités techniques ;
- Habileté d'initier, diriger et animer une petite équipe ;
- Faculté d'établir et maintenir des contacts personnels avec clients importants ;
- Talent d'organisation.

Langue : Allemand si possible.
Salaire : FF 280.000 à 320.000/an.
Début du service : à convenir,
Ecr. à Mme FOUQUET, 26, cours Albert-1er, 75008 Paris.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

DIRECTEUR DES VENTES

Nous sommes filiale d'un Groupe International spécialisé dans la fabrication et la vente de composants destinés aux industries électriques et électroniques. Notre CA est en progression constante, ce succès s'appuyant sur une politique de commercialisation et des outils marketing performants. Nous recherchons notre DIRECTEUR DES VENTES. Il dirigera une équipe de technico-commerciaux spécialisés par région ou par marché, intervenant auprès des bureaux d'études et des méthodes de grandes sociétés industrielles. Il travaillera en étroite relation avec une unité de marketing. L'homme qui rejoindra notre petite équipe jeune, très «marketing minded», aux relations claires, aura une trentaine d'années, une bonne pratique du milieu industriel et une expérience prouvée de l'animation des hommes. Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce ou d'Ingénieur, il sera jugé sur sa capacité à développer efficacement une société qui avance vite. Anglais indispensable.

Merci d'envoyer votre candidature, CV, photo sous réf. 9632 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 284.10.06

Un puissant groupe industriel français recherche pour une filiale de 700 personnes, située au Nord de Strasbourg son :

Directeur administratif et financier

La pratique courante de l'allemand est indispensable pour cette fonction largement polyvalente portant sur le contrôle et l'animation d'une trentaine de personnes réparties en 4 services :
- comptabilité générale/facturation/trésorerie,
- contrôle budgétaire,
- service du personnel,
- informatique.

Une formation de type Sup de Co (HEC, ESSEC...) option Finances est nécessaire, ainsi qu'une forte expérience Contrôle de Gestion et Comptabilité Analytique, si possible en industrie.

Le candidat idéal aura déjà assuré le reporting dans un groupe et saura s'adapter à des procédures très structurées.

Adressez votre dossier, sous réf. 4100/M, en toute sécurité quant au secret, à notre Conseil.

40, rue du Tivoli
67000 STRASBOURG

managing



emplois régionaux emplois régionaux



Responsabilités et contacts :
jeune ingénieur ou Ecole de Commerce

A Villeneuve-Loubet, près de NICE, notre unité de fabrication de logiciels assure l'impression de la documentation technique (manuels et livrets) accompagnant ses logiciels, à destination de l'Europe.

Elle souhaite vous confier la gestion de la sous-traitance de cette impression. En relation avec les imprimeurs, vous aurez pour objectif d'améliorer le volume et la qualité de cette production et de réduire les coûts et délais de fabrication.

Votre sens de la négociation et des contacts s'allie à la rigueur en matière d'administration et de gestion. Cette personnalité et votre formation de base (ingénieur de type AM ou école de commerce) vous permettront d'assumer rapidement ces responsabilités et d'évoluer au sein de notre entreprise.

Vous êtes débutant ou avez une première expérience. Vous connaissez peut-être le monde de l'imprimerie, en tout cas l'anglais et si possible d'autres langues européennes.

Thierry VINCENT vous remercie de lui adresser votre candidature avec photo et rémunération souhaitée sous référence JDSD/0485/1M à :
TEXAS INSTRUMENTS FRANCE - 8/10, avenue Morane Saulnier
78141 VELIZY-VILLACOUBLAY Cedex



La comptabilité de gestion oui, mais dans un contexte international

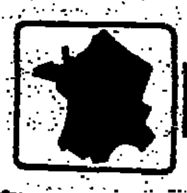
C'est l'opportunité que nous proposons à un professionnel titulaire du DECS et possédant 4 à 5 ans d'expérience.
C'est l'occasion pour vous, en relation directe avec le Directeur de la comptabilité et du contrôle de gestion, d'affirmer vos connaissances et d'intervenir aussi dans les services financiers du groupe.
Nous vous souhaitons homme d'étude, meneur d'équipe, source de suggestions et communicant avec la gestion et les opérations.
Vous participerez entre autres, en liaison avec les directions, filiales ou succursales du groupe, au reporting pour la comptabilité fiscale et la consolidation groupe.
Une connaissance de la comptabilité anglo-saxonne constitue un atout. Bonnes connaissances de l'anglais souhaitées.
Ce poste est un tremplin vers d'autres responsabilités.

Prenez contact avec COMEX, Direction des Ressources Humaines, sous réf. JP 1, 36 bd des Océans, BP 143, 13275 Marseille Cedex 09.

comex

média-system

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Imaginons notre avenir ensemble

Hewlett-Packard France, 56 % de croissance du CA en 1984, 2900 personnes, 3ème exportateur de matériel informatique en France, leader dans le domaine de l'instrumentation électronique. Les signes de cette expansion : le démarrage d'un nouveau site industriel à Lyon - L'Isle d'Abeau. Les fondements de cette réussite : des solutions commercialement adaptées, une forte capacité d'innovation, la gestion attentive des ressources humaines. Hewlett-Packard France favorise le choix des carrières dans un environnement international où les activités sont très diversifiées et où autonomie, sens du défi et mobilité sont des critères porteurs d'évolution et de réussite.

Gestionnaires de production, futurs managers

Notre département Manufacturing Réseaux a pour vocation de produire des sous-ensembles électroniques destinés à permettre l'insertion de nos matériels dans des réseaux de communications (TRANSPAC...). D'une technologie très avancée mettant en œuvre des matériels de fabrication et de contrôle modernes, la production reste pourtant un ART de GESTIONNAIRE.

Notre Manufacturing Manager souhaite s'attacher plusieurs jeunes collaborateurs à qui il confiera d'abord des responsabilités ponctuelles d'organisation et de gestion dont l'objet sera d'améliorer le contrôle et la fiabilité du processus de production.

Il leur proposera ensuite de prendre en charge une partie du processus de production dont ils auront fiabilisé la gestion ; ces postes de responsabilités et d'encadrement les prépareront à leur futur métier de managers.

Ces postes requièrent une formation supérieure : Grande Ecole de Commerce ou d'Ingénieur (+ MBA, ISA, INSEAD...). Réf. GND/11/M

Futur consultant spécialiste réseaux

Au sein du Service Marketing de notre Division Réseaux, le département Network Consulting a la charge d'assister les commerciaux sur le plan technique afin de compléter l'information de nos clients.

Il doit aussi homologuer les matériels achetés chez nos fournisseurs afin de pouvoir ensuite les intégrer dans nos installations.

Le responsable de ce département cherche à s'attacher un collaborateur débutant à qui il confiera d'abord des missions d'homologation. A ce titre, il désignera les procédures de tests, réalisera ceux-ci, en documentera les résultats et prendra les dispositions nécessaires avec les fournisseurs des matériels concernés en fonction des résultats obtenus.

Ultérieurement, le candidat évoluera vers la fonction de consultant.

Ce poste requiert une formation supérieure scientifique à dominante électronique, informatique ou télécommunication. Réf. GND/13/M

Futurs responsables financiers

Notre Service Financier (comptabilité anglo-saxonne et française, reporting, Contrôle de Gestion...) souhaite s'attacher plusieurs diplômés afin de les intégrer dans ses différents départements.

D'abord collaborateur d'un Chef de Groupe en charge d'une fonction (comptabilité générale ou analytique, reporting...), ils se verront ensuite confier des responsabilités plus larges dans le service afin d'accéder rapidement à des postes de management.

Ces postes requièrent une formation supérieure : Grande Ecole de Commerce ou d'Ingénieur (+ MBA, ISA, INSEAD...). Réf. SG/4/M

Ingénieur développement logiciel

Notre Centre des Applications Françaises a pour mission de traduire, d'adapter et de développer les logiciels mis au point aux USA afin de les commercialiser sur le territoire français.

Le Responsable de son Service Développement recherche un jeune ingénieur pour lui confier d'abord l'adaptation en français de progiciels de gestion de production, puis celle d'autres produits de nature et de vocation différentes (comptabilité, personnel, finance,...). Lors de son adaptation en français, chaque progiciel est un véritable projet informatique qui doit être traité comme tel : organisation et gestion de sa production, contrôle de sa qualité,...

Assisté par un ou plusieurs traducteurs, l'ingénieur développement est le maître d'œuvre du projet ; il peut aussi travailler en collaboration avec d'autres ingénieurs de développement.

Ce poste requiert une solide formation supérieure en informatique acquise dans une grande école de commerce ou d'ingénieurs. Une expérience d'analyste même courte serait très appréciée. Réf. GND/12/M

Informaticiens de gestion

Notre Service Informatique, modèle d'utilisation de nos produits (matériels et logiciels), s'appuie sur l'utilisation de l'informatique décentralisée, du temps réel et des bases de données. Son responsable cherche à s'attacher plusieurs jeunes informaticiens de gestion.

Rapidement chargés de développer, de mettre en place et d'assurer l'évolution de logiciels, nos futurs informaticiens auront la responsabilité de projets qui leur permettront d'exercer leurs compétences de façon autonome.

L'intérêt du travail et la qualité des systèmes sont renforcés par la communication étroite et permanente avec les utilisateurs.

Ces postes requièrent une formation supérieure : grande école d'ingénieur, de commerce ou maîtrise d'informatique + IAE.

Une expérience en informatique, même courte, serait très appréciée. Réf. SG/3/M

Ces postes requièrent un excellent niveau technique et une bonne aptitude à la communication dans un **environnement international dynamique et motivant** (anglais indispensable). Ils sont extrêmement variés et vivants et, de ce fait, très formateurs. Ils permettent aux candidats qui y feront leurs preuves un choix très étendu pour leur évolution de carrière, tant sur le plan géographique que fonctionnel. Tous ces postes sont basés à Grenoble.

Merci d'adresser votre dossier de candidature -CV, photo et prétentions- en précisant la référence choisie, à Pierre FANTOBO, Service Recrutement, Hewlett-Packard France, 5 avenue Raymond Chanas - 38320 EYBENS.

Hewlett-Packard France :
le partenaire de vos ambitions.



REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

THOMSON SEMICONDUCTEURS

Nous construisons à NANCY un centre d'études et de fabrication qui produira des circuits intégrés en boîtier plastique, destinés à des applications variées (électronique grand public, informatique, robotique, avionique...). Ce centre sera dans son domaine, l'un des plus modernes du monde. Il sera largement automatisé et fonctionnera 24 h sur 24, 7 jours sur 7. Il occupera 450 personnes environ, dont 120 Ingénieurs et Techniciens, et produira 26 millions de composants par mois. Ce centre constitue notre neuvième unité de production. Aujourd'hui, nous cherchons des Ingénieurs confirmés pour participer à son démarrage.

INGÉNIEURS D'ÉTUDES CONFIRMÉS

Notre Direction technique comprend 4 services : Normalisation, Assemblage, Physico-Chimie, Test. Au sein de cette Direction vous participerez à la conception et à la mise au point permanente des procédés et équipements de fabrication les meilleurs en terme de qualité-coût-délais, et à la mise au point de nouveaux boîtiers.
(Réf. 81444/M)

INGÉNIEURS SPÉCIALISTES DE LA QUALITÉ

La Qualité est l'affaire de tous.
Encore faut-il animer cette idée et insuffler l'esprit QUALITÉ à tous les niveaux, en collaboration avec les responsables de fabrication et avec ceux de la Direction Technique :
telle sera votre mission, capitale.
(Réf. 81445/M)

INGÉNIEURS DE FABRICATION CONFIRMÉS

Nos unités de fabrication, très autonomes, fonctionneront en continu. Au sein de ces unités, vous coordonnerez les six équipes successives en prenant en charge la fabrication, la qualité, les méthodes ou la maintenance, avec un souci constant : celui de faire partager à vos collaborateurs vos objectifs de qualité, de service et de performance.
(Réf. 81446/M)

Pour ces différentes fonctions nous cherchons des Ingénieurs issus d'une grande école ou d'une université de haut niveau en mécanique, électricité, électronique, etc., animés par la volonté de réussir, et qui maîtrisent l'anglais.
Nous vous offrons de travailler dans un contexte exigeant mais passionnant. Vos perspectives d'évolution au sein du Groupe ? Elles seront à la mesure de votre succès, en France ou à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), en précisant la référence du poste choisi à notre Conseil qui l'étudiera en toute discrétion, Hubert GÉRARD – SELE-CEGOS – Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX.





HAVAS CONTACT



ingénieur expérimenté projets travaux neufs

Unisabi, premier fabricant d'aliments préparés pour animaux familiers, dans le cadre du développement de ses trois usines, recherche un ingénieur expérimenté pour les services techniques de son unité d'Ernolsheim s/Bruche à 25 km de Strasbourg.

Unisabi, ce sont 1.000 collaborateurs, 3 usines, + 2 milliards de Francs de chiffre d'affaires, une croissance soutenue de + 20% et des marques renommées : Pal, Frolic, Canigou, Whiskas, Brekkies, Kitekat et Ronron.

En liaison avec l'ensemble des services de l'usine : production, maintenance, organisation industrielle, il assurera le développement et la mise en place des moyens techniques nécessaires à l'évolution des performances de l'usine.

De formation supérieure, Ecole d'Ingénieur (Centrale, ENSAM...), il aura une expérience industrielle d'au moins 3 à 5 ans.

Il devra maîtriser parfaitement l'anglais et avoir le goût du travail en équipe. Il saura écouter et convaincre dans une Entreprise où la communication est directe et facile et qui privilégie l'imagination, l'initiative et l'innovation.

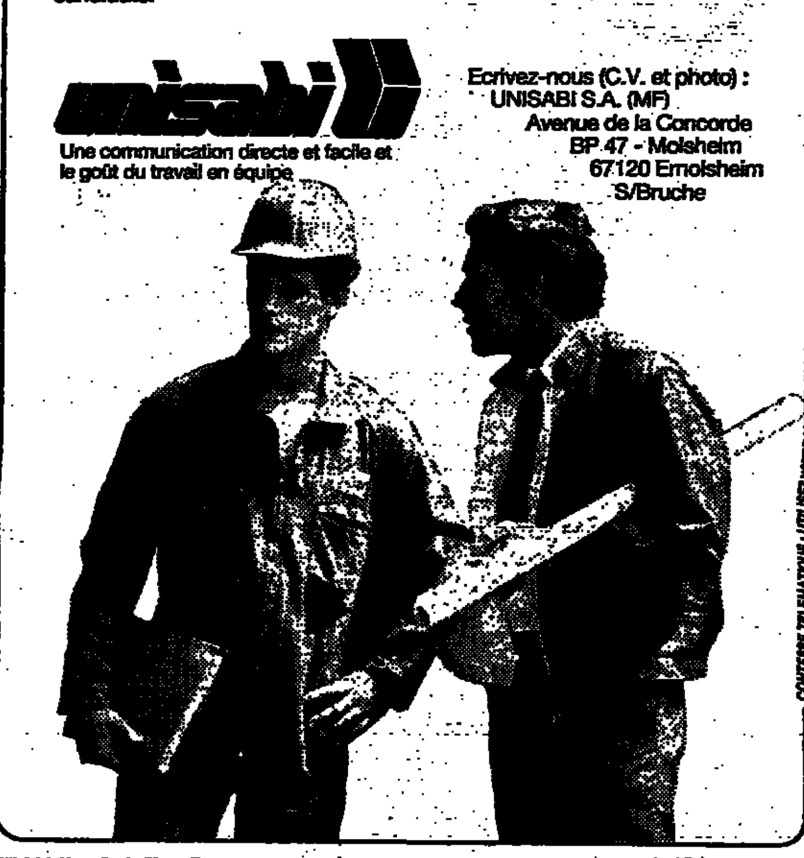
De réelles possibilités d'évolution, tant dans le domaine industriel que dans d'autres départements de l'Entreprise sont ouvertes.

Le salaire ne sera pas inférieur à 210.000 F et sera adapté à la valeur des candidats.

unisabi

Une communication directe et facile et le goût du travail en équipe

Ecrivez-nous (C.V. et photo) :
UNISABI S.A. (MF)
Avenue de la Concorde
BP 47 - Molsheim
67120 Ernolsheim
S/Bruche



Futures connexions

Ingénieur commercial
confirmé Toulouse réf. CO/VE/2.

Vous commercialiserez chez nous des solutions complètes réseaux faisant intervenir tous les produits de la gamme.

Un parc établi vous aidera à développer votre activité auprès d'une nouvelle clientèle.
Nous vous demanderons de la gérer et de prospecter à tous les niveaux d'interlocuteurs compte-tenu de la dimension de la gamme.
Vous serez responsable de votre région et devrez assurer la charge de constituer une équipe et de l'encadrer.

Ingénieur commercial
junior Strasbourg réf. CO/VE 16.

De formation supérieure, vous avez acquis une première expérience de 2 à 3 ans dans la vente de systèmes informatiques. Vous commercialiserez des solutions applications faisant intervenir des fonctions locales télécom.

Nous vous demanderons de maîtriser une approche commerciale orientée vers des solutions de l'organisation de l'entreprise de vos clients. Nous vous apporterons en complément la connaissance des télécommunications.

En vous faisant partager son savoir-faire en télécommunications informatiques, I.T.T. Data Systems permettra de valoriser votre professionnalisme et de donner une autre dimension à votre carrière grâce à vos compétences personnelles.
Didier Vandamme 545 67 05 Dossier de candidature à adresser sous référence choisie à
I.T.T. Data Systems France, Tour Maine-Montparnasse, 33 avenue du Maine BP 148, 75755 Paris Cédex 15.

ITT Data Systems ITT

Entre vous et nous : le dialogue.

CHEF DE PROJET
coordonner les travaux d'implantation de boutiques

Notre société, dont le siège social est situé dans une grande métropole du Sud-Est, a été fondée il y a plus d'un siècle.
Elle a réussi une expansion remarquable en France et à l'étranger dans le secteur agro-alimentaire. Elle a su cependant conserver une dimension humaine, des équipes jeunes et motivées et bien préparer sa diversification en aval de la production : le développement en France d'un nouveau concept de boutiques de détail (un réseau de franchisés et des points de vente appartenant à l'entreprise).
Nous souhaitons confier la logistique de ce projet (déjà entamé) à un **coordonnateur de travaux**.

Jeune ingénieur (35 ans environ), vous avez mené à bien des projets en qualité d'ingénieur d'affaires ou de coordonnateur dans une chaîne de restauration, l'hôtellerie, l'aménagement de magasins, ou dans le bâtiment, etc...
Rattaché au Directeur du développement, vous coordonnerez les travaux, de la conception à la finition des boutiques. Vous serez l'interlocuteur privilégié des fournisseurs, sous-traitants ainsi que de nos futurs adhérents.
Vous devez prévoir de fréquents déplacements en France.
Certaines de vos relations pourront se faire en anglais.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo), sous réf. 10835, à Media-System Méditerranée, 29 La Canebière, 13001 Marseille, qui transmettra.

média-system

Contrôleur de gestion
à fort potentiel **Lyon**

Une société internationale, leader dans son domaine, crée le poste de contrôleur de gestion pour ses filiales françaises de distribution couvrant le sud de la France.
Dépendant directement du Directeur Administratif et Financier et en liaison étroite avec l'état-major, il mettra en place les tableaux de bord, les systèmes d'information et les procédures pour une gestion prévisionnelle et budgétaire.
Il établira les budgets et les plans.
Il assurera le suivi de la réalisation des objectifs et en analysera les écarts.
Le poste s'adresse à un candidat de formation supérieure (HEC, ESSEC, SUP de CO...) ayant des qualités de rigueur et de méthode alliées à une grande facilité de contact et pouvant justifier d'une expérience réussie d'environ trois ans, si possible dans une société internationale.
Une bonne connaissance de l'informatique et la pratique courante de l'anglais sont également indispensables.
Le très fort développement de cette société permet une importante évolution pour un candidat de valeur.
Merci d'adresser votre dossier sous réf. 392 LM à notre Conseil : Nicole ANCESSI,

SODERHU,
22 rue Saint Augustin,
75002 PARIS.



DESSEIN

Dans le cadre d'une évolution future, le

C.I.C.O.A.M.A.
Centre Informatique des Assurances Mutuelles Agricoles,

équipé d'un BI-DPS 8/52, 90 terminaux

recherche

- **INFORMATICIENS** (H./F.)
  MIAGE, INSA, etc.
- **PROGRAMMEURS** (H./F.)
  DUT Informatique.

Envoyer lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions au C.I.C.O.A.M.A., 2, rue Barra, 79000 NIORT.

HOBART

Leader National pour la fabrication et la commercialisation des matériels destinés à l'Hôtellerie, la Restauration, les Collectivités
recherche pour son unité de production de **SAINS DU NORD (59)**

SON RESPONSABLE DES PRIX DE REVIENT STANDARD

Attaché au Service de la Comptabilité Industrielle.

Le candidat, âgé de plus de 25 ans, devra justifier d'une première expérience réussie dans une fonction similaire ou d'une expérience « méthode ».
La pratique de la langue anglaise ainsi qu'une bonne connaissance de la micro-informatique seraient des atouts supplémentaires.
Formation D.E.C.S. comptable, DUT génie mécanique, ingénieur mécanicien ou similaire.
Le poste, évolutif pour un candidat de valeur, est à pourvoir immédiatement. Il est basé à Paris, mais nécessite 3 jours par semaine de déplacement à l'usine à SAINS DU NORD (59).
Une position Cadre et un salaire annuel qui ne saurait être inférieur à 130 000 F est proposé.
Les candidatures (C.V. détaillé, photo et courrier manuscrit précisant les intentions salariales) sont à adresser à **DRT - Compagnie HOBART** 39, rue Cambon 75001 PARIS.

Important Groupe de Distribution en Gros de Matériel Electrique et Electronique, recherche le

Directeur Général Adjoint

d'une société de près de 500 millions de C.A.

Outre de bonnes connaissances des Matériels Electrique et Electronique et de leurs marchés, il doit posséder une solide expérience de la vente, de l'animation commerciale et du contrôle de gestion et le sens des relations humaines.
Ce poste requiert un diplôme d'Ingénieur ou d'Ecole Supérieure de Commerce, et de bonnes notions d'anglais.
La rémunération annuelle, selon les compétences, peut atteindre 300.000 Francs.
Il existe des possibilités d'évolution au sein du Groupe en France et à l'Etranger pour un candidat mobile. Le premier poste est basé dans l'Ouest.

Merci d'envoyer votre candidature sous Réf. 717 à CURRICULUM 4, rue Tronchet 75008 Paris qui transmettra en toute confidentialité.

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'INGÉNIEURS DE CONSTRUCTIONS AÉRONAUTIQUES DE TOULOUSE, MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Recherche pour LA DIRECTION DE SES LABORATOIRES DE MÉCANIQUE

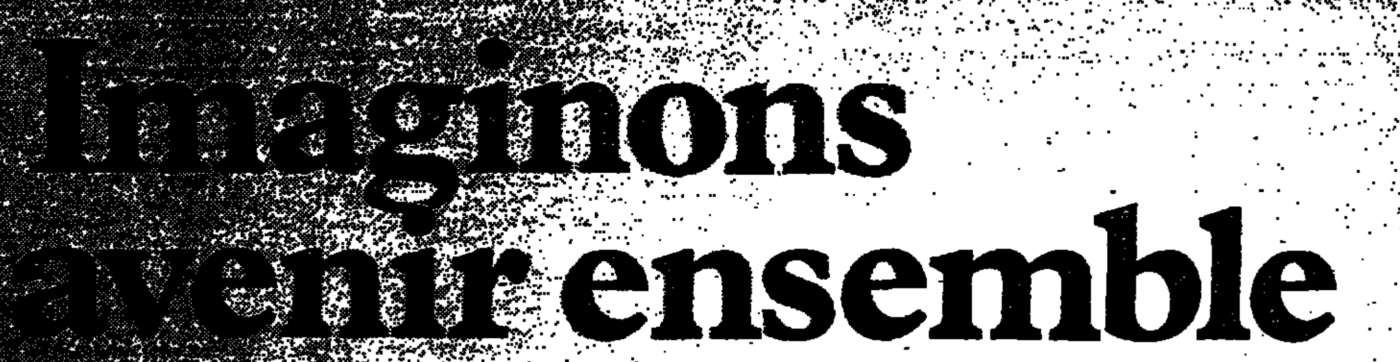
UN INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

responsable des travaux pratiques de métallurgie et résistance des matériaux, soutien des activités de recherche.
– Gestion des moyens.
Expérience professionnelle souhaitée en résistance des matériaux appliqués à l'aéronautique, fabrication mécanique et commande numérique.

Statut d'agent sur contrat (3 ou 6 ans).

Adresser c.v. détaillé et prétentions à :
ENSICA
49, avenue Léon-Blum, 31056 Toulouse Cedex.

REPRODUCTION INTERDITE



Hewlett-Packard France, 56 % de croissance du CA en 1984, 2900 personnes, 3ème exportateur de matériel informatique en France, leader dans le domaine de l'instrumentation électronique. Les signes de cette expansion : le démarrage d'un nouveau site industriel à Lyon - L'Isle d'Abeau. Les fondements de cette réussite : des solutions commercialement adaptées, une forte capacité d'innovation, la gestion attentive des ressources humaines. Hewlett-Packard France favorise le choix des carrières dans un environnement international où les activités sont très diversifiées et où autonomie, sens du défi et mobilité sont des critères porteurs d'évolution et de réussite.

TELEINFORMATIQUE

MARKETING

Consultant réseaux Ingénieur support avant-vente

Au sein du Service Marketing de notre Division Réseaux, le Département Network Consulting a la charge d'assister les commerciaux sur le plan technique afin de compléter l'information de nos clients.
Le responsable de ce département cherche à s'attacher un collaborateur à qui il confiera la responsabilité technico-commerciale de la région Sud : Suisse, Autriche, Espagne, Grèce, Israël, Moyen-Orient, Afrique du Nord et Afrique du Sud. Lors de ses fréquents déplacements dans ces pays (50 % du temps), il fera les présentations techniques des produits, analysera les demandes des clients, préparera les réponses qui devront leur être faites.
Par ailleurs il sera aussi le conseiller et le formateur des forces de ventes.
Ce poste, basé à Grenoble, requiert une formation supérieure technique ou commerciale, 2 à 3 ans d'expérience internationale dans une fonction analogue et une réelle connaissance des produits informatiques.
Les nombreux déplacements exigent une très grande disponibilité.
La connaissance de l'allemand serait un plus apprécié. Réf.GND/14/M.

Ingénieurs support technique après-vente

Au sein de notre Département Marketing, vous serez le conseil de nos ingénieurs commerciaux pour l'Europe entière, auprès desquels vous interviendrez afin de préparer les solutions techniques aux problèmes se posant chez nos clients.
Pour ce faire, vous acquerrez l'expertise de nos produits (matériels et logiciels) et travaillerez en étroite collaboration avec nos ingénieurs de Recherche et Développement.
Vous assurerez également l'élaboration et l'animation de cours à l'intention de nos commerciaux et de nos clients.
De formation supérieure en électronique ou informatique, les candidats retenus auront le sens de l'analyse et de la synthèse et seront bons pédagogues.
Une expérience similaire ou la connaissance de produits Datacommunication serait un plus. Réf. GND/16/M.

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Le Service Recherche et Développement de notre Division Réseaux a pour vocation d'étudier et de mettre au point des nouveaux produits à impact mondial (matériels et logiciels) destinés à permettre l'insertion de nos matériels dans des réseaux de communication.
En étroite collaboration avec le Marketing et la Production, nos ingénieurs suivent les projets depuis la définition du cahier des charges jusqu'à la mise en fabrication. Ils disposent d'outils de développement performants.
Le responsable de ce service recrute :

Ingénieurs R & D

- un ingénieur à qui sera confié un projet à dominante électronique sur un matériel de notre gamme. Il deviendra rapidement le spécialiste du produit et en assurera le service technique.
- des ingénieurs informaticiens qui seront orientés vers des projets exigeant une bonne connaissance des normes nationales et internationales régissant la technologie des réseaux (X 25, V 24, ISO niveau 1 - 4).

Ces postes requièrent une formation supérieure en rapport avec chacun d'eux : électronique pour le premier, informatique pour le second. Réf. GND/17/M.

Ingénieur mécanicien

Il participera à la définition du cahier des charges de nos nouveaux matériels informatiques. En collaboration avec ses collègues électroniciens et les ingénieurs de production, il définira l'architecture des produits, les matériaux utilisés, les modes de fabrication.
Il entretiendra des relations étroites avec les fournisseurs et les sous-traitants.
Ce poste requiert une formation supérieure technique et une expérience de bureau d'études, acquise de préférence dans une entreprise du secteur électrique ou électronique. Réf. GND/15/M.

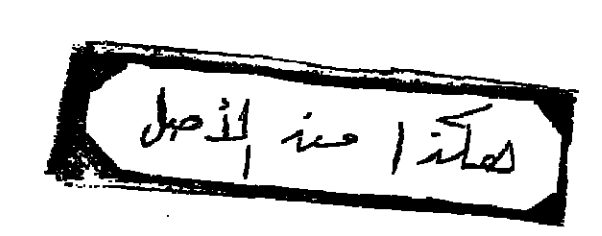
Ces postes requièrent un excellent niveau technique, et une bonne aptitude à la communication dans un environnement international dynamique et motivant (anglais indispensable). Ils sont extrêmement variés et vivants et de ce fait, très formateurs. Ils permettent aux candidats qui y feront leurs preuves un choix très étendu pour leur évolution de carrière, tant sur le plan géographique que fonctionnel.
Tous ces postes sont basés à Grenoble.

Merci d'adresser votre dossier de candidature -CV, photo et prétentions- en précisant la référence choisie, à Pierre FANTOBO, Service Recrutement, Hewlett-Packard France, 5 Avenue Raymond Chanas - 38320 EYBENS.

Hewlett-Packard France :
le partenaire de vos ambitions.







REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS



LABORATOIRES ROC
filiale du Groupe MOËT-HENNESSY
recherche

responsable marketing HF

Il sera chargé de la conception de produits cosmétiques hypoallergéniques en liaison avec le Centre de Recherche. Il assurera le lancement des produits nouveaux, devra gérer et développer les produits existants et communiquer de façon étroite avec les Services Commerciaux France et Export. Il aura la responsabilité d'entretenir des relations permanentes avec les Agences de Publicité et les média. La gestion et l'animation d'un service composé de Chefs de Produits, d'un Chargé d'Études, d'un Studio et d'un Chef de Fabrication représenteront un aspect essentiel de sa mission.

Ce poste, qui implique créativité, souplesse et rigueur, conviendrait à un spécialiste du Marketing DIPLÔMÉ d'une GRANDE ÉCOLE COMMERCIALE (HEC, ESSEC, ESC...) ayant évolué dans les structures Marketing d'un grand groupe (si possible dans un secteur voisin de la cosmétologie) et souhaitant franchir une étape importante pour sa carrière. Une pratique courante de l'Anglais est nécessaire.

Les dossiers de candidatures – sous réf. 3014 M à préciser sur l'enveloppe – seront traités par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC.



recherche pour une
SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE TEXTILE située en AFRIQUE CENTRALE FRANCOPHONE dont elle assure la gestion, son

directeur

La Société, créée récemment, fabrique et commercialise des textiles, principalement d'habillement, destinés au marché africain. Son chiffre d'affaires en augmentation rapide devrait atteindre 80 à 100 M.F.F. (5 milliards de francs C.F.A.) au cours de l'exercice 1986 (60 M.F.F. en 1985).

Le Directeur assurera, sur place, l'ensemble de la gestion de l'entreprise. Il devra, en particulier, veiller au développement de la commercialisation, à la poursuite de la mise en place de techniques modernes de gestion ainsi qu'à l'aboutissement d'un important programme d'investissement. Il disposera pour ce faire de l'assistance technique externe nécessaire.

Le candidat, âgé d'au moins 35 ans, devra faire preuve d'importantes qualités de leadership à l'intérieur de la Société (500 employés dont une douzaine d'expatriés), et être capable de développer des relations fructueuses avec l'ensemble de l'environnement économique et administratif de la Société. Une expérience réussie de quelques années de Direction d'une entreprise en Afrique serait très appréciée. La connaissance du textile constituerait un atout supplémentaire. Rémunération attractive. Avantages en nature expatriés importants.

Les dossiers de candidatures – sous réf. 3017 M, à préciser sur l'enveloppe – seront traités par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC.

Important Groupe Industriel français
(5000 personnes, 1 milliard et demi de C.A.)
recherche pour une de ses usines située en région parisienne (banlieue Nord-Ouest) un

ingénieur mécanicien
(bureau d'études)

Arts et Métiers, INSA, ICAM..., débutant ou un à deux ans d'expérience.

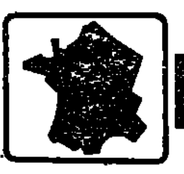
Rattaché au Responsable technique de la Division, il aura pour mission :
- la conception et l'étude de projets (calculs, plans),
- le suivi et la mise au point de produits,
- la réalisation d'études théoriques.

Ce poste requiert :
- de solides compétences en informatique,
- des connaissances en robotique et automatisme seraient appréciées.

Bonne pratique de l'anglais ; goût des contacts humains.

Possibilités d'évolution au sein du Groupe.

Adresser CV, photo et prétentions sous référence n° 4301 à EMPLOIS ET ENTREPRISES 18 rue Volney – 75002 PARIS qui transmettra.
Il sera répondu à toutes les candidatures. Discrétion assurée.



emplois régionaux

Important Groupe Industriel français
(5000 personnes, 1 milliard et demi de C.A.)
recherche pour une de ses usines située en **Normandie** un

contrôleur de gestion

rattaché directement au Responsable de la Division.

Sa fonction couvrira les domaines d'activité suivants :
- gestion (prix de revient, tableaux de bord, suivi budgétaire permettant de cerner les priorités et d'accélerer les prises de décision),
- organisation : évolution des méthodes et des procédures (comptabilité administration du personnel, informatique),
- administration (factures fournisseurs, comptabilité analytique...),
- animation (responsabilité d'un groupe d'environ 40 personnes).

Nous recherchons pour ce poste une personne de formation ingénieur grandes écoles ou similaire, justifiant d'une expérience de 5 ans minimum au cours de laquelle il aura exercé une fonction identique en milieu industriel. Il aura en outre acquis une bonne pratique de l'outil informatique.

Possibilités d'évolution au sein du Groupe.

Adresser CV, photo et prétentions sous référence n° 4302 à EMPLOIS ET ENTREPRISES 18 rue Volney - 75002 PARIS qui transmettra.
Il sera répondu à toutes les candidatures. Discrétion assurée.

IMPORTANTE ENTREPRISE DE BRETAGNE LEADER DE SON MARCHÉ
recherche son

CHARGÉ D'INFORMATION

130 000 F + nombreux avantages

Au sein du département de la communication, vous aurez la mission de concevoir et de rédiger l'information, d'animer les supports internes et externes, de proposer les médias de demain.

De formation supérieure (SC-PO, CELSA, CFPJ,...), vous posséderez des qualités rédactionnelles certaines ainsi que de bonnes capacités d'adaptation et vous avez bénéficié d'une première expérience en agence, en service intégré ou dans le journalisme.

Le poste présente de larges perspectives d'évolution.

Merci d'adresser lettre manuscrite + c.v. + photo sous réf. DA 200 à : DELAITTE ET ASSOCIÉS, 28, bd Poissonnière, 75009 Paris, qui transmettra.

L'OFFICE PUBLIC D'AMÉNAGEMENT ET DE CONSTRUCTION DU DÉPARTEMENT DU RHONE
recherche pour diriger son

DÉPARTEMENT URBANISME 1 COLLABORATEUR HAUT NIVEAU

pouvant justifier d'une réelle expérience dans le domaine de l'urbanisme opérationnel et capable d'animer une équipe d'une vingtaine de personnes. Sérieuses références morales et professionnelles exigées. Rémunération suivant qualification.

Ecrire en précisant c.v. à L'OPAC DU RHONE 194, rue Duguesclin, 69408 LYON CEDEX 03.

Important établissement industriel de l'Etat région Ouest littoral
recherche

INGÉNIEUR DIPLOMÉ

Eventuellement débutant, libéré obligations militaires, formation mécanique et hydromécanique souhaitée, pour fonctions d'ingénieur de développement de systèmes d'intervention sous-marine. Travail d'équipe. Tâches de conception et d'évaluation en relation avec l'industrie.

Ecrire avec C.V. détaillé et photographie sous numéro 7.171 le MONDE Pub. service annonces classées 5, rue des Italiens, 75009 PARIS, qui transmettra.

JEUNE INGÉNIEUR D'ÉTUDES MÉCANIQUES
AM - ENSI - INSA ou similaire ou première expérience BE

Un très important constructeur d'importants matériels électro-mécaniques de production, de technologie avancée, exportant 80% de sa production, recherche ce jeune ingénieur qui participera à l'étude et à la mise au point de nouveaux matériels, tant en BE qu'aux essais de prototypes, en liaison avec les services méthodes et fabrication.
Résidence ville de l'Est, agréable région touristique, proche d'une grande ville universitaire.

Adr. CV dét. ss réf. 1116 à SELETEC Conseil 67009 STRASBOURG CEDEX

Industrie moderne en expansion Leader de sa spécialité Produits compétitifs grande série pour le conditionnement, région Est recherche

JEUNE ATTACHÉ COMMERCIAL EXPORT
ESCE - ESC – formation export, ou similaire

Disposant d'une expérience de l'exportation de 1 à 2 ans, parlant bien l'anglais + l'allemand.
Mission : Développement et gestion des marchés déjà actifs.
Déplacements fréquents.
Larges possibilités d'avenir liées à la volonté exportatrice de la DG.
Adr. CV dét. ss réf. 1190 à SELETEC Conseil 67009 STRASBOURG CEDEX

CRÉDIT AGRICOLE CRÉDITS AUX ENTREPRISES

Formation supérieure (Ecole de Commerce ou de gestion, DECS) ou bancaire supérieure (ITB, CESB)

Dynamisme, goût des contacts Débutant(e) ou confirmé(e)

Lieu de travail : AUXERRE

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à : CRCA YONNE, Service du Personnel BP 159, 89002 AUXERRE

Groupe sociétés PME recrute pour région Arles (13)

Cadre comptable

Form. supér., DECS complet, 5 ans de pratique, préfér. cabinet expertise CV et prétentions.

Ecr. s/n° 7.193 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

VALORIS-SGN recherche
- INGÉNIEUR (INSA, ENSI), TECHNICIEN (DUT, BTS), études et réalisations micro-informatique industrielle. Connais. MS-DOS appréciée.
- INGÉNIEUR automatique informatique indust. connais. méthodes de conception syst. automatisée (GRAFCET, SADT, GRAI), exp. prof. appréciée. Lieu de travail : Bordeaux + déplacements.

Envoyer C.V. + photo + rémunération à Valoris, BP 44, 33166 St-Médard Cedex.

ITT Data Systems France S.A., filiale informatique du géant ITT recherche un

Responsable approvisionnements

Chargé de mettre en oeuvre le lancement après instructions et le suivi des approvisionnements en matériels, options etc.. destinés à satisfaire les commandes clients.

Il gèrera la chaîne "approvisionnements" formée des commandes, le suivi des fournisseurs, les relances, dédouanements, entrées en magasins, règlement des litiges, le contrôle des factures.

Les candidats ont une formation supérieure une expérience de la gestion des approvisionnements et des connaissances pratiques dans le domaine de l'import. : ils seront en effet en relation avec des fournisseurs en France et à l'étranger, avec les transitaires et les services des douanes.

Le sens du contact et l'expérience de la supervision de petits groupes sont nécessaires pour assumer pleinement les responsabilités qui leurs seront confiées :
- émission des commandes vers les fournisseurs,
- lancement des programmes de fabrication en sous-traitance ou en interne,
- suivi des commandes.
- bonne exécution des délais, contrôle les prix et règlement des différents litiges afférents.
- coordination avec le service réception des matériels.
- reporting pour toute indication sur l'activité approvisionnement et import.

Il approvisionnera et fournira les clients du département distribution.

Ce poste implique la maîtrise de l'anglais écrite et parlé. Didier Vandorme, Responsable du recrutement répondra personnellement à toutes les candidatures complètes (CV + lettre manuscrite + photo), sous réf. DP LO/2 ITT Data Systems, Tour Maine Montparnasse BP 148, 75755 Paris Cédex 15.

ITT Data Systems
Entre vous et nous : le dialogue.
ITT

média-system

GRANDE BANQUE FRANÇAISE
recherche pour ses services comptables

Cadre comptable de haut niveau

qui sera responsable de la mise en place de ses nouveaux systèmes comptables, de ses travaux d'études comptables, et des relations de la comptabilité avec les services informatiques.
Le titulaire du poste devra posséder :
- un diplôme de l'enseignement supérieur, et si possible d'expertise comptable ;
- des connaissances étendues en matière de comptabilité bancaire et d'informatique ;
- une expérience professionnelle d'une dizaine d'années, dont environ cinq années dans les services comptables, ou de contrôle de gestion d'une banque de taille importante ;
- l'expérience effective de la supervision d'une équipe de cadres, et l'habitude de participer à des groupes de travail.

Le poste est basé à Paris, et la rémunération sera en rapport avec l'expérience et la valeur du candidat.
Ecrire avec CV et photo, motivation et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la réf. 8651, à Média-System, 2 rue de la Tour des Dames, 75009 Paris, qui transmettra.
— Discrétion absolue —

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DÉVELOPPANT SES ACTIVITÉS EN FRANCE ET À L'EXPORT RECHERCHE

RESPONSABLE DU SERVICE FISCAL

Titulaire d'un diplôme d'école de commerce, d'une maîtrise en droit ou en économie, le candidat confirmé possède une expérience de fiscaliste d'environ 8 années.

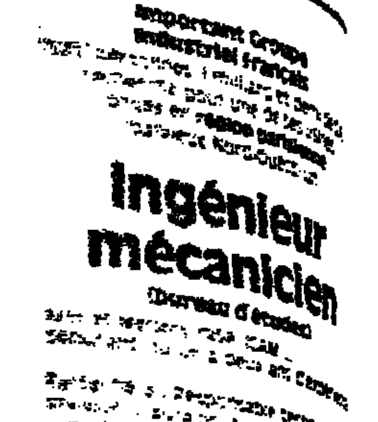
Il a déjà encadré une équipe, il est rompu aux problèmes de fiscalité française et a acquis une expérience pratique de fiscalité internationale.

Ce poste, au contenu très diversifié, laissant une large autonomie d'action implique des contacts de haut niveau.

Des déplacements en France et à l'étranger de courte durée sont à prévoir. Une très bonne connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous réf. 81503 LM, à HAVAS-CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 Paris, qui transmettra.

HAVAS CONTACT



hutchinson

10.000 PERS. - 19 USINES EN FRANCE
3 MILLIARDS DE F. PAR AN
rech. pour son Département
TRANSMISSIONS
LEADER en EUROPE pour les COURROIES DE TRANSMISSION (POLY V) en électro-ménager et dans l'AUTOMOBILE

Négociateur techn.-commercial CONSTRUCTEURS AUTOMOBILE

France + Europe (sf RFA)

Basé à TOURS ou à PARIS et Adjoint du Responsable Produits TRANSMISSIONS, il est CHARGÉ DU DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS CHEZ LES CONSTRUCTEURS AUTOMOBILE EUROPÉENS (sauf R.F.A.) : vente très technique (BUREAUX D'ÉTUDES et Sces ACHATS).
Interface clients - Usine de Tours

HOMME DE L'ÉQUIPEMENT AUTOMOBILE

- JEUNE INGÉNIEUR MÉCANICIEN (ou niveau) PARLANT COURAMMENT L'ANGLAIS (abs. indispensable)
- Ayant l'EXPÉRIENCE DE L'ÉTUDE ET DE LA VENTE NÉGOCIÉE DE COMPOSANTS AUX CONSTRUCTEURS AUTOMOBILES EUROPÉENS
- HOMME DE TERRAIN très disponible 2 jours à Tours / 3 j. chez Constructeurs

S.C. vous garantit une DISCRÉTION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération) sous réf. 8220 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS 75017 PARIS

UN PUISSANT GROUPE CHIMIQUE FRANÇAIS
renforce ses équipes techniques et prépare ses structures futures.

Plusieurs postes sont offerts, impliquant d'emblée la prise de responsabilités et ouvrant des perspectives de carrière diversifiées.
Nous recherchons :

• Des ingénieurs "développement et applications"

Il s'agit de postes actifs, impliquant, à l'échelon international : assistance technique aux clients, suivi des évolutions techniques et des marchés, expertises, participation à l'élaboration des programmes de recherche. Ces postes conviendraient à des ingénieurs ECP, Mines, AM, grandes écoles de Chimie (connaissances en mécanique et formation complémentaire EAHP appréciées) débutants ou ayant une expérience professionnelle dans le domaine des matières plastiques.
La réussite dans ces postes nécessite d'excellentes qualités de contact, de l'imagination, de la disponibilité, la connaissance de l'anglais.

Ces postes sont à pourvoir :
- **dans la région lyonnaise** — réf. KS 435 AM
- **en Normandie** — réf. LT 436 AM
- **à Paris** — réf. MU 437 AM

• Un ingénieur de recherche en chimie organique

Ce poste conviendrait à un Docteur-Ingénieur, désireux de s'intégrer dans un important centre de recherche appliquée, ayant des qualités d'esprit d'équipe et doté d'un bon potentiel d'évolution.
Poste : région lyonnaise — réf. NQ 438 AM

• Un ingénieur recherche confirmé en RMN

Ingénieur chimiste et/ou Docteur. Il travaillera sur la physico-chimie des polymères et il aura de très solides connaissances en RMN ainsi qu'un bon potentiel d'évolution et des qualités d'esprit d'équipe.
Poste en Normandie — réf. OW 439 AM

Membre de Syntec

Ecrire en précisant la référence.
Discrétion absolue



4, rue Massenet 75116 Paris

Jeune manager comptable et financier

LA FILIALE DE DISTRIBUTION D'UN IMPORTANT GROUPE MULTINATIONAL ALLEMAND, implanté sur le marché de la bureautique, recherche l'Adjoint du Directeur Administratif et Financier.

Il sera spécialement chargé de prendre la responsabilité de l'ensemble de la comptabilité, de la trésorerie et des problèmes fiscaux. Il travaillera en liaison étroite avec le contrôle budgétaire et le "reporting".
Praticien confirmé de la comptabilité, doté d'une grande autonomie, il possédera une formation supérieure (école de Commerce, DECS...). Evolution possible pour candidat de fort potentiel.
La connaissance d'une langue étrangère (anglais ou allemand) est nécessaire.

Lieu de travail : Paris — **Rémunération : 230.000 F +**

Membre de Syntec

Ecrire sous réf. PX 440 AM
Discrétion absolue



4, rue Massenet 75116 Paris

Participer au démarrage et au développement d'une nouvelle usine comme responsable qualité

FILIALE D'UN GRAND GROUPE ÉLECTRONIQUE démarre sa nouvelle usine en **Meurthe-et-Moselle** dans le cadre de la fabrication européenne d'un magnétoscope.
Il s'agit d'une usine qui aura à terme un effectif de 300 personnes et réalisera des sous-ensembles de mécanique fine en grande série.

Nous recherchons le

Responsable qualité de cette unité

Il sera chargé de mettre en place le service qualité et de concevoir la politique assurance qualité.
Cette fonction implique des qualités de rigueur mais aussi de contact pour assurer l'assistance pédagogique aux différents services de production.

Ce poste important conviendrait à un ingénieur, ayant quelques années d'expérience industrielle dans le secteur de la mécanique fine de série, très motivé par les problèmes de qualité, animateur et formateur, capable de "s'engager" dans un projet ambitieux et de le mener à bien.
Larges perspectives ultérieures de carrière dans le Groupe.

Membre de Syntec

Ecrire sous réf. EM 430 CM
Discrétion absolue



4, rue Massenet 75116 Paris

RESPONSABLES COMMERCIAUX
PUBLICITÉ - PRESSE

Au sein d'un grand groupe de presse indépendant et en croissance continue, nos équipes commerciales assurent le développement de rubriques publicitaires spécialisées (annonces classées, publicité institutionnelle, numéros spéciaux, etc.).
Nous recherchons, pour renforcer le potentiel de ces équipes et seconder leurs dirigeants, des **cadres commerciaux expérimentés.**
Plus que leur formation supérieure ou leur connaissance de la presse et de la publicité, leurs qualités déterminantes seront :

- une expérience réussie de la vente aux entreprises,
- une maîtrise de techniques commerciales diversifiées (téléphone, terrain)
- une personnalité dynamique et ambitieuse, capable de convaincre des interlocuteurs de haut niveau,
- la capacité de s'intégrer à une équipe et de participer à son évolution.

Nous assurons une formation à notre marché et à nos activités, une rémunération ouverte (salaire + primes), des perspectives d'évolution dans un groupe et dans un domaine en développement.

Si vous êtes intéressés, merci de nous adresser lettre manuscrite, C.V. (mentionnant votre téléphone et votre rémunération actuelle) et photo, (en précisant les groupes de presse auxquels vous ne souhaitez pas répondre) sous référence 50.534 M à : E.D.P.
37, avenue des Champs-Élysées - 75381 PARIS 08

Un «classe VI ou VII» Pour notre Direction du Commerce Extérieur

Secteur «Amériques»

Une **très importante banque française** à vocation internationale cherche à renforcer, au sein de sa Direction du Commerce Extérieur, l'équipe chargée des **relations commerciales avec la zone «Amériques».**

Le poste offert, à forte dominante commerciale, convient à un jeune cadre, âgé de 35 ans minimum, possédant une **solide formation bancaire** et si possible une expérience similaire.

Une **bonne connaissance du milieu industriel français ainsi que des pays d'Amérique (en particulier Latine),** s'avère par ailleurs indispensable.

Bien sûr, la maîtrise courante de l'**anglais** et de l'**espagnol** est nécessaire pour réussir dans cette fonction.
Le poste **basé à Paris** implique de **fréquents déplacements** dans les pays concernés.

Il permet à un candidat de valeur d'envisager de **réelles perspectives de carrière.**

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 3621 et le nom des banques avec lesquelles vous ne souhaitez pas entrer en contact à rscg carrières 48, rue Saint Ferdinand 75017 PARIS qui transmettra.

GROUPE INDUSTRIEL D'IMPLANTATION MONDIALE
recherche
Pour sa DIRECTION FINANCIERE

AUDITEURS CONFIRMES
(niveau sénior)

- Pour, au sein de l'Audit interne du Groupe, encadrer des missions d'Audit opérationnel en France et à l'Etranger.
- Pour, au sein du Service Consolidation, participer à l'établissement des résultats du Groupe

Les candidats devront impérativement :
- Etre de formation supérieure (Grande Ecole de Gestion) ou Expertise Comptable.
- Posséder une première expérience en audit, 3 à 5 ans dans un Cabinet International
- Connaître les normes internationales de consolidation.
- Etre bilingues anglais et si possible, espagnol.
- Posséder d'excellentes qualités de contact et d'animation.

De larges perspectives de développement de carrière seront possibles en France et à l'étranger.
Merci d'adresser CV, photo sous référence 8648 à Média-System 2 rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris, qui transmettra.
Discrétion assurée.

Développer nos procédures financières et comptables.

HACHETTE Notre branche Distribution du Livre - 1 100 personnes, 1,3 milliard de francs de C.A. - crée auprès de la Direction financière 2 postes d'ORGANISATEURS, qui seront à la mesure de vos idées et de votre dynamisme : analyser les besoins, développer de nouveaux systèmes, assurer leur mise en place pour et avec les Services utilisateurs dans le cadre de l'organisation du groupe et en liaison avec l'équipe informatique.

Le premier se chargera de mettre en place de nouveaux logiciels de comptabilité générale, fournisseurs, contrôle budgétaire et d'immobilisations. 4 ans d'expérience nécessaires. (Réf. 551).

Le second participera au développement et assurera la mise en place d'un nouveau logiciel de comptabilité clients, élargi à un système de «crédit management». 2 ans d'expérience souhaitables. (Réf. 552).

Deux postes clés de réflexion et d'analyse, mais aussi un rôle moteur qui conviendra bien à de jeunes diplômés d'une Ecole Supérieure de Commerce, ayant déjà vécu l'utilisation active de l'informatique dans les domaines financier et comptable.

Aussi, des postes-tremplins pour une évolution dans notre Groupe. Postes basés à Maurepas - (78)

Ecrivez-nous (lettre manuscrite + CV) sous réf. 551 ou 552 - Service Gestion des Cadres 12, rue François 1er - 75008 Paris.

HACHETTE

Responsable Service Formation

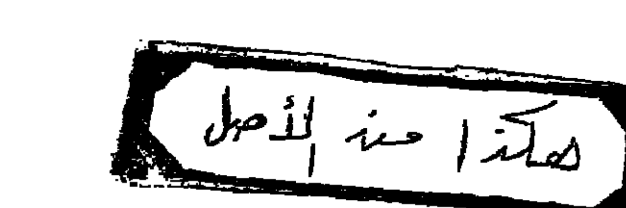
Une très importante Entreprise de presse (2000 personnes) à vocation internationale recherche son responsable du service Formation. Rattaché au Directeur des Relations Humaines, il aura pour mission de concevoir et de mettre en œuvre une politique de formation dans un environnement très demandeur (identification des besoins, élaboration de plans à court et moyen terme, élaboration et gestion des budgets...). En outre, il sera chargé d'établir des relations avec les organismes extérieurs, d'assurer le suivi et l'évaluation des programmes de formation. Le candidat recherché, âgé au minimum de 32 ans, si possible diplômé de l'enseignement supérieur, aura acquis une solide expérience de cette fonction au sein d'une grande Entreprise. Son goût pour la conception, la mise en place d'outils de formation ainsi que son sens relationnel seront ses atouts pour réussir dans ce poste.

Merci d'adresser votre candidature à Dominique BARA sous la référence 475 M.

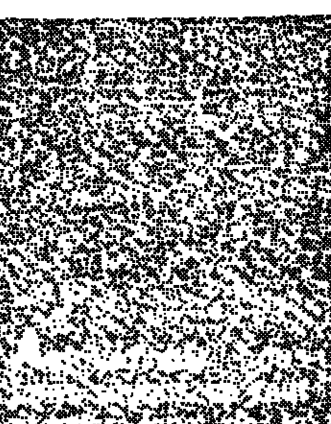


Mutte, Kernevez & Ass. s.c.m.
27, rue du Général Foy 75008 PARIS

LEVI TOURNAY / ASSOCOM



REPRODUCTION INTERDITE





Le combat que nous menons au plan mondial, pour maintenir et améliorer notre position dans le cadre d'une vive compétition internationale, nous conduit à rechercher des hommes et des femmes capables de mobiliser leurs talents pour assumer des responsabilités complètes et autonomes.

PROJETS

- conduire l'étude et la réalisation de prototypes d'équipements nouveaux,
- animer, motiver une équipe technique ou coordonner et contrôler différents groupes techniques,
- s'engager sur les coûts, les délais, les performances techniques et les tenir,
- assurer les interfaces nécessaires à la réalisation du projet (études, production, commercial),
- cette fonction nécessite une première expérience technique en électronique ou en logiciel.

AFFAIRES

- assurer la maîtrise-d'œuvre d'une affaire devant conduire à la mise en service d'équipements ou d'un système chez un client,
- coordonner, planifier et contrôler les études et la fabrication confiées à différents services et sous-traitants,
- s'engager sur le budget et sur les délais de l'affaire et les tenir,
- animer, éventuellement, une équipe de maîtrise-d'œuvre,
- cette fonction demande une disponibilité pour des déplacements en France et à l'étranger ainsi qu'une expérience technique ou industrielle.

Votre capacité à motiver, à entraîner l'adhésion, votre parti pris pour l'action et votre tempérament audacieux sont les premières composantes de notre réussite commune.

Nous vous proposons les moyens de vous développer, d'enrichir votre formation supérieure (Grande École d'Ingénieurs) et votre expérience.

Votre réussite dans une de ces fonctions, au sein d'une unité opérationnelle de notre Société vous ouvrira la voie vers une nouvelle étape de votre développement professionnel.

Nous vous remercions de nous écrire, en précisant votre préférence pour l'une de ces fonctions à Pierre BERETTI – Direction des affaires sociales – 23, rue de Courcelles, B.P. 96-08 – 75362 PARIS CEDEX 08.



HAVAS CONTACT



- TELECOMMUNICATIONS
- INFORMATIQUE AVANCEE
- OPTRONIQUE
- PRODUCTIQUE
- ENERGIE

recrutent pour leur DIVISION OPTRONIQUE

INGENIEUR SPECIALISTE EXPERIMENTE

(3 à 5 ans) en **PHYSIQUE DES SURFACES ET DES COUCHES MINCES** (formation école d'ingénieur, doctorat d'état ou 3e cycle en physique des couches minces). Réf. : S/441/CM

INGENIEUR DEBUTANT

pour recherches dans le domaine de la **PHYSIQUE DES LASERS.** (contrat à durée déterminée de 6 mois).
(formation Grande Ecole d'Ingénieur ou thèse). Réf. : S/442/LG

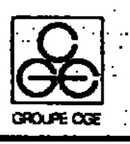
INGENIEUR AUTOMATICIEN DEBUTANT

pour études **D'APPLICATIONS CIVILES ET MILITAIRES DES LASERS DE BASSE ENERGIE** (contrat à durée déterminée de 6 mois).
(Formation Ecole d'Ingénieur ENSAM, ISEP, ENSPM,...). Réf. : S/443/A

TECHNICIEN ELECTRONICIEN

DUT ou BTS Electronique.
Activités de prestations de services électroniques et microinformatiques.
Etudes et réalisations de calculateurs et de périphériques pour le contrôle et l'analyse de faisceaux lasers. Réf. : S/444/EM

Adresser lettre manuscrite et CV, sous référence du poste choisi au Service du Personnel des LABORATOIRES DE MARCOUSSIS, route de Nozay - 91460 MARCOUSSIS.



CENTRE DE RECHERCHES
DE LA COMPAGNIE
GENERALE D'ELECTRICITE

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL

Chef Comptable

Paris Nord **200 000 F +/an**

Responsable du Service Comptable et collaborant avec le Directeur Financier, vous avez

comme objectifs : la bonne gestion du Service Comptable, animer vos collaborateurs, veiller à l'établissement des comptes d'exploitation et renforcer le contrôle budgétaire, assurer personnellement la solution des problèmes posés, conseiller les améliorations de fonctionnement de votre service.

comme moyens : vous disposez d'une équipe de 12 personnes et d'un matériel informatique performant.

Maîtrisant parfaitement l'ensemble des techniques comptables et bénéficiant d'une expérience confirmée de plusieurs années de votre métier et de l'informatique, vous avez si possible de bonnes notions d'allemand ou sinon d'anglais.

Nous sommes la Société française (CA 646 MF, effectif 452 pers.), importatrice et distributrice de matériel de transport filiale d'un important groupe allemand.

Pour postuler, il vous suffit d'adresser confidentiellement votre candidature man. + CV, en précisant vos coord. téls s/réf. 11404 au

CONSEIL EN RECRUTEMENT
CNPG 105 av. Victor Hugo 75116 Paris

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

DESSEIN

ÉTUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER

EPS conçoit, développe et fabrique des systèmes de haute technologie destinés à la recherche pétrolière.

Dans le cadre de l'amélioration constante de la qualité et des performances de nos produits, nous recherchons des

JEUNES INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

Vous renforcerez la pluridisciplinarité de nos Equipes Qualité, directement intégrées dans le processus d'études et de fabrication de tous nos produits.

Vous assurerez le suivi du développement de nouveaux outils. Vous aurez la responsabilité des objectifs de "fabricabilité" et de qualité, conditionnés par l'utilisation en **environnement hostile** - haute température - et proposerez les améliorations nécessaires.

Vous devrez également mettre en place des actions pour améliorer la qualité des outils en fabrication : analyses de pannes et/ou audit de fabrication.

Diplômé d'une Grande Ecole, vous êtes débutant ou avez une première expérience.

Les perspectives d'évolution à EPS et dans le Groupe SCHLUMBERGER doivent intéresser des candidats à fort potentiel, capables de s'exprimer en anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec photo et prétentions sous référence J.I.E. à ÉTUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER 26, rue de la Cavée - 92140 Clamart.

Schlumberger



SOCIETE DE FABRICATION
D'INSTRUMENTS DE MESURE

recherche pour ses
services études essais en vol, pilotage automatique, navigation, guidage d'aéronefs et d'engins. Désignation et suivi d'objectifs.

INGENIEURS CONFIRMES

dans le domaine logiciel temps réel

Connaissant les mini-calculateurs VAX/VMS - PDP 11/RSX 11 - MITRA/MMT2 et les microprocesseurs MOTOROLA 68XX et 68 000 - INTEL 8088 et 8086

INGENIEURS DEBUTANTS

pour les mêmes activités

Ecrire avec C.V. et prétentions à
Direction des Affaires Sociales - BP 74 - 91301 MASSY Cedex

SON - T.V. - HIFI - MICRO - ELECTROMENAGER

Notre politique après-vente, c'est votre affaire !

Nous vous proposons d'associer votre avenir à notre développement. Nous sommes une jeune Centrale d'Achats (CA : 1,5 MM) déterminée et fière de sa réussite. Nous travaillons pour de nombreux points de vente répartis sur l'ensemble du territoire. Nos ventes galopent, mais notre S.A.V. a besoin d'un homme de conception, de négociation et d'organisation.

Vous négociez les contrats S.A.V. avec les fournisseurs (procédures, assurances, tests, formation et assistance technique, documentation technique). Vous êtes responsable des achats d'accessoires et de pièces détachées. Vous avez à créer et développer une plateforme qui servira d'entrepôt central pour nos points de vente. Bien sûr, vous contrôlez la qualité du produit. Vous définissez les méthodes d'approvisionnement et l'organisation des pièces détachées pour nos commerciaux.

Ce n'est pas une mince affaire ! La hauteur de la tâche réclame dynamisme et tempérament. Vous êtes nécessairement diplômé d'une école d'ingénieur (SUP'ELEC, AM, IDN...). Vous êtes polyvalent en termes d'achats, de qualité, de négoce et de logistique. Votre créativité et votre esprit d'entreprise sont indiscutables. Vous possédez de réelles facultés relationnelles et la volonté de vous intégrer dans une équipe soudée et très investie dans son travail.

SEFOP remercie les personnes intéressées d'adresser leur dossier sous référence A.V. 436 M.



11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

Devenir à terme le patron de l'informatique d'une banque privée

Filiale d'un important groupe financier international, la Société Industrielle de Banque est une banque privée en forte expansion.

Nous mettons en place un nouveau système d'information à l'aide d'un logiciel spécialisé développé sur **un IBM 38-8.**

Dans ce cadre nous recherchons **un organisateur informaticien de haut niveau** connaissant bien les opérations bancaires, habitué au démarrage de systèmes complexes.

Manager d'une équipe de 5 personnes (études et exploitation) il gérera les relations avec les utilisateurs et la SSII, décidera des développements nécessaires, en ayant le souci de rendre le centre techniquement indépendant.

De formation supérieure avec de solides connaissances en informatique et en gestion, et une forte personnalité, le candidat retenu évoluera vers la responsabilité de l'ensemble de la fonction organisation et informatique de la banque.

Merci d'adresser CV + photo + prétentions sous réf. 01 à

SOCIETE INDUSTRIELLE DE BANQUE
Service Relations Humaines
79 rue Monceau - 75008 Paris

SOURCES

REPRODUCTION INTERDITE

ÉTUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER

EPS conçoit, développe et fabrique des systèmes de haute technologie destinés à la recherche pétrolière.

Dans le cadre de l'amélioration constante de nos produits, nous souhaitons intégrer dans notre équipe Technologie de Production un

INGÉNIEUR

de formation **métallurgiste,** Grande Ecole ou universitaire, confirmé ou débutant, mais **passionné** par la

TECHNOLOGIE DES MATÉRIAUX ET COMPOSANTS HAUTES PERFORMANCES

Vous analyserez les problèmes de fabrication liés aux matériaux utilisés pour nos circuits hybrides et imprimés **haute température.** Vous en concevrez les solutions techniques.

Vous devrez maintenir notre expertise technique et faire évoluer les procédés et standards de fabrication pour améliorer qualité, fiabilité et coût de nos produits.

Vous aurez également à développer la recherche de fournisseurs potentiels

Les perspectives d'évolution à EPS et dans le Groupe SCHLUMBERGER doivent intéresser des candidats à fort potentiel, capables de s'exprimer en anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec photo et prétentions sous référence IM à ÉTUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER 26, rue de la Cavée - 92140 Clamart

Schlumberger

Recrutement et Gestion des Cadres

BSN – 1er Groupe alimentaire français, C.A. 28 Md de F, 38 000 personnes – réunit des sociétés présentant une grande diversité de taille et d'activités.

Le Service Recrutement des Cadres assure la recherche et la sélection des cadres débutants et confirmés de toutes fonctions. Ses interventions se situent aussi bien sur le marché extérieur qu'au sein des différentes sociétés du Groupe ; ainsi il participe activement à la gestion interne des cadres.

En 1984, cette équipe de 5 personnes a mené à bien 180 recherches. Chacun de ses membres assure de façon autonome les recrutements qui lui sont confiés, depuis l'étude du besoin, le choix des moyens appropriés, jusqu'à la recommandation finale d'embauche. Il exerce sa fonction d'assistance et de conseil en associant étroitement les services demandeurs à tout le processus de recherche et de sélection des candidats. Des échanges fréquents au sein de l'équipe permettent d'enrichir la compréhension des problèmes posés et d'améliorer l'efficacité des interventions.

Nous souhaitons accueillir un jeune diplômé d'études supérieures bénéficiant de quelques années d'expérience du recrutement des cadres en entreprise ou en cabinet. Il trouvera dans cette fonction une opportunité d'enrichissement personnel et de développement professionnel. De nombreux contacts lui permettront de faire apprécier ses compétences et ses qualités humaines, facteurs déterminants de son évolution au sein du Groupe dans quelques années.



Merci d'adresser votre candidature, sous réf. F13 M, en précisant rémunération actuelle, à : BSN Service Recrutement Cadres – 7, rue de Téhéran, 75381 PARIS Cedex 08.

HAVAS CONTACT

INGENIEURS D'AFFAIRES

SYSTEMES INFORMATIQUES ET ROBOTIQUE

Filiale d'un important groupe français, la Société a pour vocation de concevoir, de développer et de mettre en exploitation des systèmes mettant en jeu de multiples techniques dont l'électronique, l'automatique, la robotique, l'informatique...

Travaillant avec un très large degré d'autonomie, les deux Ingénieurs d'Affaires qu'elle recherche auront pour mission de gérer les projets dans leur intégralité: chiffrage, négociation, analyse des besoins du client, animation d'un groupe de travail pluridisciplinaire, gestion du projet sous tous ses aspects, coordination des moyens, etc...

Formation Ingénieur Grande École avec, si possible, option informatique (ECP, Mines, ENSAM, INSA, SUPELEC, ENSEIHT...). Expérience robotique ou conduite de projets informatiques indispensables. Env. 35 ans. Anglais courant. Lieu de travail banlieue Sud.

Adresser CV détaillé sous réf. 252/04-05 UM à

France Cadres 22, rue Saint-Augustin 75002 Paris.

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Cerci

Ingénieurs Informaticiens ou Automaticiens

vous avez 2 à 5 ans d'expérience en informatique industrielle mini micro temps réel.

CERCI

INDUSTRIE • ENERGIE • COMMUNICATION • TRANSPORT

vous propose d'exploiter au mieux vos capacités sur Paris ou Grenoble.

Tél. à Nicole Viaud les 24, 25, 26 avril 85 de 9h à 19h au 877.51.33

CERCI - Direction du Personnel - 56 rue Roger-Salengro 94126 Fontenay sous Bois Cedex.

AXIAL publicité

PROGRAMMES ARIANE

LA DIRECTION DES LANCEURS DU CNES recherche :

Ingénieurs

spécialisés dans les domaines suivants:

- **aérodynamicien** (Réf. 84/DLA/22)
- **trajectoire/performance** (Réf. 84/DLA/23)
- **guidage-pilotage** (Réf. 84/DLA/04)

De formation grande école, vous avez une expérience de 2 à 3 ans dans une activité d'études ou d'essai avec pratique de l'informatique.

En relation étroite avec les industriels et les centres de recherche concernés dans le cadre des projets de lanceur ARIANE actuel ou futur, vous aurez, au sein d'une équipe, à participer, pour le premier, aux études d'ambiance, pour le second, aux prévisions et exploitation de vols dans le domaine des trajectoires et, pour le troisième, aux études de pilotage et logiciels embarqués.

Veuillez adresser C.V., photo et prétentions, en indiquant la réf. du poste à M. le Chef du Personnel - Direction des Lanceurs CNES - Rue Ch.-Baudelaire - 91000 EVRY.

CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES cnes

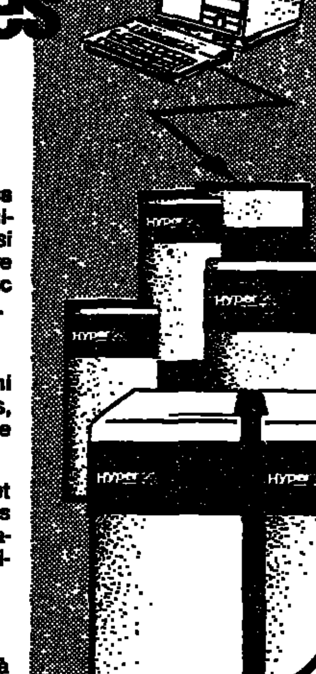
MEDIA BA

Société Nouvelle LogAbax



Ingénieurs logiciels systèmes

du support technique au Marketing

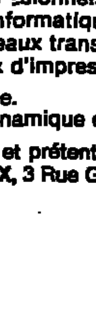


● *Rejoignez notre Division "support projets et logiciels systèmes".* - **Réf. 3050M**

Vous avez 2-3 ans d'expérience (Constructeurs ou SSII) en **support technique logiciels systèmes** sur micro, mini-ordinateurs et/ou réseaux locaux. Nous souhaitons la connaissance des principaux systèmes d'exploitation, des compétences dans le domaine des solutions Bureautique ainsi que dans celui des télécommunications. Vous serez l'interface logiciels systèmes auprès de notre clientèle. Responsable de projets importants, vous assurerez leur démarrage en liaison étroite avec nos Directions commerciale, technique, de maintenance et le support logiciel marketing du groupe.

● *Rejoignez notre Division "marketing promotion et avant-ventes".* - **Réf. 3051M**

Vous avez 4 à 5 ans d'expérience dont 2 environ en **promotion produits et avant-ventes** sur mini et/ou terminaux intelligents auprès des secteurs de marchés suivants : Administrations, Banques, Assurances, Grandes Entreprises, Distribution. Vous appuierez notre force de vente dans la commercialisation de nos systèmes.



Constructeur français, filiale du leader européen, nous développons des produits performants et réputés : - notre gamme des PERSONA, micro-ordinateurs professionnels français, compatibles et multifonctions, - notre gamme TRIAD pour les solutions d'informatique répartie, - nos mégamini HYPER, à haute tolérance de pannes, pour les grands réseaux transactionnels, - nos terminaux d'encaissement multicommerces TEMCO, - nos terminaux d'impression, ...

Anglais indispensable. Postes basés à Paris. Mobilité souhaitée.
Nous offrons de réelles possibilités de carrière à un candidat dynamique et responsable.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous réf. choisie à Mr LETELLIER, Direction du Personnel, **Société Nouvelle** LOGABAX, 3 Rue Galliéni, 94253 GENTILLY

Nous sommes l'un des premiers groupes français de négoce international de matières premières agricoles implanté partout dans le monde et groupant 5 000 personnes.

Le directeur de l'audit basé à Paris souhaite accueillir

un auditeur senior

ayant une bonne formation supérieure (y compris comptable), 3 ans minimum d'audit externe complétée nécessairement par une première expérience en entreprise et connaissant l'anglais.

La nature des missions n'est pas limitée et couvre l'audit comptable comme l'audit opérationnel dans un esprit de large délégation et de sens du service. Les déplacements représentent près de 50 % du temps total avec des séjours de 4 à 5 semaines.

La réussite à ce poste ouvre de réelles possibilités de développement dans le groupe.

Notre consultante, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 4641 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
10. RUE ROYALE 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

cegos

Dans le cadre du développement rapide de son activité « nouveaux médias et communication, e.a.o... », la CEGOS complète son équipe chargée de

Créer et vendre de nouveaux outils de communication

A TRAVERS LA CONCEPTION DE SYSTEMES DE FORMATION ET D'INFORMATION AUTONOMES EN LIBRE SERVICE PERMETTANT A DES NON INITIES d'apprendre, comprendre et assimiler de nouvelles technologies, des phénomènes à caractère complexe, de nouveaux concepts, des méthodes de traitement, des modes d'utilisation, de nouveaux produits...

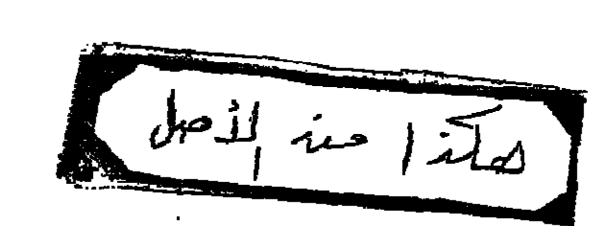
Un ingénieur d'affaires

30 ans minimum

Il aura à développer une clientèle pour lui vendre les produits et services nouveaux conçus et réalisés par la CEGOS dans le domaine de l'auto-formation, de l'autocommunication, de l'auto-information. Il aura une bonne connaissance de l'entreprise, une expérience commerciale de haut niveau de préférence dans le domaine des services. Les nouveaux médias le passionnent. Il sera responsable de son activité et sa rémunération sera étroitement liée à ses résultats.

Adresser lettre man., CV détaillé et photo, sous référence 73773/M, à Mme CLERE, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 Rond Point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE.

Publival



REPRODUCTION INTERDITE

Participez à un important projet : concevoir et réaliser un produit nouveau.

Créatif, entreprenant vous avez du souffle et savez tenir la distance. Ouvert au dialogue inter disciplines, nous vous proposons des postes d'ingénieurs dans le cadre de notre société industrielle aux technologies de pointe (1,4 Milliard de CA). Nous recherchons pour notre centre de développement proche banlieue Ouest de Paris, un

Ingénieur système matériel

M 8610 IM

- Vous êtes micro électronicien confirmé, spécialiste des architectures réparties (multiprocesseurs, liaison haut débit, haute sécurité). *Vous avez 5 à 7 ans d'expérience professionnelle acquise* chez un constructeur de matériel Micro Electronique Industrielle.
- Vous êtes, aussi rompu aux méthodes modernes de conception, d'adaptation et de réalisation d'architecture système. Dans un contexte pluridisciplinaire vous devez, dans un premier temps :
  - définir, monter, tester une maquette,
  - concevoir les plans de programmes de simulation en liaison avec les équipes de développement de logiciel.

  Dans un second temps :
  - préparer l'industrialisation des produits.

La connaissance des problèmes d'asservissement ainsi que la connaissance des processeurs MOTOROLA seraient des atouts supplémentaires.

Ingénieur génie logiciel

M 8610 IL

Vous avez au moins 4 à 5 années d'expérience professionnelle acquise en atelier de production logicielle multiusage - multicible *basé sur des Mini/Micro calculateurs.*

Rompu aux méthodes de programmation, vous prendrez en charge la génération automatisée de système à partir de livraison des composants logiciels (documentation, test, remise en production, maintenance...) mise à niveau de l'outil atelier logiciel.

Vous participerez à la définition et à la réalisation d'un atelier logiciel portable de productique.

La connaissance d'UNIX serait un atout supplémentaire.

Anglais technique indispensable.

Adresser votre candidature en précisant le poste choisi (CV, photo et prétentions) à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames - 75009 Paris. Discrétion totale assurée.

Grande société de services informatiques en expansion (1000 personnes) recherche son

Responsable des Services Comptables

(240.0000 F + selon expérience)

Destiné à prendre en charge la comptabilité générale et analytique, le candidat devra posséder de réelles capacités d'organisateur et d'animateur, afin d'assurer la mise en place d'un nouveau système d'information, et contribuer à l'amélioration des procédures. Bonnes perspectives de carrière au sein du groupe. Niveau ESC ou DECS. Expérience d'environ 7 ans.

Merci d'adresser lettre, CV et photo en précisant sur l'enveloppe la référence PM/30 à SEFRECO, 18 rue Boissière 75116 Paris.

---

ariane

vous propose d'intégrer sa direction commerciale en qualité de «mission manager»

Au sein du service clients de notre direction commerciale, nous vous proposons de :
- **ASSUMER** la responsabilité de contrats entre la société Arianespace et ses clients utilisateurs du système de lancement, depuis leur signature jusqu'à la mise sur orbite du satellite.
- **CONTROLER** avec l'assistance du bureau technique de la direction, la gestion technique de toutes les interfaces entre le système de lancement et la charge utile.
- **PARTICIPER** au développement de la politique commerciale de la société.

Vous êtes diplômé d'une grande école d'ingénieur.

Vous pouvez justifier d'une connaissance du système de lancement Ariane et des satellites acquise au cours d'une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans le domaine spatial.

Vous êtes actuellement Chef de projets ou Ingénieur d'affaires, responsable de contrats.

Vous possédez couramment l'anglais et si possible une autre langue.
Enfin, qualités relationnelles et sens de la négociation sont parmi vos atouts personnels reconnus.

arianespace

Le poste est à pourvoir à EVRY, mais bien sûr il nécessite de nombreux déplacements à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature à Bernard MALAGIE, Relations Humaines, 1, rue Soljénitsyne - 91000 EVRY.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 206.10.85

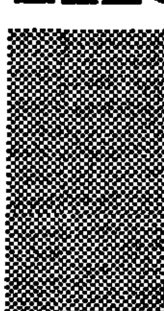
GROUPE DE PRESSE - PARIS

recherche pour l'une de ses sociétés

L'ADJOINT(TE) DU DIRECTEUR DE LA GESTION

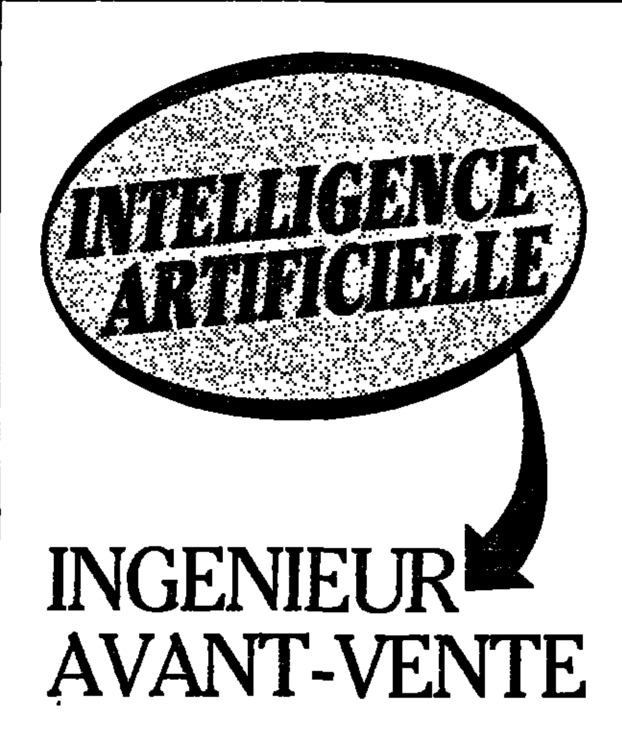
Mission :
- Assistance au contrôle de gestion central.
- Contrôle des activités commerciales.
- Reporting d'exploitation.

Profil :
- 23 ans minimum - Formation IUT gestion ou équivalent.
- *Une expérience d'entreprise de 2 à 5 ans* est exigée, elle se sera déroulée dans un poste à dominante gestionnaire ou dans un service de contrôle budgétaire.
- Mobilité : 20 % du temps sur le terrain en province.



Envoyer candidature, C.V. et photo à :

INSTITUT DE GESTION SOCIALE
Département Conseil
25, rue François-Ier. 75008 PARIS



INGENIEUR AVANT-VENTE

Pour promouvoir une nouvelle gamme de stations de travail en intelligence artificielle, TEKTRONIX souhaite intégrer INGENIEUR AVANT-VENTE

Les grands axes de votre mission : • conseil de haut niveau *technique auprès de nos clients, et de nos ingénieurs commerciaux,* • participation active à la négociation des contrats en votre qualité de spécialiste produit, • prise en charge de la formation.

Vous avez une formation supérieure – Ingénieur ou équivalent – liée dans l'idéal à une expérience professionnelle de 2 à 3 ans. Vous maitrisez les langages de l'intelligence artificielle, SMALLTALK, LISP ou PROLOG. La connaissance d'un système tel qu'UNIX serait un atout appréciable.

Vos contacts fréquents, avec les Etats-Unis impliquent un anglais courant.

Merci de nous adresser votre candidature, C.V., photo et prét. - Direction du Personnel - BP 13 - 91941 LES ULIS Cedex.

Tektronix®

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 206.10.85

BPFA DAT

Au sein de la Direction de l'Armement Terrestre, le Bureau des Programmes Franco-Allemands est chargé du développement et de l'approvisionnement de systèmes d'armes réalisés en coopération avec l'Allemagne. *Pour renforcer son potentiel humain,* il propose une excellente opportunité à :

JEUNE INGENIEUR ELECTRONICIEN

Au sein d'une équipe, il sera en particulier chargé, en vue de la revalorisation d'un système d'armes, du développement « suivi des études et essais » de la fonction infrarouge de ce système et de son industrialisation.

Formation : **diplôme supérieur d'électronique** « école d'ingénieurs ou université ».
Des connaissances en technologie infrarouge et une expérience en bureau d'études électronique constitueront des atouts supplémentaires.
De nombreuses missions en Allemagne nécessitent impérativement une bonne connaissance de la langue.

Lieu de travail : Banlieue Ouest.

Adresser dossier de candidature C.V. et prétentions en précisant la référence 85012 F.A à
E.S.A.T. Service Recrutement
24, avenue Prieur de la Côte d'Or
94114 ARCUEIL Cedex.

Importante Banque **200 KF.**

Prenez en main le service "Marketing Marché de l'épargne"

Véritable **RESPONSABLE DE SECTEUR DU MARCHE DE L'EPARGNE,** reportant au Directeur de Développement, vous prendrez en charge la globalité de la fonction.

Votre mission, consistera principalement à élaborer des propositions d'actions ou d'orientation, établir des relations avec l'Administration et le réseau, analyser le marché et suivre les produits et services à la création desquels vous aurez participé.

Votre formation supérieure et votre expérience dans le **MARKETING BANCAIRE OU FINANCIER** vous permettront d'intégrer un poste évolutif.

Envoyer C.V., photo sous réf. 1540 à notre conseil, FMI.

Recrutement FMI

43, rue Liancourt 75014 PARIS. Tél. (1) 320.69.29

AUDIT et CONSEIL

Cabinet associé de M.S.A., implantation européenne
SALUSTRO, VINCENT, GAYET & ASSOCIES
recrute pour PARIS

MANAGERS

expérience 5 à 10 ans

RESPONSABLES de MISSION

expérience 2 à 5 ans.

Formation supérieure exigée dans une école à vocation commerciale (HEC, ESSEC, ESCP), générale (IEP) ou scientifique (X, CENTRALE...).

Vous avez la volonté de réussir : participez au développement de notre Cabinet en rejoignant une équipe dynamique.

Vos perspectives :
- une activité diversifiée (audit, conseil, ingénierie financière, évaluation, organisation et informatique) auprès d'entreprises de dimension nationale et internationale,
- une rémunération motivante, tenant compte de vos performances,
- une promotion rapide et des possibilités réelles d'association.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à
SALUSTRO, VINCENT, GAYET & ASSOCIES
7 bis, rue de Monceau - 75008 PARIS
Discrétion assurée.

REPRODUCTION INTERDITE



Energie et Ambition

En cinq ans notre chiffre d'affaires a été multiplié par trois par le développement de nos produits novateurs et de haute qualité dans les domaines de la radio-téléphonie, Commutation privée et des Systèmes Télématiques.

... PREPARER L'AVENIR c'est d'abord le prévoir, l'anticiper et s'adapter en permanence.
Voulez-vous nous y aider en rejoignant notre DIRECTION MARKETING qui recherche : HF

Chef de Produits «Gammes Futures» (Télématique)

Réf. 1001

En liaison avec l'environnement international, vous aurez un rôle hautement stratégique de définition des produits à fabriquer et commercialiser dans les cinq années suivantes.

Environ 30 ans, Ingénieur (SUP-ELEC, TELECOM, X...)+ MBA, vous avez l'expérience du marketing stratégique dans le monde de l'informatique (*mini - micro*) et une très bonne pratique de la langue anglaise. Vous aurez de belles opportunités d'évolution rapide.

Chef de Produits «Gammes Actuelles» (Radio-Commutation)

Réf. 1002

Dans un cadre très autonome, et en liaison avec les nombreux partenaires qui apportent leur contribution au développement des produits, vous aurez à définir la stratégie d'évolution de ce secteur. Vous serez responsable du marketing-mix complet de vos produits.

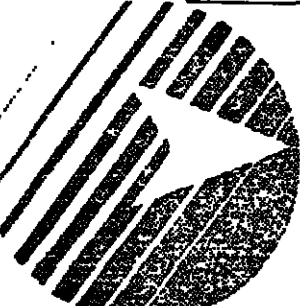
Environ 30 ans, Ingénieur, vous avez une expérience commerciale et/ou marketing dans le domaine de la Commutation, sur les marchés Grand Public et Administration, et une excellente pratique de la langue anglaise.
Votre sens du dialogue et de l'animation a déjà été mis à l'épreuve avec succès. Vous trouverez dans notre Groupe des voies d'évolution rapide.

Les deux postes sont basés à BOIS D'ARCY et impliquent des déplacements tant en France qu'à l'étranger.

Si ces perspectives vous intéressent, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, en précisant la référence, à notre Conseil :

optiman **264, rue du Faubourg Saint Honoré 75008 PARIS**
à qui nous avons confié cette recherche et qui vous garantit une discrétion absolue.

MATRA COMMUNICATION



Ingénieur G.E. HF

INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE

Pour intégrer le service informatique scientifique basé sur des ordinateurs IBM 3083 (sous VM/CMS) et Control Data (sous NOS 2) et une connexion à un CRAY - 1.

Rattaché au responsable du groupe Méthodes, il participe au développement des moyens informatiques (logiciels et matériels) de l'environnement scientifique de la Direction Recherche et Développement.

Ce poste conviendrait à un Ingénieur diplômé d'une Grande Ecole (Mines - ESE - SUP'AERO - ENSTA - ENSI . . .) débutant à 2 ans d'expérience et intéressé par les applications scientifiques de l'informatique.

Des qualités de synthèse et d'analyse et d'excellentes qualités de contact avec les utilisateurs, favoriseront la réussite dans cette fonction.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo sous N° NK 1228
au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - 3 avenue du Centre - Centre de MONTIGNY
78182 SAINT QUENTIN YVELINES CEDEX

MATRA

Jeune Professionnel Promotion Immobilière

Passez les vitesses supérieures au sein d'une entreprise profitable à fort potentiel de développement.

De formation supérieure, de tempérament entrepreneur, vous avez acquis une expérience polyvalente de deux à cinq ans dans l'immobilier privé, de préférence en accession à la propriété. Vous recherchez des responsabilités élargies et évolutives au sein d'un établissement financier connaissant depuis plusieurs années des résultats remarquables sur ce marché.
Dans ce cas, vous pouvez, à Paris, rejoindre notre équipe. Rattaché au Directeur de la Promotion et en collaboration étroite avec nos différents services, vous prendrez en charge sur trois départements Ile de France, avec une large autonomie d'action, l'ensemble des opérations (animation interne et externe, suivi financier et technique, commercial, ...) conduisant à l'obtention du résultat prévu.
La réussite à ce poste doit vous offrir rapidement de réelles perspectives d'évolution.
Pour recevoir des informations complémentaires, merci d'adresser votre candidature sous référence 85 7302 M à François CORNEVIN, qui garantit la confidentialité.



EQUIPES ET ENTREPRISES
11 bis rue Portalis 75008 PARIS - Tél. 293.18.72

CHEF DE PROJET BIOMÉDICAL

Notre Société est actuellement l'un des leaders de l'Ingénierie.

Notre métier : offrir aux investisseurs, publics et privés, les meilleures solutions, celles qui allient performance technique et optimisation des coûts.

Notre objectif : être les premiers sur un marché qui nécessite de nouveaux produits et surtout des méthodes efficaces.

Nous vous proposons de participer à notre objectif en prenant la responsabilité d'affaires dans le domaine biomédical. Ce marché porteur sera pour vous l'occasion de démontrer que vous êtes un ingénieur complet : gestion, organisation, négociation, polyvalence technique seront les ingrédients de votre action. Celle-ci concernera la programmation et la conception de systèmes hospitaliers ou sanitaires, la définition d'équipements médicaux, l'organisation de systèmes de maintenance...

Pour ce poste nous recherchons un ingénieur de grande école généraliste ayant une expérience de trois à cinq ans du suivi de contrat, de préférence dans une Société d'Ingénierie. Un anglais opérationnel est indispensable pour une activité qui se développe fortement à l'exportation.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. 81505 LM, à HAVAS-CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 Paris, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

INGENIEURS

participez à notre réussite

(Expansion 1984 : 100%)
Société d'informatique spécialisée en

TELECOMMUNICATIONS
PROCESS INDUSTRIEL
LOGICIEL DE BASE

recherche en création de postes

1) des ingénieurs CONFIRMÉS
2) des ingénieurs DÉBUTANTS
ayant une première expérience acquise au cours de stages

pour concevoir et réaliser des logiciels TEMPS RÉEL sur minicalculateurs et microprocesseurs.

La QUALITE des relations dans notre entreprise, l'INTERET des projets qui nous sont confiés permettent d'offrir un travail enrichissant, compatible avec les aspirations de chacun.

Envoyer C.V. et prétentions sous référence 61 à
Jean TASSON
6 bis / 8 rue Firmin Gillot
75015 PARIS.

SEGIME INDUSTRIE

Filiale française d'un Groupe important, nous fabriquons des **produits électroniques** à forte technologie.
Notre croissance rapide, nous amène à créer le poste de

Responsable Gestion Production

Principales responsabilités :
- Planification
- ordonnancement - Lancement
- Approvisionnement - Expression des besoins
  Gestion des stocks.

Le candidat de formation Ingénieur devra avoir une bonne pratique de l'anglais et possèdera une expérience similaire d'au moins 5 ans dans une industrie de moyenne série.
Il aura des qualités de diplomatie et d'organisation et sera capable d'introduire des méthodes modernes de gestion.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature sous Réf. 716 à CURRICULUM 4, rue Tronchet 75008 Paris.

Organisme à vocation sociale, gérant de nombreux résidents crée un poste

audit interne

à PARIS

● **Candidat(e)s :**
Diplôme Formation longue Gestion et Comptable avec expérience en entreprise et familier des applications informatiques. Capable d'évoluer vers Encadrement des Services Comptables.
● **Objectifs :**
Suivi de la gestion. Examen comptable analytique. Contrôle. Suivi et propositions budgétaires. Vérification du respect des procédures internes. Analyse de trésorerie. Etablissement et suivi des tableaux de bord pour le Directeur Administratif et Financier auquel il est directement rattaché. Participe aux analyses de gestion au sein de la Direction Générale. Rémunération à la hauteur des responsabilités.
Adressez votre candidature sous référence AM à notre Conseil

SCRIBE 4, avenue Hoche 75008 PARIS

Organisation et Publicité

BANQUE PRIVEE FRANCAISE - PARIS
en expansion recherche pour son
DEPARTEMENT BANCAIRE ENTREPRISES :

SOUS-DIRECTEUR

Les candidatures retenues devront justifier :
- d'une expérience équivalente d'au moins 5 ans,
- d'un sens du risque affirmé,
- de performances commerciales tangibles.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 9591 à CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

THOMSON-TITN

recherche pour le développement de projets « TEMPS REEL »

INGENIEURS ELECTRONICIENS

solide expérience de la conception de systèmes en électronique numérique.

INGENIEURS INFORMATICIENS

connaissant les applications « temps réel ».

Postes à pourvoir : **banlieue Ouest et Sud.**

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V., prétentions)
sous réf. T/MLA à
Madame CHARTIER - THOMSON-TITN
1 à 5, rue Gustave Eiffel - 91420 MORANGIS.

X, Centrale, Mines.

Il y a des responsabilités de premier plan à prendre au sein de notre groupe international pour de jeunes diplômés qui réussiront leur première expérience technique avec nous. Si notre position de leader dans le secteur tertiaire vous séduit, adressez votre C.V. sous réf. 3624 à RSCG CARRIERES 48, rue Saint-Ferdinand 75017 Paris qui transmettra.

MAULDE ET RENOU

L'imprimerie est notre métier et nous voulons l'enseigner à un(e) jeune diplômé(e), de formation BAC + 2 ou 3, en quête d'une carrière technique en relation avec notre clientèle.

Pour une information sur ce poste à pourvoir, écrivez, sous la référence FAB, à

OPENS
5, rue du Helder - 75009 PARIS

MEDIA BA

Importante fédération professionnelle

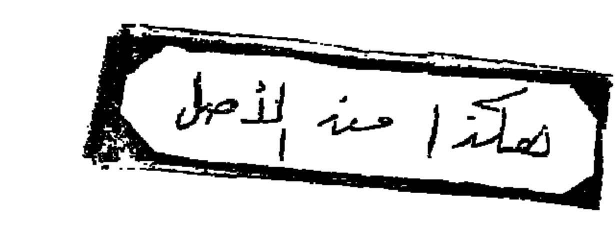
plus de 6000 adhérents

recherche le

RESPONSABLE DE SON SERVICE INFORMATIQUE ET TELEMATIQUE

180 000 +

Résidant à Paris ou Région Parisienne, le candidat devra justifier d'une bonne maîtrise des outils informatiques (la connaissance du matériel Intertechnique serait appréciée).
Chargé de la coordination et de l'animation du service, il devra faire preuve d'une grande rigueur d'organisation. Responsable de la diffusion et de la promotion du service rendu auprès des adhérents ainsi que de la formation, il aura le sens du contact et de la pédagogie. Ses missions l'amèneront à se déplacer en province.
Ce service étant nouvellement créé, il prendra part à sa mise en œuvre.
Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, CV et photo sous réf. 11017 à PLAIN CHAMPS, 37, rue Froidevaux, 75014 Paris qui transmettra.



REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

jeune juriste fiscaliste

Serete est une importante Société d'Ingéniérie Française. Nous réalisons de grands projets industriels dans des domaines variés : techniques avancées, pétrochimie, agroalimentaire... Notre Direction Juridique recrute un jeune Juriste-Fiscaliste. Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur. Vous avez une première expérience en droit des sociétés et fiscalité. Vous aurez la responsabilité des études fiscales France et export de nos contrats. Vous participerez à la constitution ou à la transformation des sociétés du groupe et serez chargé de leur gestion : Conseil d'Administration... Merci d'adresser votre candidature sous référence 85.60-M à Serete, Service Recrutement, 86, rue Régnault, 75640 Paris Cedex 13.



ingénieur d'affaires

G.P.A.O., PRODUCTIQUE, PILOTAGE D'UNITES

Serete recrute un Ingénieur d'Affaires en ingéniérie de systèmes avancés de production et plus particulièrement spécialisé dans le domaine de l'assemblage. Vous maîtrisez les techniques et outils de mise en place de systèmes d'information en milieu industriel : organisation, gestion, pilotage d'unités. Autonome, vous aurez la responsabilité directe de l'établissement des propositions et des négociations liées aux affaires dont vous suivrez la réalisation en relation avec les services techniques. Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence 85.03-M à Serete, Service Recrutement, 86, rue Régnault, 75640 Paris Cedex 13.



RESPONSABLES DE GRANDS PROJETS

Vous aimez agir, évoluer au sein d'une société dynamique. Vous possédez une bonne expérience (7 à 15 ans) en

TÉLÉCOMMUNICATION & TÉLÉINFORMATIQUE

Nous vous offrons de participer à l'essor de notre société, de diriger une équipe d'ingénieurs, de prendre en charge des grands projets, et de percevoir une rémunération motivante.

Envoyer c.v. + lettre manuscrite à Madame Ferré, SETICS, 194, rue de Tolbiac, 75013 PARIS.

LORE INFORMATIQUE

SSII NOUVELLEMENT CRÉÉE HAUTEMENT SPÉCIALISÉE DANS L'ARCHITECTURE DES SYSTÈMES RÉPARTIS

recrute

INGÉNIEURS EXPÉRIMENTÉS

Désireux de valoriser leurs acquis techniques

INGÉNIEURS CONFIRMÉS

ou entrant dans la profession et souhaitant développer ou acquérir de nouvelles compétences.

LES DOMAINES :
- Protocoles de communication et architecture de réseaux (DSA...) ;
- Messagerie, bureautique et télématique (Architel) ;
- Méthodes d'organisation des systèmes d'information.

Adresser C.V. + candidature à :
LORE INFORMATIQUE
59, avenue d'Iéna, 75016 PARIS.

Ingénieurs Informaticiens

Expérimentés et/ou Débutants

Nous sommes une importante SSCI dans le milieu télécommunication et système d'information.

Pour nos implantations régionales :

Ile de France (Ouest de Paris)	réf. 85801 M	Rhône Alpes (Lyon)	réf. 85803 M
Aquitaine (Bordeaux)	réf. 85802 M	Côte d'Azur (Marseille)	réf. 85804 M

Il nous faut des Ingénieurs Analystes, Systèmes, Réseaux, expérimentés ou non.

Nos centres sont équipés Bull (DPS 7 - DPS 8) et IBM, et les compétences que nous souhaitons SIRIS 8 - GCOS - GCOS 8 - CICS et DSA - SNA pour les réseaux.

Nous leur offrons notre image de marque, des possibilités d'évolution, des équipes soudées, une implantation nationale et une vision internationale.

N'hésitez pas à adresser votre candidature (lettre manuscrite + C.V.) sous référence choisie à Madame Claude FAVEREAU qui vous contactera rapidement.



13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS
Tél. : 285.15.53

AFCOREM

Assistant de direction financière

100.000F.

Nous sommes la première Centrale d'Achat dans le secteur des sports et loisirs.

Nous recherchons pour notre siège, situé en banlieue sud, un jeune collaborateur.

Rapportant au Directeur Financier, il assurera le conseil en gestion auprès de nos adhérents. La fonction implique de nombreux déplacements sur le territoire.

Ce poste conviendrait à un jeune diplomé d'une Ecole de Gestion, option finance, avec si possible une formation juridique.

Si ce message correspond à votre formation écrivez sous Réf. 394 à



1b, Rue de la Paix, 75002 Paris

Contrôleur de Gestion

Filiale de l'un des plus importants groupes chimiques mondiaux nous employons en France près de 2.500 personnes reparties sur plusieurs secteurs d'activités. Pour renforcer la fonction contrôle de gestion et prendre à terme des responsabilites élargies, nous souhaitons intégrer un contrôleur de gestion expérimenté.

Il participera:
- à l'élaboration des budgets, plans, rapports trimestriels,
- au développement des méthodes de gestion,
- à l'analyse des dossiers d'investissements...

De formation IEP section Eco-Fi, ESC option gestion ou finance, INGENIEUR + MBA, le candidat souhaité aura de bonnes connaissances juridiques, comptables et financières.

Il aura pratiqué le contrôle de gestion pendant 3 à 5 ans dans une entreprise industrielle de préférence.

Lieu de travail : Banlieue Ouest de Paris

Merci d'adresser votre candidature (lettre manus + C.V.) sous Ref 668 M a CURRICULUM - 4, rue Tronchet 75008 PARIS - qui transmettra directement. La plus grande confidentialité est assuree

BAHLSEN S.A.

recherche pour sa principale unité de production (biscuits snacks) située dans la région de COMPIEGNE (60), un

INGENIEUR RESPONSABLE ENTRETIEN

Rattaché au Directeur de l'usine, il anime un service de 14 personnes et organise avec un souci constant d'efficacité et de rentabilité, l'entretien quotidien et préventif de l'usine.

Il collabore également à la conception et à la mise en place des programmes d'investissements en liaison avec le service Travaux Neufs.

Ce poste conviendrait à un Ingénieur Electromécanicien désirant, après une première expérience de 2 ou 3 ans en milieu industriel, assurer la responsabilité d'un service clef dans un esprit rigoureux et novateur.

Merci d'adresser votre dossier, en précisant votre rémunération actuelle, sous réf. 583 M à Denis JOUSSET



plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.

Banlieue Ouest

Ingénieurs Architecture matériel de haut niveau

Un important constructeur informatique recherche des ingénieurs orientés architecture matériel, logique et microprogrammation pour participer aux développements de produits de haute technicité utilisant des technologies de pointe (VLSI), des moyens performants (CAO), et pouvant impliquer des contacts à l'étranger.

Issu d'une grande école (X, Centrale, Supelec, Télécom, Ensimag, ...) où vous avez acquis une formation informatique, vous êtes débutant, ou mieux, vous avez une expérience de 2 ou 3 ans dans des domaines tels que l'architecture système, les microprocesseurs et leurs utilisations, ou le développement de systemes.

Par votre niveau technique, votre esprit de communication, votre goût du travail en équipe et votre dynamisme, vous vous intégrez rapidement et évoluez dans une division performante.

Nous vous remercions d'écrire, en précisant votre souhait de rémunération, sous réf. 2952 a ERNST & WHINNEY Conseil, 150 Bd Haussmann, 75008 Paris, qui étudiera votre candidature avec soin et discrétion avant de vous répondre.

Ernst & Whinney Conseil

AFCOREM

GESTIONNAIRES D'AFFAIRES

(France/Export)

Nous sommes l'une des plus importantes Sociétés françaises d'Ingénierie. Notre activité concerne la réalisation de projets d'investissements en France et à l'exportation.

Notre métier consiste à apporter à nos clients les meilleures solutions techniques dans le cadre d'une parfaite maîtrise des coûts et des délais.

Les gestionnaires que nous recherchons seront intégrés au sein des Directions opérationnelles, organisées en centres de profit. Leur mission consiste à veiller au bon déroulement des affaires : établissement des prix de revient prévisionnels, prévision et contrôle permanent des budgets, analyse et proposition des solutions améliorant la rentabilité...

Ils ont une formation supérieure, une forte personnalité et une expérience en Sociétés de service, Ingénierie ou entreprise générale (les candidatures de jeunes diplômés d'école de gestion seront également examinées).

Si cette opportunité vous intéresse, merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. 81504 LM, à HAVAS-CONTACT – 1, place du Palais-Royal, 75001 Paris, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

CREATION DE POSTE

Groupe SOLETANCHE

Leader international dans le domaine des fondations spéciales recherche pour sa filiale

SOLMARINE

Responsable de Projet

28 ans minimum.

Cette fonction entre dans le cadre de notre diversification et de notre développement déjà engagé dans cette spécialité offshore.

Ce collaborateur disposant d'une équipe sera en charge d'une etude détaillée d'un système d'injection de coulis sur des pieux offshore.

Une évolution de carrière est possible soit au niveau SOLMARINE, soit dans le Groupe SOLETANCHE (conception de matériels - supervision de chantiers).

Expérience offshore appréciée.
3 à 5 ans pratique dans la mécanique.
Anglais courant et technique indispensable.
Lieu de travail : NANTERRE.

Cabinet Leconte — MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

nous garantissons la qualité de collaboration offerte par nos clients.

4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS réf. 50194

Notre société de services (250 personnes) est leader en France en Expertise Technique de la Construction. Dans le cadre de notre expansion continue (C.A. + 30% tous les ans) nous recherchons pour **CRETEIL** notre

CHEF COMPTABLE *H/F*

qui animera une équipe de 7 personnes, responsable de : la comptabilité générale et analytique - la comptabilité clients - le suivi de trésorerie - l'établissement des déclarations sociales et fiscales - l'élaboration du bilan et du budget.

Le poste est à créer auprès du Secrétaire Général et s'adresse à un(e) candidat(e) ayant :
- une bonne formation de base (BTS, DECS ...) et déjà plusieurs années d'expérience similaire en P.M.E. :
- une volonté de se perfectionner en technique informatique pour participer à la mise en place d'un nouveau logiciel et pour en superviser le fonctionnement.

La croissance rapide de la société et les résultats personnels faciliteront une évolution vers des responsabilités élargies.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à J.M. DUPAIGNE - SARETEC 9/11, rue G. Enesco 94008 CRETEIL CEDEX.

Fabricant d'instruments de mesure à très forte croissance recherche

1 TECHNICO-COMMERCIAL

MISSION : vendre par téléphone et sur le terrain à une clientèle industrielle.

PROFIL : 25/30 ans
Dynamique et aimant le contact
Solide formation chimique et physique (niveau DUT)
Bonne connaissance de l'informatique
Expérience de la vente nécessaire.

Poste à pourvoir de suite

Adresser c.v. + photo avec prétentions de salaire à la société SOLOMAT avenue de la Division-Leclerc, 91160 Ballainvilliers.

RÉDACTEUR SINISTRES AUTO IARD

– Vous maîtrisez parfaitement la gestion des dossiers auto et la pratique de l'IRD dans un siège de société ;
– Vous aspirez à une évolution de carrière ;
– Vous souhaitez travailler pour une mutuelle dynamique qui étend son implantation en créant un important centre régional dans l'ALLIER.

NOUS VOUS PROPOSONS :
- Une rémunérat. motivante ;
- Des perspectives de carrière si capacités.

Adressez c.v. et prétentions nº 74 776 PUBLICITE ROGER BLEY, 101, rue Réaumur, PARIS-2e.

CR2A

Conception et Réalisation d'Applications Automatisées.

recrute

INGÉNIEURS

POUR PARTICIPER A LA RÉALISATION DU LOGICIEL D'UN PROJET MILITAIRE AÉRONAUTIQUE FRANCO-ALLEMAND.

- Lieu de travail : MUNICH.
- Expérience 1 à 3 ans en automatismes ou informatique.

Faire offre avec c.v., prétentions et date de disponibilité en indiquant la référence 021 à Mme CLAUDEL C.R.2 A, 22, rue d'Arras, 92000 NANTERRE.

ASSOCIATION NATIONALE DE TOURISME SOCIAL recherche

ADJOINT AU RESPONS. DU PATRIMOINE H.F.

Connaissant procédures financements, techniques du bâtiment, droit immobilier. Déplacements province fréquents.

Adr. c.v., photo et prétentions à : FUAJ, service du personnel, 6, rue Mesnil, 75116 Paris.

TECHNICIENS ÉLECTRONICIENS

BTS obligatoire, mise au point, maintenance.

INGÉNIEURS

diplômés. Etudes développement. Lieu de travail : PLACE D'ITALIE.

Tél. pour R.-VS 580-47-87.

Société de transport public (400 personnes), proche de la région parisienne et membre d'un groupe international recherche un

Ingénieur débutant

(Arts et Métiers, Mines ou Centrale)

Il assistera le responsable du service Production en matière d'organisation, de méthode, de mise en place et de développement de procédures informatiques (CAO et suivi de la progression des autobus).

Nous recherchons imagination, créativité mais aussi esprit méthodique et goût de la réalisation pratique.

Adresser CV, lettre-manuscrite et photo à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris en précisant la réf. 5226.

REPRODUCTION INTERDITE

ingénieur commercial

Filiale d'un Groupe Multinational, nous fabriquons et distribuons des composants destinés à la protection et à la connexion de fils et câbles. Nous recherchons un jeune **Ingénieur Commercial** pour promouvoir et vendre nos produits dans les marchés militaire, aéronautique et aérospatiale. Il analysera les besoins des clients et participera au développement des produits en liaison avec la Direction Technique et les usines du groupe. Ce poste requiert une formation niveau Ingénieur Electronicien ou Electromécanicien et une première expérience de 3 à 5 ans, de préférence en bureau d'études ou des méthodes. Il offre une opportunité intéressante pour un candidat attiré par le développement de nouveaux produits. Anglais indispensable. Poste basé en banlieue Ouest. Voiture de fonction. Nous vous assurons une étude sérieuse de votre dossier. Merci d'écrire avec C.V. et photo sous référence 9631 à CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.



Vous avez prouvé vos compétences...
Venez nous rejoindre comme

CHEF DE PROJET

Nous vous assurons :
- Une rémunération motivante si capable.
- Une formation complémentaire.

(connaissances exigées : COBOL, BDD, TR ; Connaissance souhaitée : 1100).

Envoyer C.V. et prétentions à :
Monsieur GROULT
BP 479 - 95005 CERGY CEDEX

sonauto s.a.

Importateur distributeur exclusif
PORSCHE - MITSUBISHI - SEAT - YAMAHA

SOCIETE FRANCAISE HOECHST

Filiale d'un des leaders mondiaux de la chimie, nous réalisons, en France, un C.A. proche de 5 milliards, dont 40 % viennent de la production française.
Nous recherchons des jeunes :

INGENIEURS CHIMISTES

(ENSAIT - ITR...) débutants ou première expérience

pour occuper les postes suivants :

— **Ingénieur d'application colorants** (réf. 684)
pour interventions et aides techniques auprès de notre clientèle Teinture.
Ce poste basé à Lyon implique impérativement la connaissance de l'allemand.
Evolution ultérieure vers un poste plus commercial.

— **Ingénieur technico-commercial** (réf. 676)
pour vente de produits auxiliaires textiles et spéciaux à notre clientèle de la région parisienne.

— **Ingénieur développement commercial** (réf. 688)
pour études et prospection du marché des fibres techniques.
Ce poste, basé à Paris, implique également une très bonne connaissance de l'allemand (Stage prévu en R.F.A.).

Adresser C.V. et prétentions sous références ci-dessus à
Département des Ressources Humaines
SOCIETE FRANCAISE HOECHST
Tour Nobel Cedex 03
92080 PARIS LA DEFENSE.

Hoechst

La publicité au quotidien...

Au sein de la régie intégrée d'un quotidien national, nous vous proposons de développer une rubrique de publicité institutionnelle en prospectant une clientèle d'entreprises. Par ailleurs, en liaison avec la Rédaction, à l'occasion de numéros spéciaux vous assurerez la prospection publicitaire auprès des agences et annonceurs.

Si vous êtes motivé(e) par le secteur de la communication, homme ou femme de contact et de négociation, si vous avez environ 30 ans, une formation supérieure et une première expérience professionnelle réussie, alors vous êtes en mesure de relever le défi que nous vous lançons.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. MLA 418 à
ESPACE ET COMMUNICATION :
35, rue Bellu, 75009 Paris qui transmettra.

chef du personnel

MECANORMA

MECANORMA, No 2 mondial des produits destinés aux industries graphiques (CA 200 MF, 5 filiales à l'étranger, 380 personnes) offre à un cadre de 35 ans minimum, de formation supérieure ayant déjà acquis une solide expérience de la fonction, un poste de

CHEF DU PERSONNEL

Participant au Comité de Direction, il aura *en charge l'administration du personnel, le recrutement, la formation, les relations avec les partenaires sociaux.*
Basé au siège de la société (Le Perray en Yvelines), il bénéficiera d'une ambiance agréable et d'une rémunération motivante.

Adresser votre dossier de candidature à notre Conseil J. de BRESILLON sous référence 52/26

SEREP 124 bis av. de Villiers 75017 PARIS

L'ORSTOM

INSTITUT FRANCAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION
recherche pour PARIS

UN ASSISTANT DE SERVICE SOCIAL H/F DIPLOMÉ D'ÉTAT

Ce poste de responsabilités dépasse les fonctions classiques de l'assistance sociale d'entreprise et comporte un rôle spécifique d'information et d'intervention orienté vers la vie quotidienne des agents de l'établissement en poste à l'étranger et de leur famille.

Le candidat retenu sera chargé de formuler en 3 mois un projet de création de ce service particulier. Imagination, esprit d'initiative, faculté d'analyse, sens aigu de l'organisation, aptitude aux contacts, ouverture au monde, autant de dispositions d'esprit que nous attendons. Expérience de séjours dans les pays du tiers-monde et connaissance des milieux de coopération seront appréciées. Le choix d'un(e) débutant(e) très motivé(e) n'est pas écarté.

Adr. c.v. détaillé et lettre de motivation à ORSTOM, bureau des I.T.A., 24, rue Bayard, 75008 PARIS.

BANQUE POPULAIRE FEDERALE DE DEVELOPPEMENT
BPFD

Etablissement spécialisé du groupe des BANQUES POPULAIRES, recherche dans le cadre du développement de son activité affacturage « FACTOREM »

COLLABORATEURS

niveau DUT ou BTS gestion

débutants ou possédant 1 à 2 ans d'expérience.

Après formation, ils seront chargés de différents travaux spécifiques à l'activité affacturage : tenue de comptes clients, achats de factures... et seront en liaison avec notre clientèle.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à BPFD - Service du Personnel réf. 651 - 31, quai de Grenelle - 75738 PARIS Cédex 15.

Société française 5000 personnes
L'une de nos Divisions
Paris Banlieue-Sud
LEADER DANS LE DOMAINE DU PAIEMENT ELECTRONIQUE
recherche un INGENIEUR CONFIRME

DIRIGER NOTRE BUREAU D'ETUDES

sera la responsabilité de cet ingénieur de formation ARTS et METIERS, ayant solide expérience moyenne série, pour encadrer une équipe de 7 personnes travaillant sur des matériels comprenant des circuits imprimés, des habillages plastiques et de la tôlerie. Il assurera l'interface entre les usines et le centre d'études.

Adresser CV sous réf. AB 9628 à Contesse Publicité 20, av. l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra

2 POSTES DISPONIBLES pr
INGÉNIEURS LOGICIELS
spécialisés sur MINI-6. Libres de suite. 784-74-52.

Constructeur Internat. recherche
INGÉNIEUR LOGICIEL
diplômé débutant accepté. Libre de suite. 784-74-52.

MULTINATIONALE recherche
INFORMATICIEN RÉDACTEUR
Spécialiste de la documentation. TRÈS URGENT — 784-74-52.

Cabinet d'expertise comptable,
20 personnes, recherche pour assurer son développement

* **Un chef de mission** confirmé, 5 ans d'expérience minimum.
* **Un collaborateur,** 3 ans d'expérience minimum pour assistance d'un chef de mission. Missions de révisions et commissariat aux comptes, suivi régulier de gestion d'entreprise. Possibilité de formation et belle perspective de promotion.
* **Un comptable** bon niveau pour un poste de confiance dans ses services et plus si capable.

Envoyez CV et prétentions à
GESCO SA 4, rue Brunel 75017 Paris.

CABINET FRANÇAIS
spécialisé en MANAGEMENT DES HOMMES DANS L'ENTREPRISE souhaite compléter son équipe et recherche des

CONSULTANTS

Vous pouvez participer à des actions novatrices d'organisation et de motivation.
Vous aurez de l'autonomie et des possibilités d'évolution rapide.
Vous avez une solide expérience d'entreprises ou de conseil, le goût du challenge et une force de conviction.

Merci d'adresser votre c.v. + photo sous référence 5047 à notre conseil STUDIS, 21, rue St-Augustin, 75002 Paris.

secrétaires

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PUBLICITÉ
Quartier ALMA, rive gauche, recherche de toute urgence pour contrat à durée déterminée, longue durée,
SECRÉTAIRE-COMPTABLE EXPÉRIMENTÉE
rompue aux techniques de gestion paie informatisée et ttes opérations div. en découlant. Disponibilité immédiate. Envoyer c.v., photo et prétentions à RÉGIE-PRESSE, SERVICE DU PERSONNEL, 7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

propositions diverses

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation (gratuite) sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C16) B.P. 402.09 PARIS.

Les possibilités d'emplois à l'Etranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM) 3, rue Montyon, 75429 PARIS CEDEX 09.

CHEF D'ENTREPRISE

du 17 juin au 27 juillet 1985

Offrez-vous gratuitement un cadre de haut niveau formé à la GESTION APPROFONDIE ET DIRECTION D'ENTREPRISE par l'UNIVERSITÉ DE PARIS-DAUPHINE

Nous apportons :
- le savoir-faire d'hommes et de femmes ayant plus de dix années d'expérience dans les secteurs les plus divers ;
- une forte motivation pour participer aux activités de direction ;
- une collaboration sérieuse et gratuite de six semaines.

Ecrivez-nous dès maintenant au G.A.D.E., Université de Paris-Dauphine, 75775 PARIS-16e

Tél. 505-14-10, poste 44-00.

travail à domicile

J'effectue à domicile dactylographie, traitement de texte, rédaction, correction Rewriting. Tél. 258-49-47.

Effectue ts travaux de dactylographie sur IBM 82 C, travail soigné. Tél. 784-68-21.

DANS LE CADRE DE SON DÉVELOPPEMENT IMPORTANT CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

recherche

CHEF DE MISSIONS

Expérience requise : 4 à 5 années.

Adresser c.v. et prétentions à : Société S.E.C.C.F., service du personnel, 21, rue Fortuny, 75017 Paris.

INTERNAT CATHOLIQUE GARÇONS région parisienne
PROFESSEUR DE FRANÇAIS
Homme motivé pour responsabilités éducatives. Logement assuré. Expér. souhaitée. Env. C.V. avec référ. à P. Lichau S.A. s/réf. 4553, BP 220 75063 Paris Cedex 02 qui tr.

INFORMATIS
TEMPS RÉEL
pour importants projets de CAO, de PROCESSUS INDUSTRIELS, DE RÉSEAUX et de développement de moniteurs TEMPS RÉEL.
INGÉNIEURS SYSTÈME
MOTOROLA 68000 ASSEMBLEUR
INGÉNIEURS SYSTÈME
SOFTWARE DE BASE MONITEURS
INGÉNIEURS RÉSEAUX
Expér. protocoles de télécom. et TRANSPAC
INGÉNIEURS DPS 8
Projets Réseaux et Vidéotex. POSTES A RESPONSABILITÉS 28, r. Daubenton, 5e. 337-99-22.

CONSULTANTE
RECHERCHE DE CADRES
Psycho et grapho de formation, bénéficiant d'une dizaine d'années d'expérience en cabinet, maîtrisant parfaitement les techniques d'évaluation, rech. poste en cab. ou en entreprise, comme salariée ou vacataire (temps partiel souhaité). Ecr. à RÉGIE-PRESSE nº 305.365 M, 7, rue de Monttessuy, 75332 PARIS CEDEX 07.

Le Centre d'Informations Financières organise un stage pour recruter des CONSEILLERS COMMERCIAUX (H./F.)
- Ayant goût des contacts à haut niveau, sens des responsabilités.
- Formation assurée.
- Rémunération motivante.

Tél. pour Paris et banlieue Ouest au 500-24-03, poste 41, et pour banlieue Sud au 660-52-52, poste 38.

MÉDIATEL TÉLÉMATIQUE
propose à des
ÉTUDIANT(E)S
COMMERCE, PUBLICITÉ COMMUNICATION
de travailler à la vacation pour vendre des services liés à ce domaine.
Tél. au 266-23-22.

DEMANDES D'EMPLOIS

INGÉNIEUR EXPERT

AGRÉÉ PAR O.N.U. - WORDL BANK - ONUDI

Macro-économie, aménagement territoires, réhabilitation et gestion industrielles ou structurelles, planification ressources humaines, perfectionnement cadres et cadres supérieurs.

Spécialiste relationné Afrique noire francophone et Madagascar. Etudie toutes propositions, négociations sur place ou missions courtes ou longues par organisme ou groupe international.

Disponible à partir de mai.

Ecrire sous nº 2 333 le *Monde* Pub., service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Cadre 47 ans, directeur d'usine (20 personnes) avec atelier d'usinage, pièces métallurgiques, magasin, expédition et vente au comptoir, responsable des achats, stocks, embauche et paie du personnel, entretien, fabrication, relations commerciales, cherche poste équivalent, ou adjoint à direction, si société plus importante dans région parisienne.
Ecr. s/nº 6 703 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

RESPONSABLE ACHATS
46 ans, grande expér. négociation, gestion stock, utilisation de l'informatique, entreprenant, dynamique, autorité, organisat. FORMATION : MAITRISE DROIT DES AFFAIRES — ESAP.
Cherche pr valorisation prof. poste achat haut niveau dans import. entrep. région Paris. Ecr. s/nº 2.324 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Ingénieur, 31, dipl. USA, MSEE, exp. M.-O., recherche poste de responsabilité, qui, après formation, permettrait d'optimiser mon rendement dans les domaines de conception, production de systèmes des technologies suivantes : automatisme, électronique, informatique. Téléphone : 747-58-76. Ecr. s/nº 2.311 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Vos problèmes de formation m'intéressent. CHEF DE PROJET EN INGENIERIE EDUCATIVE spécialisé dans la conception, la création et la gestion de systèmes et structures de formation se propose de vous rencontrer.
Ecr. s/nº 2.327 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ING. GESTIONNAIRE
Hme 45 ans, gde exp. PMI et PME ventes, organisation et dévelop., gestion, juridique, personnel, sens relation. Ch. dir. d'expl., DG, SG, ou consultant. Ecr. s/nº 6.748 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jeune femme 35 ans
SECRÉTAIRE COMPTABLE
recherche poste durée déterminée sur Paris ou proche Vincennes. CAP comptable, 10 ans expérience.
Ecr. s/nº 6.745 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Homme 35 ans, 8 ans d'expérience, recherche hôtel en gérance libre, 50 à 70 chambres, à Paris ou région parisienne. Téléphoner au 883-84-97 ou écr. Mme CART, bât. 9, 89, rue de Reuilly, 75012 PARIS.

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :
- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

JOURNALISTE, F. 50 ans, formation universitaire, maîtrise de l'anglais et études de chinois, 20 ans expérience professionnelle France, étranger (journalisme, traduction...), très bonne introduction dans milieu presse et organismes culturels, grande capacité à élaborer projets d'envergure.
OFFRE service à toute entreprise désirant profiter expérience et créer une cellule de réflexion et de projets culturels à vocation internationale de préférence, Paris, R.P (accepte mission ponctuelle) BCO/JCB 657.

CADRE COMMERCIAL PÉRI-INFORMATIQUE, 47 ans, exp. approfondie dans l'optique associée à l'électronique, réalisations récentes secteur de la recherche documentaire assistée par ordinateur (RAO).
Etudie toutes propositions, Paris, R.P. BCO/M.F. G 658.

DOCTEUR EN PHARMACIE, 34 ans, trilingue anglais, allemand, espagnol, expérience du laboratoire et de la pharmacie hospitalière. Bonne connaissance de la clientèle officinale, habitué responsabilités commerciales, aisance relationnelle avec les leaders d'opinion, sens pédagogique.
CHERCHE UNE MISSION à assurer au sein d'un laboratoire pharmaceutique ou vétérinaire en France ou à l'étranger BCO/MS 659.

DIRECTION GÉNÉRALE, 38 ans, niveau doctorat gestion, multilingue, centre de profit autonome, 15 ans expériences internationales dont 10 ans aux USA, Canada. Produits grands publics, stratégies commerciales et marketing, animation réseau VRP, tempérament entrepreneur, gestionnaire et opérationnel terrain.
RECHERCHE direction générale ou commerciale dans PME ou multinationale en expansion ou à redresser. Base Paris/R.P., disponibilité rapide, BCO/JCB 660.

ANPE

ECRIRE OU TELEPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
Tél. : 285-44-40, postes 33 et 34.

Thèse Lyon 82 biologie moléculaire génie génétique, expérience confirmée 2 1/2 USA, intéressée retour France ou Suisse par toute proposition concernant clonage de gènes et analyse de leurs produits d'expression. Agnès Moine, Texas University Health Sciences Center, School of Medecine Biochemie Lubbock Texas. 79430 USA.
Tél. : 19 1 806 743 2542.

H. 50 ans cherche loge ou gardiennage sur Paris ou proche banlieue. 3, rue de Lyon, PARIS 12e.

JEUNE HOMME 22 ans, niveau bac, dégagé O.M., cherche emploi de préférence dans agence de publicité ou agence de voyages, qui le formerait. Tél. : 670-61-46.

ARCHITECTE-INFORMATICIEN expérience de développement, recherche poste de responsable CAO
Tél. : (76) 22-63-27 après 19 h.

CADRE FRANÇAIS EXPATRIÉ DEPUIS 8 ANS

33 ans I.S.G., expérience : responsable marketing, gestion de filiales à l'étranger et coordination actions de distributeurs sur le Benelux, la Scandinavie et la RFA.
Acquise au sein de 2 groupes parmi les plus créatifs pour leurs produits de luxe et de grande consommation. Parfaite connaissance en allemand, anglais, néerlandais + portugais, espagnol.

Recherche poste de direction filiale à l'étranger ou direction export/marketing international au sein d'un siège social.
Libre de suite.

Ecr. : Patrick Mougeolle, 33, place Georges-Brugmann, 1060 Bruxelles — Belgique. Tél. : 32-2 344-21-43.

D.E.C.S. complet
Chef comptable, sce adm. et financier, contrôle de gestion. Entreprises installées au CAMEROUN
Jean Njantou, 21, rue Ramus 75020 PARIS.

Titulaire du DESS de droit des affaires et fiscalité + diplôme juriste, conseil d'entreprise, nationalité marocaine, offre service Cabinet international, entreprise exportatrice, langues français, arabe, anglais.
Ecr. s/nº 2.304 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jeune ARCHITECTE franç. dipl. polytechn. Zurich-Allem./Angl./Grec. Ch. empl. en GRÈCE. T. : 357-12-15 (h. b.).

formation professionnelle

PERFECTIONNEMENTS

INFORMATIQUES
GESTION OU INDUSTRIE (200 h)
Niveau IV : 2 mai à 11 juillet
Niveau III : 17 juillet à 13 sept.

CENTRE INTERNATIONAL DE TRAITEMENT INFORMATIQUE

Tél. 205-24-63 - 241-83-93.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

A VENDRE R5 TL année 75, bon état de marche. Prix 5 000 F. Tél. : 786-73-62.

de 8 à 11 C.V.

Vends MERCEDES 240 D 76 98 000 km, état impeccable. Tél. : 781-69-68.

divers

BMW SÉRIE 3 - 5 - 7

84 et 85, peu roulé, garantie Auto Paris-XV. 533-69-95, 63, r. Desnouettes, Paris-15e.

deux-roues

A vendre Honda 125 MTX, année 1983, 3 000 km, excellent état, prix 10 000 F. Téléphone 889-60-19 à part. 19 h.

REPRODUCTION INTERDITE

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La Ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	104.00	123,34
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,76
IMMOBILIER	69,00	81,83
AUTOMOBILES	69,00	81,83
AGENDA	69,00	81,83
PROP. COMM. CAPITAUX	204,00	241,94

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col*	Le mm/TC
OFFRES D'EMPLOIS	59,00	69,97
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,16
IMMOBILIER	45,00	53,37
AUTOMOBILES	45,00	53,37
AGENDA	45,00	53,37

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

MAITRES EN DROIT DES AFFAIRES

EXERCEZ rapidement votre profession dans les secteurs :

JURISTE d'entreprise ou **CONSEIL** en Droit des Affaires

Le Centre de Formation professionnelle de l'entreprise

CENFOP

Vous propose des stages de
FORMATION PRATIQUE INTENSIVE de 2 mois.

Prêts personnels d'études facilités.
ASSISTANCE SERIEUSE AU RECRUTEMENT (2 / 3 en 1984).

Pour tous renseignements
Tél. CENFOP Madame LECLERCQ (1) 758.13.20 poste 341.
2 bis, rue de Villiers - 92309 LEVALLOIS PERRET Cedex.

DEMAIN



CHAQUE MERCREDI LE PANORAMA DES OFFRES D'EMPLOIS CADRES

Chaque mercredi, « Emplois Cadres » publie une sélection des offres d'emplois destinées aux cadres, parues la semaine écoulée dans *le Monde*, plus une sélection d'annonces du *Herald Tribune*.

Un document de synthèse indispensable aux cadres qui voyagent et aux entreprises nationales ou internationales qui les recrutent.

En vente chez les marchands de journaux : 6 F

BON DE COMMANDE « Emplois Cadres » numéro :

Nom ______________ Prénom ______________

Adresse ______________

Code postal ______________ Ville ______________

Nombre d'exemplaires ______________ × 7 F (frais de port inclus) ______________

Commande à faire parvenir avec votre règlement au Monde, Service de la vente au numéro
5, rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 09

Votre commande vous parviendra dans les plus brefs délais

L'immobilier

appartements ventes

3e arrdt

ARCHIVES dans bel imm. 18e 3 P., allure, soleil, parking 1.040.000 F. Tél. 274-23-23.

4e arrdt

PRÈS BEAUBOURG
MARAIS DUPLEX
90 m² original, poutres apparentes. Liv., 2 chbres, cft, soleil TÉL. GÉRANT. 233-04-30.

MARAIS, r. des Francs-Bourgeois, bel imm. p. de t., asc., gd studio, tt cft. 634-13-18.

5e arrdt

PANTHEON
ét. élevé sans asc. bel appt d'angle s/balcons, liv. + chbre vue dégagée, cuisine équipée, bains, cheminée.
SERGE KAYSER. 329-60-60.

6e arrdt

Prox. Odéon, 90 m². 703-32-31
TRAVAUX

7e arrdt

AV. SUFFREN, près CHAMP-DE-MARS, gde chbre service. 165.000 F. Tél. 320-80-51.

RUE AMÉLIE, 1 pièce avec douche et coin cuis., 5e ét., clair. Téléphone : 329-58-65.

10e arrdt

PRÈS HOPITAL ST-LOUIS bel imm. pierre de t., tapis esc., beau 3 p. tt cft, réf. nf. Téléphone : 634-13-18.

13e arrdt

DUPLEX
Urgent, part. vd ds bon 13e 3 P., 83 m², cuis., s. de bns, cave, boxe fermé. Terrasse, 20 m², plein sud, imm. stand., 7e ét. et dernier ét., asc., chf. individuel au gaz. 1.150.000 F. Téléphone : 367-07-80.

14e arrdt

2 PIÈCES, CHARME
Près PARC MONTSOURIS
330.000 F. Tél. 727-84-76.

15e arrdt

RUE LECOURBE
Dble liv. + chbre tt cft. Réf. nf. 700.000 F. Tél. 526-99-04.

MONTPARNASSE, studio réf. nf, cuis. équipée, bains, w.-c., entrée. 295.000 F. 589-49-34.

16e arrdt

16e SUD, PLEIN CIEL
120 m² DE CHARME, TT CFT
LE POULAIN. 320-73-37.

PORTE DAUPHINE
GRAND LUXE
250 m², séj. dble, s. à manger 3 chbres, 2 bains, chbre serv. GARBI : 567-22-88.

RUE FAISANDERIE
TRÈS BEAU STUDIO, 50 m²
ÉTAGE ÉLEVÉ, LUXUEUX
GARBI : 567-22-88.

EXELMANS côté Seine
Agréable 2 P., tt cft, soleil asc. Tél. 465.000. 320-80-51.

18e arrdt

CAULAINCOURT, imm. standing, beau living + 2 chbres, occupé, libérable JUIN 1986. 254-86-86.

A RÉNOVER 118.000
2 pièces, cuis., w.-c., 4e ét. sur rue, plein sud, bel imm. ancien IMMO MARCADET. 252-01-82.

MONTMARTRE
Imm. p. de t., studio, entrée, cuis., w.-c., débarras, terrasse-jardin. Exception. 183.000 F. IMMO MARCADET. 252-01-82.

91 - Essonne

Juvisy (91). 8' gare. Pavillon ent. séj., 3 ch., cuis, salle de bains, w.-c., s/sol 2 garages. Terrain 220 m². 610.000 F. Tél. : 885-84-76 après 19 h.

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY-SAINT-JAMES
MAGNIFIQUE 2 PIÈCES
GD STAND., 54 m², 3e ÉTAGE
GARBI : 567-22-88.

Province

CANNES
Quartier résidentiel dans petite Résidence luxe, gd cft, vue mer. BEAUX 2 P., 76 m² habitables + TERRASSE
Téléphone : (93) 38-90-88 ou (1) 742-08-00.

appartements achats

EMBASSY-SERVICE
8, avenue de Messine
75008 PARIS
Pour clientèle française étrangère et diplomates
APPTS HAUT DE GAMME et Hôtels Particuliers
562-16-40.

GROUPE DORESSAY
3, rue Vieux-Colombier-6e recherche POUR CLIENTÈLE FRANÇAISE ET ÉTRANGÈRE APPTS HAUT DE GAMME et HOTEL PARTIC. ACHAT ou LOCATION. 624-93-33.

PAIE COMPTANT
TOUTES SURFACES même à rénover. 267-37-37.

JEAN FEUILLADE, 54, av. de La Motte-Picquet-15e. 566-00-75 recherche pour clients sérieux. APPTS à partir de 100 m², dans 15e et 7e arrdts.

Recherche 2 à 4 P. PARIS préfère 5e, 6e, 7e, 12e, 14e, 15e, 16e, avec ou sans travaux PAIE COMPTANT chez notaire Tél. 873-20-67, même le soir.

AGENCE LITTRE
rech. pour clientèle française et étrangère, appts et hôtels part. dans quartier résidentiel, paiement comptant chez notaire. Téléphone : 544-44-45.

Part. cherche Buttes-Chaumont achat ou viager, appt 100 m² jusqu'à 1.100.000 F. Téléphone : 845-89-69.

ACHÈTE COMPTANT
toutes surfaces même à rénover. Paris ou portes. Tél. 252-01-82, même le soir.

locations non meublées offres

Paris

LOCATION DISPONIBLE
entre particuliers
Paris-banlieue
707-22-05
CENTRALE DES PROPRIÉTAIRES ET LOCATAIRES
43, rue Claude-Bernard
PARIS-5e
Métro CENSIER.

locations non meublées demandes

Paris

Pour directeurs et employés mutés Paris, important groupe bancaire européen recherche appts 2 à 8 pièces. Villas studios Paris, proche banlieue Px indifférent. 504-01-34.

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas ttes banl., loyer garanti (1) 889-89-66 - 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par stés ou Ambassades. 285-11-08.

pavillons

Rég. de Seine-et-Marne à Lésigny 77330 — Résid. Ville, Jardin
A VENDRE
Pav., tt conf., mitoyen d'un côté, avec :
Rez-de-chaussée : ent., beau séjour doub. avec baie vit., cuisine, w.-c., débar. + garage.
A l'ét. : 3 chbs + pl. + s-d.b., + 2 ter. + bal. sr b. jard. 380 m²
PRIX : 480 000 F
Contacter : M. S. ALCINDOR
36, rue de la Forêt-de-Jouy
77330 LESIGNY
Tél. 002-32-26.

15' Pte de BERCY VILLECRESNES, RER Boissy-St-Léger, pavillon 1973, 180 m² habitables, ss-sol, garage, 900 m² jardin, 5/6 pces, cuisine, tt cft, exceptionnel. 1.175.000 F.
MAS IMMOBILIER 345-88-53

maisons individuelles

SEPTEUIL (Ouest), petite ppté NAPOLÉON III, sa chapelle-atelier, ch. centr. gaz, s/2.100 m². 1.380.000 F. Téléphone : 577-96-85.

villas

LA FARLÈDE, 10 KM TOULON particulier vend villa 2 appts T4, T3 sur 3.000 m², très bel emplacement, vue dégagée calme, ombragée. 1.100.000 F Téléphone : (48) 55-64-90.

Rech. terr., villas, Casablanca ou autres villes du Maroc, contacter MONTILLY, 15, rue d'Allonville, 44 Nantes Tél. (40) 20-98-07, le soir.

terrains

FINISTERE SUD
NEVEZ lieudit « Kérilis »
12 km de Concarneau.
4 km de la mer.
508m² (viab.). Prix : 75.000 F.
Tél. : (3) 472-65-07

forêts

Vends bois de 5 hectares, 30 km d'Amiens, 25 unités. Téléphone : (22) 41-60-04.

châteaux

Anjou s/colline tt. petit château, réc., 8 p., vue splend., parc 6 ha. (41) 39-21-61.

fermettes

Sur une colline, dans très beau site du Périgord
Vue magnifique, gd bâtiment d'une ancienne ferme entièrement restauré et rénové avec très belles pierres de pays apparentes, 7 pces principales, gde cuisine, 2 s. de bns, douche, 3 w.-c., chf. central, grenier aménageable, gds prés et bois. Nombreuses dépendances.
Prix justifié 1.000.000 F.
M. BORELLI, château de Cantegrel, CARVES, 24170 BELVES.

AU CŒUR DU PARC du MORVAN, à 3 km du LAC DE PANNECIÈRE (pêche, voile, etc...)
FERMETTE morvandelle à aménager, gde pièce commune, cuis., four à pain, grange écurie s/3.200 m² de terrain, site tr. agréable. PRIX : 138.000 F, crédit 100 % possible. S'adr. :
AGENCE C.I.N.
20, rue HOCHE, 58000 NEVERS
Tél. : 16-(86) 61-01-61.

90 KM PARIS-SUD
NEMOURS 16 KM
FERMETTE RESTAURÉE
475.000 F sans comm. 40 m², cheminée, ptres, 4 chbres, Sdb, w.-c., chauf. central fuel, garage, grange.
Terr. clos 2.200 m² paysagé.
EXCELLENTE AFFAIRE
CRÉDIT TOTAL POSSIBLE
IMMOBILIÈRE SUD
45.680 - DORDIVES
Tél. (16-38) 92-70-73 même dim.

viagers

ÉTUDE LODEL
Viagers, 35, bd Voltaire 75011 PARIS. 355-61-68.

F. CRUZ 266-19-00
8, RUE LA BOÉTIE-8e
Conseil, 47 ans d'expérience
Px rentes indexées garanties
Etude gratuite discrète.

LEGASSE FONCIAL VIAGERS 266-32-35
19, bd Malesherbes, 8e, étude GRATUITE. Expert 45 ANS expérience. Rente indexée.

5e, Val-de-Grâce, 2/3 p., cpt 210.000 + 1.850 F. occupé femme 77 ans. Cruz. 266-19-00.

Immobilier d'entreprise et commercial

bureaux

Locations

Votre adresse commerciale ou **SIÈGE SOCIAL**
loc. bureaux, secrét., télex
CONSTRUCTION STÉS
ou création toutes entreprises
ASPAC 293-60-50 +

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitution de Sociétés
Démarches et tous services
Permanences téléphoniques
355-17-50.

VOTRE SIÈGE SOCIAL-8e
TÉLEX, SECRÉTARIAT
DÉMARCHES CONSTITUTIONS
(sans frais honoraires)
AGECO 294-95-28.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
bureau ou domiciliation
BUSINESS BURO. (1) 346-00-55.

Siège social RUE ST-HONORÉ
Constitution sociétés, télex secrétariat, tous services
PARIS-ILE-DE-FRANCE
INITITATIVES. 260-91-63.

DOMICILIATION 8e, 2e
Secrétariat, tél., télex location burx. Ttes démarches pour constitution de société
ACTE 359-77-55.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
Constitution de Société
démarches, secrétariat, etc.
ACTE S.A. 359-77-55

bureaux

ÉTOILE
BUREAUX
MEUBLÉS
TRÈS HAUT NIVEAU
SALLE DE RÉUNIONS
SHOW-ROOM
SECRÉTARIAT TÉLEX
Tél. (1) 727-15-59

locaux commerciaux

Ventes

Local professionnel, proche métro Tolbiac, rez-de-ch. sur cour, calme, très clair. Idéal profession libérale, type architecte, crédit 90 % possible. Téléphone : 329-58-65.

fonds de commerce

Ventes

RÉGION AURAY
Fonds de boulangerie-pâtisserie alimentation générale.
Tél. (97) 63-15-08, le matin.

boutiques

Ventes

PR. PL. DAUMESNIL, pptaire vds de imm. rénové, murs debout. 550.000 F. Loués 6 000 F mois. Téléphone : 634-13-18.

L'IMMOBILIER

dans

Le Monde



du Lundi au Vendredi

555-91-82



économie

SOCIAL

Le RPR et l'UDF adoptent l'indicateur de M. Stoléru pour mesurer le chômage

Dans un communiqué commun publié le 22 avril, le RPR et l'UDF annoncent qu'ils se référeront désormais *« à l'indicateur du chômage réel, tel qu'il est établi depuis dix-huit mois par l'Association de recherches internationales économiques et sociales (ARIES) présidée par Lionel Stoléru »*. Les deux formations de l'opposition dénoncent *« la manœuvre consistant à sortir des statistiques officielles du chômage durant l'année 1985 environ quatre cent mille personnes : deux cent mille TUC et deux cent mille CFR (contrats de formation et recherche d'emploi en cours de préparation). Or, si ces innovations sont intéressantes en soi, elles ne peuvent en aucun cas justifier une radiation des statistiques du chômage. Rappelons en effet que les textes réglementaires ont prévu que les TUC doivent être effectués à mi-temps pour que les jeunes puissent continuer à chercher un emploi et que le nom même de CFR comporte la mission de recherche d'emploi. Ce sont donc bien des chômeurs »*.

Pour le RPR et l'UDF, il faut *« rétablir la vérité sur le chômage, vérité que l'indice mensuel officiel ne garantit pas »*. L'opposition assigne une double mission à l'indicateur ARIES : *« Il constituera le chiffre permettant aux citoyens de juger de la capacité du gouvernement actuel à lutter contre le chômage, problème essentiel de la société française. Il constituera la base de départ à partir de laquelle l'opposition, en cas de victoire aux élections législatives de 1986, mesurera son action gouvernementale en matière d'emploi. »*

L'avis du BIT : les « tucistes » ne sont pas des chômeurs

Depuis octobre 1984, l'institut ARIES, que préside M. Stoléru, établit un indicateur mensuel selon lequel, à la fin mars et en données corrigées, on compterait 2 833 200 chômeurs, et non 2 415 800 demandeurs d'emploi comme le veut la version officielle. En un mois, le chômage aurait touché 43 300 personnes de plus, quand les statistiques officielles en trouvent 3 200 de moins, et la différence, toujours d'après M. Stoléru, proviendrait des *« retraites forcées »*, des *« radiations forcées des fichiers »*, sans oublier les *« radiations des jeunes mis en TUC »* qu'il estime à 45 000.

On voit bien le problème, s'agissant des TUC : la polémique porte sur le point de savoir s'il convient de comptabiliser ces jeunes parmi les chômeurs ou parmi les personnes occupées. L'enjeu étant de retirer ou non 200 000 demandeurs d'emploi des statistiques, il est intéressant de connaître les règles internationales en la matière.

Le BIT (Bureau international du travail), organisme qui dépend de l'ONU, a son avis là-dessus. Les « tucistes », expliquent les fonctionnaires du BIT chargés de l'examen des statistiques nationales et de juger de leur conformité avec les règles générales, *« ne devraient pas être considérés comme des chômeurs »*.

On admet qu'une personne qui consacre vingt heures par semaine à un travail est occupée. En outre, son activité est rémunérée, quoique faiblement. *« Il faut donc reconnaître qu'un « tuciste » figure parmi les actifs*, dit-on au BIT. *Il est considéré comme travaillant. »*

Un nouveau cheval de bataille

M. Stoléru aurait été sans doute plus avisé de soulever un autre problème concernant les salariés placés en congé de conversion. Ceux-ci devraient être comptabilisés comme des chômeurs, indique le BIT, et il pourrait en être de même pour les éventuels salariés dirigés vers les CFR (congés de formation recherche d'emploi) dont on parle tellement.

Là aussi, les définitions internationales précisent les critères permettant d'établir l'existence d'un lien formel entre un salarié et son employeur alors que la personne suit un stage de formation. Le salarié doit percevoir un salaire, avoir l'assurance d'être réinséré, et la période de formation ne doit pas excéder la durée légale, dans le pays concerné, des droits à l'indemnisation pour cause de chômage.

D'évidence, fait observer le BIT, les salariés qui bénéficient d'un congé de conversion n'ont plus de relation avec la production de l'entreprise. Leur indemnité représente 70 % de leur salaire antérieur et, après deux propositions d'emploi, ils sont licenciés de l'entreprise. Enfin, ils peuvent rester dans le dispositif pendant deux ans, soit notoirement plus longtemps que dans le système d'assurance-chômage, au moins pour les allocations de base (douze mois qui peuvent être portés à dix-huit mois dans certains cas). *« Il faut admettre que le lien avec l'employeur est faible »*, note-t-on au BIT. On pense que ces mesures, prévues pour accueillir de 10 à 15 000 salariés venus de la sidérurgie, de la construction navale ou des mines, ne représentent pas un maintien dans une activité. *« Il peut y avoir une difficulté d'interprétation*, concède-t-on, *mais* a priori, *les salariés en congé de conversion ne sont pas des personnes occupées. »*

L'interrogation, selon les mêmes critères, existe à propos des CFR. Les contrats de formation recherche d'emploi, s'ils étaient mis en œuvre, ne différeraient en effet des congés de conversion que par la durée de la formation (douze mois).

Le ministère du travail espérait cependant que ce dispositif permettrait de traiter 300 000 licenciements économiques par an et, avec un « stock » de 185 000 CFR, allégerait d'autant les statistiques.

En revanche, la CGC et la Fédération patronale de la métallurgie, l'UIMM, qui s'étaient prononcées plus ou moins en faveur des CFR, à condition qu'ils soient comptabilisés parmi les chômeurs, y trouveront, elles, une raison d'être satisfaites.

ALAIN LEBAUBE.

∴

● En rendant public, le 16 avril au soir, les seuls chiffres contenus dans l'habituel communiqué mensuel, les services du premier ministre n'ont sans doute pas arrangé les choses. L'habitude paraît prise de publier les résultats du chômage à quelques minutes du journal télévisé de 20 heures pour privilégier l'effet d'annonce. Privés des documents qui leur permettent d'ordinaire de se livrer à une première analyse, les journalistes ne peuvent assumer leur mission d'information.

REPÈRES

Dollar : une reprise s'amorce

Très affaibli au cours de la semaine écoulée, le dollar s'est assez sensiblement redressé, mardi matin 23 avril, sur toutes les grandes places financières internationales. Après être monté à 9,2850 F (contre 9,1120 F lundi) et à 3,0450 DM (contre 2,9815 DM), la devise américaine s'échangeait à 14 heures à 9,2675 F et à 3,0280 DM. D'origine technique, selon les cambistes, cette reprise s'appuie aussi, en partie, sur la controverse qui se développe aux Etats-Unis sur la possibilité d'une accélération de l'expansion durant le deuxième trimestre. Les opérateurs attendent, d'autre part, la publication des derniers indicateurs économiques pour le mois de mars, qui se rapportent aux prix à la consommation et aux commandes de biens durables. Les prévisions sont des progressions respectivement de 0,5 % et 0,4 %.

Lufthansa : une année exceptionnelle

La Lufthansa a connu, en 1984, *« sa meilleure année depuis sa fondation en 1955 »*, a déclaré, le 23 avril, M. Franck Beckmann, membre du directoire. Elle a transporté 15,3 millions de passagers (+ 7,2 % par rapport à 1983) et 525 143 tonnes (+ 14,8 %). Le coefficient de remplissage de ses avions a été augmenté de 3,5 points et a atteint 66,1 %. Le chiffre d'affaires a progressé de 15 % et atteint 10 milliards de deutschemarks. La compagnie a commandé cinq Boeing-747 supplémentaires, dont un cargo et deux combinés. Elle a embauché 1 083 salariés supplémentaires et s'apprête à en recruter plus de 2 000. Les effectifs sont actuellement de 32 600 personnes.

Cacao : vers un excédent de récolte de 86 000 tonnes

La récolte mondiale de cacao est estimée à 1 810 000 tonnes (niveau record) par l'Organisation internationale du cacao pour la campagne octobre 1984-septembre 1985. Cette production, en hausse de 19 % sur celle de la campagne précédente, devrait dépasser la consommation mondiale de 86 000 tonnes. Il s'agit d'un renversement de tendance, après deux années de déficit de production, dont surtout celle de 1983-1984 (– 188 000 tonnes), qui fut une année de folle spéculation, au cours de laquelle les prix se sont envolés au plus haut (+ 60 % au marché de Londres, en janvier 1984). En retardant au maximum ses achats, l'industrie utilisatrice avait jugulé progressivement ce mouvement. L'excédent de récolte prévisible devrait continuer à peser sur les cours.

La CFTC à M. Fabius : un redressement de l'activité s'impose pour sauver l'emploi

M. Jean Bornard, président de la CFTC, a été reçu à la tête d'une délégation de sa centrale, le lundi 22 avril, par M. Laurent Fabius. Dans la ligne de son dernier congrès confédéral où elle avait examiné des possibilités de dénationalisation partielle, la CFTC a abordé la question des nationalisations *« pour assouplir leur cadre et donner plus de moyens à consacrer aux investissements »*. *« Autant le premier ministre est hostile à s'engager dans un débat théorique sur la dénationalisation*, indique un communiqué de la centrale chrétienne, *autant il paraît favorable à des mesures pragmatiques permettant, par exemple, à certaines filiales de s'adresser au privé pour des augmentations de capital ou de vendre certaines participations pour se procurer des moyens supplémentaires. »*

M. Bornard a insisté sur la nécessité d'un *« redressement de l'activité qui s'impose pour résoudre le problème du chômage, au-delà de toutes les mesures partielles actuellement envisagées »*. La CFTC a également demandé *« un renforcement de la solidarité. Dans la mesure où elle s'est prononcée pour un prélèvement de 1 200 F à 1 800 F par mois de l'allocation des chômeurs en fin de droits, grâce à un relèvement de cotisation à l'UNEDIC, elle a demandé au premier ministre un effort équivalent au gouvernement pour les bénéficiaires du régime de solidarité et pour ceux qui sont démunis de ressources »*. M. Fabius s'est de nouveau engagé à annoncer des mesures d'ici à la fin juin.

NOUVEL AVERTISSEMENT DE M. MARCHELLI AU PATRONAT

Dans un éditorial publié par le mensuel de la CGC *Cadres et maîtrise*, M. Paul Marchelli s'en prend aux projets qui existent dans le monde patronal sur une remise en cause du monopole syndical (réservant aux cinq organisations syndicales représentatives l'exclusivité de la présentation des candidatures au premier tour des élections professionnelles). *« Je veux bien considérer*, écrit le président de la CGC, *que c'est un air du temps lié à la proximité de la prochaine campagne pour les législatives. Je crois, cependant, que le CNPF devrait prendre garde avant de mettre cette revendication dans le grand sac des déréglementations et des flexibilités nécessaires. »*

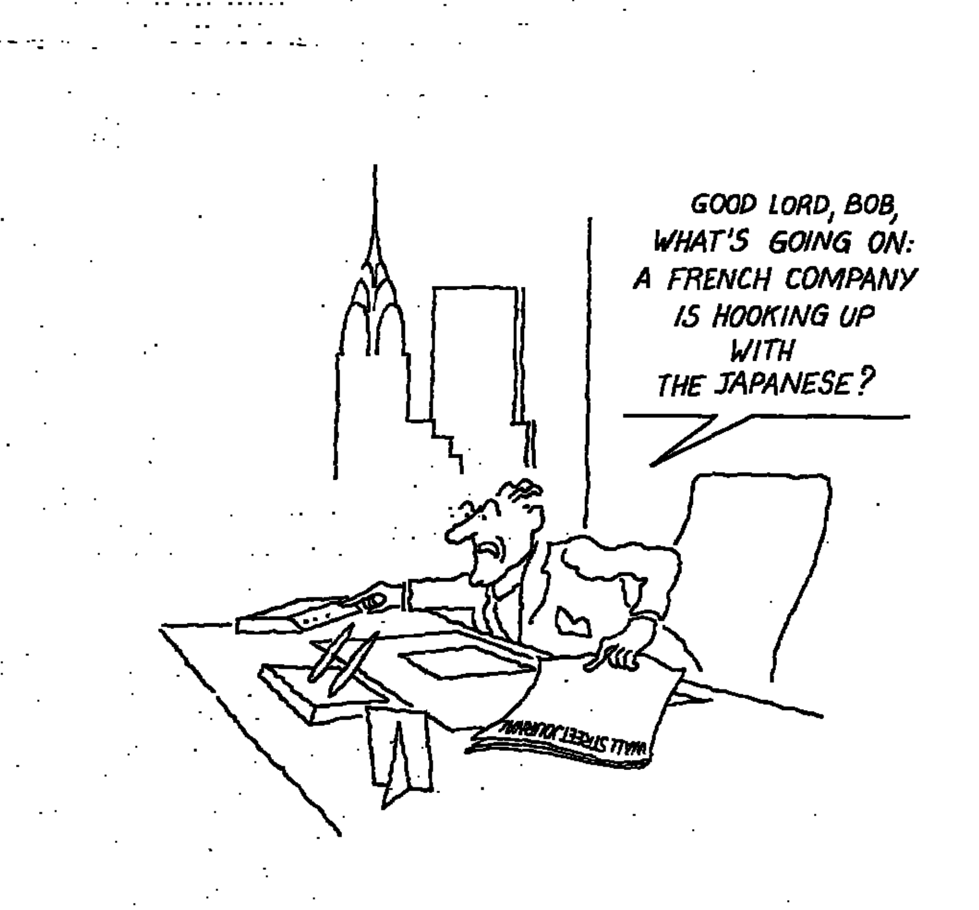
« Pourquoi admettrions-nous, poursuit M. Marchelli, *de pareilles mises en cause sans, nous-mêmes, nous en prendre aux structures patronales ? (...) Les cotisations, quelquefois fort importantes, que versent les entreprises à leurs organisations ne sont pas prises sur les revenus des dirigeants, mais incluses dans les frais généraux des entreprises. A notre époque, cette situation est anormale, car l'entreprise est avant tout une communauté d'intérêts économique et sociaux, et l'on peut se poser la question de la légitimité de ces fonds à des fins qui relèvent uniquement des intérêts des chefs d'entreprise. »*

UN PROGRAMME DE SOUTIEN GOUVERNEMENTAL POUR LES « ENTREPRISES INTERMÉDIAIRES »

A l'occasion de la réunion des présidents des missions locales pour l'insertion professionnelle des jeunes, le 22 avril, M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, a annoncé que le gouvernement a décidé de lancer un *« programme expérimental de soutien »* aux *« entreprises intermédiaires »* et consacrera au financement de ces actions 50 millions de francs pour la seconde moitié de l'année 1985. Le programme sera mis en œuvre par les commissaires de la République et une circulaire précisant les modalités d'application sera signée au cours des jours à venir.

[Les entreprises intermédiaires sont des établissements créés pour les handicapés, les jeunes, les chômeurs de longue durée. Elles doivent devenir économiquement viables mais n'ont pas, au démarrage, les mêmes impératifs de rentabilité que les entreprises privées classiques.

Le programme annoncé par M. Delebarre s'adresse principalement aux jeunes de moins de vingt-cinq ans, qui ne peuvent bénéficier des mesures déjà prises par le gouvernement (stages, formation en alternance, par exemple) en raison des difficultés d'insertion sociale qu'ils rencontrent. Ce sont des chômeurs de longue durée, des jeunes qui sortent d'une cure de désintoxication, des illettrés, etc. L'« entreprise intermédiaire » constitue pour eux un mode d'insertion.]



*Bon sang, Bob, qu'est-ce qui se passe : une compagnie française s'associe aux Japonais ?

C'est vrai. Certains succès de Rhône-Poulenc étonnent ses concurrents étrangers.

Il faut dire que Rhône-Poulenc a appris le Japon, appris à parler en japonais, à penser en japonais, à rédiger ses factures en Yen... Rhône-Poulenc Japan limited réalise aujourd'hui 10 % du total des ventes françaises au Japon.

Mais un succès commercial ne suffit pas. Pour réussir vraiment au Japon, il faut être industriel. Rhône-Poulenc l'est devenu en s'associant à des Japonais, à égalité, avec Showa Denko, Chugai, Dai Nippon Ink & Chemicals, Toyobo, Mitsui Petrochemicals.

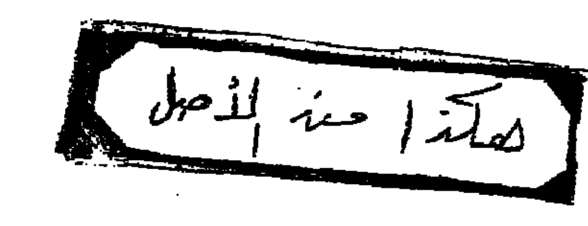
Rhône-Poulenc, au Japon, se développe dans l'industrie pharmaceutique, l'agrochimie, la chimie, les industries de la communication.

Associé à Toyobo, Rhône-Poulenc fabrique des films polyester minces pour les cassettes des magnétoscopes. Au Japon, sur le marché du n° 1 mondial de la vidéo, Rhône-Poulenc réussit.

Rhône-Poulenc nourrit, soigne, habille, construit, protège la vie et les cultures, permet aux hommes de communiquer.

Dans ses différents secteurs d'activité, Rhône-Poulenc gagne du terrain. Rhône-Poulenc investit pour l'avenir.





SOCIAL

Les cadres CGT demandent un changement des cotisations de retraite

Le seul moyen de sauver la retraite des cadres, c'est de changer le système de cotisation : c'est ce qu'ont affirmé à la presse le lundi 22 avril MM. Alain Obadia, secrétaire général de l'UGICT, organisation des cadres CGT, et Vlady Ferrier, membre du conseil d'administration de l'Association générale des institutions de retraite de cadres (AGIRC). C'est aussi ce qu'ils vont expliquer aux cadres dans une campagne menée d'ici au mois de juillet. Ils protestent contre l'intention des responsables de l'AGIRC d'abaisser le « rendement » du régime de 12 % à 11 % (1) et de porter le « taux d'appel » de la cotisation de *103 %* à 105 % au 1er janvier 1986 et à 110 % au 1er janvier 1987 (*le Monde* du 29 décembre 1984).

L'UGICT, comme les dirigeants de l'AGIRC, fait valoir ceci . l'AGIRC prélevant ses cotisations sur la partie du salaire située au-dessus du plafond de la Sécurité sociale, le relèvement de ce plafond réduit l'assiette de ses cotisations. Tous les autres salariés ont intérêt à ce que ce plafond soit relevé fortement, puisque le montant de la retraite de base servie par la Sécurité sociale dépend de la valeur de ce plafond, mais ce relèvement du plafond, jugé encore insuffisant par la CGT, « *mène le régime des cadres à sa perte* »

Cette « *situation dramatique* », selon l'UGICT, a été masquée par une situation démographique favorable (départ à la retraite des « classes creuses » nées pendant la guerre 1914-1918) et par la croissance économique.

Pour l'UGICT, il y a une seule façon d'échapper à ce dilemme . changer la cotisation de l'AGIRC, en la faisant porter sur la totalité du salaire, à un taux plus réduit – 6 % au lieu du taux moyen actuel de 14 %. L'UGICT s'appuie sur un rapport des services techniques de l'AGIRC, selon lequel la baisse du rendement et l'augmentation du taux d'appel des cotisations « *comportent un même vice, celui de ne pas porter remède à la réduction actuelle de l'assiette des cotisations... Si la valeur du point* de retraite *avait suivi le coût de la vie depuis 1977, le régime serait déjà en déficit* ».

Les responsables de l'UGICT souhaitent que l'AGIRC devienne à terme le régime unique de retraite complémentaire des cadres. Mais ils acceptent que soit maintenu le système actuel – où les cadres cotisent aussi à l'ARRCO, système de retraite complémentaire des non-cadres pour la partie de leur salaire située au-dessous du plafond, et en reçoivent une pension de retraite correspondante, – à condition que *l'on change la cotisation à l'AGIRC.* Ils accusent les responsables du régime (CGC et CNPF) de s'y opposer « *pour des raisons de boutique* » (la CGC) ou par hostilité cachée à la retraite par répartition (le patronat).

(1) Le « rendement » est obtenu pour 100 F de cotisation. Le « taux d'appel » est le pourcentage de cotisation prélevé : au-dessus de 100 %, il n'apporte pas de points de retraite supplémentaires.

CEE

● **L'adhésion de l'Espagne à la CEE.** – M. Lorenzo Natali, vice-président de la Commission des Communautés européennes, a annoncé lundi 22 avril à Madrid que la date la plus probable pour la signature du traité d'adhésion de l'Espagne à la CEE était celle du 12 juin. – *(AFP.)*

la Finlande c'est



VIKING LINE: BENNETT
Agent général
5, rue Scribe
75009 Paris
742.91.89

FEDUCI
Fondation pour l'Etude du Droit et des Usages du Commerce International

L.E.S. France
Licences et savoir-faire

Université François Rabelais de Tours
Faculté de Droit et des Sciences Economiques

Colloque
21, 22 juin 1985
TOURS

TRANSFERTS INTERNATIONAUX DE TECHNOLOGIE
(Nouvelles technologies, nouveaux modes de transferts)

Les politiques technologiques

– Transferts internationaux de technologie et réglementation fédérale aux USA

Contraintes liées aux droits de la concurrence et aux lois de police technologiques

– Transferts internationaux de technologie au regard du droit fiscal, douanier et des changes

Études de cas :
• *l'industrie biotechnologique*
• *l'industrie chimique*
• *l'industrie mécanique*

– Discussion sur les études de cas

Inscriptions et renseignements
Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence (L.G.D.J.), 20 rue Soufflot 75005 PARIS
Tél.(1) 354.07.19. Télex 210 023 OGTEL 741



CELINE

PUBLICATION JUDICIAIRE

AUDIENCE SOLENNELLE DE LA COUR D'APPEL DE LYON DU 20 DÉCEMBRE 1984

LA COUR

Statuant en exécution d'un Arrêt de la Chambre Commerciale de la Cour de Cassation du 12 octobre 1983

REÇOIT la Société CELINE en son appel, ses défenses et ses demandes

RÉFORMANT le Jugement déféré, dit mal fondée l'action en imitation frauduleuse de la Société HERMES concernant la marque déposee initialement par la Société CELINE sous le numéro 195.486, enregistrée sous le numéro 924 108, déposée à nouveau le 24 septembre 1984 sous le numéro 715 382 et enregistrée sous le numéro 1 277 007

DÉBOUTE la Société HERMES de ses demandes aux mêmes fins concernant les marques déposées le 24 septembre 1984 par la Société CELINE sous les numéros 715 375 à 715.379, enregistrées sous les numéros 1 277 002 à 1 277 006

CONDAMNE la Société HERMES a payer a la Société CELINE la somme de 100 000 F à titre de dommages-intérêts

CONDAMNE la société HERMES à payer à la Société CELINE la somme de 15 000 F en application de l'article 700 du nouveau Code de Procédure Civile

ORDONNE la publication du présent Arrêt, par extraits ou résumés, dans cinq journaux ou périodiques aux frais de la Société HERMES pour un montant de 55 000 F

BOURSE

CONSTATANT LA «CROISSANCE VIGOUREUSE» DU MARCHÉ FINANCIER

La Commission des opérations de Bourse suggère la création de «comités d'audit» pour renforcer le contrôle des sociétés

A l'aube d'une nouvelle étape importante dans un processus de modernisation de la Bourse de Paris qui consistera, notamment, à créer prochainement un marché à terme d'instruments financiers, moyennant une concurrence accrue entre agents de change et banquiers, « *le marché français a connu, en 1984, une croissance vigoureuse due au développement de l'épargne placée en valeurs à long terme* ». A l'appui de ce constat placé en préambule de son dix-septième rapport annuel au président de la République, la Commission des opérations de Bourse (COB) met en exergue les trois faits marquants qui ont permis à Paris de gagner quelques places au palmarès des grands marchés internationaux : le « boom » des émissions de valeurs mobilières (actions, obligations, titres participatifs), qui ont augmenté de 25 % d'une année à l'autre, la part prépondérante du marché obligataire, et, enfin le poids croissant des instruments de gestion collective représentés par les SICAV et les fonds communs de placement, la part des organismes de placement à court terme étant passée de 96,2 à 196 milliards de francs d'une année à l'autre.

Profitant de l'attrait exercé par les valeurs françaises (la Bourse de Paris a grimpé de 16,4 % en 1984 après une hausse de 56 % l'année précédente), le second marché, plus spécialement destiné aux petites et moyennes entreprises, a confirmé l'incontestable succès qu'il connaît depuis sa création, en février 1983.

A ce bilan de santé *(voir tableau)* qui a permis à Paris de se hisser au septième rang des places internationales derrière New-York, Tokyo, Londres, Francfort-Düsseldorf, Toronto et l'American Stock Exchange (tant en termes de capitalisation boursière que de transactions), il convient de mentionner quelques incidents qui ont terni l'image du marché français en 1984. A commencer par le douloureux épisode Amrep, du nom de cette importante société de matériels pétroliers qui a dû procéder à un dépôt de bilan quelques mois après avoir lancé une émission d'obligations convertibles.

Rappelant que « *des informations fondamentales ont été dissimulées par le président de la société aussi bien au conseil d'administration qu'aux commissaires aux comptes* », la COB estime que cette dissimulation « *a rendu totalement inopérantes les sûretés mises en place par la loi ainsi que le contrôle exercé par la Commission* ». Cette dernière se félicite toutefois de l'amélioration qui devrait résulter de « *la loi nouvelle sur l'obligation d'établir et de publier des comptes consolidés soumis à la certification des commissaires aux comptes de la société mère* ». La commission suggère la mise en place de « *comités d'audit* » qui « *associent à l'analyse des comptes certains administrateurs de la société, ses commissaires aux comptes et les services internes chargés de leur élaboration* ».

De nombreux professionnels appartenant à des cabinets internationaux d'expertise comptable préconisent depuis longtemps cette pratique, en vigueur depuis 1940 aux Etats-Unis.

Dans un autre domaine, M. Yves Le Portz, qui a succédé en août dernier à M. Bernard Tricot à la tête de la COB, a annoncé la prochaine présentation au Parlement d'un texte législatif actuellement en préparation Rue de Rivoli et visant à compléter la réglementation relative aux « produits divers » (conteneurs, wagons, forêts, diamants, bateaux...) dans un sens plus favorable aux intérêts du public. L'activité de démarchage pourrait être limitée, et la COB, qui se contentait jusqu'à présent de donner un numéro d'enregistrement aux notices d'information publiées par les sociétés de « placements divers », pourrait dorénavant émettre un jugement sur la qualité des produits offerts.

S. M.

PRINCIPALES ÉVOLUTIONS DU MARCHÉ FINANCIER EN 1984
(milliards de francs)

	1981	1982	1983	1984
Emissions (données brutes)				
Augmentations de capital :				
– Par appel public à l'épargne	3,1	3,5	10,8	9,8
– Sans appel public à l'épargne	28	35,1	32,2	38,6
Titres participatifs	–	–	4,1	7,8
Emprunts (y compris obligations convertibles)	106,9	154,7	193,7	242,1
Total	138	193,3	240,8	298,3
Marché boursier des valeurs françaises (cote officielle de Paris)				
Capitalisation (en fin d'année) :				
– Des actions	219,2	199,4	318,4	393,8
– Des obligations (*)	580,5	778,9	978	1 212,8
– Des titres participatifs	–	–	4,4	9,5
Transactions (sur l'année) :				
– Actions	45,7	46,2	63,6	67,2
– Obligations	83,7	151,3	221,5	409,6
(*) Coupon compris				
Nombre de sociétés françaises cotées				
– Cote officielle	773	712	688	665
dont Paris	568	535	516	501
– Compartiment spécial	12	21	–	–
– Second marché	–	–	42	72
dont Paris	–	–	28	46
Placements collectifs				
Sicav :				
– Souscriptions nettes de l'année	10,6	16,4	53,6	83,2
– Actifs gérés au 31-12-84	72,3	104,2	190,8	298,6
Fonds communs de placement :				
– Souscriptions nettes de l'année	10,7	21,1	36,8	57,7
– Actifs gérés au 31-12-84	13,9	37,5	82,8	137,4
– Nombre de fonds au 31-12-84	522	878	1 505	1 879

(Source : COB.)

M. BÉRÉGOVOY PRÉFÈRE LE DOLLAR A 9 FRANCS

« *Je préfère un dollar à moins de 9 F qu'à plus de 10 F, tout en sachant qu'il nous faudra redoubler d'efforts pour maintenir la compétitivité de nos produits* », a déclaré, M. Pierre Bérégovoy, en réponse à une question de notre confrère le journal *la Montagne*, qui lui demandait son avis sur les évolutions du cours du dollar.

« *Il est intéressant*, a ajouté le ministre, *d'observer l'évolution du rapport entre le franc et le mark. En juillet dernier, quand je suis arrivé rue de Rivoli, le mark valait 3,07 F : aujourd'hui, il est coté entre 3,06 et 3,055. C'est un signe de bonne santé de notre économie. Au fond, les marchés financiers ont un jugement plus objectif sur nos résultats que les leaders de l'opposition en France, qui sont beaucoup plus préoccupés de politique politicienne que de l'intérêt national. Mais attention, la lutte contre l'inflation doit rester prioritaire. J'ai dit au premier ministre que l'indice des prix du mois d'avril ne serait pas encore satisfaisant à cause des conséquences à retardement de la forte hausse du dollar du début de l'année. A partir du mois de mai, cela devrait aller mieux.* »

TRANSPORTS

Panam vend son réseau du Pacifique à United Airlines

La compagnie aérienne Pan American World Airways a décidé de vendre à sa concurrente américaine United Airlines l'ensemble de ses dessertes dans l'océan Pacifique ainsi que les dix-huit avions assurant les vols vers le Japon (trente-trois vols hebdomadaires), la Chine, l'Australie, Hongkong, la Corée du Nord, Taiwan, la Thaïlande, Singapour et les Philippines. Panam continuera de desservir l'île d'Hawaï. Cette transaction ampute de 24 % le trafic de la compagnie.

Le montant de la vente, qui s'élève à 750 millions de dollars (6,9 milliards de francs), permettra à Panam d'éponger les pertes de 762 millions de dollars (7 milliards de francs) accumulées au cours des quatre derniers exercices. La vente de la chaîne d'hôtels Intercontinental, de son immeuble new-yorkais et de plusieurs avions n'avait pas suffi à combler le déficit. En 1984, Panam a enregistré une perte de 206,8 millions de dollars (1,9 milliard de francs) pour un chiffre d'affaires de 3,68 milliards de dollars (34,2 milliards de francs).

La compagnie United Airlines, elle, se trouve dans une excellente situation financière. Elle est la première compagnie américaine et la deuxième au monde derrière Aeroflot. Elle a réalisé, en 1984, un chiffre d'affaires de 6,22 millions de dollars (57,8 milliards de francs) et un bénéfice de 258,9 millions de dollars (2,4 milliards de francs).

M. Edward Acker, président de Panam, a précisé que cette transaction n'aurait « *aucune incidence* » sur l'achat d'Airbus par sa compagnie. Il avait signé, en septembre 1984, un accord de principe avec le consortium européen Airbus Industries pour l'achat de vingt-huit appareils. La vente de son réseau du Pacifique donne à Panam les moyens de financer la modernisation indispensable de sa flotte. M. Acker a déclaré que le contrat définitif avec Airbus serait signé « *d'ici six semaines* ».

● **Air France confirme l'achat de vingt-cinq A-320.** – Le contrat définitif d'achat de vingt-cinq Airbus A-320 a été signé le 22 avril par Air France. Il comporte en option vingt-cinq autres appareils de ce type destinés à transporter de 148 à 179 passagers. Le calendrier des livraisons prévoit quatre appareils mis en service en 1988, six chaque année de 1989 à 1991 et trois en 1992. Equipés de réacteurs CFM 56-5 A 1 fabriqués par la SNECMA et General Electric, l'A-320 remplacera les Boeing-727 de la compagnie nationale.

INTERNATIONAL GEMMOLOGICAL INSTITUTE
Certificats acceptés et reconnus dans le monde entier



COURS INTENSIFS D'UNE SEMAINE DE DIAMANTS ET PIERRES DE COULEUR
Pour toutes informations :
Schupstraat 1/7 - 2018 Antwerp
Tél. : 03/232.07.58 - Belgium

OFFICIERS MINISTÉRIELS
VENTES PAR ADJUDICATION
Rubrique O.S.P.
64, rue La Boétie - 563-12-66

Vente au Palais de Justice de Paris le JEUDI 9 MAI 1985 à 14 heures
UN APPARTEMENT
dans un immeuble sis à PARIS-10e
4, rue Yves-Toudic
Mise à prix : 70000 F
S'adresser à maître Marc SAINT-CENE, avocat au barreau de Paris, 5, rue de Chaillot, 75116 PARIS - Tél. : 720-17-93.

Cabinet de la SCP d'avocats CHEVALIER, CHEVALIER-ANDRIER et BARADEZ du barreau d'EVRY, 108, place des Miroirs à EVRY (Essonne)
VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE, au Palais justice d'Evry, r. des Mazières, Mardi 7 mai 1985, à 14 h,
D'UNE PROPRIÉTÉ A CERNY (ESSONNE)
33, RUE DE LONGUEVILLE, compr. :
1° Maison de 4 p. princ. avec PETIT BATIMENT et BATIMENT à usage d'atelier. GARAGE. Le tout d'une contenance totale de 6 ares 34 ca.
2° PARCELLE DE TERRE sise même commune, Sentier de Longueville, d'une contenance totale de 64 m².
3° DROIT à la cour commune.
MISE A PRIX : 50.000 F
Les enchères ne peuvent être portées que par un avocat inscrit au barreau d'EVRY (l'avocat du poursuivant ne peut intervenir que pour celui-ci)

ADJUDICATION à la chambre des notaires de PARIS, place du Châtelet
Le 14 MAI 1985 à 14 h 30 UN GRAND STUDIO 60 m² libre - PARIS-16e
29, AVENUE DE LAMBALLE - Métro PASSY
Quart. résid. Immeuble pierre de taille, construction 1930. Au rez-de-chaussée, entrée, cuisine, bains, toilette, w.-c., dégagement. CAVE.
M. à px 400 000 F Consignation 80 000 F. Renseignements : Mes BLONDET, LEFEUVRE, POTELLET, GINISTY, 13, rue Royale, PARIS (8e). - M. ROLLAND, 266-43-07. VIS. sur place : 29 avril et 9 mai de 14 h à 17 h. – 4 et 13 mai de 10 h à 12 h 30.

Vente sur saisie immobilière, au Palais de justice de Paris le jeudi 9 mai 1985, à 14 h – 2 LOTS
1°) UN IMMEUBLE à PARIS (13e)
24-26 et 28, rue du Moulinet
2°) UNE BOUT. et APPART. de 5 P. PRINC.
au 1er étage, avec arr-boutique et 4 caves
90, RUE DE RENNES – PARIS (6e)
MISES A PRIX 1 000 000 F – 1 000 000 F
S'adr. Me Bernard MALINVAUD, avocat à Paris (16e), 1 bis, place de l'Alma Tél. : 723.73.70 – Tous avocats près trib. gde inst. Paris

VILLE DE PARIS - ADJUDICATION sur surenchère du dixième, en la Chambre des notaires de PARIS, place du Châtelet le MARDI 30 AVRIL 1985, à 14 h 30
UN APPARTEMENT 3/4 P. - 89 m² env.
33, AVENUE DU MARÉCHAL-LYAUTEY, PARIS (16e)
STUDIO - 132, bd SUCHET, PARIS (16e)
LIBRES - M. à P. : 1 925 000 F - 280 500 F
Consignation pour enchérir 20 % M. à P. en chèque certifié
Mes MAHOT DE LA QUÉRANTONNAIS, BELLARGENT, LIÈVRE, notaires associés, 14, rue des Pyramides, PARIS (1er) - Tél. 260-31-12

VENTE AU PALAIS DE JUSTICE A PARIS, LE LUNDI 29 AVRIL 1985 A 14 H.
UNE BOUTIQUE, ARRIÈRE-BOUTIQUE et SOUS-SOL
A PARIS-15e, 62, rue de Dantzig
LIBRE – MISE A PRIX : 100000F
Me Yves TOURAILLE, avocat à Paris-9e, 48, rue de Clichy (874-45-85)
Me P. MIZON, syndic à Paris, 60, boulevard de Sébastopol.

Vente sur saisie immobilière au Palais de justice d'EVRY (91) le mardi 30 avril 1985 à 14 heures
UN IMMEUBLE A BRUNOY (91)
29, rue de Cerçay et 1, rue Chollet-Castel (angle des 2 voies)
MISE A PRIX : 300 000 F
Renseignements : SCP AKOUN TRUXILLO, avocats associés 4, boulevard de l'Europe – Téléphone 079-39-45

Homsy Delafosse à la tête d'un très puissant réseau mondial d'agences créatives.

Aujourd'hui, une marque est souvent vendue mondialement. Pour que les sociétés puissent désormais compter sur une excellente qualité de communication partout où elles le souhaitent, Homsy Delafosse & Associés vient de prendre une initiative originale : la création d'un réseau d'agences de publicité indépendantes, ayant toutes une caractéristique commune : celle d'une spectaculaire réussite locale, liée à une créativité de très haut niveau.

Dans chaque pays, une agence très performante.

A l'inverse du processus appliqué jusqu'ici qui consistait, pour créer un réseau mondial, à faire essaimer une agence-mère en de multiples entités locales de philosophies parfois différentes, ce nouveau réseau rassemble les "agences championnes" de plus de 35 pays. Ce sont toutes des agences indépendantes, ayant réussi par leur seul mérite. Parmi les principales, en voici quelques unes :

ALLY & GARGANO (USA) :
Agence de l'Année en 1982. Une des agences les plus créatives des États-Unis. Très grosse progression due à l'acquisition de budgets tels que Polaroid, Saab, Bristol Meyers et National Distillers. Son chiffre d'affaires dépassera les 200 millions de dollars cette année.

GRANDFIELD RORK COLLINS (Grande-Bretagne) :
Une des plus fortes progressions de ces dernières années. L'agence a été créée en 1979. Elle emploie aujourd'hui plus de 325 personnes pour un chiffre d'affaires supérieur à 1 milliard de francs. Elle doit son succès au travail réalisé pour ses clients tels que : Commodore, Johnson & Johnson, le Times, Royal Automobile Club, Spar, Tesco, Thorn EMI, Vinos de España et W.H. Smith.

ASSOCIATI GLOBE (Italie) :
Sans doute la progression la plus forte d'Italie. L'agence double son chiffre d'affaires tous les ans, grâce à des budgets tels que Corriere della Sera, Girard Perregaux, Roberta de Camerino, Givenchy, Ariston, etc.

EDEM ADVERTISING (Grèce) :
La plus importante agence indépendante de Grèce. Très forte progression. Parmi ses principaux budgets, il faut citer Ariston, Iglo, Unilever, Porsche et IBM.

SHOFIELD SHERBON BAKER (Australie) :
Une des plus importantes progressions de ce pays. Agence indépendante très créative, gérant des budgets tels que le Gouvernement australien, Reckitt & Coleman, l'Oréal et BP Australie.

Ce réseau international est également présent dans les principaux pays suivants : Japon, Allemagne Fédérale, Hong Kong, Moyen Orient, Canada, Mexique, Belgique, Suisse, Autriche, Hollande, Irlande, Indonésie, Singapour, Afrique du Sud, Cameroun, Côte-d'Ivoire, Corée du Sud, Pakistan, Inde, etc.

Un chiffre d'affaires supérieur à 600 millions de dollars. Une marge brute supérieure à 90 millions de dollars.

Le réseau ainsi créé se place au premier rang des réseaux français à vocation internationale. Il fonctionne à partir d'une holding basée à Londres, dont le nom est GRCI, et qui pourrait être cotée en Bourse dès 1986.

Principales étapes du Groupe Homsy Delafosse & Associés.

1978 : Homsy Delafosse & Associés, dont les principaux budgets sont : Marie Brizard, Baccarat, Jacob Delafon, "33" Export, Camel, Crédit Commercial de France, Maisons Phénix, Panach', Tuborg, Bahlsen, etc.

1982 : Executive Club de France, lieu de rencontre du monde des affaires et de la politique.

1983 : Lancement de Decider's, conseil en image institutionnelle de l'entreprise et de ses dirigeants.

1984 : Association avec le Groupe ODIC (Olivier Dassault International Communication).

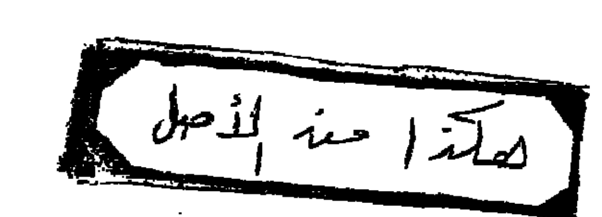
1984 : Création de Paradise, agence de publicité, filiale.

1985 : Constitution du réseau Homsy Delafosse International.

Homsy Delafosse International

FONDATEUR DU RÉSEAU GRCI

216, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris - Tél. : 544.38.67 - Télex : HOMFOS 201958 F.



ÉTRANGER

Modernisation à l'allemande

(Suite de la première page.)

Curieusement, le débat sur la vitalité de l'industrie allemande s'est développé un peu tard, en 1983, alors que la phase de redressement était déjà engagée. Le creux de la vague, au reste très relatif, se situe entre 1979 et 1982. La RFA avait accueilli en souplesse le premier choc pétrolier. Elle avait eu la sagesse de réduire très tôt, avec ses voisins, la demande intérieure, si bien que son industrie avait été en mesure de se placer mieux que quiconque sur les nouveaux marchés de l'OPEP.

Le deuxième choc pétrolier fut abordé dans de moins bonnes conditions. Promue au rang de « locomotive », à la demande pressante de ses partenaires occidentaux, la RFA stimula sa croissance en 1978 au prix d'un déficit budgétaire important. Par la suite, le renchérissement du prix du pétrole qui suivit la révolution iranienne relança l'inflation. Le dollar était faible, le mark surévalué : une combinaison de facteurs qui conduisit à un déficit de la balance des paiements courants en 1979, 1980 et 1981.

« Quand les échanges extérieurs passent au rouge, les Allemands paniquent », commente un dirigeant de l'IFO. Et, de fait, ces résultats médiocres, mais d'aucune manière catastrophiques, sapèrent la confiance du patronat dans le gouvernement du chancelier Schmidt. En 1981-1982, on constate – phénomène exceptionnel dans l'Allemagne de l'après-guerre – une baisse des investissements industriels – baisse assez nette en 1982 – et un léger recul du produit national brut (PNB). Cette phase de récession modérée, révélant que la suprématie industrielle n'était pas forcément une donnée définitive et que le processus de restructuration doit être permanent, fut à l'origine des interrogations inquiètes auxquelles se complaisent depuis lors nos voisins d'outre-Rhin.

« L'industrie allemande a très vivement réagi, les investissements ont repris. Personne n'a dormi », commente-t-on au BDI. L'arrivée au pouvoir de la coalition chrétienne démocrate-libérale redonna confiance aux entreprises. Certains secteurs, comme l'automobile, avaient relevé plus tôt que d'autres le défi japonais. Mais, de façon générale, le redressement commença au printemps 1983... et, depuis, il n'a fait que s'amplifier...

Cependant, le retour progressif à la croissance, le rétablissement rapide des comptes extérieurs ne dissimulaient-ils pas une baisse, au moins relative, de la compétitivité industrielle, due elle-même à la faiblesse des industries de pointe ? On l'a cru. Les difficultés rencontrées par les entreprises de l'électronique grand public, l'effacement relatif de l'industrie allemande dans des secteurs comme les composants électroniques, la bureautique, voire l'informatique, purent contribuer à en accréditer l'idée.

Une large palette

Le professeur Beckurts, membre du directoire de Siemens, énumère plusieurs facteurs qui, initialement, ont pu être de nature à détourner l'industrie allemande de la filière électronique. La suprématie incontestée de l'industrie mécanique nationale était notamment telle que l'apport de la micro-informatique pouvait paraître superflu. Dans le même esprit, la micro-électronique fut considérée, plus volontiers en RFA qu'aux Etats-Unis ou au Japon, comme une simple technologie de substitution, sans qu'on prenne tout de suite conscience des innombrables applications nouvelles et des diminutions de coût qu'elle rendait possible. L'industrie électronique n'a pas bénéficié en RFA d'un de ces formidables stimulants qu'ont constitués aux Etats-Unis les programmes militaires et spatiaux.

Enfin, l'idée qu'un usage accru de l'électronique nuirait à l'emploi n'aida guère à créer un climat psychologique favorable. S'agissant de techniques de l'information et de la télécommunication, on ajoute à Bonn que les pouvoirs publics n'ont pas joué leur rôle en ne programmant pas suffisamment tôt les nouveaux réseaux, la communication par satellite, la fibre optique, en s'abstenant ainsi de contribuer à l'introduction de nouvelles techniques. Au pays du libéralisme on veut moins d'Etat, mais un Etat responsable et si possible efficace.

L'innovation industrielle en Allemagne a pu donner un instant l'impression de légèrement bégayer. Cette phase d'hésitation a été brève. Que constate-t-on aujourd'hui ? En premier lieu, que l'industrie allemande n'est pas une industrie spécialisée comme celle du Japon. La palette est très large. Les Allemands fabriquent tout.

En vérité, la nouvelle révolution industrielle en République fédérale, c'est moins quelques succès de prestige en matière de « puces » ou de laser que la modernisation réussie de la quasi-totalité des branches de l'industrie. *« L'industrie allemande a su parfaitement utiliser les nouvelles technologies »*, résume-t-on au siège de la BDI. La part de matériel sophistiqué qu'il faut importer pour s'équiper apparaît tout à fait dans les normes : 23 % en RFA contre 19 % aux Etats-Unis, mais 31 % en France.

L'effort consenti pour ne pas se laisser prendre de vitesse par les Japonais et les Américains est visible et porte ses fruits. La *« vague d'investissements »*, évoquée à Bonn avec, il est vrai, une amplification un peu méridionale, profite de façon prioritaire aux secteurs de pointe. Les investissements de Siemens ont progressé de 40 % en 1984 ! Le boom des exportations allemandes vers les Etats-Unis est, pour une large part, imputable à des produits « super-sophistiqués ».

Les « Silicon Valley » allemandes se multiplient dans les Länder du Sud, encouragées par des pouvoirs régionaux dynamiques et visiblement très sensibilisés au besoin de rénovation. L'électronique allemande est revenue complètement à niveau. De nouveaux secteurs, comme l'aéronautique et le spatial, connaissent une percée spectaculaire.

L'industrie allemande n'a jamais vraiment dérapé. Un rapport publié par le ministère de l'économie rappelle de manière opportune que la RFA a constamment maintenu sa part dans les échanges mondiaux de produits industriels depuis quinze ans : elle était de 16,9 % en 1970 et de 16,7 % en 1982. Les chercheurs de l'IFO soulignent qu'il faut analyser avec prudence la tendance à la baisse des investissements constatée sur une longue période : en pourcentage du PNB, observent-ils, les investissements industriels se situent, au début des années 80, exactement au même niveau qu'au cours de la période 1970-1974.

Le nombre de brevets déposés demeure plus élevé que partout ailleurs, sauf aux Etats-Unis. L'effort de recherche se situe aussi à l'un des meilleurs rangs. L'industrie allemande s'était-elle passagèrement laissé distraire ? *« En réalité, sa compétitivité est en train de croître, grâce à l'amélioration de l'offre, à l'arrivée de nouveaux produits, mais aussi comme conséquence de l'effort général de la rationalisation de la production »*, conclut l'économiste du BDI.

Au ministère de l'économie, on constate une nette amélioration du profit des entreprises, une utilisation des capacités de production plus élevée qu'elle n'a jamais été depuis le début des années 80. Notre interlocuteur de l'IFO renchérit : l'amélioration de la productivité en 1984, et probablement davantage encore en 1985, combinée à la maîtrise de l'inflation, devrait autoriser une augmentation des salaires, jusqu'ici sévèrement comprimés, et donc une relance de la demande. Une manière de dire que la vigueur retrouvée de l'économie allemande est suffisante pour qu'elle puisse même, à la rigueur, supporter un ralentissement de la croissance américaine.

PHILIPPE LEMAITRE.

Un excédent commercial record

	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Balance commerciale (en milliards de DM)	8,9	27,7	51,3	42,1	54	70
Balance des paiements courants (en milliards de DM)	– 28,6	– 13,1	8,7	10,3	18	30
Investissements industriels (% par rapport à l'année précédente)	2,7	– 3,5	– 5,7	6,1	1	5
Coûts salariaux par unité produite (% par rapport à l'année précédente)	6,3	4,8	3,4	0,4	0,9	
Coûts salariaux réels (% par rapport à l'année précédente)	0	0	– 1,2	– 2,2	– 1,4	– 1,7
P.N.B. réel (% par rapport à l'année précédente)	1,9	– 0,2	– 1,1	1,3	2,5	2,5

Prochain article :

LES « PUCES » ONT ENVAHI LA BAVIÈRE

ON NE REUSSIT PAS PAR HASARD

SPECIAL SICOB
LE PLUS GRAND SALON
EUROPEEN DES
MINI ET MICRO-
ORDINATEURS,
LOGICIELS
ET PROGICIELS.

SICOB INFO : un service supplémentaire du Spécial Sicob. Les organisations professionnelles des plus grands secteurs d'activité répondent gratuitement aux questions spécifiques de votre profession.

SPECIAL SICOB

CNIT, PARIS LA DEFENSE DU 6 AU 11 MAI, 9h30-18h00

Information sur Minitel à partir du 2 mai - tél. 615.91.77 - code d'accès: SICOB.

PUBLICIS

le service
à couper les PDG en quatre

Vous êtes avec votre correspondant à Tokyo, vous êtes aussi avec celui de New-York, et celui de Singapour et celui qui, d'un point à l'autre de la planète, se déplace sans adresse fixe. Et s'il est absent, *vous lui laissez, ou il vous a laissé un message.* « **Missive** » *est un service de messagerie électronique* qui vous permet d'être partout à la fois, en quelques secondes, jour et nuit. Et aussi, de faire apparaître ou disparaître, à votre convenance, un courrier confidentiel. Ou de retrouver, en un instant, le dossier recherché. Il vous suffit d'un code secret et d'un mot de passe, et à partir d'une boite aux lettres « **Missive** », vous êtes en liaison privilégiée.



FCR Missive. 124, rue Réaumur, 75002 Paris Tél. : (1) 296.14.77

DECISION informatique

Au sommaire du N° 74

- Exclusif : Topview d'IBM à l'essai.
- Deux nouveaux compatibles : – Tandy 1000, le moins cher, – Goupil 4, le plus rapide.
- Avec Microburo, les cadres vont enfin pouvoir découvrir à quoi peut bien servir un micro-ordinateur.

Chez votre marchand de journaux

orientations SERVICE

Des écoles ont décidé de mieux vous informer sur les filières et débouchés suivants :

POUR EN SAVOIR PLUS

et recevoir gratuitement des informations, cochez la case correspondante à la filière qui vous intéresse et adressez ce bon à Orientations Service, 57 Avenue Montaigne 75008 Paris.

M. Mme ______ Adresse ______

Niveau d'études actuel de l'étudiant ______ Âge ___

☐ Les Classes Préparatoires
☐ Les Grandes Ecoles de Commerce et de Gestion
☐ Vente, Commerce et Distribution
☐ Les Ecoles à Vocation Internationale
☐ Les Grandes Ecoles Scientifiques
☐ Informatique
☐ Électronique
☐ Secrétariat, Bureautique
☐ Comptabilité
☐ Langues
☐ Tourisme
☐ Accueil
☐ Hôtellerie
☐ Les Professions Para-Médicales
☐ Assurances
☐ Transport
☐ Bâtiment, Travaux Publics
☐ Concours Administratifs, Fonction Publique
☐ Communication Audiovisuelle
☐ Publicité
☐ Formations Artistiques
☐ Les 3es Cycles de Gestion
☐ Réussir le Baccalauréat

LA POLÉMIQUE SUR LES DÉNATIONALISATIONS

Faux débat ou vraie question ?

« Dénationalisations rampantes » titre *l'Humanité* du 22 avril. *« Rien de nouveau »* au contraire pour les socialistes : les filiales des entreprises n'ont pas été nationalisées en 1982 et il est dès lors normal qu'elles fassent appel aux capitaux privés. Les sociétés mères, qui seules ont fait l'objet de la loi de nationalisation, resteront en revanche propriété de l'Etat à 100 %. Le gouvernement et le PS voient dans ce *« faux débat »* une manipulation de la droite gênée par les résultats économiques des entreprises nationalisées.

S'agit-il seulement de cela ? N'est-ce vraiment qu'un faux débat ? Les conceptions du gouvernement Fabius sont-elles les mêmes que celles du deuxième gouvernement Mauroy qui fit voter la loi le 11 février 1982 ?

● En termes juridiques, oui. Le secteur public est, selon la loi, défini par l'ensemble des entreprises dont le capital est pour au moins pour 50 % aux mains de l'Etat. *« Faire évoluer la participation publique entre 50 et 100 % dans une société ne pose aucun problème »* comme l'affirme, en effet, M. Michel Charzat, secrétaire national du PS, puisque cette société reste dans le secteur public. Il n'y a donc pas de dénationalisation, selon le PS, lorsque, par exemple, Saint-Gobain Emballage place 15 à 20 % de ses actions en Bourse. Les communistes y voient eux une étonnante dialectique. Il y a pour eux dénationalisation dès que l'Etat cède 1 % du capital d'une société quelconque.

Les deux partis s'opposent donc comme ils s'étaient heurtés lors du vote de la loi. Les communistes souhaitaient nationaliser (à 100 %) les filiales et les socialistes refusaient. Ils l'ont emporté et, juridiquement, il n'y a effectivement rien de nouveau depuis 1982, même si le débat se poursuit.

En revanche, la multiplication actuelle des opérations de cession de plus de 50 % du capital de certaines filiales pose un grave problème juridique. En l'absence de la loi « de respiration du secteur public », que le gouvernement a retirée du bureau de l'Assemblée en 1983, la jurisprudence, s'appuyant sur un arrêt du conseil d'Etat du 24 novembre 1978, dit arrêt COGEMA, stipule que cessions doivent être soumises au Parlement. Or aucune ne l'a été. Il suffit qu'un des cinquante-cinq millions de français-citoyens-actionnaires dépose un recours au tribunal administratif pour que toute cession soit bloquée. Pour le moins, la position actuelle du gouvernement, qui souhaite que le secteur public *« respire sans carcan »* est juridiquement fragile. Faux débat ou vraie question : faut-il faire voter une loi de respiration.

● En termes économiques, la position actuelle du gouvernement est nouvelle. Etre favorable, comme le sont Mme Cresson, M. Bérégovoy et (selon M. Bornard, président de la CFTC), M. Fabius lui-même, qui vient de s'entretenir avec le président de la confédération chrétienne, au processus de filialisation puis à l'ouverture du capital des filiales aux capitaux privés, conduit à généraliser un schéma du type CGE. Ce schéma verrait les groupes nationalisés chapeautés par des holdings contrôlés à 100 %, mais « vidés » aux profits de filiales à moitié privées. En clair, c'est revenir, dans les structures – que M. Fabius le reconnaisse ou non, – au principe du contrôle à 51 % des groupes nationalisés, souhaité en 1982 par MM. Delors, Rocard ou Badinter, mais écarté à l'époque au profit du 100 %.

L'hésitation du gouvernement à autoriser l'opération de mise en Bourse de Saint-Gobain Emballage, qui a duré trois mois, prouve d'ailleurs qu'il y a matière à débat et qu'il y a eu effectivement débat sur ce sujet. Le flottement du gouvernement toute la semaine passée – sa position n'a été donnée que dimanche par Mme Cresson – et la montée au créneau de M. Jospin, d'autres preuves de la réalité de ce débat.

● Mais l'essentiel est ailleurs : du côté de l'aspect social des nationalisations. Celles-ci devaient favoriser une nouvelle *« citoyenneté »* dans l'entreprise. Or, l'arrivée de M. Fabius a marqué une nette mise à l'écart du changement social. Désormais, des groupes nationalisés comme la CGE procèdent à des licenciements « secs ». Différentes mesures pour relancer une dynamique sociale sont en préparation chez M. Delebarre : sur la gestion prévisionnelle de l'emploi et sur la recherche de l'amélioration des conditions de travail par l'introduction de nouvelles technologies. M. Mitterrand qui s'est plaint à plusieurs reprises du trop faible changement social dans les groupes nationalisés sans avoir été écouté par son gouvernement y est très favorable. Sans doute parce qu'il est plus attaché aux nationalisations que son premier ministre. Faux débat ? A y regarder de près, il y a bel et bien une vraie question derrière l'agitation politique sur les dénationalisations : celle du « socialisme » de M. Fabius.

ERIC LE BOUCHER.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	9,2725	9,2775	+ 185	+ 286	+ 315	+ 345	+ 790	+ 896
$ can.	6,8381	6,8469	+ 41	+ 62	+ 61	+ 98	– 183	– 281
Yen (100)	3,7287	3,7322	+ 145	+ 156	+ 260	+ 278	+ 764	+ 814
DM	3,0527	3,0558	+ 131	+ 141	+ 236	+ 252	+ 689	+ 733
Florin	2,6943	2,6969	+ 87	+ 94	+ 160	+ 173	+ 489	+ 526
F.B. (100)	15,1524	15,1655	+ 129	+ 178	+ 188	+ 278	+ 570	+ 857
F.S.	3,6839	3,6903	+ 172	+ 189	+ 311	+ 334	+ 906	+ 972
L (1 000)	4,7772	4,7822	– 113	– 91	– 242	– 209	– 889	– 725
£	11,7714	11,7917	– 239	– 192	– 437	– 372	– 793	– 611

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	7 7/8	8 1/8	8 3/16	8 5/16	8 5/16	8 7/16	8 11/16	8 13/16
DM	5 3/8	5 5/8	5 9/16	5 11/16	5 5/8	5 3/4	5 13/16	5 15/16
Florin	6 1/2	6 3/4	6 11/16	6 13/16	6 11/16	6 13/16	6 11/16	6 13/16
F.B. (100)	9 1/2	10	9 5/8	9 7/8	9 3/4	10	9 3/4	10
F.S.	1/2	1 1/2	5	5 1/8	5 1/8	5 1/4	5 1/4	5 3/8
L (1 000)	12 7/8	13 3/8	12 7/8	13 3/8	13 1/8	13 5/8	13 7/8	14 1/4
£	13 1/4	13 1/2	12 3/4	12 7/8	12 9/16	12 11/16	11 15/16	12 1/16
F. franç.	10 3/8	10 5/8	10 3/8	10 5/8	10 7/16	10 11/16	10 11/16	10 15/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

LA RESTRUCTURATION DU GROUPE DUCELLIER

L'usine d'Issoire (Puy-de-Dôme) sera fermée celle d'Etaples (Pas-de-Calais) développée

L'usine d'Issoire (mille deux cents personnes), dans le Puy-de-Dôme, sera définitivement fermée à la fin de 1985. La direction du groupe Valeo, deuxième fabricant européen d'équipements pour l'automobile, qui en est propriétaire depuis la reprise de Ducellier voici un an, ne reviendra pas sur sa décision (*le Monde* du 6 avril). M. Armand Batteux, membre du conseil de direction et responsable de la division « machines tournantes » (alternateurs, démarreurs), l'a affirmé, lundi 22 avril, en présentant le projet de restructuration de cette division.

Mais, afin d'atténuer les conséquences sociales de cette décision dans la région Auvergne, M. Batteux a déclaré que des mesures seraient prises pour transférer sur Issoire des activités exercées par le groupe dans d'autres zones. *« Le président, M. André Boisson*, a-t-il précisé, *s'y est lui-même engagé »*, et des études seront menées pour trouver une solution industriellement acceptable. De trois cents à mille personnes pourraient être ainsi réembauchées. Le délai de réflexion réglementaire étant de quatre mois à partir de la présentation du projet de restructuration industrielle aux comités centraux d'entreprise (les 15 et 16 avril derniers), on ne connaîtra pas avant la rentrée de septembre le contenu des mesures arrêtées.

M. Batteux s'est longuement expliqué sur le plan de réorganisation de la division « machines tournantes » (2 milliards de francs de chiffre d'affaires), qui regroupe les filiales Ducellier, avec trois sites auvergnats (Issoire et Sainte-Florine, dans le Puy-de-Dôme, et Grosménil, en Haute-Loire) et son usine d'Etaples (Pas-de-Calais), Paris-Rhône avec ses trois usines (deux à Lyon, une à Bourgoin-Jallieu, dans l'Isère) et Valeo Alternateurs à Angers (anciennement Motorola Alternateurs). Cette restructuration a été accélérée, car la division en question a accumulé plus de pertes que prévu en 1984 (233 millions de francs), en raison de la mauvaise conjoncture dans l'industrie automobile française, et également de la trop grande dispersion des usines. En France, un ouvrier produit dix alternateurs par jour contre quinze en RFA (Bosch avec une production de 40 % supérieure à celle de Valeo n'a qu'une seule usine) et dix-neuf au Japon (Nippon Denso). Pour rétablir la situation financière, une seule solution était possible : s'inspirer des exemples allemand et japonais en rassemblant les fabrications de même type sur les mêmes sites.

Trois pôles

L'objectif est donc de créer trois pôles industriels, un pour l'allumage à Sainte-Florine et Grosménil – c'est déjà la vocation de ces usines – un autre pour les alternateurs (Etaples et Angers), un troisième enfin pour les démarreurs (Lyon). L'activité « éclairage » de Ducellier sera extraite de la branche pour être rattachée à SEV-Marchal, autre filiale de Valeo. Ce remodelage devrait être terminé à la fin de 1985 et porter ses fruits rapidement avec l'espoir d'un retour à l'équilibre financier pour la fin de 1986.

La géographie industrielle de Ducellier et de Paris-Rhône va être modifiée. Ainsi, les productions d'Issoire (alternateurs et démarreurs) et de Lyon (alternateurs) vont « déménager ». Et l'atelier d'électronique d'Etaples sera transféré à Sainte-Florine. Cependant, les unités d'Etaples, d'Angers, de Sainte-Florine et de Grosménil conserveront leur configuration. Pour mener à bien cette restructuration, Valeo se propose d'investir 550 millions de francs en trois ans, dont 70 millions en Auvergne.

Mais cette redistribution des cartes va se traduire aussi par la perte de nombreux emplois : 2 780 au total, dont 1 800 en Auvergne. En revanche, près de 400 seront créés à Etaples, usine appelée à s'agrandir et une centaine au siège social de Ducellier à Créteil, où seront regroupés les services administratifs et commerciaux. Les réductions réelles d'effectifs ne toucheront donc que 2 385 personnes. La direction de Valeo est disposée à négocier les conditions des départs pour éviter au maximum les licenciements « secs ». Elle se propose de consacrer entre 150 et 200 millions de francs aux indemnisations et au reclassement des « partants ».

Cependant, bien qu'il soit plus brutal que prévu, *« ce plan industriel n'est pas négociable »*, a encore précisé M. Batteux. Que se passerait-il si les pouvoirs publics refusaient les réductions d'effectifs envisagées ? *« Les risques seraient très graves »*, s'est-il borné à conclure.

ANDRÉ DESSOT.

REYKJAVIK
ISLANDE
Située en bord de mer REYKJAVIK, capitale de l'Islande, offre d'agréables séjours
• activités culturelles,
• activités sportives...
et de REYKJAVIK, excursions GULLFOSS/GEYSIR, Iles WESTMAN...
Renseignez-vous !
l'Islande vous attend !
au départ de Paris 2 fois par semaine.
votre agent de voyages ou
ICELANDAIR
9, bd des Capucines 75002 Paris
☎ 742.52.26

B 7869
PUBLICIS
Remue méninges à la FNAC. Du 19 au 27 avril, 100 000 livres, 25 000 disques, 20 000 logiciels envahissent le Forum, Etoile et Montparnasse. Le plein d'oxygène, des prix à faire craquer.
fnac
La fnac. L'oxygène de la tête.




OFFRE VALABLE JUSQU'AU 30 AVRIL 1985
1 IBM XT
• MULTIPOSTE
• MEMOIRE CENTRALE : 384 KØ
DISQUE : 10 MØ
• 1 CONSOLE SUPPLEMENTAIRE (ECRAN + CLAVIER)
• 1 IMPRIMANTE (132 COL.)
+ 1 logiciel de gestion commerciale
+ 1 logiciel de gestion des salaires
+ 1 logiciel de comptabilité générale et auxiliaire
+ Dialogue-SGBD (gestion de fichiers)
APPELEZ
A PARIS
CATHERINE
(6) 446.20.70
ou POUR PROVENCE-CÔTE D'AZUR
MARIE-CLAIRE
(93) 87.09.10
EXEMPLE DE FINANCEMENT SUR 5 ANS : 1 599 F HT PAR MOIS
SODIS SIÈGE SOCIAL IMMEUBLE « LE KARINA » AVENUE DES INDES Z.A. DE COURTABŒUF 91943 LES ULIS TÉLEX 600259 F
SODIS-MÉDITERRANÉE 17, RUE CLÉMENT ROASSAL 06000 NICE
sodis votre partenaire gestion

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



S.P.I. (Groupe PALUEL-MARMONT)
B.D.D.P. (Groupe BOULET DRU)

La Société de placements internationaux, du Groupe Paluel-Marmont, agissant comme chef de file, vient de prendre avec la Société Centrale pour l'Industrie, filiale de la Société Générale de Belgique, et Essor Investissement 1 et 2, fonds à risques gérés par Charterhouse, une participation de 12 % dans le capital de la Société Boulet, Dru, Dupuy, Petit (B.D.D.P.).

Depuis le récent achat de Mafia, B.D.D.P. est le sixième groupe publicitaire français et atteindra cette année le milliard de francs de chiffre d'affaires. En prenant des partenaires financiers dans son capital, B.D.D.P. se dote de moyens supplémentaires pour assurer son développement.

Le groupe Paluel-Marmont, en prenant une participation dans une agence de publicité en pleine expansion, étend son activité au secteur de la communication et pourra ainsi apporter à sa clientèle d'entreprises de nouveaux services.

L'opération a été montée, à la demande de B.D.D.P., par Paluel-Marmont Finance qui jouera auprès de son client un rôle de conseil et d'assistance financière.

Les dirigeants de B.D.D.P. conservent 85 % du capital, le groupe Prouvost 3% et la participation du groupe Paluel-Marmont sera de 6 %.

Le nouveau conseil d'administration sera ainsi composé de :
Jean-Claude Boulet, Jean-Marie Dru, Marie-Catherine Dupuy, Jean-Pierre Petit, Maïmé Arnodin, Christian Derveloy, Roger Paluel-Marmont et la Société centrale pour l'industrie.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations 10,20 % novembre 1978

Les intérêts courus du 9 mai 1984 au 8 mai 1985 sur les obligations Electricité de France 10,20 % novembre 1978 seront payables, à partir du 9 mai 1985, à raison de 183,60 F par titre de 2 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 7 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 20,40 F (montant global : 204 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 30,58 F, auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 2,04 F, faisant ressortir un net de 150,98 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

A *compter de la même date, les 17 680 obligations comprises dans les séries de* numéros 489 739 à 489 941 et 515 001 à 532 477 sortis au tirage du 11 mars 1985 cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 2 000 F, coupon n° 8 au 9 mai 1986 attaché.

Ci-après, sont rappelées les séries de numéros d'obligations sortis aux tirages antérieurs :
- Amortissement 1982 · 489 942 à 504 172
- Amortissement 1983 · 697 550 à 712 108
- Amortissement 1984 · 110 786 à 130 849

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations 10,80 % mai 1978

Les intérêts courus du 12 mai 1984 au 11 mai 1985 sur les obligations Electricité de France 10,80 % mai 1978 seront payables, à partir du 12 mai 1985, à raison de 194,40 F par titre de 2 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 7 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 21,60 F (montant global : 216 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt *forfaitaire, le complé*ment de prélèvement libératoire sera de 32,38 F, auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 2,16 F, faisant ressortir un net de 159,86 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

A compter de la même date, les 18 014 obligations comprises dans la série de numéros 370 289 à 390 014 sortis au tirage du 12 mars 1985 cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 2 000 F, coupon n° 8 au 12 mai 1986 attaché.

Ci-après sont rappelées les séries de numéros d'obligations sortis aux tirages antérieurs :
- Amortissement 1979 : 581 171 à 600 642
- Amortissement 1980 : 724 370 à 735 159
- Amortissement 1981 318 587 à 330 570
- Amortissement 1982 : 502 078 à 515 547
- Amortissement 1983 . 676 355 à 695 066
- Amortissement 1984 447 637 à 465 909

Le Carnet des Entreprises

• THOMSON-CSF

M. Jean-Robert MARTIN

vient d'être nommé président-directeur général de CIMSA, filiale de Thomson-CSF, et succède à M. Gilbert Guillemot, nommé président d'honneur, qui a assuré le développement de la société depuis sa création en 1977, d'abord comme directeur général, puis comme président. M. Guillemot a également été nommé, à cette date, directeur *chargé de mission à la branche* équipements et systèmes de Thomson-CSF.

C'est à la session du conseil de CIMSA, réuni le 4 mars, que M. Jean-Robert Martin a été élu président sur proposition de M. Gilbert Guillemot, après avoir été élu administrateur de la société au cours d'une réunion extraordinaire de l'assemblée générale.

Rappelons que M. Jean-Robert Martin avait déjà été porté à la présidence de Sintra, également filiale de Thomson-CSF, le 15 février dernier. Sa nomination à CIMSA (Compagnie d'informatique militaire, spatiale et aéronautique) marque la volonté du groupe Thomson de consolider les activités que ces deux filiales exercent en particulier dans le secteur de l'informatique militaire.

CIMSA, qui emploie mille sept cents personnes et a réalisé en 1984 un chiffre d'affaires de 1 200 millions de francs, dont 45 % d'exportations directes, fait partie de la branche équipements et systèmes de Thomson-CSF.

Né en 1939, M. Jean-Robert Martin est diplômé de l'Ecole nationale supérieure d'aéronautique et de l'université de Californie. Entré dans le groupe Thomson-CSF en 1964, il a successivement assuré la direc*tion du département avionique générale de* la division équipements avioniques de Thomson-CSF (1973), puis la direction de la division tubes électroniques (1983).

Pour tous renseignements sur le carnet, téléphoner à · 770-85-33.

INTERTECHNIQUE

Résultats de l'exercice 1984

Le conseil d'administration, réuni le 17 avril, a approuvé les comptes de l'exercice 1984, qui seront présentés à l'assemblée générale ordinaire convoquée pour le 25 juin.

Au niveau consolidé, pour l'ensemble des activités :
- Le chiffre d'affaires hors taxes réalisé au cours de l'exercice 1984 s'est élevé à 1 038 millions de francs, contre 899 millions en 1983, le montant hors taxes des commandes reçues à 1 128 millions, contre 880 millions ;
- Le résultat net, après toutes provisions et impôt, et après participation du personnel, s'est élevé à 64,1 millions de francs, contre 42,9 millions. La marge brute d'autofinancement à 174,3 millions, contre 128,8 millions

Pour la branche aérospatiale et systèmes, le chiffre d'affaires hors taxes s'est élevé à 489 millions de francs, contre 487 millions. Le montant hors taxes des commandes reçues à 557 millions, contre 452 millions. Le résultat courant avant impôt à 63,8 millions, contre 89,9 millions.

Pour la branche informatique, le chiffre d'affaires hors taxes s'est élevé à 549 millions de francs, contre 411 millions. Le montant hors taxes des commandes reçues à 571 millions, contre 428 millions. Le résultat courant avant impôt à 80,9 millions, contre 45,4 millions.

Relativement au nombre d'actions au 1er janvier 1985, le bénéfice net consolidé par action s'élève à 111,75 francs, contre 74,68 francs. La marge brute d'autofinancement à 303,60 francs, contre 224,37 francs.

Compte tenu de l'accroissement des fonds propres et des perspectives de la société, le conseil, usant des pouvoirs qui lui ont été conférés par l'assemblée générale extraordinaire du 2 juin 1981, a décidé la distribution d'une action gratuite pour trois anciennes.

Les nouvelles actions prendront jouissance à dater du 1er janvier 1984 ; le conseil proposera à l'assemblée le verse*ment d'un dividende de 18 francs, soit* 27 francs de revenu global, ce dividende étant versé tant aux actions nouvellement créées qu'aux actions anciennes.

Il proposera en outre que ce dividende puisse être perçu par les actionnaires sous forme d'actions nouvelles à créer, comme prévu par la loi du 3 janvier 1983.

Le conseil confirme ainsi son souci de la santé financière de la société, qui s'est, notamment, toujours traduit par un dividende modéré, cette année 21,5 % du bénéfice net consolidé.

L'analyse des résultats suivant nos deux grandes branches d'activité, d'une part, l'aérospatiale et les systèmes, et, *d'autre part, l'informatique, préfigure la* création d'une filiale informatique dont le conseil a décidé le principe et dont le projet sera réservé à une prochaine assemblée générale extraordinaire. Deux raisons justifient cette création :
- D'une part, chacune des deux branches a ses caractéristiques propres, notablement différentes, qui entraînent des différences sensibles quant au mode de gestion et à la mentalité des personnels. Dans une perspective à long terme, cette différence justifie à elle seule l'établissement de deux personnes morales distinctes ;
- D'autre part, cette séparation permettra aux deux branches de traiter de manière spécifique la question de leur financement. Pour l'informatique, l'importance de la croissance rend nécessaires des apports de fonds propres extérieurs : la création d'une personne morale distincte permettra un élargissement de l'actionnariat, soit par cooptation d'un partenaire financier, soit par l'introduction en Bourse.

La filiation de la branche informatique conciliera les avantages de clarté et de souplesse de la gestion par deux personnes morales distinctes avec la fécondité que donne la cohabitation, dans un groupe de bonne taille, d'équipes travaillant dans des domaines différents mais toutes à la pointe du progrès tech*nique.*

COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

Le Conseil d'administration de la Compagnie générale d'électricité s'est réuni le 18 avril 1985 pour procéder notamment à l'examen des comptes de la compagnie pour l'exercice 1984.

Le résultat net hors plus-values à long terme et plus-values d'apport, s'établit à 264,7 millions de francs contre 251,6 millions de francs pour l'exercice 1983. L'essentiel de ce résultat est constitué par les revenus du portefeuille de participations qui atteignent 239,7 millions de francs contre 228,9 millions de francs en 1983.

Les plus-values nettes à long terme de 1984 s'élèvent à 148,1 millions de francs après impôt, contre 8,7 millions de francs en 1983. Elles résultent principalement d'opérations de cession d'actifs immobiliers et de valeurs mobilières de placement.

Compte tenu par ailleurs de la plus-value correspondant à l'apport, au cours de l'exercice, d'actions CIT-Alcatel à la Société financière des télécommunications, soit 253,2 millions de francs, le bénéfice net de 1984 s'élève à 666 millions de francs contre 260,3 millions de francs en 1983.

Le Conseil a laissé le soin à l'assemblée générale ordinaire de procéder à *l'affectation du résultat et il a décidé* de réunir une assemblée générale extraordinaire en vue d'adapter les statuts de la société aux nouvelles dispositions légales relatives aux limites d'âge des dirigeants des sociétés du secteur public.

Le Conseil, en outre, a délibéré sur le projet d'avenant au contrat de plan qui doit être prochainement signé avec l'Etat.

ÉCONOMATS DU CENTRE

Le conseil d'administration du 13 avril 1985 vient d'arrêter les comptes de l'année 1984, qu'il présentera à l'assemblée générale du 15 juin prochain.

Pour un chiffre d'affaires de 3 730 930 181 F, en progression de 5 % sur 1983, le bénéfice net de l'exercice se *monte à 14 664 674 F, en progression* sur celui de l'exercice précédent (10 160 759 F).

Ce résultat a été obtenu après amortissement, réintégration et création d'une nouvelle provision pour hausse des prix.

Le conseil proposera un dividende de 32 F au lieu de 30 F pour l'exercice précédent.

L'amélioration de la rentabilité, malgré la difficulté des affaires face à une concurrence accrue, a pu se réaliser par une diminution des frais généraux, la mise en place de nouveaux systèmes d'informatique répartie et l'amélioration des circuits logistiques. C'est dans cette même voie que devrait se réaliser l'exercice 1985, au cours duquel la société ouvrira son neuvième hypermarché et trois nouveaux supermarchés, tout en continuant la modernisation de ses différents réseaux de magasins.

WAGONS-LITS

MM. les actionnaires sont convoqués aux assemblées générales qui se tiendront à Bruxelles, à l'hôtel Astoria, 103, rue Royale, le mardi 7 mai 1985 :

1°) A 14 heures 30 : assemblée générale extraordinaire, qui devra se prononcer sur la proposition d'augmentation du capital de la société pour le porter de 1 212 150 500 francs belges à 1 454 580 500 francs belges, par création de 484 860 actions nouvelles émises au prix de 1800 francs belges par titre et offertes en souscription publique contre espèces à raison d'une action nouvelle pour cinq actions anciennes.

Cette augmentation de capital serait soumise à la condition suspensive que les garants n'aient pas fait usage de la faculté qu'ils ont de révoquer leur engagement.

2°) A 15 heures : assemblée générale ordinaire pour approbation des comptes de l'exercice 1984 et nominations statutaires.

Les actions doivent être déposées au plus tard le 30 avril : à la Société générale, à la Banque nationale de Paris, à la Banque Paribas, au Crédit lyonnais, au Crédit commercial de France, à l'Européenne de Banque, à la Banque Louis-Dreyfus, au Crédit du Nord, à la Caisse centrale des Banques populaires, à la Société Industrielle de Banque, dans leurs agences à Paris, et/ou en province ; à la Direction générale de la Compagnie, à Paris, 40, rue de l'Arcade.

BANQUE HERVET

Le conseil d'administration de la banque Hervet réuni le 15 avril 1985, sous la présidence de Mme Lisette Mayret, a arrêté les comptes de l'exercice 1984.

Les ressources de la clientèle s'établissent en moyenne annuelle à 3 972 millions de francs (+ 8,8 %), l'accroissement étant particulièrement sensible sur les dépôts à vue (+ 13,9 %).

En parallèle la progression des activités financières s'est poursuivie, au travers notamment des Fonds communs de placement. Les encours des capitaux atteignent 1,2 milliard de francs en fin d'année (+ 60 % par rapport à 1983.

Les crédits à la clientèle se situent en moyenne annuelle à 2 775 MF *(+ 2,6 %), dans une conjoncture* marquée par une décélération de la demande de crédits à court terme au cours du second semestre, avec un développement nettement plus marqué des concours à moyen et à long terme, et un niveau de provisions pour créances douteuses et risques clientèle comparable à celui de 1983.

Le produit net bancaire atteint 476,3 millions de francs augmentant de 7,3 % par rapport à l'exercice précédent.

La progression de 8,9 % des frais généraux, frais de personnel et amortissements inclus, marque une nette inflexion par rapport à l'exercice 1983 *(+ 15,2 %).*

La dotation nette aux provisions est, compte tenu des reprises, en baisse sur l'exercice précédent, ce qui conduit à un résultat avant impôt de 73,6 millions de francs en progression de + 6,8 %.

Le bénéfice net ressort à 40,2 millions de francs, en progression de 8,3 %.

Moulinex

Le conseil d'administration dans sa séance du 19 avril a approuvé les comptes de l'exercice 1984, qui font apparaître un bénéfice net consolidé de 61 millions de francs contre 68,7 l'année précédente.

Le cash flow passe de 207 à 229,2 millions de francs, soit une augmentation de 11 %, ceci compte tenu de l'importance de la dotation aux amortissements qui augmente de 26,6 % pour atteindre 165 millions de francs.

Les résultats de la société mère et du groupe peuvent être résumés ainsi.

(en millions de francs)	Consolidé 1984	Consolidé 1983	Moulinex SA 1984	Moulinex SA 1983
Chiffres d'affaires	3 327,0	2 911,8	2 807,4	2 390,5
Résultat d'exploitation	216,9	228,4	121,3	135,6
Résultat courant	78,2	101,1	46,9	99,5
Résultat net (y compris minoritaires)	61,0	68,8	46,7	87,2
Investissements industriels (nets)	213,0	182,8	206,9	174,9
Dotation aux amortissements	165,1	130,5	* 168,5	* 126,2
Marge brute d'autofinancement	229,2	207,0	181,4	180,6

* y compris les amortissements dérogatoires qui ne sont pas pris en compte dans le résultat consolidé.

Outre l'augmentation de la MBA consolidée, il importe de souligner que le développement du chiffre d'affaires s'est effectué essentiellement à l'exportation dont la part est passée de 65,3 % à 67,8 % de l'activité.

Les principaux postes du bilan (comptes clients, stocks, etc.) ont évolué de façon satisfaisante et à un pourcentage inférieur à l'augmentation de l'activité exprimée en pourcentage.

Seul l'endettement total de la société mère et du groupe évolue à un rythme supérieur.

Compte tenu de l'importance des investissements en cours et des projets de développements nouveaux définis ci-après qui nécessiteront des ressources importantes, le conseil proposera à l'assemblée le paiement d'un dividende net de 3 F par action au titre de l'exercice 1984 contre 4 F en 1983.

Durant cette même séance, le conseil a approuvé un projet d'accord avec le groupe américain Scovill dont la division Hamilton Beach constitue l'un des leaders du petit électroménager aux Etats-Unis.

Les grandes lignes de ce projet peuvent être résumées ainsi :
1) Contrat de fourniture de pièces détachées et composants fournis par Moulinex à partir de ses usines françaises ;
2) Accord de «joint-venture» aux Etats-Unis entre Hamilton Beach et *Moulinex qui devrait permettre, sous marque Moulinex, le développement* des ventes du groupe aux Etats-Unis, en particulier pour les produits haut de gamme.

La conclusion de ces deux contrats pourra conduire à un accroissement très substantiel des exportations du groupe vers les Etats-Unis.

La signature définitive de ce protocole d'intention devrait intervenir à la fin du premier semestre 1985, sous réserve de l'obtention des autorisations administratives nécessaires.

Ces projets ont nécessité la cession par Moulinex de sa participation dans la société Moulinex Régal Inc., et la révision des accords qui lient les sociétés Moulinex et Régal. Ces modifications devraient toutefois être sans conséquence sur le volume de nos exportations à la société Régal.

Moulinex et Scovill, entendant d'autre part étendre leurs liens au-delà des accords commerciaux définis ci-dessus, le groupe Scovill envisage une prise de participation significative approchant 20 % du capital de Moulinex. Cette participation serait cédée par l'actionnaire principal.

Le conseil d'administration a, par ailleurs, confirmé les orientations *stratégiques du groupe visant à :*
1) Poursuivre l'effort d'investissements de productivité ;
2) Développer les produits haut de gamme, notamment pour ce qui concerne le four à micro-ondes pour lequel le groupe est devenu l'un des leaders européens sur un marché qui double pratiquement chaque année ;
3) Poursuivre le développement géographique, particulièrement aux Etats-unis.

Cette triple volonté de développement au plan industriel, technique et commercial devrait influencer favorablement les résultats à venir de la société ; elle nécessite toutefois la mise en place des moyens financiers importants. Dans cet esprit, le conseil a arrêté le principe d'un appel au marché financier selon des modalités qui seront définies lors de sa prochaine réunion.

SOCIÉTÉ NAVALE CHARGEURS DELMAS-VIELJEUX

Le conseil d'administration, réuni le 18 avril 1985 sous la présidence de M. Tristan Vieljeux, a arrêté les comptes de l'exercice 1984 :

— le chiffre d'affaires a atteint 1 790 millions de francs (contre un montant correspondant en 1983 de 1 745 millions de francs, après retraitement selon les normes du nouveau plan comptable appliqué en 1984) ;

— l'excédent brut d'exploitation est en progression de 13,94 % sur celui de l'exercice précédent et la marge brute d'autofinancement totale atteint 345 millions de francs contre 325 millions de francs en 1983 ;

— le résultat net s'élève à 65 millions de francs contre 57 millions de francs pour l'exercice précédent.

Il sera proposé à l'assemblée générale des actionnaires, qui sera convoquée au *mois de juin 1985, de mettre en distribu*tion un dividende de 36 550 800 F à répartir aux 1 827 540 actions.

Le dividende net par action ressortirait ainsi à 20 F (au lieu de 18 F au titre de l'exercice 1983), donnant un revenu global de 30 F, compte tenu de l'avoir fiscal de 10 F.

LE NICKEL-SLN

Résultats 1984

Au cours de sa réunion du 19 avril 1985, le conseil d'administration de la société métallurgique le Nickel-SLN a arrêté les comptes de l'exercice 1984, qui traduisent le retour à l'équilibre de l'exploitation.

Les ventes de produits métallurgiques ont été en 1984 de 40 626 tonnes, contre 37 011 tonnes en 1983, soit une hausse de 10 %. La production a été limitée à 34 800 tonnes afin de terminer la résorption des stocks excédentaires.

Le chiffre d'affaires a progressé de 1 318,8 millions de francs en 1983 à *1 853,5 millions* de francs (+ 40 %) par suite de la hausse simultanée du volume des ventes, du prix international en dollars et de la parité du dollar.

Cette augmentation du chiffre d'affaires conjuguée à une baisse des coûts de production et des frais financiers et à la disparition des charges fiscales anormales, a permis d'obtenir une capacité *d'autofinancement de 134 millions* de francs, contre une capacité d'autofinancement négative de 397,8 millions de francs en 1983. Après prise en compte des amortissements et provisions normalement liés à l'exercice, de la valorisation aux parités de fin d'année de l'endettement en devises et de la reprise sur la décote sur stocks constituée en 1982, *le résultat est équilibré.* Le bénéfice du second semestre a compensé les pertes du premier semestre.

Au-delà de ce résultat de l'exercice, des amortissements ont été effectués et des provisions constituées en vue d'une évaluation plus prudente de certains postes du bilan et d'une prise en compte des conséquences financières en 1985 des événements politiques survenus en Calédonie depuis novembre 1984. Ces éléments exceptionnels conduisent à un résultat négatif de 209,2 millions de francs. Conformément aux accords antérieurs, SNEA et IMETAL ont abandonné le solde de leurs créances antérieures à 1983, pour un montant de 209 millions de francs de sorte que le résultat social de la SLN ressort finalement en perte de 0,2 million de francs.

Sauf aggravation de la situation en Calédonie, les *résultats du début de l'année* 1985 devraient confirmer le retour à l'équilibre de la SLN.

Le conseil d'administration du 19 avril a également approuvé un projet de réorganisation juridique de la SLN qui sera soumis aux instances concernées de la société dans les semaines à venir. L'actuelle SLN donnerait naissance *à deux sociétés, l'une gérerait* les activités minières et métallurgiques en Calédonie et serait la filiale de l'autre société qui, pour sa part, aurait la responsabilité du raffinage à Sandouville, de la commercialisation et de l'assistance technique. Cette dernière société aurait pour actionnaires ceux de l'actuelle SLN (ERAP 70 %, SNEA 15 % et IMETAL 15 %), les liens avec chacun de ces groupes restant inchangés. La SLN prolongerait ainsi la réorganisation industrielle, actionnariale et financière initiée ces dernières années et se doterait d'une structure mieux adaptée aux conditions de gestion des sociétés opérant au niveau mondial.

GROUPE CdF
SOFIREM - SOGINNOVE

SOFIREM (Société financière pour *l'industrialisation des régions minières)* a pris une participation financière de 1 500 000 F dans le capital de la société SOGINNOVE.

Cette prise de participation permet de concrétiser les relations suivies qui existaient déjà entre les deux sociétés pour le financement d'un certain nombre de sociétés à caractère innovant.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

23 avril

Hésitant

En ce début du nouveau mois boursier, le marché parisien, a fait preuve d'hésitation si l'on en juge par l'indicateur instantané, en baisse de 0,2 % à l'approche du son de cloche final, ramenant à 16 % la progression des valeurs françaises.

Le romancier conseiller financier à ses heures, s'était mêlé aux agents de change réunis à la corbeille à l'occasion d'une prise de vue avec le palais Brongniart pour toile de fond.

L'hésitation prévalait sur l'ensemble des secteurs, un sentiment dû à l'attentisme de nombre d'investisseurs, d'origine anglo-saxonne pour l'essentiel, qui attendent d'en savoir un peu plus sur le ralentissement de la croissance aux États-Unis avant de changer, éventuellement, leur fusil d'épaule.

La nette reprise du dollar sur les marchés des changes s'est confirmée à Paris, où le billet vert est remonté à 9,26750 F contre 9,1120 F la veille et il s'agit sans doute là d'une première indication quant aux prévisions que l'on peut établir sur le PNB américain au deuxième trimestre 1984, à savoir un taux de croissance supérieur aux trois mois précédents.

Générale Biscuit, Nordon, Moulinex, Radiotechnique, Dassault, Finextel, UCB, Matra, SAT, se distinguent avec des hausses de 2 % à 7 %, tandis qu'à l'inverse, Berger, Arjomari, SFIM, Facom, Pechelbronn, Maisons Phénix, perdent 3 % à 4 %.

Par ailleurs, la cotation des actions SAFT a été suspendue dans l'attente du communiqué que doit publier sa société-mère, la CGE à propos de la cession du secteur « piles grand public » au groupe Bernard Tapie (le Monde du 23 avril)

Sur le marché de l'or, le lingot a gagné 850 F, à 97 250 F, le napoléon cédant 1 F, à 575 F. A Londres, le métal fin est retombé à 326 dollars l'once contre 329,05 dollars lundi midi.

Dollar-titre : 9,55/59 F (contre 9,45/48 F).

NEW-YORK

Valse-hésitation

La semaine s'est ouverte à Wall Street sur une note pour le moins très hésitante. La tendance est restée très irrégulière. Tantôt en légère progression, tantôt en modeste repli, l'indice des industrielles s'est finalement établi à 1 266,56, son niveau du vendredi précédent. Pour les « Blue Chips », c'est donc le *statu quo*.

En revanche, le bilan de la journée a été négatif. Sur 1 982 valeurs traitées, 836 ont baissé, 628 ont monté et 518 n'ont pas varié.

D'une façon générale, l'activité a été faible, et 79,93 millions de titres ont changé de mains, contre 81,10 millions précédemment.

Les opérateurs sont toujours très partagés sur la conduite à prendre. La baisse des taux d'intérêt serait plutôt de nature à favoriser les initiatives d'achats avec la baisse des rendements sur le marché obligataire. Mais elle est aussi révélatrice de l'affaiblissement économique.

D'autre part, les derniers résultats publiés par les entreprises pour le trimestre écoulé sont assez décevants. De l'avis général, la Bourse est appelée à stagner un long moment encore, le temps que la Réserve fédérale clarifie sa position sur sa politique monétaire. Les investisseurs attendent également d'en savoir plus sur les intentions du Congrès au sujet de la réduction du déficit budgétaire.

VALEURS	Cours du 19 avril	Cours du 22 avril
Alcoa	32 3/4	32 3/8
A.T.T	21 3/8	21 1/4
Boeing	62 3/4	62
Chase Manhattan Bank	54 3/8	54 1/2
Du Pont de Nemours	56 3/4	56 7/8
Eastman Kodak	65 1/2	65
Exxon	53 7/8	52 3/4
Ford	43 1/4	43 1/8
General Electric	58 5/8	59 3/8
General Foods	63	63 1/4
General Motors	70 5/8	71
Goodyear	26 5/8	26 1/2
I.B.M.	127 3/4	127 1/2
I.T.T	33 5/8	33 3/8
Mobil Oil	29 3/8	29 1/2
Pfizer	44 1/2	44 5/8
Schlumberger	39 1/2	40 7/8
Texaco	38 3/8	38 5/8
U.A.L. Inc.	41 7/8	42 5/8
Union Carbide	38 3/4	38 1/4
U.S. Steel	26 3/4	26 7/8
Westinghouse	30 1/8	29 3/4
Xerox Corp.	45 3/4	46 1/2

LA VIE DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE ÉLECTRO-MÉCANIQUE. – La société a réalisé, en 1984, un bénéfice net de 27,5 millions de francs après une perte de 28,4 millions de francs durant le précédent exercice, lequel sera affecté au report à nouveau, le chiffre d'affaires ayant atteint 1,58 milliard de francs, contre 1,88 milliard en 1983. Les actionnaires de la Compagnie Électro-Mécanique seront convoqués, le 26 juin prochain, en assemblée générale extraordinaire pour se prononcer sur un projet d'apport-fusion de CEM, à Alsthom-Atlantique. L'échange s'effectuera sur la base de deux actions de cette dernière pour onze actions CEM. La fusion prendrait effet rétroactivement au 1er janvier 1985 et les nouvelles actions Alsthom-Atlantique, émises en rémunération de l'apport de CEM, porteraient jouissance à compter de la même date. Cette opération doit notamment permettre d' « *d'associer dans l'avenir les actionnaires de CEM aux bons résultats d'Alsthom-Atlantique* »

INTERTECHNIQUE. – Le bénéfice net 1984 a atteint 64,1 millions de francs, contre 42,9 millions l'année précédente, soit une augmentation de près de 50 %, la marge brute d'autofinancement ayant progressé de 35 % de son côté, pour atteindre 174 millions de francs sur un chiffre d'affaires de 1,03 milliard, contre 899 millions pour l'exercice précédent. L'augmentation provient surtout du chiffre d'affaires réalisé par la branche informatique (549 millions de francs, contre 411 millions en 1983), la division aérospatiale et système reflétant des ventes de 489 millions de francs (contre 487 millions). La société, qui va distribuer un dividende net de 18 F, inchangé, et procéder à la distribution d'une action gratuite pour trois anciennes, annonce la création prochaine d'une filiale informatique dans la perspective d'un « *élargissement de l'actionnariat* », soit par cooptation d'un partenaire financier, soit par introduction en Bourse.

LA RADIOTECHNIQUE. – Cette filiale de Philips a subi, en 1984, un déficit de 45,9 millions de francs, après un excédent de 19,7 millions pour le précédent exercice sur un chiffre d'affaires de 3,35 milliards de francs, contre 3,22 milliards en 1983

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 28 déc. 1984)

	19 avril	22 avril
Valeurs françaises	114	113,2
Valeurs étrangères	104,6	104,7

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1981)

	19 avril	22 avril
Indice général	214,8	213,3

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 23 avril .... 10 1/2 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	22 avril	23 avril
1 dollar (en yens)	246,85	248,45

BOURSE DE PARIS — Comptant — 23 AVRIL

Actions au comptant

Étrangères

SECOND MARCHÉ — Hors-cote

SICAV 22/4

• : Prix précédent.

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

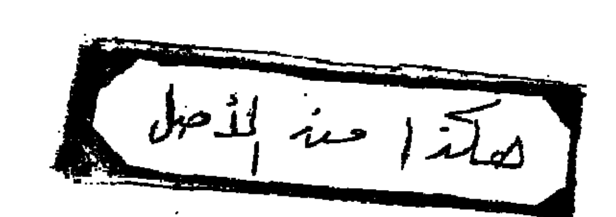
c : coupon détaché; • : droit détaché; o : offert; d : demandé.

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 23/4	Cours des billets aux guichets — Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	9 112	9 267	8 900	9 500
ECU	6 826	6 828	....	....
Allemagne (100 DM)	305 530	305 200	294	314
Belgique (100 F)	15 156	15 140	14 700	15 600
Pays Bas (100 fl.)	269 800	269 550	260	280
Danemark (100 krd)	84 860	84 830	80	88
Norvège (100 k)	104 840	105 300	102	109
Grande-Bretagne (£ 1)	11 739	11 772	11 350	12 100
Grèce (100 drachmes)	7 017	7 020	6 300	7 800
Italie (1 000 lires)	4 777	4 773	4 600	5 100
Suisse (100 fr.)	365 800	369	3 580	3 750
Suède (100 krs)	103 980	104 450	102	109
Autriche (100 sch)	43 510	43 420	42 800	44 800
Espagne (100 pes.)	5 454	5 456	5 300	5 900
Portugal (100 esc.)	5 365	5 380	5 300	6 100
Canada ($ can 1)	6 755	6 818	6 600	6 950
Japon (100 yens)	3 674	3 725	3 600	3 750

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 23/4
Or fin (kilo en barre)	96150	97000
Or fin (en lingot)	96400	97250
Pièce française (20 fr)	576	575
Pièce française (10 fr)	400	.....
Pièce suisse (20 fr)	559	561
Pièce latine (20 fr)	558	558
Souverain	702	692
Pièce de 20 dollars	4025	4025
Pièce de 10 dollars	2050	2030
Pièce de 5 dollars	1525	.....
Pièce de 50 pesos	3605	3625
Pièce de 10 florins	578	578



Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

CFM 89
à Paris
Allô « le Monde »
232-14-14
Mardi 23 avril, 18 h 45
La France et ses immigrés
BERTRAND LE GENDRE et ROBERT SOLÉ
répondent aux questions des auditeurs et des lecteurs
Débat animé par FRANÇOIS KOCH

Le numéro du « Monde » daté 23 avril 1985 a été tiré à 485 193 exemplaires

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT
PRIX EXCEPTIONNELS
avec la garantie d'un grand maître tailleur
Pour vous permettre de juger la qualité de notre travail
COSTUMES MESURE
A partir de ..... 1 750 F
PANTALONS à partir de 590 F
3 000 tissus
Luxueuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
Boutique Femme
JUPES et TAILLEURS SUR MESURE
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES
Prêt-à-porter Homme
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 742-70-61.
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.

A B C D E F G

En 1984

Renault a perdu près de 12,5 milliards de francs

Près de 12,5 milliards de francs de pertes pour un chiffre d'affaires de 117 milliards. Tels sont les résultats provisoires que M. Georges Besse, le nouveau patron de Renault, devait annoncer mardi 23 avril dans l'après-midi, lors d'un conseil d'administration de la Régie. Voilà qui mettra fin aux spéculations qui, depuis janvier, ont fait évaluer la perte de 1984 entre 8 et 16 milliards de francs. Est-il besoin de rappeler que M. Hanon, le jour même où il était démissionné, s'apprêtait à annoncer un résultat provisoire négatif de l'ordre de 9 milliards. Les incertitudes financières, et le plan social de réduction des effectifs auront amené M. Besse à provisionner, plus largement que son prédécesseur, près de 5 milliards de francs.

Le conseil d'administration devait par ailleurs discuter de plans de financement d'investissements, mais il n'était nullement question que le nouveau président de Renault annonce les grandes lignes de sa stratégie. Il faudra encore quelques semaines aux pouvoirs publics et aux syndicats – donc une CGT qui fourbit ses armes – pour connaître le montant de l'ardoise financière du plan Besse et l'hémorragie d'effectifs qui sera nécessaire pour que Renault retrouve sa compétitivité.

Car tels sont bien les deux problèmes majeurs qui se posent chez Renault. Sur le plan financier, la Régie devra bien reconstituer son haut de bilan, fortement dégradé par les pertes massives des deux dernières années, et investir par ailleurs pour ne pas obérer l'avenir. Devant l'ampleur du sinistre, les 3 milliards de francs de dotations en capital fournies par l'État actionnaire sont bien loin d'être suffisants. Et les moyens du Fonds industriel de modernisation (FIM), auquel Renault a fait appel, ne sont pas non plus à la hauteur des besoins. Il faudra donc avoir recours à l'emprunt – garanti par l'État – et à un prêt du Fonds de développement économique et social (FDES).

Le dossier social est tout aussi préoccupant à moins d'un an des législatives. On se rappelle que les mutations industrielles ont été « inaugurées », il y a près de deux ans, par des licenciements chez Talbot qui ont alourdi l'atmosphère sociale pendant des mois, avec pour résultat la quasi-disparition de la marque.

Dans l'état actuel des choses, 7 700 personnes partiront en préretraite (FNE) en 1985. A cela, il faut ajouter 1 000 à 1 200 travailleurs émigrés qui bénéficieront de l'aide au retour et un millier, environ, de départs volontaires. De 103 000, fin 1983, les effectifs de la Régie auront ainsi été ramenés, fin 1985, à 89 000. Cela est-il suffisant ? Tout laisse craindre que non. Mais alors que *« la CGT et le PC commencent à se mobiliser »*, la potion Besse risque, dit-on au gouvernement, d'être dure à passer. Autant dire que la publication des résultats de Renault ne clôt pas le dossier, elle l'ouvre.

B.D.

Le gouvernement arrête son projet sur la Nouvelle-Calédonie

Les grandes lignes du projet gouvernemental pour la Nouvelle-Calédonie, dont MM. Mitterrand et Fabius se sont entretenus lundi, devaient être définitivement arrêtées mardi matin 23 avril, au cours du petit déjeuner qui réunit chaque semaine au palais de l'Elysée le chef de l'Etat, le chef du gouvernement et le premier secrétaire du Parti socialiste, en présence du secrétaire général de la présidence de la République M. Jean-Louis Bianco, et du conseiller spécial auprès du président de la République, M. Jacques Attali.

Il semble que jusqu'au dernier moment le pouvoir exécutif ait été partagé sur la date à retenir pour l'organisation du scrutin d'autodétermination sur l'avenir du territoire. La question était de savoir si une telle consultation devrait avoir lieu avant ou après les élections législatives du printemps 1986.

Le chef du mouvement indépendantiste, M. Jean-Marie Tjibaou, a été consulté, d'autre part, sur l'éventualité d'un *« projet de transition »*, qui pourrait consister, en cas de report du scrutin d'autodétermination à 1988, à mettre en place un statut *intérimaire qui prévoirait le découpage du territoire en plusieurs régions*, selon un système inspiré à la fois du statut du 6 septembre 1984 et du contre-projet du président du gouvernement territorial, M. Dick Ukeiwé. Les indépendantistes ont répondu qu'ils n'accepteraient un tel schéma que s'ils avaient l'assurance que la *« transition »* en question déboucherait sur la proclamation de l'indépendance.

Les décisions du gouvernement doivent en principe être annoncées publiquement, soit à l'occasion de la réunion du conseil des ministres, mercredi, soit le lendemain. De retour à Nouméa, M. Ukeiwé, sénateur RPR, a notamment déclaré : *« Si le gouvernement, qui est garant des institutions, ne prend pas une décision conforme à sa tâche, ce sera à nous d'agir, toujours dans le cadre de ces institutions. »* M. Ukeiwé a réaffirmé son opposition à toute rencontre avec M. Edgard Pisani, dont le retour dans le territoire semble pourtant acquis après l'hommage rendu à celui-ci, dimanche, par le ministre de l'intérieur. *« Je ne vois pas pourquoi il reviendrait*, a dit M. Ukeiwé, *et pour quelles raisons nous aurions besoin de nous revoir. »*

LE DROIT DE VOTE POUR LES IMMIGRÉS

Mme VEIL : d'abord les ressortissants de la Communauté

M. Bernard Stasi, député (UDF-CDS) de la Marne, avait été, lundi matin 22 avril, le seul membre de l'opposition à exprimer des réserves nuancées – parmi un flot de condamnations sans appel – après les déclarations de M. Mitterrand, devant le congrès de la Ligue des droits de l'homme, sur le droit de vote des immigrés (*le Monde* du 23 avril). Mme Simone Veil, présidente du groupe libéral au Parlement européen, est allée plus loin que M. Stasi, le soir même au micro de France-Inter. Son groupe, a-t-elle expliqué, est arrivé à la conclusion suivante : *« Dans un premier temps, il serait souhaitable que dans tous les pays de la Communauté* [les immigrés] *ressortissants de la Communauté puissent voter aux élections locales »*. Mais, pour Mme Veil, *« aujourd'hui les conditions ne sont pas remplies pour que tout les immigrés puissent voter »*.

Réaction en revanche sans nuances ni surprise de la part de M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, et l'un des porte-parole les plus combatifs de l'opposition au Palais du Luxembourg : *« Ceux qui voudraient lancer cette réforme peuvent attendre longtemps le vote du Sénat »*, a-t-il déclaré lundi à RMC. Réaction encore moins surprenante et encore plus radicale de M. Philippe Malaud, président du CNIP, qui estime que *« tout début d'application »* de *« l'absurde proposition socialiste de droit de vote aux immigrés »* fonderait *« le droit et le devoir d'insurrection inscrits dans le préambule de la Constitution de l'an II en cas d'atteinte aux droits du peuple français »*.

Moins virulent, M. Jean Bousquet, maire de Nîmes, a néanmoins écrit à sa *« payse »* Mme Georgina Dufoix, pour lui dire que la participation des immigrés à la gestion locale serait *« une remise en cause très grave des lois républicaines »*.

Du côté de la majorité, pas de fausse note, M. Michel Charzat, membre du secrétariat national du PS, s'est félicité lundi des propos du président, en notant qu'au prix d'un travail *« d'explication et de conviction »*, il est possible de rassembler au-delà de la gauche – M. Charzat pense notamment aux chrétiens – sur cette question.

M. François Doubin, président du MRG, affirme, dans une interview accordée au *Courrier de l'Ouest* du mardi 23 avril, qu'il est partisan d'accorder le droit de vote aux immigrés *« dès que possible »*, car *« c'est légitime à terme »*.

Le PSU et les Verts (écologistes) rappellent que cette mesure faisait partie de leur programme. L'association Identité-Egalité note qu'*« en hurlant avec les loups de l'extrême droite la droite parlementaire montre qu'elle choisit une fois de plus la voie de la facilité et de la démagogie »*.

La Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (FASTI) se félicite qu'*« enfin »*, M. Mitterrand *« prenne position publiquement »* en faveur d'un *« élément fondamental pour l'insertion des populations immigrés »*.

TROIS MÉDICAMENTS ANTIDIARRHÉIQUES SONT RETIRÉS DU MARCHÉ MONDIAL

La firme pharmaceutique suisse Ciba-Geigy a retiré définitivement du marché mondial trois médicaments antidiarrhéiques à base de clioquinol. Conformément à ce qui avait été annoncé il y a plusieurs mois (*le Monde* du 30 novembre 1984), l'Entéro-vioforme, le Locacortène-vioforme et le Mexaforme ne sont plus en vente depuis le 1er avril, en raison des cas de SMON (neuropathie Myélo-optique subaiguë), un grave syndrome neurologique, qu'ils avaient occasionnés, essentiellement au Japon. Au siège de la filiale française du groupe Ciba-Geigy, on rappelait, mardi 23 avril, que les pharmaciens étaient invités à retourner, aux frais de la firme, les lots de produits invendus.

● *Les suites du meurtre du commandant Nicholson.* – L'URSS a affirmé lundi 22 avril que, tout en jugeant *« regrettable »* le meurtre du commandant américain Nicholson, le 24 mars dernier en RDA, par un soldat soviétique, elle n'avait pas *« renoncé au droit de prendre des mesures légitimes »* pour s'opposer à toute tentative d'espionnage, et qu'elle rejetait *« l'entière responsabilité de ce qui est arrivé sur les autorités américaines concernées »*. Le département d'Etat a estimé cette interprétation *« inacceptable »*. – *(AFP.)*

● *Infraction soviétique à l'accord sur les vols vers Berlin.* – Le département d'Etat a annoncé, lundi 22 avril à Washington, que les Soviétiques avaient contrevenu à l'accord international sur les couloirs aériens permettant de gagner Berlin-Ouest en survolant la RDA. Ils auraient, en effet, menacé d'intercepter un avion de tourisme américain qui circulait dans un de ces couloirs si différentes précisions sur le vol – qu'ils n'avaient pas à exiger – ne leur étaient pas fournies. L'incident – qui n'a pas eu de suite, les occupants de l'avion ayant obtempéré – a eu lieu en avril 1984. – *(AFP.)*

POUR BIEN S'ASSEOIR ET BIEN DORMIR
Sans l'éloigner du mur.
la banquette-lit STEINER
se transforme en vrai lit pour 2 personnes par un simple basculement.
CAPÉLOU DISTRIBUTEUR
37, Av. DE LA REPUBLIQUE
75011 PARIS • Mo Parmentier
TEL. 357.46.35

Plus vite, moins cher !
•Votre 205 (3 ou 4 portes)
•votre 305 ou 505
nous vous la proposons, en livraison immédiate au prix du 17 décembre 1984 !
Offre valable jusqu'au 30 avril dans la limite de notre stock de 1000 véhicules disponibles
PEUGEOT•TALBOT
NEUBAUER
M. GÉRARD 821.60.21
227, bd. Anatole-France ST-DENIS · Métro : Mairie de St-Ouen

Sur le vif

L'Etat, c'est moi

Vous connaissez François, mon intendant ? Mais si, François Mitterrand, je vous en ai souvent parlé. C'est lui qui dirige ma maison. Au début ça n'allait pas. Il me prenait pour une milliardaire. Il dépensait à tort et à travers. Bon, je l'ai repris un peu en main. J'ai profité des municipales et puis des cantonales pour lui faire comprendre que je n'avais plus confiance. Maintenant, il n'y a pas trop à redire. Il essaye de remonter la pente. Il s'occupe pas trop mal de mes affaires. J'en suis assez contente. De toute façon, j'ai pas tellement le choix. Je l'ai engagé pour sept ans, alors...

Seulement voilà, il en profite. Il commence à en prendre un peu trop à son aise. Il a décidé, comme ça, sans m'en parler, de changer la façon dont seront recrutés les députés qui entreront à mon service en mars 1986. Et d'augmenter mon train de maison. Il en engage encore quatre-vingt-six. Il ne va plus y avoir de place à l'office.

Il pourrait quand même me consulter. Les référendums, c'est pas fait pour les chiens. C'est fait pour les citoyens. Il me l'a dit lui-même il y a quelques mois : ça permet au peuple de se faire entendre par-delà les manœuvres et les calculs des appareils. A ce moment-là, c'était sa marotte. Il voulait absolument que je lui mette un mot sous enveloppe pour lui dire si je voulais que mes gosses aillent tous à l'école publique. Je suis descendue et je lui ai dit non, un million de fois non. De vive voix.

Aujourd'hui, en revanche, je suis prête à prendre sur mon dimanche, n'importe lequel, à sa convenance, histoire de lui marquer noir sur blanc ma préférence pour tel ou tel mode de scrutin. Ce n'est pas parce que personne avant lui n'a eu la courtoisie de me le demander que je n'ai pas envie de donner mon avis. Enfin, j'ai tout de même le droit de me prononcer sur la manière de choisir mes employés, ceux que je paye pour me représenter à l'Assemblée. Non, c'est vrai ! Qui c'est qui est le patron dans cette baraque, la République française ? C'est le peuple souverain. Il a beau se donner des grands airs, mon intendant le sait très bien. L'Etat, c'est moi.

CLAUDE SARRAUTE.

Au Liban

APRÈS AVOIR DÉCRÉTÉ UN CESSEZ-LE-FEU

Les milices chrétiennes devraient se retirer de Saïda

De notre correspondant

Beyrouth. – Cessez-le-feu et retrait unilatéral proclamés par les Forces libanaises (milices chrétiennes) à Saïda ; assises interislamiques sous égide syrienne à Damas : ces deux événements simultanés – coïncidence ou habile minutage de la part des Forces libanaises qui pourraient se prévaloir ultérieurement de ce geste et de son « timing » auprès des autorités syriennes – sont susceptibles de produire un certain apaisement au Liban. Si Israël, toutefois, ne crée pas les conditions de nouveaux troubles dans le sillage des prochaines *étapes* du retrait de son armée au Liban du Sud, l'évacuation de la région de Tyr et de la Bekaa-Ouest, incluse dans la phase 2, semble imminente. Le harcèlement des troupes israéliennes par la résistance libanaise est, comme il fallait s'y attendre, encouragé et non freiné par le retrait : deux cents opérations en avril auraient été reconnues par Tel-Aviv selon Radio-Liban (contrôlée par Amal), soit dix par jour environ.

Le désengagement des Forces libanaises à Saïda, annoncé lundi par leur nouveau chef effectif, M. Samir Geagea, s'applique à environ trois cent cinquante miliciens étrangers à la région, qui seront rapatriés à Beyrouth *via* le port de Jieh. M. Geagea, qui a attribué l'essentiel de la responsabilité des combats de Saïda aux Palestiniens – ce qui ne devrait pas déplaire à Damas – tout en dénonçant au passage les manœuvres de MM. Berri et Joumblatt, a rejeté sur le chef de l'Etat et celui du gouvernement, tout démissionnaire qu'il soit, ainsi que sur l'armée la responsabilité de tout renouvellement des troubles entre Saïda et la ceinture de villages chrétiens qui la surplombent.

Le cessez-le-feu proclamé par les Forces libanaises est entré en vigueur lundi à 16 heures. Le retrait des combattants devait avoir lieu ce mardi.

Le deuxième volet de l'apaisement, la réunion interislamique de Damas, fait suite aux affrontements de mardi et mercredi derniers, au cours desquels la milice chiite Amal, épaulée par le PSP druze et avec l'aval évident des autorités syriennes, a éliminé les vestiges de pouvoir sunnite à Beyrouth-Ouest. Après avoir, *de facto*, opposé une fin de non-recevoir à leur émissaire, M. Karamé, les autorités syriennes ont littéralement convoqué la conférence interislamique de ce mardi que le vice-président syrien, M. Khaddam, dirigera, et à laquelle le président Assad prêterait son concours personnel durant une partie des débats qui s'annoncent houleux et durs.

Le chef de l'Etat syrien a adressé un message au président libanais, M. Gemayel, l'assurant qu'il continuait à miser entièrement sur la légalité.

La communauté sunnite, contrainte de se satisfaire de peu sur le terrain, pourrait, par la suite, faute de milice, se retrancher dans une « résistance politique », étant le principal partenaire islamique dans le système actuel de gouvernement.

LUCIEN GEORGE.

M. HONECKER A ROME

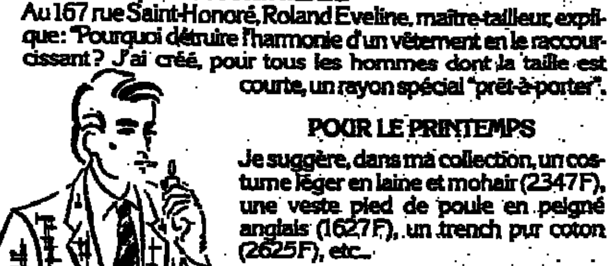
Rome *(AFP)*. – Le président du conseil italien, M. Craxi, a accueilli, mardi matin 23 avril à Rome, M. Erich Honecker, qui effectue en Italie la première visite officielle d'un chef de l'Etat et du PC est-allemands dans un pays de la CEE et de l'OTAN.

M. Honecker sera, en outre, mercredi, le premier dirigeant de Berlin-Est à franchir la porte du Vatican pour une audience de Jean-Paul II.

● *Au Conseil de l'Europe.* – La trente-septième session de l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe s'est ouverte le lundi 22 avril à Strasbourg, avec la réélection à sa présidence, pour un troisième et dernier mandat annuel, de M. Karl Ahrens, député social-démocrate ouest-allemand. – *(AFP.)*

LES HOMMES PETITS ONT ENFIN LEUR PRET-A-PORTER

Si vous êtes petit, fort ou mince, vous n'êtes plus condamné au sur-mesure pour être bien habillé.
Au 167 rue Saint-Honoré, Roland Eveline, maître-tailleur, explique : "Pourquoi détruire l'harmonie d'un vêtement en le raccourcissant ? J'ai créé, pour tous les hommes dont la taille est courte, un rayon spécial "prêt-à-porter".



POUR LE PRINTEMPS
Je suggère, dans ma collection, un costume léger en laine et mohair (2347F), une veste pied de poule en peigné anglais (1627F), un trench pur coton (2625F), etc...



ROLAND EVELINE
167, RUE SAINT-HONORÉ
75001 PARIS TÉL. (1) 260.47.26
(PLACE DU THÉÂTRE FRANÇAIS)